

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

**Du système législatif
De l'organisation judiciaire
Du régime hypothécaire
en Égypte**

THÈSE DE DOCTORAT JURIDIQUE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

Albert DEBONO

le 6 Novembre 1908

Président : M. Lyon Caen

Professeur : M. Weiss,

Agrégé : M. Geouffre de Lapradelle,



M.-P. FRUICTIER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

6, rue du Banquier, 6
PARIS

1908

Du système législatif
De l'organisation judiciaire
Du régime hypothécaire
en Égypte

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

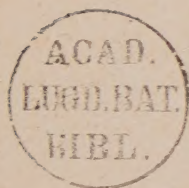
Du système législatif
De l'organisation judiciaire
Du régime hypothécaire
en Égypte

THÈSE DE DOCTORAT JURIDIQUE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

Albert DEBONO

le 6 Novembre 1908



Président : M. Lyon Caen

Professeur : M. Weiss,

Agrégé : M. Geouffre de Lapradelle,



M.-P. FRUICTIER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

6, rue du Banquier, 6
PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

Je dédie ce modeste ouvrage :

A MES CHERS PARENTS

A MONSIEUR LYON CAEN

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR DE DROIT COMMERCIAL

ET DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

A MAITRE BRIEU

AVOCAT PRÈS LA COUR D'APPEL DE PARIS

A MONSIEUR ALBERT LE VASSEUR
LIBRAIRE-ÉDITEUR



A MES AMIS

BIBLIOGRAPHIE

- Revue de Droit international et de Législation comparée. —
Tomes II, VII, IX, XXII, XXIII.
- Revue générale de Droit international public. — Tomes I, VI, VII.
- Journal de Droit international privé. — Tomes VII, XI, XIV.
- Revue des Deux-Mondes, 1^{er} mars 1878.
- Bulletin de la Société de Législation comparée, années 1877-78.
- Benoit.** — Etude sur les Capitulations entre l'Empire ottoman
et la France et sur la Réforme judiciaire en Egypte, 1890.
- Gavillot.** — Essai sur les droits des Européens en Turquie et
en Egypte, 1875.
- Jacobovits.** — Rapport de la Commission internationale
réunie au Caire.
- Laget.** — De la condition juridique des Français en Egypte,
1890.
- Lamba.** — De l'évolution de la condition juridique des Euro-
péens en Egypte, 1896.
- Mancini.** — La Réforme judiciaire en Egypte.
- Minnaert.** — Le Caire et la Justice internationale en Egypte,
1899.
- Nicoullaud.** — L'Egypte et la Réforme judiciaire.
- Obissier.** — Etude sur les Capitulations et la Réforme judi-
ciaire en Egypte, 1875.
- Silvestre.** — La Réforme judiciaire en Egypte.
- Simaika.** — De la compétence des Tribunaux mixtes en ma-
tière civile, commerciale et financière, 1892.
- Timmernnans.** — La Réforme judiciaire en Egypte et les
Capitulations.

• **Winckel.** — La Réforme judiciaire en Egypte.

Despagnet. — Cours de Droit international public.

Bonfils. — Manuel de Droit international et public.

Esmein. — Cours élémentaire d'Histoire du Droit Français.

Extraits des Rapports de la Commission des Délégués de C. C. E. E. Messieurs les Représentants des puissances près la Sublime Porte, réunie à l'effet d'examiner les propositions du Gouvernement Egyptien, relativement à la Réforme judiciaire en matière pénale en Egypte.

Travaux des Commissions internationales, tenues au Caire, pour le renouvellement des Tribunaux de la Réforme, — 1880 à 1881 — 1884 — 1890 — 1897 à 1899.

Rapport présenté à Son Excellence, M. le Ministre des Affaires étrangères, par la Commission instituée à l'effet d'examiner les propositions faites par le Gouvernement Egyptien pour réformer l'administration de la justice en Egypte (France).

AVANT-PROPOS

L'Égypte est un pays éminemment cosmopolite. Français, Anglais, Italiens et Grecs s'y rencontrent surtout, et possèdent des intérêts commerciaux ou des biens fonciers d'une énorme importance.

Les sociétés étrangères s'y trouvent en assez grand nombre.

Pour s'en rendre compte, il suffit de parcourir les rues d'Alexandrie, du Caire ou de Port-Saïd.

Les principales maisons de commerce y sont tenues par des Européens.

Les Bourses d'Alexandrie et du Caire dénoncent un courant d'affaires commerciales de plusieurs millions.

Les ports d'Alexandrie, Port-Saïd et Suez accusent chaque année un chiffre très considérable d'importation et d'exportation.

La propriété foncière dans les villes appartient presque pour les trois quarts à des Européens.

La quotité est moindre dans les villages ; mais cela tient à l'énorme morcellement des terres. Cependant si les biens des Européens n'y atteignent pas le maximum comme nombre, ils l'atteignent sûrement comme importance.

Depuis quelques années, les sociétés elles-mêmes se sont accrues considérablement. Banques, Sociétés des Eaux d'Alexandrie, du Gaz, des Tramways, des Chemins de fer d'Intérêts locaux, d'Exploitations agricoles, se sont développées et comptent un nombre considérable d'actionnaires.

Beaucoup de sociétés ou maisons de commerce d'Europe y ont établi des succursales.

On peut, sans exagération, soutenir que les intérêts européens en Egypte s'élèvent à plusieurs milliards.

Toutes ces personnes peuvent avoir, un jour ou l'autre, des droits à faire valoir, des actions à exercer ; et, par suite, ont un intérêt suprême à voir la justice bien organisée et de bonnes lois régissant le pays.

Ceci montre l'importance de la question ; malgré cela, très peu d'ouvrages ont été faits sur ce point.

Si l'Egypte a inspiré le poète ou le littérateur, elle semble avoir laissé le juriste indifférent.

Ce n'est pourtant pas l'importance du sujet, ni l'abondance des matières qui font défaut.

Les quelques rares ouvrages qui ont été faits portent presque tous sur des thèses spéciales : soit la concordance des codes Egyptiens avec le code Napoléon, soit alors sur des questions de droit musulman, spécialement applicable

aux indigènes, et qui constitue, pour ainsi dire, leur statut personnel.

On nous a, jusqu'à présent, montré une œuvre finie, un édifice bâti, une machine en mouvement, sans nous expliquer la façon dont on a construit le bâtiment, sans arrêter la machine pour nous en faire étudier le mécanisme.

On a accepté la situation faite, sans chercher les modifications qu'il pouvait être utile d'y apporter. On s'en est remis aux commissions internationales.

Ce désintéressement est fautif. Il est de l'intérêt et du devoir de chacun de tâcher, dans la mesure du possible, de faire connaître les modifications et les changements qu'il croirait nécessaires.

Assurément, tout le monde ne peut faire une œuvre de génie : mais, tout le monde peut donner une idée qui serait trouvée bonne.

C'est justement le but que nous nous proposons. Nous voudrions faire connaître la façon dont se font les lois ; étudier les diverses juridictions qui existent actuellement en Egypte ; montrer leur organisme et leur fonctionnement, et, si on nous le permet, donner ensuite les modifications qui nous ont paru utiles.

Parmi ces diverses juridictions, une, surtout, est très intéressante à étudier ; nous voulons parler de la juridiction mixte.

Cette juridiction, instituée en 1874, a mis fin au régime des capitulations, quant à la compétence civile. Elle a supprimé les dix-sept ou dix-huit cours consulaires qui rendaient alors la justice.

Les résultats furent des plus heureux.

L'on sait que, pour voir la propriété foncière assurée et prospère, il faut une législation uniforme. Avant les tribunaux mixtes, cette propriété était régie par autant de lois que de consulats. La réforme supprima cet état de choses, en instituant un code applicable à tous.

La procédure était, avant 1874, longue, incertaine et coûteuse. De nombreuses questions d'incompétence étaient soulevées. Il fallait, presque à chaque procès, trancher des questions de nationalité à titre préjudiciel. Les appels étaient portés en Europe, cela rendait presque impossible l'audition des témoins. Tout cela nuisait à la bonne administration de la justice.

L'institution de la nouvelle juridiction mit fin à ces inconvénients. Elle créa une procédure sûre, rapide et à la portée des justiciables.

Le commerce, dans les débuts, n'était pas florissant ; il végétait lamentablement. Cela était forcé ; les commerçants ne trouvaient nulle part du crédit, car l'organisation de la faillite était, pour ainsi dire, impossible.

Depuis 1874, il a pris un essor et un développement considérables. Grâce à une loi commerciale uniforme et à une bonne organisation des faillites, le crédit était ouvert aux commerçants.

Une des conséquences les plus heureuses de la création de cette législation fut la possibilité de l'hypothèque. L'industrie et surtout l'agriculture en profitèrent. Cette dernière trouva les capitaux qui lui faisaient défaut. Elle put améliorer son système d'irrigation et introduire les progrès et les inventions modernes dans sa méthode de culture.

Grâce, en un mot, à la réforme judiciaire, l'Égypte devint un pays fertile.

L'utilité pratique de cette réforme et les services qu'elle a rendus sont reconnus par tout le monde. Aussi est-il question de donner, aux tribunaux mixtes, la compétence pénale qu'on avait, lors de leur création, réservée aux cours consulaires.

C'est justement à cause de ce projet et pour aplanir les résistances qu'il rencontre de la part des puissances, qu'il faudrait créer des réformes dans leur organisation. Ces réformes consisteraient dans la création d'une cour de revision et d'un parquet en conformité avec la situation.

Le régime hypothécaire nous donnera, à lui seul, une étude des plus intéressantes.

Tel qu'il fonctionne aujourd'hui, il rend d'immenses services ; mais son utilité pourrait être encore agrandie en apportant des modifications aux lois qui régissent l'hypothèque et à l'organisation des greffes.

Ces greffes, au nombre de trois, sont complètement insuffisants. Les greffiers sont accablés de travail, et le public se plaint. Cette situation est parfaitement compréhensible. Les conservateurs des hypothèques font fonction à la fois de greffier du tribunal, de notaire et de conservateur des hypothèques.

D'autre part, leur responsabilité est énorme. Leur traitement n'est que de 12.000 francs, y compris des droits qu'ils touchent en plus de leurs appointements ; actuellement, il est encore question de réduire les droits, et, par suite, leur émolument annuel.

Leur responsabilité est encore accrue par le mode de

recrutement de leurs employés. Ces employés, pour la plupart d'une incapacité notoire, leur sont imposés sans qu'ils aient été consultés.

Un exemple entre cent : il existe dans les tribunaux un employé assermenté, pouvant, par conséquent, être appelé à faire fonction de commis-greffier, et ledit employé sait à peine écrire.

Un commis-greffier a trouvé le moyen de légaliser, sur des registres, une croix en guise de signature.

Les exemples ne manquent pas.

Cet état de choses ne doit étonner personne. Le plus grand favoritisme existe dans la nomination des employés. Beaucoup sont d'anciens domestiques ou garçons de bureau de quelque juge ou conseiller.

Faire l'histoire des tribunaux mixtes, de leur organisation ; indiquer les réformes qui seraient désirables ; montrer en même temps la façon dont s'élabore la loi, tel sera le but de notre thèse.

INTRODUCTION

Il nous a paru utile de faire, à titre d'introduction, la description de l'état de l'Egypte avant l'établissement de la nouvelle juridiction.

Suivra le règlement d'organisation judiciaire, qui est la base du système actuel et auquel on devra se référer en cas de difficultés.

Avant 1874, se basant sur des capitulations faussément interprétées, on trouvait en Egypte dix-sept cours consulaires rendant la justice tant au civil qu'au pénal:

Une seule juridiction était à peu près acceptable : c'était la juridiction commerciale. Ces procès étaient tranchés par les divans des gouverneurs d'Alexandrie et du Caire, assistés, en guise d'assesseurs, par de notables commerçants indigènes et étrangers. On y appliquait les usages commerciaux de l'Egypte, on pouvait savoir suivant quelle loi on serait jugé.

Pour le reste, c'était l'injustice et l'exaction élevées au rang de système organisé.

Les individus qui traitaient entre eux n'étaient jamais sûrs de la juridiction qui les jugerait, ni de la loi qui leur serait appliquée. Ces juridictions variaient suivant la nationalité du défendeur, la règle *actor sequitur forum rei* étant toujours admise par la plupart des législations.

Les procès s'éternisaient ; l'instruction était déplorable, car le consul instructeur était désarmé en présence de témoins n'appartenant pas à sa nationalité.

Le procès même gagné en première instance, le demandeur n'avait pas fini avec ses peines. Le défendeur pouvait interjeter appel, lequel se jugeait à l'étranger, ce qui entraînait pour la partie adverse des dérangements et des frais souvent insurmontables. Parfois même, après l'appel, il y avait lieu au pourvoi en cassation.

Mettons-nous, maintenant, en présence d'un demandeur ayant gagné son procès devant les trois degrés de juridiction. Il revient en Égypte pour faire exécuter la sentence obtenue et entrer en jouissance de ses droits.

Que va-t-il arriver ? Si le défendeur est de mauvaise foi, il aura cédé ses biens à un étranger d'une nationalité différente, ce qui obligera le demandeur à recommencer *ab initio* toute la procédure, la précédente étant nulle et non avenue à l'égard de la nouvelle juridiction saisie. Il courait ainsi le risque de se voir condamner, la nouvelle législation pouvant être différente.

Cet état de choses déplorable entraînait une situation insupportable. La plupart des plaideurs étaient obligés de transiger devant la mauvaise foi manifeste de leur débiteur.

Ils se contentaient d'une part souvent dérisoire de leur droit plutôt que de se risquer dans des procès qui absorberaient, en frais, la plus grande partie sinon la totalité de leur créance.

Il n'était pas rare de voir alors ces transactions ne rapporter aux créanciers que dix ou même cinq pour cent de leur créance.

Aussi faut-il attribuer à ces conditions, vraiment désastreuses pour les placements financiers, le taux usuraire de l'intérêt, qui s'élevait à cinquante, soixante et même cent pour cent.

La juridiction pénale était dans une situation identique, et ici les conséquences étaient encore plus fâcheuses, à cause des troubles qui en résultaient.

Les pénalités n'étaient pas les mêmes pour tous. Les crimes commis par les ressortissants de telle puissance n'étaient presque pas punis, tandis que ceux commis par les ressortissants de telle autre l'étaient trop sévèrement.

L'instruction était faite sur les lieux mêmes et rencontrait des difficultés énormes.

Cela tenait à ce que le consul n'avait que des moyens d'action très restreints. La police le secondait plus ou moins. Il se trouvait complètement désarmé quand il y avait des témoins d'une nationalité étrangère à la sienne.

L'inculpé, intéressé au plus haut point à ne pas laisser des charges accablantes s'accumuler contre lui, s'arrangeait, quand il était riche, pour acheter les témoins. Ceux-ci ne répondaient pas à la citation, et le consul, n'ayant aucun pouvoir sur eux, ne pouvait les y contraindre.

L'instruction une fois faite dans ces conditions, le consul formait le dossier d'enquête de l'inculpé de toutes les dépositions écrites et l'envoyait en Europe à la Cour d'assises compétente.

Là, l'inculpé trouvait un jury mal instruit par cette enquête écrite, dans l'impossibilité de confronter les témoins ou de demander un supplément d'enquête. Ce jury, d'autre part, était peu intéressé à condamner sévèrement un compatriote pour un crime non commis dans le pays et par conséquent n'y menaçant pas l'ordre social.

De plus, sa conscience n'était pas tranquille, car il ne pouvait savoir si les dépositions des témoins étaient fidèlement rapportées dans les termes mêmes où elles avaient été faites. Un point surtout l'inquiétait : quand il y avait des dépositions faites en langues étrangères, il craignait toujours qu'elles ne fussent dénaturées par les interprètes.

Aussi les sentences étaient-elles d'une indulgence scandaleuse.

On a pu voir des meurtres punis de quelques mois de prison.

Tels sont les résultats qu'on avait obtenus avec les Stauton : « Les capitulations n'ont jamais prétendu priver capitulations. Celles-ci furent sûrement mal interprétées. La situation telle qu'elle existait était due aux empiétements des consuls sur l'autorité locale.

Lord Stanley le reconnaît dans une lettre au coroner Stanton : « *Les capitulations n'ont jamais prétendu priver le gouvernement local, de juridiction sur les étrangers, en toutes matières, soit civiles, soit criminelles, pour les-*

quelles elles se trouvent en collision avec la loi du souverain territorial. Elles réservaient pourtant aux étrangers, comme protection contre l'arbitraire des tribunaux locaux, un certain droit de concours ou de surveillance qui put agir comme frein contre les abus.

« Dans le cours des temps, ce frein, spécialement en Egypte, est devenu le grand abus. »

Ces abus et les plaintes qui en furent la conséquence tirèrent le gouvernement égyptien de l'indifférence où il se laissait endormir.

S. E. Nubar Pacha, alors président du Conseil des ministres, attira l'attention des puissances sur ce qui se passait en Egypte et provoqua la formation d'une commission internationale qui siégea à Constantinople, en 1869, pour la première fois.

Cette commission fut chargée d'élaborer un projet et de chercher le moyen de remédier à l'état de choses qui régnait alors.

Les puissances représentées à cette première séance étaient au nombre de onze : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Russie et la Suède et Norvège.

L'Egypte était représentée par Son Excellence Nubar Pacha, ministre des affaires étrangères et président du Conseil des ministres.

La présidence de la commission fut attribuée à sir Philipp Francis, consul général et juge à la Cour supérieure de S. M. britannique.

Après de longues discussions et de nombreuses résistances, surtout de la part de la France, les tribunaux mixtes furent établis pour une période de cinq ans.

La commission se réunit de nouveau au Caire en 1873. elle élaborà les divers codes ainsi que le règlement général judiciaire.

D'autres commissions furent réunies en 1880, 1884, 1890, 1897 afin de renouveler les tribunaux en question et apporter, tant aux lois qu'à l'organisation judiciaire, les modifications que l'expérience avait démontrées nécessaires. Dans ces commissions, le nombre des puissances représentées fut augmenté, par suite de l'adjonction du Danemark, de la Grèce et du Portugal.

On donna à ces tribunaux une compétence civile et commerciale presque complète. Ils connaissent, en effet, entre indigènes et étrangers, entre étrangers de nationalités différentes ou de même nationalité, de toutes questions réelles immobilières, des hypothèques et de tous les différends qui en découlent, ainsi que des questions relatives à la faillite.

Leur compétence pénale est plus restreinte.

Dans les débuts, on ne leur reconnut que la connaissance des crimes et délits commis contre les magistrats ou fonctionnaires judiciaires dans l'exercice de leur fonction, ceux commis contre l'exécution des sentences, ceux que les magistrats ou fonctionnaires judiciaires commettraient dans l'exercice de leur fonction.

En 1880, on leur abandonna la connaissance des contraventions aux règlements de police, pourvu que la peine prononcée ne dépassât pas les peines de simple police.

En 1897, leur compétence pénale fut étendue aux crimes de banqueroute.

Telle est l'histoire des tribunaux mixtes, qui fonctionnent actuellement depuis trente ans et qui ont donné de si heureux résultats.

Voici le texte du règlement d'organisation judiciaire. Nous passerons ensuite au plan qui sera suivi dans cet ouvrage.

RÈGLEMENT D'ORGANISATION JUDICIAIRE

POUR LES PROCÈS MIXTES EN ÉGYPTÉ

TITRE I. — JURIDICTION EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

CHAPITRE PREMIER. — TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE ET COUR D'APPEL

§ I. — *Institution et Composition*

Article premier. — Il sera institué trois tribunaux de première instance à Alexandrie, au Caire et à Zagazig.

Art. 2. — Chacun de ces tribunaux sera composé de sept juges, quatre étrangers et trois indigènes.

Les sentences seront rendues par cinq juges, dont trois étrangers et deux indigènes.

L'un des juges étrangers présidera avec le titre de vice-président, et sera désigné par la majorité absolue des membres étrangers et indigènes du tribunal.

Dans les affaires commerciales, le tribunal s'adjoindra deux commerçants, un indigène et un étranger, ayant voix délibérative et choisis par voie d'élection.

Art. 3. — Il y aura à Alexandrie une cour d'appel composée de onze magistrats, quatre indigènes et sept étrangers.

L'un des magistrats étrangers présidera, sous le titre de vice-président, et sera désigné de la même manière que les vice-présidents des tribunaux.

Les arrêts de la cour d'appel seront rendus par huit magistrats, dont cinq étrangers et trois indigènes.

Art. 4. — Le nombre des magistrats de la cour d'appel et des tribunaux pourra être augmenté, si la cour en signale la nécessité, pour les besoins du service, sans altérer la proportion fixée entre les juges indigènes et étrangers.

En attendant, dans le cas d'empêchement ou d'absence de plusieurs juges à la fois de la cour d'appel ou du même tribunal, le président de la cour pourra les faire suppléer, s'il s'agit de juges étrangers, par leurs collègues des autres tribunaux ou par les magistrats étrangers de la cour d'appel ; lorsqu'un des magistrats de la cour sera ainsi délégué à intervenir aux audiences d'un des tribunaux, il en aura la présidence.

Art. 5. — La nomination et le choix des juges appartiendront au gouvernement égyptien : mais, pour être assuré lui-même sur les garanties que présenteront les personnes dont il fera choix, il s'adressera officiellement aux ministres de la justice à l'étranger et n'engagera que les personnes munies de l'acquiescement et de l'autorisation de leur gouvernement.

Art. 6. — Il y aura près la cour d'appel et près chaque tribunal un greffier et plusieurs commis-greffiers assermentés par lesquels il pourra se faire remplacer.

Art. 7. — Il y aura aussi près la cour d'appel et près chaque tribunal des interprètes assermentés en nombre suffisant, et le personnel d'huissiers nécessaire, qui seront chargés du service de l'audience, de la signification des actes et de l'exécution des sentences.

Art. 8. — Les greffiers, huissiers et interprètes seront d'abord nommés par le gouvernement, et, quant aux greffiers, ils seront choisis pour la première fois à l'étranger, parmi les officiers ministériels qui exercent ou qui ont déjà exercé, ou parmi les personnes aptes à remplir les mêmes fonctions à l'étranger. Les greffiers, huissiers et interprètes pourront être révoqués par le tribunal auquel ils seront attachés.

§ II. — *Compétence*

Art. 9. — Ces tribunaux connaîtront seuls de toutes les contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers, et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel. Ils connaîtront aussi de toutes les actions réelles immobilières entre toutes personnes, même appartenant à la même nationalité.

Art. 10. — Le Gouvernement, les Administrations, les Daïras de S. A. le Khédive et des membres de sa famille seront justiciables de ces tribunaux dans les procès avec les étrangers.

Art. 11. — Ces tribunaux, sans pouvoir statuer sur la propriété du domaine public, ni interpréter ou arrêter l'exécution d'une mesure administrative, pourront juger, dans les cas prévus par le code civil, les atteintes portées à un droit acquis d'un étranger par un acte d'administration.

Art. 12. — Ne sont pas soumises à ces tribunaux les demandes des étrangers contre un établissement pieux, en revendication de la propriété d'immeubles possédés par cet établissement, mais ils seront compétents pour statuer sur la demande intentée sur la question de possession légale, quel que soit le demandeur ou le défendeur.

Art. 13. — Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en faveur d'un étranger sur les biens immeubles, quels que soient le possesseur et le propriétaire, rendra ces tribunaux compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque et sur toutes ses conséquences, jusque et y compris la vente forcée de l'immeuble ainsi que la distribution du prix.

Art. 14. — Les tribunaux délègueront un des juges qui, agissant en qualité de juge de paix, sera chargé de concilier les parties et de juger les affaires dont l'importance sera fixée par le code de procédure.

§ III. — Audiences

Art. 15. — Les audiences seront publiques, sauf les cas où le tribunal, par une décision motivée, ordonnera le huis clos dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'ordre public ; la défense sera libre.

Art. 16. — Les langues judiciaires employées devant le tribunal pour les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences seront les langues du pays, l'italien et le français.

Art. 17. — Les personnes ayant le diplôme d'avocat seront seules admises à représenter et défendre les parties devant la cour d'appel.

§ IV. — *Exécution des sentences*

Art. 18. — L'exécution des jugements aura lieu en dehors de toute action administrative consulaire ou autre, et sur l'ordre du tribunal. Elle sera effectuée par les huissiers du tribunal, avec l'assistance des autorités locales, si cette assistance devient nécessaire, mais toujours en dehors de toute ingérence administrative.

Seulement l'officier de justice chargé de l'exécution par le tribunal est obligé d'avertir les consulats du jour et de l'heure de l'exécution et ce à peine de nullité et de dommages-intérêts contre lui. Le consul, ainsi averti, a la faculté de se trouver présent à l'exécution ; mais, en cas d'absence, il sera passé outre à l'exécution.

§ V. — *Inamovibilité des magistrats ; — Avancement ; — Incompatibilité ; — Discipline*

Art. 19. — Les juges qui composent la cour d'appel et les tribunaux seront inamovibles.

L'inamovibilité ne subsistera que pendant la période quinquennale. Elle ne sera définitivement admise qu'après ce temps d'épreuve.

Art. 20. — L'avancement des juges et leur passage d'un tribunal à un autre n'auront lieu que sur leur consentement et sur le vote de la cour d'appel qui prendra l'avis des tribunaux intéressés.

Art. 21. — Les fonctions de magistrats, de greffiers, commis-greffiers, interprètes, huissiers seront incompatibles avec toutes autres fonctions salariées et avec la fonction de négociant.

Art. 22. — Les juges ne seront point l'objet, de la part de l'administration égyptienne, de distinctions honorifiques ou matérielles.

Art. 23. — Tous les juges de la même catégorie recevront les mêmes appointements. L'acceptation d'une rémunération en dehors de ses appointements, d'une augmentation des appointements, de cadeaux de valeur ou d'autres avantages matériels entraîne pour le juge la déchéance de l'emploi et du traitement sans aucun droit à une indemnité.

Art. 24. — La discipline des juges, des officiers de justice et des avocats est réservée à la cour d'appel. La peine disciplinaire applicable aux juges pour les faits qui compromettent leur honorabilité comme magistrats ou l'indépendance de leur vote sera la révocation et la perte du traitement sans aucun droit à une indemnité. La peine applicable aux avocats pour les faits qui compromettent leur honorabilité sera la radiation de la liste des avocats admis à plaider devant la cour. Le jugement devra être rendu par la cour en réunion générale, à la majorité des trois quarts des conseillers présents.

Art. 25. — Toute plainte présentée au gouvernement par un membre du corps consulaire contre les juges, pour

cause disciplinaire, devra être déferée à la cour qui sera tenue d'instruire l'affaire.

CHAPITRE II. — PARQUET

Art. 26. — Il sera institué un parquet à la tête duquel sera un procureur général.

Art. 27. — Le procureur général aura sous sa direction auprès de la cour d'appel et des tribunaux, des substitués en nombre suffisant pour le service des audiences et la police judiciaire.

Art. 28. — Le procureur général pourra siéger à toutes les chambres de la cour et des tribunaux, à toutes les cours criminelles, à toutes les assemblées générales de la cour et des tribunaux.

Art. 29. — Les magistrats du parquet seront amovibles et ils seront nommés par S. A. le Khédivé.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES ET TRANSITOIRES

Art. 30. — Le droit de récusation péremptoire des juges, des interprètes et des traductions écrites sera réservé à toutes les parties.

Art. 31. — Il y aura, dans chaque greffe des tribunaux de première instance, un employé du Mehkemé qui assistera le greffier dans les actes translatifs de propriété immobilière et constitutifs du droit de privilège immobilier et en dressera acte qu'il transmettra au Mehkemé.

Art. 32. — Il y aura également auprès des Mehkemés des commis délégués par le greffier du tribunal de première

instance qui devront lui transmettre, pour être transcrits d'office au registre des hypothèques, les actes translatifs de propriété immobilière et de constitution de gage immobilier.

Ces transmissions seront faites sous peine de dommages-intérêts et de poursuites disciplinaires, et sans que l'omission entraîne nullité.

Art. 33. — Les conventions, donation et les actes de constitution d'hypothèque ou translatifs de propriété immobilière, reçus par le greffier du tribunal de première instance, auront la valeur d'actes authentiques, et leur original sera déposé dans les archives du greffe.

Art. 34. — Les nouveaux tribunaux, dans l'exercice de leur juridiction en matière civile et commerciale et dans la limite de celle qui leur est consentie en matière pénale, appliqueront les codes présentés par l'Égypte aux puissances, et, en cas de silence, d'insuffisance et d'obscurité de la loi, le juge se conformera aux principes du droit naturel et aux règles d'équité.

Art. 35. — Le gouvernement fera publier, un mois avant le fonctionnement des nouveaux tribunaux, les codes dont un exemplaire en chacune des langues judiciaires sera déposé, jusqu'à ce fonctionnement, dans chaque Moudirich, auprès de chaque consulat et aux greffes de la cour d'appel et des tribunaux qui en conserveront toujours un exemplaire.

Art. 36. — Il publiera également les lois relatives au statut personnel des indigènes, un tarif des frais de justice et les ordonnances sur le régime des terres, des digues et des canaux.

Art. 37. — La cour préparera le règlement général judiciaire en ce qui concerne la police de l'audience, la discipline des tribunaux, des officiers de justice et des avocats, les devoirs des mandataires représentant les parties à l'audience, l'admission des personnes indigentes au bénéfice de l'assistance judiciaire, l'exercice du droit de récusation péremptoire et de la manière de procéder, en cas de partage des votes, pour les jugements de la cour d'appel.

Le projet de règlement ainsi préparé sera transmis aux tribunaux de première instance pour leurs observations, et, après une nouvelle délibération de la cour qui sera définitive, rendu exécutoire par décret du ministre de la justice.

Art. 38. — Les tribunaux en matière civile et commerciale ne commenceront à connaître des causes mixtes qu'un mois après leur installation.

Art. 39. — Les causes déjà commencées devant les consulats étrangers au moment de l'installation des tribunaux seront jugées devant leur ancien forum jusqu'à leur solution définitive. Elles pourront cependant, à la demande des parties et avec le consentement de tous les intéressés, être déferée aux nouveaux tribunaux.

Art. 40. — Les nouvelles lois et la nouvelle organisation judiciaire n'auront pas d'effet rétroactif.

TITRE II. — JURIDICTION EN MATIÈRE PÉNALE EN CE QUI CONCERNE LES INCULPÉS ÉTRANGERS

CHAPITRE PREMIER. — TRIBUNAUX DES CONTRAVENTIONS, DE POLICE CORRECTIONNELLE ET COUR D'ASSISES

§ I. — *Composition*

Article premier. — Le juge des contraventions à la charge des étrangers sera un des membres étrangers du tribunal.

Art. 2. — La chambre du conseil, aussi bien en matière de délit qu'en matière de crime, sera composée de trois juges, dont un indigène et deux étrangers, et de quatre assesseurs étrangers.

Art. 3. — Le tribunal correctionnel aura la même composition.

Art. 4. — La cour d'assises sera composée de trois conseillers, dont un indigène et deux étrangers.

Les douze jurés seront étrangers.

Dans ces divers cas, la moitié des assesseurs et des jurés sera de la nationalité de l'inculpé, s'il le demande. Dans le cas où la liste des jurés ou des assesseurs de la

nationalité de l'accusé serait insuffisante, il désignera la nationalité à laquelle ils devront appartenir pour compléter le nombre voulu.

Art. 5. — Lorsqu'il y aura plusieurs inculpés, chacun d'eux aura le droit de demander un nombre égal d'assesseurs ou de jurés de sa nationalité, sans que le nombre des assesseurs ou jurés puisse être augmenté, et sauf à déterminer par la voie du sort ceux des inculpés qui, à raison de ce nombre, ne pourront exercer leur droit.

§ II. — *Compétence*

Art. 6. — Seront soumises à la juridiction des tribunaux mixtes, les poursuites pour contraventions de simple police, et, en outre, les accusations portées contre les auteurs et complices des crimes et délits suivants.

Art. 7. — Crimes et délits commis directement contre les magistrats, les jurés et les officiers de justice dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction,

Savoir :

- a) Outrages par gestes, paroles ou menaces ;
- b) Calomnies, injures, pourvu qu'elles aient été proférées soit en présence du magistrat, du juré ou de l'officier de justice, soit dans l'enceinte du tribunal, ou publiées par voie d'affiches, d'écrits, d'imprimés ou d'emblèmes ;
- c) Voies de fait contre leur personne, comprenant les coups, blessures et homicide volontaire avec ou sans préméditation ;

d) Voies de fait exercées contre eux ou menaces à eux faites pour obtenir un acte injuste ou illégal ou l'abstention d'un acte juste et légal ;

e) Abus par un fonctionnaire public de son autorité contre eux dans le même but ;

f) Tentative de corruption exercée directement contre eux ;

g) Recommandation donnée à un juge par un fonctionnaire public en faveur de l'une des parties.

Art. 8. — Crimes et délits commis directement contre l'exécution des sentences et mandats de justice,

Savoir :

a) Attaque ou résistance avec violence ou voies de fait contre les magistrats en fonctions, ou les officiers de justice instrumentant ou agissant légalement pour l'exécution des sentences ou mandats de justice, ou contre les dépositaires ou agents de la force publique chargés de prêter main-forte à cette exécution ;

b) Abus d'autorité de la part d'un fonctionnaire public pour empêcher l'exécution ;

c) Vol de pièces judiciaires dans le même but ;

d) Bris de scellés apposés par l'autorité judiciaire, détournement d'objets saisis en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement ;

e) Evasion des prisonniers détenus en vertu d'un mandat ou d'une sentence et actes qui ont directement procuré cette évasion ;

f) Recel des prisonniers évadés dans le même cas.

Art. 9. — Les crimes et délits imputés aux juges, jurés

et officiers de justice, quand ils seront accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions,

Savoir :

Outre les crimes et délits communs qui pourront leur être imputés dans ces circonstances, les crimes et délits spéciaux sont :

- a) Sentence injuste rendue par faveur ou inimitié ;
- b) Corruption ;
- c) Non-révélation de la tentative de corruption ;
- d) Dénî de justice ;
- e) Violences exercées contre les particuliers ;
- f) Violation du domicile sans les formalités légales ;
- g) Exactions ;
- h) Détournement de deniers publics ;
- i) Arrestation illégale ;
- j) Faux dans les sentences et les actes.

Art. 10. — Dans les dispositions qui précèdent sont compris, sous la dénomination d'officiers de justice, les greffiers, les commis-greffiers assermentés, les interprètes attachés au tribunal et les huissiers titulaires, mais non les personnes chargées accidentellement par délégation du tribunal d'une signification ou d'un acte d'huissier.

La dénomination de magistrats comprend les assesseurs.

CHAPITRE II.

DÉROGATION AU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE
DANS LE JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS DES CRIMES
ET DES DÉLITS, A LA CHARGE DES ÉTRANGERS§ I. — *Poursuite*

Art. 11. — Lorsqu'un membre du corps consulaire dénoncera un fait délictueux, à la charge d'un magistrat ou d'un officier de justice, le gouvernement devra donner les ordres nécessaires au ministère public, qui sera tenu de suivre sur la dénonciation.

Art. 12. — Toutes les poursuites pour crimes ou délits seront l'objet d'une instruction qui sera soumise à une chambre du conseil.

Art. 13. — Le consul de l'inculpé sera sans délai avisé de toute poursuite pour crime ou délit intentée contre son administré.

§ II. — *Instruction*

Art. 14. — L'instruction ainsi que les débats auront lieu dans celle des langues judiciaires que connaîtra l'inculpé.

Art. 15. — Toute instruction contre un étranger, ainsi que la direction des débats lors du jugement, appartiendront à un magistrat étranger, tant en matière de simple police qu'en matière criminelle ou correctionnelle.

Art. 16. — Si l'inculpé d'un crime ou délit n'a pas de défenseur, il lui en sera désigné un d'office, au moment de l'interrogatoire, à peine de nullité.

Art. 17. — Jusqu'à ce qu'il soit constaté qu'il existe en Egypte une installation suffisante des lieux de détention, les inculpés arrêtés préventivement seront livrés au consul immédiatement après l'interrogatoire et dans les vingt-quatre heures de l'arrestation au plus tard, à moins que le consul n'ait autorisé la détention dans la prison du gouvernement.

Art. 18. — Le témoin qui refusera de répondre soit au juge d'instruction, soit devant un tribunal de jugement, pourra être condamné à la peine de l'emprisonnement, qui variera d'une semaine à un mois en matière de délits, et qui pourra être portée à trois mois en matière de crimes, ou en tous cas à une amende de 100 à 400 P. E. (260 à 1.040 francs).

Ces peines seront prononcées, suivant les cas, par le tribunal ou la cour.

Art. 19. — Les seuls témoins qui pourront être recusés sont les ascendants, les descendants et les frères et sœurs de l'inculpé ou ses alliés au même degré et son conjoint, même divorcé, sans que l'audition des personnes ci-dessus entraîne nullité lorsque ni le ministère public, ni la partie civile, ni l'inculpé ne les aura recusées.

Art. 20. — Lorsque, dans le cours d'une instruction, il y aura lieu de procéder à une visite domiciliaire, le consul de l'inculpé sera avisé.

Il sera dressé procès-verbal de l'avis donné au consul.

Copie de ce procès-verbal sera laissée au consulat au moment de l'interpellation.

Art. 21. — Hors le cas de flagrant délit, ou d'appel de secours de l'intérieur, l'entrée du domicile pendant la nuit

ne pourra avoir lieu qu'en présence du consul ou de son délégué, s'il ne l'a pas autorisée hors sa présence.

§ III. — *Règlement de la compétence dans les conflits de juridiction*

Art. 22. — Trois jours avant la réunion de la chambre du conseil, la communication des pièces de l'instruction sera faite au greffe, au consul ou à son délégué.

Il devra, sous peine de nullité, être délivré au consul expédition des pièces dont il demandera copie.

Art. 23. — Si, sur la communication des pièces, le consul de l'inculpé prétend que l'affaire appartient à sa juridiction, et qu'elle doit être déferée à son tribunal, la question de compétence, si elle est contestée par le tribunal mixte, sera soumise à l'arbitrage d'un conseil composé de deux conseillers ou juges, désignés par le président de la cour et de deux consuls choisis par le consul de l'inculpé.

Art. 24. — Lorsque le juge d'instruction et le consul instruiront en même temps sur le même fait, si l'un ou l'autre ne croit pas devoir se reconnaître incompétent, le conseil des conflits devra être réuni pour régler le différend à la demande de l'un d'eux.

Il est bien entendu que le conflit ne pourra jamais être soulevé par le juge d'instruction à l'occasion d'un crime ou d'un délit ordinaire ; de plus, le crime ou le délit qu'il prétendra avoir été commis devra être qualifié par le réquisitoire dont il aura été saisi, conformément aux catégories ci-dessus, des faits attribués aux nouveaux tribunaux.

Enfin, si le magistrat ou l'officier de justice offensé a porté plainte devant le tribunal consulaire, ce tribunal statuera sur la plainte sans qu'il y ait possibilité de conflit.

Art. 25. — Le tribunal qui, après que les formalités ci-dessus auront été remplies, restera saisi de l'affaire, statuera sur cette affaire sans qu'il puisse y avoir lieu ultérieurement à déclaration d'incompétence.

§ IV. — *Débats devant la cour d'assises*

Art. 26. — Devant la cour d'assises, quand les débats seront clos et les questions à poser aux juges arrêtées, le président résumera l'affaire et les principales preuves pour ou contre l'accusé.

§ V. — *De l'appel et du pourvoi contre les jugements de condamnation*

Art. 27. — Les appels, quand ils seront permis en matière de condamnation contre les jugements du tribunal de simple police, seront portés devant le tribunal correctionnel.

Art. 28. — Les pourvois dans les cas où ils sont autorisés par le code d'instruction criminelle contre les jugements de condamnation en matière pénale, seront portés devant la cour composée comme en matière civile.

Les conseillers ayant siégé dans la cour d'assises ne pourront connaître du pourvoi élevé contre l'arrêt de la cour.

§ VI. — Etablissement de la liste des jurés et choix des assesseurs

Art. 29. — La liste des jurés de nationalité étrangère sera annuellement dressée par le corps consulaire.

A cet effet, chaque consul adressera au doyen du corps consulaire la liste de ses nationaux qui remplissent, d'après lui, les conditions voulues pour être jurés. Les jurés devront avoir l'âge de 30 ans et une résidence en Egypte d'un an au moins.

Art. 30. — La liste définitive sera dressée par le corps consulaire sur les listes partielles, en procédant par voie d'élimination, jusqu'à ce que le total des jurés atteigne et n'excède pas le nombre de deux cent cinquante.

Art. 31. — Chaque nationalité pourra avoir un maximum de trente jurés et un minimum de dix-huit jurés, pourvu que dans ce dernier cas la composition de la nationalité le permette.

Art. 32. — La liste des assesseurs correctionnels sera formée par le corps consulaire sur la liste des jurés.

Art. 33. — Le minimum des assesseurs sera de six, et le maximum de douze par nationalité.

Art. 34. — Lorsqu'un délit correctionnel devra être jugé dans une ville où il ne se trouvera un nombre suffisant d'assesseurs étrangers, la Cour désignera les assesseurs du tribunal voisin qui devront venir siéger.

Art. 35. — Les assesseurs ou jurés qui ne comparaitront pas pour remplir leurs fonctions seront condamnés par le tribunal ou la cour, suivant les cas, à une amende

de 200 à 4.000 P. E. (52 à 1.040 francs), à moins d'excuse légitime.

§ VII. — *Exécution*

Art. 36. — Jusqu'à ce qu'il soit constaté qu'une installation suffisante des lieux de détention existe réellement en Egypte, les condamnés à l'emprisonnement seront, si le consul le demande, détenus dans les prisons consulaires.

Artt 37. — Le consul dont l'administré subira sa peine dans les établissements du gouvernement égyptien aura le droit de visiter les lieux de détention et d'en vérifier l'état.

Art. 38. — En cas de condamnation à la peine capitale, MM. les Représentants des puissances auront la faculté de réclamer leurs administrés.

A cet effet, un délai suffisant interviendra entre le prononcé et l'exécution de la sentence pour donner aux représentants des puissances le temps de se prononcer.

TITRE III

§ II. — *Disposition spéciale*

Art. 39. — Il sera établi près des nouveaux tribunaux un nombre suffisant d'agents choisis par les tribunaux eux-mêmes pour pouvoir assister, au besoin, les magistrats et les officiers de justice dans leurs fonctions, sauf aux tribu-

naux et aux officiers judiciaires à requérir tout autre agent de la force publique en cas de flagrant délit ou de péril en la demeure.

§ II. — *Disposition finale*

Art. 40. — Pendant la période quinquennale, aucun changement ne devra avoir lieu dans le système adopté.

Après cette période, si l'expérience n'a pas confirmé l'utilité pratique de la réforme judiciaire, il sera loisible aux puissances soit de revenir à l'ancien ordre de choses, soit d'aviser, d'accord avec le gouvernement égyptien, à d'autres combinaisons.

La bibliographie de cette thèse est restreinte. Presque tous les renseignements ont été puisés dans les « *extraits des rapports de la commission des délégués de l'E. E. MM. les Représentants des puissances près la Sublime Porte réunis à l'effet d'examiner les propositions du gouvernement égyptien, relativement à la réforme judiciaire en matière pénale en Egypte* ».

Le reste a été pris dans les « *rapports des commissions internationales tenues au Caire pour le renouvellement des tribunaux de la Réforme* ».

Ces commissions siégèrent de 1880 à 1881, en 1884, en 1890, et de 1897 à 1899. Quelques rares auteurs nous y ont aussi aidé.

Il nous a semblé utile d'étudier, tout à la fois, la situation faite en Egypte par la réforme de 1874 et le régime qui

lui était antérieur. De cette façon, en opposant les deux systèmes, on verra plus facilement les avantages de l'un et les inconvénients de l'autre.

Par suite, nous subdiviserons chaque titre en deux chapitres ; dans le premier, nous parlerons de l'Égypte avant la réforme de 1874, et dans la seconde de l'Égypte après cette réforme.

Quand on étudie un pays au point de vue juridique, il est utile de commencer par l'étude législative de ce pays. Faire connaître le pouvoir qui crée la loi, la façon dont il la porte à la connaissance des intéressés, la façon dont elle devient obligatoire, tel est l'objet de cette étude.

Une fois le point de vue législatif connu, il devient nécessaire de savoir qui applique la sanction que ces lois prononcent contre ceux qui les enfreignent. Cela donne lieu d'étudier la juridiction.

Aussi diviserons-nous notre thèse en deux livres : dans le premier, nous traiterons de la législation ; dans le second, de la juridiction.

Dans un appendice, nous parlerons de l'hypothèque assez brièvement.

Nous avons cru bon de traiter séparément ce sujet, qui est appelé à prendre une grande importance en Égypte, un projet de réforme étant actuellement en discussion.

Nous espérons être utile à l'Égypte, dans la mesure de nos faibles moyens.

Paris, le 9 juillet 1908.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Des Capitulations

Généralités. — Historique des capitulations. — Origines et but des capitulations. — Nature des capitulations. — Importance des capitulations dans le temps. — Utilité décroissante des capitulations : elles rendent impossibles certains progrès. — Conclusions.

Généralités. — La question des capitulations est une des plus importantes du droit international. Elle est intimement liée à la question d'Orient et marche de pair avec elle. Grâce à ces traités, vieux de plusieurs siècles, l'Orient, le monde musulman, est tenu en laisse par l'Europe. Il est dans la situation d'un enfant à qui l'on aurait donné un gouverneur et qui ne pourrait rien faire sans la permission de ce dernier.

Que la Turquie, l'Égypte, ou tout autre pays astreint à ce régime veuille faire une réforme, la plus utile, la plus profitable au bien-être général du pays, il se verra arrêté par le grand mot de capitulation. Ainsi, si l'on veut voter

des impôts supplémentaires pour dessécher des marais, des lagunes stagnantes qui sont une source d'épidémie pour le territoire entier, grâce à ce régime capitulaire on ne pourra le faire. Tous les habitants de nationalité étrangère échapperont au paiement de ces taxes et le gouvernement reculera devant l'énormité des sommes, qui retomberaient uniquement sur les indigènes, faute de pouvoir les répartir également sur tous.

Les lois de l'hygiène, elles-mêmes, quoique d'une utilité primordiale et incontestable, demeurent aussi lettre morte pour tous ceux qui échappent à l'autorité territoriale. Si l'on établit un égout collecteur pour assainir une ville, et que l'on veuille contraindre les habitants à mettre dans leurs demeures le tout à l'égout, cela entraîne des difficultés énormes, peut même amener des complications diplomatiques. Les capitulations créent, en effet, une fiction, grâce à laquelle les ressortissants des nations bénéficiaires, ainsi que leurs biens, sont supposés situés sur le territoire des dites nations. L'acte du gouvernement, quoique bienfaisant, se trouve ainsi entravé. Il reculera devant les perquisitions à faire pour s'assurer de son exécution, à cause des conséquences graves qu'elles pourraient avoir. En effet, elles ont l'air d'être une ingérence dans l'administration d'un autre gouvernement.

Les conséquences de cet état de choses sont encore plus graves en cas d'épidémie. Supposez un cholérique ou un pestiféré étranger dans un quartier populaire, où les habitants sont entassés et où les règles de propreté sont plutôt méconnues. Quel est le devoir du gouvernement ? La réponse est simple et peu douteuse : enlever le malade, le

transporter au lazaret et désinfecter le logement qu'il a habité. Le gouvernement ne le pourra pas, à moins que le consul n'y mette de la complaisance et n'aide le gouvernement local dans l'accomplissement de son devoir.

Voilà quelques cas qui montrent clairement comment les capitulations s'opposent à tout progrès. Ils ont été choisis dans la partie hygiénique, pour montrer qu'elles portent des entraves non seulement à des progrès utiles, mais dont on pourrait à la rigueur se passer, mais aussi à des cas qui peuvent être considérés, sans exagération, comme des cas de vie ou de mort.

On se trouve ainsi en présence d'une situation qu'appréhendent toutes les nations civilisées, car elle porte atteinte à l'intégrité du pouvoir national, situation qui se résume en quelques mots : constitution d'un état dans un autre. Cette situation est d'autant plus embarrassante, humiliante, disons le mot, pour les Etats dits barbaresques, qu'elle est beaucoup plus compliquée. En effet, ces Etats se trouvent en présence non seulement d'un état indépendant, autonome, grâce à la fiction d'exterritorialité résultant des capitulations, mais d'autant d'Etats qu'il y a de bénéficiaires de ces traités.

Pour l'Egypte, on en comptait dix-huit, représentés par dix-huit juridictions consulaires. Cela était d'autant plus dur et tracassier que, sur ces dix-huit Etats, il y en avait bon nombre représentés par des consuls d'une moralité plus que douteuse. Ces consuls étaient, pour le gouvernement local, non seulement un véritable embarras, mais même un danger. En effet, grâce à leur cupidité insatiable, ils étaient à vendre ; leurs ressortissants, qui étaient en état de

les payer, s'en servaient comme d'un bouclier sur lequel toutes les mesures gouvernementales glissaient, impuissantes. On aurait dit que c'était une gageure de leur part que d'entraver constamment tous les projets du pouvoir sans distinction aucune.

Nous avons cru bon d'étudier dans ce chapitre préliminaire cette question, qui est la base de tout le régime actuel. Avec ce système, pas de progrès possible. Elles sont opposées vivement à tous les projets de réformes qui ont été proposés ou essayés en Egypte, et pourtant l'expérience a démontré que ces réformes étaient supérieures au régime antérieur.

Qu'est-ce donc que les capitulations ? Quels sont leur histoire, leur origine, leur but ? Quelles ont été leur cause, leur utilité ? Quels avantages en retire-t-on actuellement ? Telles sont les questions qui se présentent naturellement à l'esprit et qu'il faut commencer par résoudre. Quand on y aura répondu, on pourra conclure et dire s'il est préférable de les conserver ou de les abolir, pour les remplacer par d'autres institutions qui rendraient peu à peu au gouvernement local l'autorité qui lui avait été enlevée.

Historique des Capitulations. — D'ordinaire, quand on parle de capitulation, on s'imagine des traités de la même espèce que ceux des temps modernes et ne remontant pas plus haut que cette période. On se les imagine passés avec des nations, de mœurs, de races, de religion diamétralement opposées aux nations, mœurs, races, religion des peuples européens. C'est une profonde erreur. En effet si l'on veut retrouver la trace des capitulations pour la première fois dans l'histoire, c'est bien plus haut qu'il faudrait

remonter et s'adresser à l'époque ancienne, quelques siècles avant l'ère chrétienne, alors qu'il n'était encore question ni de nations européennes, ni de peuples barbaresques, au sens moderne du mot. Le droit international lui-même, du moins comme nous l'entendons actuellement, était inconnu. Les peuples de ce temps-là ne connaissaient qu'une nation digne de ce nom : c'était la leur. Le reste de l'humanité était, pour ainsi dire, au ban de la société, désigné par le terme générique de barbares ou d'ennemis. Il ne possédait pas de droit et n'était protégé par aucun des principes du droit des gens.

C'est à cette époque qu'il faut s'adresser et venir, chose curieuse, dans l'Egypte des Pharaons pour trouver, pour la première fois, la trace de ces fameuses capitulations qui ont tant fait parler d'elles et soulevé parfois de si graves difficultés.

L'histoire rapporte, en effet, que, « plus de cinq siècles avant Jésus-Christ, Amasis avait concédé aux Grecs le droit de choisir et d'instituer en Egypte des magistrats qui eussent mission de juger, suivant les lois de la Grèce, leurs nationaux commerçants dans le pays (1) ». Voilà donc la première trace des capitulations dans le sens véritable du mot. Elles accordent aux juges nationaux la pleine juridiction sur leurs compatriotes, dans tous les cas, non seulement dans les différends qu'ils ont entre eux, mais dans tous les procès où ils sont parties. Cette situation n'a rien d'éton-

(1) *Renault*. « Etude sur le projet de réforme judiciaire en Egypte ». Dans le bulletin de la société de législation comparée, année 1875, page 255.

nant, si l'on connaît ce qu'était alors le droit dans ces nations primitives. Ce n'était pas, comme aujourd'hui, une mesure qui s'impose à tous les habitants d'un pays, par le seul fait de leur résidence ou domicile sur un territoire donné ; c'était un droit, un privilège, une institution qui faisait, en quelque sorte, partie intégrante des droits du citoyen, par suite du caractère religieux dont il était investi. On n'a qu'à se reporter, en droit romain, avant l'institution des prêteurs, avant que ces magistrats en fissent bénéficier tous les citoyens, à l'ancien droit des douze tables, ce que l'on nommait le droit des quirites, et la situation devient tout à fait compréhensible.

A partir d'Amasis jusqu'à la fin du moyen âge, on ne retrouve pas d'autres traces de capitulations. Cependant, étant donné les mœurs et les habitudes de ces temps, on est fondé à supposer qu'il dut en exister. Mais l'histoire de ces époques reculées est bien peu certaine ; le petit nombre de documents et les chances nombreuses de perte auxquelles ils sont soumis font qu'il est impossible d'avancer la moindre affirmation incontestable.

Dès que nous arrivons à l'époque des croisades, nous voyons les capitulations se multiplier. La plus ancienne, dont la date soit certaine et dont le texte nous soit parvenu, a été accordée en 1173 à la ville de Pise par le sultan Saladin, roi d'Égypte (1). Les villes de Gênes, Florence, Venise en obtinrent d'autres, soit des souverains d'Égypte, soit des sultans de Turquie. Marseille en obtint aussi. A

(1) *Gavillot*, « Les capitulations et la réforme judiciaire. Essais sur le droit des Européens en Turquie et en Égypte.

cette époque, les capitulations changèrent d'aspect : la juridiction des consuls ne fut plus si étendue ; le but principal de ces traités devint commercial, étant donné le caractère des villes bénéficiaires. Les sultans accordaient aux dites villes divers privilèges : dispense de certains droits de douane, de certains impôts ; sûreté pour la sortie de leurs navires ; protection dans les transactions qu'elles feraient avec les habitants des dits pays ; octroi du droit de succession. Comme contre partie, ces villes promettaient soit de garder la neutralité dans les croisades, soit même d'aider les sultans contre les croisés. Les capitulations sont donc à cette époque de véritables traités. C'est aussi à cette époque qu'il faut placer les capitulations accordées par les empereurs grecs de Constantinople. On en trouve une, en faveur des Vénitiens, remontant à 1060. Elle a été confirmée et étendue en 1199 par la « Bulla aurea » de l'empereur Alexis III. Les Gênois en obtinrent d'identiques en 1204 (1). Les sultans ne firent donc qu'imiter la conduite de leurs prédécesseurs.

Plus tard, elles changèrent d'aspect. Quand Soliman II en accorde à François I^{er} en 1463, elles deviennent des actes unilatéraux. Ce sont les sultans qui, comprenant les avantages à retirer du commerce fait avec les nations d'occident, et, suivant leur habitude, accordent à la France une véritable charte pour ses nationaux et tous ceux qui se couvriraient de son pavillon. Cela n'avait qu'un but : attirer les commerçants et navigateurs étrangers et faire suppléer

(1) Voir *Bonfils*. Manuel de droit international public. (Droit des gens) n° 734 et suivants, page 412.

ainsi au défaut d'aptitude de l'indigène pour ces occupations. En effet, « les Turcs et les Arabes avaient peu de goût et de capacité pour le commerce maritime dont ils appréciaient cependant l'utilité, les services et les avantages. Aussi, loin de molester et de repousser les colons chrétiens commerçants, ils furent enclins à les protéger et à leur octroyer des faveurs étendues. De ce double courant d'idées et de besoins naquirent les capitulations, obtenues des Etats barbaresques, sultan, vice-roi d'Egypte, etc., par Amalfi, Florence, Gênes, Pise, Venise, Barcelone, et par les rois de France (1) ».

Les avantages accordés par ces capitulations sont, à peu de chose près, ceux des capitulations de 1173. La contre-partie a disparu. Ils sont accordés pour la vie du sultan signataire seulement, quittes à être renouvelés par son successeur.

Cette conduite n'a rien d'extraordinaire. « Les Turcs, après leur conquête, conservèrent les droits acquis, suivant en cela leur caractère national peu innovateur ; il les étendirent même par des capitulations ultérieures, soit qu'ils comprissent l'impossibilité d'astreindre les chrétiens à leur foi fondée sur le Coran, puisqu'ils laissèrent leur législation même aux peuples chrétiens qu'ils avaient soumis, comme avaient fait les barbares après l'invasion de l'Europe occidentale, soit que, plus soucieux de dominer par la force que de gouverner par les institutions légales, ils n'eussent pas compris leur rôle de nouveaux souverains

(1) Voir *Bonfils*. Manuel de droit international public. (Droit des gens) page 412, n° 731 *in fine*.

au point de vue politique et social (1) ». C'est ainsi que l'on voit, même actuellement, les sujets de la Sublime Porte appartenant soit aux religions schismatiques, Grecs, Bulgares, Roumains, Arméniens, soit catholiques, soit israélites, gouvernés par leurs lois, dont l'application leur est faite par leurs patriarches ou rabbins, avec l'assentiment du pouvoir local.

Vers 1740, les capitulations prennent un autre aspect : elles ne sont plus accordées par les sultans de Turquie, mais leur sont pour ainsi dire imposées par les nations européennes. Cette transformation est due, en grande partie, à l'action diplomatique du marquis de Villeneuve, représentant de Louis XV à la cour du sultan Mahmaoud II. Ce sultan, sur les instances du dit diplomate, porte à ces traités une nouvelle transformation : il s'engage non seulement pour lui, mais aussi pour tous ses successeurs. Voici donc les capitulations devenues perpétuelles. Une autre innovation s'était produite. Jusqu'à cette époque, la France seule, ou à peu près, avait profité de ces dispositions ; par la suite, la plupart des puissances, qui n'en avaient profité que sous le couvert du drapeau français, obtinrent des traités semblables.

Le traité de 1740 a reçu de nombreuses ratifications postérieures à l'égard de la France. Ces ratifications ont été signées aux dates suivantes : 25 juin 1802, 25 novembre 1838, dans des traités, ainsi que dans les protocoles des 19 juin 1868, mars 1871 et 12 février 1873.

(2) Despagnet. « Cours de droit international public » page 368 *in fine*.

Les traités passés avec les autres puissances et portant capitulations sont, pour l'Angleterre, ceux intervenus sous les règnes d'Elisabeth et de Mourad III, en 1580, renouvelés sous les règnes de Jacques I^{er}, en 1606, de Charles I^{er}, en 1625, et modifiés sous celui de Charles II, en 1675. Ils ont été confirmés les 5 janvier 1809, 16 août 1838 et 29 avril 1861.

Les Hollandais obtiennent des capitulations d'Achmet I^{er}, en 1612, capitulations confirmées par le traité de commerce et de navigation du 28 février 1862.

L'Autriche-Hongrie en a aussi, insérées dans le traité de Passarowitz du 23 juillet 1718, confirmées dans celui du 22 mai 1862.

Les autres sont, pour la Prusse, des 22 mars 1761 et 20 mars 1862 ; pour l'Espagne, des 14 septembre 1782 et 13 mars 1862 ; pour la Russie, des 10 juin 1783 et 22 janvier 1862. L'Italie avait succédé, en 1861, en vertu de l'article 1^{er} du traité du 10 juillet de la même année, aux privilèges des Toscans, Génois et Siciliens (1). Cette année de 1862 semble avoir été une année de renouvellements, de confirmation, la plupart des capitulations y ont été, en effet, ratifiées.

Voilà, brièvement retracée, l'histoire des capitulations, passées entre les nations civilisées et l'Orient, considéré comme barbare.

Cependant, ces sortes de traités ne sont pas spéciaux aux nations musulmanes. On en trouve même en Europe ;

(1) Voir *Bonfils*. Manuel de droit international public. (droit des gens), page 493 n. 904 et suivants.

seulement, ils sont moins connus, ayant moins fait parler d'eux, une « *question d'Orient* » n'existant pas en ce cas pour en faire parler et leur donner ainsi du retentissement.

Voici les principaux qu'on trouve en Europe ; ceux conclus entre :

La France et la Russie, le 11 janvier 1847.

La Russie et le Danemark, en 1782.

La France et les Etats-Unis, en 1788.

L'Espagne et l'Angleterre, en 1665 et 1667.

Les Etats-Unis et la Prusse, en 1827.

Les Etats-Unis et la Suède, en 1816 (1).

Origine et but des capitulations (2). — L'on se demande parfois, avec étonnement, comment de pareils traités ont pu se faire ? Comment des gouvernements ont pu accepter pareilles atteintes à leur autorité ? Pour comprendre cette situation, qui frise de près l'anomalie, il faut se porter, par l'imagination, aux temps reculés, aux premiers âges de l'histoire moderne, où ils prirent naissance. Il faut connaître aussi tout ce que le fanatisme, dont on voit encore quelques exemples, rares heureusement, peut inspirer de haine contre tous les impies qui n'admettent pas la profession de foi qui transporte d'enthousiasme le fidèle, enthousiasme qui se confondrait presque avec la fureur mystique.

(1) Voir « *L'Egypte et sa réforme judiciaire. Mémoires, notes et documents* », sans nom d'auteur.

(2) Voir *Gabillot*. « *Les capitulations et la réforme judiciaire. Essais sur les droits des Européens en Turquie et en Egypte.* »

Qu'on se reporte aux Indes, ou ailleurs, en tous les lieux où existe une religion barbare et sanguinaire ; qu'on considère les pratiques habituelles aux fakirs ou aux derwiches, et l'on comprendra ce que pouvaient devenir, sous l'inspiration d'un marabout exalté, de tels hommes, qui semblent avoir renversé les lois de la nature, qui supportent en l'honneur de leur culte des souffrances inouïes, qui accomplissent de véritables tours de force, presque surnaturels.

Laissons ces religions pour en prendre d'autres qui nous sont coutumières, qui ont bercé nos premiers ans, je veux parler des religions catholique et protestante, religions qui semblent être des cantiques de patience, d'abnégation, de douceur, et pourtant l'on y verra, sous une poussée de fanatisme, les mêmes faits se produire. L'on ne peut démentir une telle assertion, car l'histoire véridique et indiscutable, les faits brutaux dans leur réalité sont là pour la confirmer. En France, les massacres de la Saint-Barthélemy, en Angleterre, les exploits des Quakers sont des témoignages de ce que peut faire le fanatisme dans des cœurs simples et naïfs.

En Espagne, les mystère et les atrocités de l'Inquisition et des Torquemada nous laissent encore saisis d'horreur.

De nos jours, même en plein vingtième siècle, alors que l'on croit la foi morte, les mêmes violences se sont reproduites. Que l'on se reporte en 1906, et que l'on considère les troubles occasionnés dans les campagnes bretonnes et en plein Paris par les opérations des inventaires, opérations prescrites par la récente loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, et l'on comprendra comment la foi religieuse,

exaltée, aiguillonnée par la parole plus ou moins intéressée de ses ministres, peut réveiller les instincts de sanguinaire barbarie en des hommes civilisés.

Pourtant, on n'a considéré, jusqu'à présent, que des gens civilisés à tempérament très doux ; que serait-ce, si l'on jette les yeux sur les peuples musulmans, peuples naïfs, ignorants et sanguinaires par nature, portés à la croyance aveugle des dogmes que des esprits intriguants et avides lui présentaient, et qui étaient conformes à leurs tendances et à leur nature. Du reste ces peuples n'étaient-ils pas excusables ? N'avaient-ils pas sous les yeux l'exemple de prosélytisme que leur avait appliqué en Espagne l'inquisition catholique ?

La haine de l'étranger, de l'homme qui n'admettait pas leur religion, leur était commandée par leur livre sacré, qui était en même temps leur code.

Le Coran promettait aux fidèles qui s'en montraient dignes un ciel de délices, un ciel bien fait pour exalter jusqu'à la folie ces esprits naïfs, indolents, sensuels surtout.

Figurez-vous une féerie des mille et une nuits, une sorte de grotte d'Ali-Baba, où les richesses seraient remplies par toutes sortes de plaisirs. Dans ce site enchanteur, les croyants vivront dans l'inaction la plus complète, les mets les plus délicats leur seront servis, des houris seront là, tout exprès, pour leur divertissement. On comprend quel pouvoir possède un tel mirage sur l'esprit des musulmans ; pour ceux qui les connaissent de visu, les effets ne sont pas douteux : afin de gagner ce paradis, ils sont disposés à tout faire.

D'autre part, ce qu'il faut pour voir se réaliser cette

promesse est bien simple. Qu'on lise le Coran, et l'on verra que ses préceptes sont bien simples : être bon pour ses coreligionnaires, tuer, voler, spolier le Roumi, que personnifient tous ceux qui n'appartiennent pas à la religion musulmane, c'est là tous les devoirs religieux des croyants.

Ce qui devait arriver arriva. Dans les premiers temps, les pays musulmans étaient complètement fermés aux étrangers et à leur commerce ; ceux qui s'y aventuraient étaient massacrés ou réduits en esclavage ; ils avaient à choisir entre ce sort ou l'abjuration de leur croyance pour embrasser la religion du prophète. La situation était identique à celle de la Chine, il y a quelque temps.

La seconde cause qui fit naître les capitulations est d'ordre purement moral : c'est l'attachement, inné dans tout homme, pour les institutions, les habitudes, les affections qui ont bercé ses premiers ans, qui ont, pour ainsi dire, guidé ses premiers pas.

Tout le monde sait de quels cris de joie les explorateurs des contrées sauvages saluent les premiers vestiges de civilisation, la vue du drapeau national, qui leur rappellent leur patrie, dont ils ont été privés si durement dans leur voyage.

C'est à ce sentiment qu'obéissaient les émigrants se rendant dans ces contrées musulmanes, si différentes par tant de points des pays qu'ils avaient jusqu'alors habités. Aussi, pour se donner l'illusion de la patrie absente, ces hommes se groupaient, se mettaient d'accord pour vivre sous l'autorité de l'un des leurs, qu'ils choisissaient, et que l'on nommait consul. Ils conservaient leurs habitudes, leurs

lois et coutumes, et semblaient continuer à demeurer dans un coin de la terre natale.

Pour transformer cette situation de fait en une situation de droit, il n'y avait qu'un pas à faire ; ce pas fut franchi presque inconsciemment.

Les sultans et princes musulmans reconnurent tous les avantages que leurs sujets pourraient retirer de la fréquentation des peuples occidentaux, dont la civilisation était plus avancée. L'industrie, déjà perfectionnée en Europe, produisait des objets plus finis, plus utiles que ceux qui étaient fabriqués en Orient ; pour en faire profiter les Orientaux, le commerce libre et sûr était indispensable. L'Orient manquait de capitaux et de direction pour organiser et mener à bien les travaux d'utilité publique. L'Europe se montrait, encore ici, sous l'aspect d'un initiateur utile.

Tout cela, les sultans le comprirent ; et ce qu'ils comprirent aussi, c'est qu'il était impossible de le réaliser si l'on voulait soumettre les Européens aux lois du pays. Une seule solution apparaissait comme la meilleure : c'était de transformer en état de droit ce que des Européens, plus hardis que le restant de leurs compatriotes qui étaient venus s'établir en Orient, avaient organisé de leur propre initiative. Leur accorder des lois et des juges qui leur fussent familiers, c'est ce que firent les sultans. On sait que cette solution est habituelle aux peuples encore dans la barbarie, qui n'ont pas établi des lois en harmonie avec la civilisation et le progrès environnants. Les Turcs l'ont fait pour les peuples qu'ils avaient soumis et qui différaient d'eux par leur race et leur religion.

On en a des exemples aussi dans l'histoire de l'empire

romain, après son invasion et son démembrement par les barbares. Cette situation est connue et demeure célèbre, sous le nom de la personnalité des lois.

Maintenant que l'on connaît l'origine des capitulations, leur but sera facilement déduit.

Elles devaient protéger les émigrants européens contre les avanies et l'arbitraire, faire respecter leurs biens et leur personne. Elles leur rendaient la vie supportable, leur permettant l'exercice de leur culte, assurant leur commerce, leur donnant des lois et des juges à eux familiers.

Nature des capitulations. — Quelle est la nature des capitulations ? Sont-ce des actes unilatéraux, de véritables concessions gracieuses ou des traités au sens propre du mot ?

La question est importante. Si les capitulations sont des concessions gracieuses, ne dépendant que de la volonté du souverain qui les a accordées, elles peuvent être retirées quand il le jugerait nécessaire. Après avoir concédé une partie de son autorité à certaines institutions, il peut la reprendre dès que cette concession deviendrait inutile, ou qu'il en serait fait abus.

Qu'on considère le moyen âge et la féodalité, et l'on retrouvera des exemples de ce fait. Les souverains d'alors concédèrent aux seigneurs le droit de rendre justice. Tant que ce droit fut considéré comme utile et bien exercé, il leur fut laissé ; mais, dès que les avantages d'un pouvoir central, d'une justice unique et uniforme furent connus et appréciés, on retira ces concessions et l'autorité royale reprit le pouvoir, dont elle s'était dépouillée en faveur des seigneurs.

Si les capitulations sont des traités au sens propre du mot, à la façon dont ce terme est compris et interprété par le droit international moderne, la question change de face. Les capitulations, en ce cas, sont soumises aux règles des traités.

Nombre d'auteurs pensent que les capitulations sont de véritables traités. Pour ne citer que deux ouvrages, on lit dans M. Gavillot : « *Ce sont des traités, ainsi que le prouve la formule souvent employée en parlant des deux signataires : ont traité et conclu les chapitres et accords qui s'ensuivent* (1) ». Le second ouvrage, auquel nous empruntons une citation, est l'œuvre d'un anonyme, qui s'écrie : « *Que pourrait-on demander de plus à un pareil acte pour lui conserver le nom de traité, que ses signataires lui ont explicitement reconnu ?* (2) »

Soit, admettons un instant cette thèse. A quoi voudraient donc aboutir les auteurs de cette opinion ? Serait-ce à l'idée que ces actes, étant des traités, ne peuvent être rompus que du commun accord de tous les contractants ? En ce cas, les auteurs ne considèrent qu'une seule des causes d'extinction des traités. En effet, parmi les diverses causes qui mettent fin aux traités, il en est une qui les fait cesser en même temps que les motifs qui leur avaient donné naissance (3). Il faut donc considérer une chose en

(1) Gavillot, « Les capitulations et la réforme judiciaire. Essais sur les droits des Européens en Turquie et en Egypte ».

(2) « L'Egypte et sa réforme judiciaire, mémoires, notes et documents. » Sans nom d'auteur.

(3) Voir Bonfils « Manuel de Droit international public. » p. 474, n° 857.

tout ceci : les causes qui ont donné naissance aux capitulations existent-elles encore ? Cette question sera examinée dans la fin du chapitre.

Si certaines capitulations sont des traités au sens propre du mot, comme on l'a prétendu, toutes ne le sont pas. Ainsi, les conventions signées entre Elisabeth et Mourad III, en 1580, sous Jacques I^{er} en 1606, sous Charles I^{er} en 1625, sous Charles II en 1675, ne sont pas des traités à proprement parler, mais des concessions unilatérales de privilèges (1). Il existe donc des capitulations qui pourraient être retirées, abolies, par la volonté seule des sultans.

Considérons les autres, celles qui ont revêtu la forme des traités. Que penser de ces actes qui lient l'un des signataires pour l'éternité, puisque, depuis 1740, le sultan Mahmoud II s'est engagé non seulement pour lui, mais pour toute sa succession ? Quelle valeur peuvent avoir de tels engagements à l'égard des successeurs du signataire, qui sont totalement étrangers à l'acte ? Peut-on assimiler ces conventions aux traités modernes, qui ne sont conclus habituellement que pour une période donnée, tout au plus ne durent, dans les régimes monarchiques autocrates, comme l'est la Turquie et la généralité des pays barbaresques, que pendant la vie du monarque qui les a conclus ?

Les capitulations sont, plutôt, des concessions gracieuses faites par les sultans de leur propre initiative, qui se sont agrandies et transformées par les empiètements suc-

(1) Voir Bonfils « Manuel de droit international public. » Page 494 n° 906.

cessifs des pays bénéficiaires. Elles n'ont revêtu la forme de traité qu'au fur et à mesure de l'affaiblissement de la Sublime Porte.

Importance des capitulations dans le temps. — L'importance qu'ont eue les capitulations dans le temps, et les services qu'elles ont rendus sont incontestables. C'est ce qui fait que certains esprits préconçus, ne regardant que le passé et ne tenant aucun compte du présent et des progrès que la civilisation, en pénétrant dans ces pays, a réalisés autant dans les villes et institutions que dans les mœurs des habitants, s'opposent énergiquement à leur abolition.

Pour bien comprendre ces services et cette importance des capitulations, il suffit de lire attentivement ce passage de sir Travers-Twiss : « *Entre l'Islam et la chrétienté, il n'existe pas de points de contact commun de Droit coutumier, même de la plus simple espèce, et les fondements des coutumes non écrites de l'Islam doivent être recherchés dans les légendes du judaïsme et dans les traditions des Arabes, enfants du désert... Le maintien des capitulations est aussi indispensable aux mahométans qu'aux chrétiens, elles servent, si l'on peut s'exprimer ainsi, à maintenir le pont jeté sur l'abîme religieux qui sépare l'Islam de la chrétienté... Les capitulations de la Porte ottomane, confirmées, comme elles l'ont été, par une longue série de traités avec les diverses puissances de l'Europe, doivent être regardées comme un chapitre spécial du droit conventionnel de l'Europe, indispensable à l'Islam pour le mettre en état de participer au droit public européen, sans faire violence à sa loi religieuse. D'un autre côté, elles fournissent aux Etats chrétiens de l'Europe la garantie que la Porte... n'en-*

lèvera pas à leurs sujets le privilège de vivre sous la protection de leurs propres lois et sous la juridiction de leurs magistrats, tant qu'ils contribuent à la prospérité de l'Empire ottoman, en résidant dans un pays où, sans les capitulations, ils n'auraient, d'après la loi locale, aucun titre à la sûreté de leur existence ou à la sécurité de leurs biens... Il peut être nécessaire d'introduire de temps à autre des modifications dans les capitulations ; mais les supprimer serait provoquer une nouvelle croisade contre l'Islam et suggérer un changement violent dans la garde des Dardanelles (1). »

Qu'on nous pardonne cette longue citation, mais il était utile de la reproduire en entier, car elle exprime dans leur intégrité l'importance et l'utilité des capitulations, il y a une soixantaine d'années. Si les capitulations, il y a soixante ans, alors que l'abîme religieux, pour se servir de l'expression même de l'auteur cité, qui sépare l'Islam de la chrétienté, était devenu moins grand, comblé en partie par l'engourdissement du fanatisme et par l'assimilation aux races musulmanes d'une partie des mœurs et de la civilisation européenne, engourdissement et assimilation dus au contact, aux relations journalières avec les étrangers, étaient encore si utiles, on s'imagine facilement cette importance au début, quand le fanatisme était encore farouche et que les terres habitées par ces races étaient, pour ainsi dire, pays fermés.

(1) *Sir Travers-Twiss* « La juridiction consulaire dans les pays d'orient et spécialement au Japon. » Dans la *Revue de Droit International et de législation comparée* Tome XXV p. 213.

Elles ont permis à l'Europe de devenir le fournisseur industriel et commercial de ces vastes et riches contrées, et cela en toute sécurité. Les matières premières, qui manquaient totalement à cette dernière, ou qui n'y pouvaient être produites qu'à grands frais, l'encens, les soies, les fruits exotiques, le coton lui arrivèrent de Turquie, de Syrie, d'Égypte. Le grand principe économique de la division internationale du travail peut être développé et agrandi.

L'Europe, le monde civilisé, obtint un vaste débouché commercial où il put écouler les produits de ses manufactures et industries. Les peuples musulmans en profitèrent aussi. Ils purent perfectionner leur méthode de travail, introduire dans l'agriculture les méthodes nouvelles, les machines perfectionnées, les systèmes d'irrigation scientifiques, les engrais chimiques, et rendre productifs de vastes terrains jusqu'alors abandonnés, faire produire davantage aux terres en culture et conquérir, pour l'alimentation générale, de grandes parties des déserts Arabique, Lybique. Des mines furent découvertes ; des mines abandonnées, faute de moyens d'en rendre la production avantageuse, furent reprises. Les avantages de la civilisation, des progrès et de la science moderne furent ouverts aux Orientaux pour le bien-être de l'humanité entière.

Les grands travaux d'intérêt, non seulement général, mais aussi mondial, dont quelques-uns, qui étaient pour ainsi dire impossibles avant les capitulations, furent accomplis. Les quais de Constantinople et le canal de Suez en sont des exemples. Pour ne parler que de ce dernier, on

peut dire, sans craindre d'être taxé d'exagération, que, sans lui, l'Egypte ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui, un pays de première importance au point de vue économique, par suite du trafic qui s'y fait, et, au point de vue stratégique, étant l'une des passes importantes de la Méditerranée, la mettant en communication directe avec l'Asie, par le moyen de ce canal.

A ces époques lointaines, il n'existait, à part le Coran, loi à la fois civile et religieuse des musulmans, aucun texte, aucune coutume fixe, aucune règle de droit en dehors de la bonne volonté du souverain et des pachas chargés de rendre la justice. L'administration de cette justice était bonne ou mauvaise, d'après le juge qui la rendait. L'arbitraire régnait en maître absolu dans la fixation des impôts, et les confiscations étaient un mode qui semblait naturel quand il s'agissait de remplir les caisses de l'Etat vidées par les faveurs qu'accordaient les souverains, ou celles que s'octroyaient les fonctionnaires.

Les capitulations permirent aux Européens qui s'établissaient dans le Levant d'avoir un droit autre que l'arbitraire ou le caprice, un droit fixe et connu, résumé dans des écrits où on peut aller le chercher ; d'avoir des juges qui fussent intègres et libres de tout asservissement à l'autorité suprême. Ils purent avoir des biens, se constituer des richesses, sans craindre à chaque moment d'exciter l'envie de l'autorité ou des grands ; du moment qu'ils étaient à couvert sous le pavillon d'une nation étrangère. ils étaient garantis contre les confiscations. Les riches Levantins se souviennent encore des services que leur rendirent leurs titres de protégés.

Les impôts eux-mêmes n'étaient plus un danger, car les capitulations les fixaient et délimitaient définitivement, de sorte qu'on ne pouvait arbitrairement les majorer. C'était une garantie pour les Européens, qui ne voyaient plus leur fortune se fondre, s'écrouler sous des taxes énormes, qui n'étaient qu'un moyen de confiscation déguisé.

Les différends avec le gouvernement lui-même, qui était, en Egypte surtout, le plus grand commerçant et industriel du pays, en la personne du Khédive, purent avoir une solution par la voie diplomatique. Si ce moyen permit à des personnes de mauvaise foi de s'enrichir aux dépens des caisses publiques, et, par contre-coup, aux dépens des habitants du pays, sur lesquels ces paiements indus retombaient par voie d'impôts, il permit parfois de faire rendre justice à d'honnêtes gens qui, autrement, ne l'auraient pas obtenue.

Voici, résumée en peu de mots, l'utilité qu'ont eue les capitulations et les services qu'elles rendirent : elles firent la vie possible, même agréable, aux étrangers établis en pays musulmans.

Utilité décroissante des capitulations ; elles rendent impossibles certains progrès. — Aujourd'hui, les capitulations sont-elles aussi indispensables qu'autrefois ? L'on peut hardiment répondre négativement.

Le fanatisme n'existe pour ainsi dire plus ; il est passé du rôle actif au rôle passif. La religion musulmane a subi le sort de celles qui l'ont précédée. L'esprit fort moderne y a pénétré. La foi est devenue tiède ; et, s'il y a encore de bons croyants, ils se contentent de croire sans vouloir forcer tout le monde à adopter leur croyance. L'on peut

affirmer que les musulmans de certains pays, comme l'Égypte, sont moins intraitables sur le terrain religieux, moins intransigeants dans leurs relations avec les étrangers, avec ceux qui n'appartiennent pas à leur religion, que certaines personnes, pour ne pas dire la généralité de celles appartenant aux religions schismatiques.

Si l'on considère la Turquie, où le fanatisme religieux a conservé le plus sa qualité primitive, on peut prétendre qu'elle a subi des transformations. Une partie de la population, et non des moins importantes, celle qu'on englobe sous la dénomination de « Jeune Turquie », est acquise aux idées modernes. Elle lutte ardemment contre le vieil état de choses ; et si, jusqu'à présent, ses revendications n'ont pas eu de grands succès, on peut espérer qu'avec le temps elle les fera aboutir. Peut-on traiter de fanatiques des gens qui voudraient renverser l'arbitraire, établir dans leur pays des lois et des tribunaux qui rendraient la justice équitablement à tous, sans distinction aucune, qui voudraient établir un contrôle à l'autorité suprême du Sultan. Etablir un contrôle à l'autorité du Sultan ! Le Sultan ! Sait-on seulement ce qu'il est, en réalité, aux yeux des croyants ? On se l'imagine une sorte de monarque moderne ; mais, dès que l'on connaît le Coran, dès qu'on voit ce qu'il est réellement, on comprend alors la hardiesse des réformes que projette la jeune Turquie et l'accusation de fanatisme tombe d'elle-même.

Supposez un catholique, assez hardi pour proposer la constitution d'un conseil qui contrôlerait les dogmes émis par le pape, comme chef spirituel. Qu'adviendrait-il de ce téméraire ? Il encourrait l'anathème de tous les catholiques.

La jeune Turquie ne fait pas autre chose et l'on ose pourtant la traiter de fanatique.

Laissons de côté la Turquie, pour revenir à l'Égypte, qui nous intéresse plus spécialement. Tous ceux qui y ont passé connaissent le caractère doux et sociable de l'Arabe ; beaucoup l'ont appréciée au point de s'y être fixés, abandonnant tout esprit de retour dans leur patrie.

Depuis l'abandon partiel des capitulations, abandon représenté par la perte de la juridiction civile enlevée aux consuls, l'Égypte a vu sa population européenne s'accroître, les maisons de commerce et les banques se multiplier. Le Caire est devenu un lieu tout indiqué aux touristes, une station hivernale qui rivalise avec Nice et Monte-Carlo : la vie, dans les villes du littoral ou dans la capitale, a tout le charme des villes françaises.

Si les capitulations, sans garder aucune utilité, n'avaient pas d'inconvénients, si elles n'étaient que des institutions sans but, on pourrait les maintenir, afin de ne pas mécontenter leurs admirateurs.

Mais les capitulations sont loin d'avoir ce caractère anodin, elles s'opposent énergiquement à tout progrès. Elles sont la pierre d'achoppement à laquelle viennent échoir tous les projets de réforme aussi utiles qu'ils soient. C'est une digue infranchissable que les projets tentent de battre en brèche inutilement.

En 1869, quand on voulut organiser en Égypte la réforme judiciaire, elles l'empêchèrent ; et, jusqu'en 1874, elles s'y opposèrent. Ce fut une période de cinq ans qui fut privée d'une institution tout à fait utile. Aujourd'hui, on ne trouverait personne pour blâmer cette organisation judi-

ciaire. Le tolle général qui l'avait accueillie à ses débuts s'est transformé en un cri général d'admiration. Les ennemis les plus acharnés à sa perte dans les commencements sont devenus ses admirateurs les plus fidèles et ses soutiens les plus dévoués.

Que d'autres réformes, dans la juridiction pénale, dans la législation, sont à souhaiter, et qui luttent, depuis près de trente-cinq ans que les tribunaux mixtes existent, contre cette vieille institution des capitulations.

Voilà à quoi servent actuellement ces traités, qui étaient destinés à protéger les Européens et qui se retournent contre eux.

Conclusion. — Maintenant que l'on sait ce qu'étaient les capitulations, que l'on a parcouru leur histoire, que l'on connaît leur but, que l'on a vu ce qu'elles sont devenues, l'on peut hardiment conclure.

Il est une loi inéluctable qui régit le monde : sur cette terre, il n'y a rien d'éternel, tout se transforme.

L'Europe a connu la féodalité, institution très utile à ces temps troublés où l'on sentait le besoin d'avoir un protecteur. La paix et le calme établis, le besoin en devint de moins en moins pressant, et les exigences des seigneurs féodaux de plus en plus impérieuses. On renversa alors la féodalité et l'on ne s'en trouva que mieux.

Dans le régime économique, il n'en va pas autrement. Aux commencements, quand les industries étaient dans l'enfance, quand il fallait les protéger contre la concurrence d'industries plus fortes et mieux préparées à la lutte, on vit s'établir le protectionisme. C'étaient des tarifs douaniers pour protéger l'industrie nationale, des primes pour l'en-

courager, comme les lisières dont se servent les nourrices pour apprendre à marcher aux enfants. Les enfants grands, on ne s'en sert plus ; de même, les industries, fortifiées, en harmonie avec les progrès, prêtes à entrer en lutte avec leurs concurrentes, on renversa le protectionisme, qui était devenu non seulement inutile, mais gênant, pour adopter un système libre-échangiste et profiter des avantages qu'il procure.

Les capitulations sont dans une situation pareille, elles ont vieilli énormément et ne sont plus en harmonie avec les institutions ambiantes. Elles font l'effet de ces vieilles coquettes qui se fardent, se maquillent et croient ainsi empêcher « *du temps l'irréparable outrage* ». C'est une mesure croulante que l'on espère maintenir infiniment debout au moyen d'étais. C'est une cage entre les barreaux de laquelle se débat le progrès, une digue bâtie en bordure de la civilisation. Abolir les capitulations, c'est permettre au progrès de prendre son vol, c'est faciliter l'inondation de ce fleuve qui s'appelle la civilisation et qui fertiliserait les pays où il aurait passé. L'on verrait de toutes parts éclore une flore nouvelle, sous forme d'institutions utiles et agréables.

LIVRE PREMIER

DU SYSTÈME LÉGISLATIF EN ÉGYPTÉ

CHAPITRE PREMIER. — ÉPOQUE ANTÉRIEURE A LA RÉFORME
DE 1874

Régime de la personnalité des lois. — La loi appliquée était la loi nationale, modifiée par les coutumes locales, en ce qu'elles n'avaient rien de contraire au bon ordre et aux lois constitutionnelles — Le pouvoir législatif des consuls. — Des inconvénients de ce régime. — Les relations commerciales étaient gênées, la faillite ne pouvant être organisée. — Les conventions étaient incertaines et difficiles. — Le régime hypothécaire était rendu impossible. — La législation pénale était désastreuse. — D'un inconvénient secondaire du régime de la personnalité des lois. — Conclusion.

Régime de la personnalité des lois. — Les capitulations ayant établi la fiction d'exterritorialité, chaque habitant était censé demeurer sur le territoire de sa nation ; aussi la solution qui se présente à l'esprit est-elle toute trouvée : le principe du pouvoir territorial des lois devait s'appliquer. Il subissait, toutefois, une modification ; cette fiction

étant égale pour tous, ce pouvoir devenait plutôt, si on peut le dire, le pouvoir personnel des lois.

Son application était simple en apparence ; si l'on suppose un Français, étant censé vivre en France, il se trouvait placé sous la dépendance des lois françaises ; un Anglais étant supposé vivre en Angleterre, la loi anglaise lui était appliquée. Pour les nations n'ayant pas de représentant en Egypte, et dont les sujets ne bénéficiaient des capitulations que sous le couvert d'une autre nation, la situation était différente. Supposons un Suisse, il pouvait choisir entre plusieurs nations pour se mettre à couvert sous leur pavillon. Que va-t-il arriver ? La Suisse étant bénéficiaire des capitulations tout aussi bien que les autres puissances, ce sujet suisse est censé vivre dans son pays et être soumis à sa loi nationale : ce sera donc la loi suisse qui devrait lui être appliquée. Mais, d'un autre côté, la Suisse n'ayant pas de représentants en Egypte, il ne se trouvera personne pour lui appliquer sa loi. On ne pouvait exiger rationnellement que les consuls, sous le couvert desquels il s'était mis, connussent la loi suisse et la lui appliquassent ; du reste, l'eussent-ils connue, ils n'avaient aucune qualité pour la lui appliquer. Ne pouvant se voir appliquer sa loi, ce Suisse vivra forcément sous l'empire de la loi de la nation qu'il aura adoptée.

Mais cette situation, connue sous le nom de la personnalité des lois, comment va-t-elle s'appliquer en cas de conflits entre personnes de différentes nationalités ? Comment va-t-elle régir les contrats ? La solution la plus simple, la plus rationnelle, est indiquée par M. Esmein, dans son cours d'histoire du droit français : « Une règle s'imposait :

suivre, dans tous les cas, la loi du défendeur ; car, en cas de doute, le bon sens et l'équité indiquent que c'est lui qu'on doit favoriser. C'est, en effet, le principe qui se fit recevoir. La loi du défendeur déterminera les règles applicables au fond, soit pour le droit privé, soit même pour le droit criminel. Elle déterminait aussi les modes ^e de preuves qui seraient admis, et, dans les actes extra-judiciaires, pour les contrats et les transferts de propriété, on se rattacha à la même idée : c'était la loi de celui qui s'obligeait ou qui aliénait qui devait déterminer les formes et les éléments essentiels de l'acte (1) ». Voilà la solution rationnelle ; comment fut-elle suivie, en Egypte, avant l'institution des tribunaux mixtes ; c'est ce que l'on va voir.

Pour les procès, elle fut suivie exactement : la règle *actor sequitur forum rei* fut rigoureusement appliquée. Quant aux actes extra-judiciaires, ce fut autre chose. Régulièrement, ces actes devaient être régis, dans les suites qu'ils comportaient, par la loi qui avait présidé à leur confection. Ainsi, si une vente était intervenue entre deux Français, la loi française devait régir l'acte, quelles qu'en fussent les suites. Si elles étaient intervenues entre un Français et un Italien, et que ce dernier fût acheteur, comme c'est lui qui s'oblige, l'acte aurait dû être régi, d'après le principe plus haut indiqué, par la loi italienne. Si l'on s'en était tenu là, tout aurait été pour le mieux ; mais la règle *actor sequitur forum rei* devait ici tout bouleverser. En effet, chacun tenait à jouer le rôle de défendeur, afin d'être

(1) *Esmein*. Cours élémentaire d'histoire du droit Français, à l'usage des étudiants de première année. p. 56. *in fine*.

jugé par ses pairs, qui parfois montraient une coupable condescendance. Or, pour cela, que fallait-il ? Etre en possession de l'objet litigieux. De là, tous les moyens devinrent bons pour se mettre en possession de l'objet contesté ; c'est ainsi que l'on put voir se produire des scènes scandaleuses et regrettables.

Pour ce qui était des procès commerciaux, dans les grandes villes où étaient institués les tribunaux commerciaux, réformés en 1861, et qui se tenaient aux divans des gouverneurs, la personnalité des lois n'avait pas à s'appliquer ; d'un commun accord on avait admis que les lois et règlements qui régiraient les actes commerciaux seraient les coutumes locales, connues de tous.

La loi appliquée était la loi nationale, modifiée par les coutumes locales en ce qu'elles n'avaient rien de contraire au bon ordre et aux lois constitutionnelles. — On sait donc que la loi qui va s'appliquer aux étrangers habitant l'Égypte sera leur loi nationale. Il faut se demander maintenant si cette loi nationale sera identique en tous points à la loi qui s'applique sur le territoire proprement dit ; si, en un mot, elle ne va pas subir des modifications de la part des coutumes locales.

La cour d'Aix a solutionné le problème qui se pose ainsi dans le sens favorable aux coutumes. Celles-ci voient le rôle qu'elles jouent dans la confection des lois confirmé une fois de plus. Dans la plupart des pays civilisés, où il existe une loi écrite, on sait que cette loi peut être modifiée soit par la volonté des parties, soit par les coutumes, en ce qu'elles n'ont rien de contraire au bon ordre et aux lois constitutionnelles. Il en sera de même en Égypte. Parcou-

rons, à présent, quelques cas où la coutume locale sera admise à modifier la loi nationale, en d'autres termes donnons des exemples.

Pour ce qui est de l'intérêt, la coutume locale sera pleinement efficace et modifiera la loi nationale. C'est, du reste, sur une question de cette nature que la cour d'Aix s'est prononcée. Voici quel était le fond du procès en l'espèce : le défendeur prétendait ne payer que l'intérêt permis en France par les lois, c'est-à-dire le 5 %, alors que l'intérêt stipulé au contrat était de 9 %, et que la coutume sanctionnait cet intérêt. La cour lui donna tort ; et elle eut bien raison. En effet, l'usure n'est pas constituée par le taux de l'intérêt, mais plutôt par les manœuvres qui accompagnent le prêt et qui sont dolosives.

D'autre part, le taux de l'intérêt varie d'un pays à un autre ; une foule de circonstances concourent à le fixer : sécurité du prêteur, solvabilité de l'emprunteur, rareté du capital, etc., etc. Donc les coutumes locales, qui ont trait à l'intérêt, ne sont pas contraires au bon ordre et feront la loi des conventions devant le silence des parties.

Si l'on suppose, d'autre part, une coutume locale qui dispense le vendeur de la garantie des vices cachés et non de celle d'éviction, cette coutume aurait-elle le pouvoir de modifier la loi qui imposerait cette garantie au vendeur ? Il n'est pas question de la garantie d'éviction, car cette garantie doit être considérée comme d'ordre public. En effet, si on la supprimait, on verrait des faits regrettables se produire ; des gens de mauvaise foi se fabriqueraient des faux titres de propriété, et arriveraient ainsi à supprimer toute certitude dans cette institution, qui peut être considérée

comme la base des sociétés modernes, institution qui se nomme propriété. Pour ce qui est de la garantie des vices cachés, elle n'est pas d'ordre public, et la coutume qui en dispense sera valable, à l'encontre de la loi. Les conséquences de cette coutume ne sauraient être graves. Dans les actes de la vie extra-judiciaire, la volonté des parties est souveraine maîtresse tant qu'elle demeure dans les limites de ce qui est permis ; après elle vient la coutume, et puis ensuite la loi. Donc, quand on se trouve en présence d'une coutume dispensant de la garantie des vices cachés de la chose, on est libre de redoubler d'attention, ou bien, si l'on veut être complètement rassuré, de stipuler cette garantie d'une façon formelle, la coutume ne pouvant l'interdire. Si on ne l'a pas fait, on n'a qu'à s'en prendre à soi-même.

En un mot, toutes les fois que la coutume locale ne va pas contre un précepte formellement imposé par la loi nationale, ou qu'elle ne viole pas une de ses défenses positives, elle entrera en jeu pour modifier cette loi.

Du pouvoir législatif des consuls. — Le pouvoir des consuls était un des plus larges qu'on pût connaître ; investis des fonctions de police, ils rendaient de véritables décrets ayant force obligatoire. « *Les consuls peuvent faire, dans les Echelles du Levant, des règlements de police obligatoires pour leurs nationaux ; ce droit était jadis beaucoup plus large encore quand la nation française était cantonnée dans un quartier spécial, la Fondique, où le consul avait presque toute autorité (1).* »

On peut se faire une idée de ce pouvoir et de son

(1) *Despagnet. Cours du droit international public* p. 370 *in fine*.

champ d'action, en le comparant aux pouvoirs réunis du préfet de police à Paris et de celui de la Seine. Le consul ayant tout pouvoir sur ses compatriotes et le gouvernement local n'ayant sur eux aucune autorité, il était rationnel que le consul remédiât à cette anomalie.

Il rendait donc des décrets de police assez nombreux et ayant des objets variés. Il veillait, en un mot, à ce que ses nationaux ne troublassent pas l'ordre public, s'en remettant, pour le reste, à la bonne volonté et à l'activité de ses collègues et du gouvernement local.

C'est en vertu de ce pouvoir de police qu'il réglait l'ouverture et les conditions de fonctionnement des cabarets, lieux de divertissement et tous autres établissements publics tenus par ses administrés. Il interdisait, ou du moins en avait les moyens, les lieux et tenures de jeux de hasard, qui auraient été un danger public. Il pouvait imposer certaines conditions au séjour de ses nationaux sur le sol égyptien, exiger d'eux la remise soit de passe-port, soit de certificat de bonnes vie et mœurs, en un mot la preuve de leur honorabilité. Ce pouvoir ne fait aucun doute, puisque les consuls ont conservé le pouvoir exorbitant d'arrestation et d'expulsion, droit dont l'exercice peut soulever de véritables émeutes, telles que celles occasionnées par l'arrestation, prétendue arbitraire, faite par le consul de Russie, tout dernièrement à Alexandrie. Cette arrestation a porté sur la personne de trois israélites de nationalité russe, que le consul prétendait avoir été impliqués dans les troubles d'Odessa. La colonie israélite se souleva, et, comme il arrive toujours en ce cas, des gens sans aveu s'y mêlèrent, commettant de véritables dépréda-

tions. Si le sang n'a pas coulé en cette circonstance, c'est uniquement grâce au sang-froid et à la présence d'esprit des officiers commandant les troupes d'occupation.

En vertu de ce pouvoir, le consul peut aussi prendre les différentes mesures d'hygiène destinées à prévenir les épidémies ou à en enrayer la marche. Ces mesures sont de la plus grande utilité dans les pays Orientaux, qui semblent prédisposés aux ravages du choléra et de la peste. Ces mesures permettent au gouvernement local de faire le nécessaire sans craindre à tout moment de violer les capitulations. Dès qu'un cas épidémique se déclare, il peut pénétrer dans le domicile du malade, le faire transporter à l'hôpital, transférer son entourage au lazaret et désinfecter le logement. C'est ainsi que l'on a prévenu dans leur marche des épidémies naissantes et empêché de véritables désastres.

Ce pouvoir consulaire présente de graves inconvénients. Un des principes fondamentaux du droit constitutionnel, principe admis et appliqué dans tous les pays européens, ne pourrait être appliqué en Égypte ; ce principe est celui de la séparation des pouvoirs. Le consul réunira donc entre ses mains les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, c'est ce qui fait paraître son pouvoir exorbitant et donne souvent lieu à des actes arbitraires.

Des inconvénients de ce régime. — Maintenant que l'on a vu le système législatif de l'Égypte sous le régime des capitulations, c'est-à-dire avant l'institution des tribunaux mixtes, que l'on sait comment il fut appliqué, il est temps de se demander quels furent ses résultats et de voir s'il n'entraînait pas d'inconvénients.

Ce système fut désastreux ; il avait tous les inconvénients de l'ancien régime français du temps des coutumes ; ces inconvénients étaient encore plus graves ; en effet, les coutumes françaises, bien que variant entre elles, étaient inspirées par le même esprit, puisqu'elles procédaient des usages de gens de même race et de mœurs semblables. Les différences qui existaient entre elles étaient souvent secondaires, le fond restant le même. En Egypte, au contraire, on se trouve en présence de dix-sept ou dix-huit lois, élaborées par autant de peuples appartenant à des races différentes, ayant des mœurs et des conceptions morales très variées.

Ces inconvénients se sont faits sentir dans toutes les branches de la vie économique, commerciale et juridique. Ils ont atteint tous les actes qui se firent si bien que l'on ne pouvait savoir, au moment où l'on accomplissait une transaction, par quelle loi elle serait régie en cas de difficulté.

Pour bien comprendre la gravité des inconvénients de ce système, il est utile de donner des exemples et d'étudier à part les diverses parties de la vie d'un peuple : son commerce, les actes extra-judiciaires qu'il fait, son crédit et enfin tout ce qui a trait à sa sécurité. On recherchera donc les perturbations qu'il a portées aux relations commerciales, aux conventions, la situation qu'il a faite au régime hypothécaire et enfin la législation pénale. En plus de ces inconvénients, d'ordre capital, le régime de la personnalité des lois en a eu d'autres, d'une importance secondaire.

Les relations commerciales étaient extrêmement gênées ; la faillite ne pouvait être organisée. — On sait

qu'en matière commerciale, c'étaient des coutumes locales qui, en principe, régissaient les transactions. Cela allait très bien tant qu'aucune difficulté ne s'élevait. Mais, en cas de procès, que va-t-on faire ? Le commerçant était traduit devant le tribunal commercial mixte, qui lui appliquait les coutumes locales. La partie, munie de cette sentence, ne pouvant la faire exécuter que par l'intermédiaire du consul, celui-ci, par une tendance naturelle et très répandue en Egypte, retenait le procès et le revisait, ce qui fait qu'en fin de compte, ce n'étaient plus les coutumes locales uniformes pour tous qui s'appliquaient, mais le système de la personnalité des lois, avec tous ses inconvénients. Ceci explique le peu de succès qu'eurent les tribunaux mixtes de commerce ; le demandeur préférait s'adresser directement au consul plutôt que de subir des retards, par suite de la revision que faisait subir à la sentence le magistrat consulaire ; il n'y a là qu'un exemple des empiétements des consuls sur l'autorité locale.

Les difficultés augmentent, et la situation devient inextricable, quand le commerçant en question est le consul lui-même ; ici, point de recours possible, le demandeur n'a qu'à abandonner ses droits, à moins qu'il ne préfère aller plaider au loin.

On comprend facilement qu'avec un système pareil tous les instruments de crédit, qui sont l'âme du commerce, c'est-à-dire le billet à ordre, la lettre de change, le compte courant étaient impossibles ; il n'y avait qu'une opération qui pouvait se faire en toute sécurité, c'était le marché au comptant. Le commerce, par ce fait, était

entravé et, plutôt que de se développer, il végétait misérablement.

La lettre de change était très difficile à obtenir dans de bonnes conditions, si l'on dit très difficile, c'est pour ne pas dire impossible. En effet, si l'on voulait avoir un titre solide et faciliter la solution des difficultés qu'il pouvait entraîner, il fallait que le tiré et les endosseurs fussent de même nationalité, afin de n'avoir que les mêmes formalités à remplir en cas de protêt, et de pouvoir les englober dans des poursuites intentées devant une même juridiction, ce qui supprimait les chances de sentences contradictoires.

Examinons si ces conditions pouvaient être réunies à coup sûr. Que le tiré et le tireur ainsi que le premier endosseur, qui est forcément le tireur, soient de la même nationalité, c'est possible et cela sera assez souvent. Mais on sait que la lettre de change est destinée à faire fonction de monnaie fiduciaire et à avoir, par suite, une circulation très rapide. Les commerçants, d'autre part, dans un pays aussi cosmopolite que l'Égypte, sont forcément mêlés et de nationalités différentes, ce qui fait que l'homogénéité nationale qui existait entre eux dans le principe va être rompue et que les endosseurs successifs vont se trouver de nationalités différentes. Si l'on examine maintenant la situation du bénéficiaire, en cas de non acceptation, on va trouver cette situation fort critique et le bénéficiaire en but à des difficultés nombreuses. Il sera tenu de connaître les lois commerciales et de procédure des différents peuples qui ont une juridiction établie en Égypte, ou tout au moins de ceux auxquels il a affaire ; qu'il fasse les actes de pro-

cédure exigés par ces lois à l'égard des endosseurs de chaque nationalité, qu'il intente autant de procès qu'il y a d'endosseurs de nationalités diverses et qu'il encoure les risques de jugements contradictoires.

On voit, par ce rapide exposé, à quelle lenteur est soumise la lettre de change. Il faut que le preneur examine les signatures, s'enquiert de la nationalité des signataires, étudie leur loi afin de voir si leur responsabilité est régulièrement engagée. De là, plusieurs mois s'écoulent avant que le preneur se décide à accepter la lettre de change ; aussi ce rouage commercial, qui joue le même rôle que le ressort dans le mécanisme d'une montre, était supprimé et le commerce ne pouvait faire que végéter.

Un autre stimulant du crédit, qui manquait sous ce régime, c'était la faillite. En effet, dans les pays où existe un système de loi bien organisé et uniforme pour tout le territoire, le crédit est large et confiant, les créanciers étant assurés qu'en cas de déconfiture du commerçant, ils ne perdront pas toutes leurs avances. Ils font mettre le commerçant en faillite ; celui-ci est dessaisi de l'administration de ses biens et la présence du syndic et du juge commissaire est une sauvegarde pour eux, puisqu'elle empêche les détournements. En Egypte, cette organisation de la faillite était-elle possible ? Pour répondre à cette question, il faut examiner plusieurs cas : d'abord celui d'un seul commerçant, ensuite celui de plusieurs commerçants solidaires entre eux, enfin celui d'une société nominative.

Quand on se trouve en présence d'un seul commerçant, la faillite pourra, à la rigueur, se passer comme en Europe ; le consul du commerçant qui cesse ses paiements

le déclarera en faillite, nommera un syndic, fera lui-même fonction de juge commissaire et la procédure suivre son cours, comme si rien d'anormal n'existait.

Si l'on considère plusieurs faillites qui s'enchevêtrent, qui s'entraînent les unes les autres, il faudra subdiviser l'étude de ce cas en deux parties : d'un côté, tous les commerçants sont de même nationalité ; d'autre part, ils sont de nationalités différentes. Ils sont tous de même nationalité, la solution est identique à celle donnée plus haut, il n'y aura qu'une procédure. Si les commerçants, cessant leurs paiements, sont de nationalités différentes, la situation va se compliquer ; il va y avoir plusieurs faillites ouvertes, plusieurs procédures régies peut-être par des lois contradictoires ; leurs liquidations vont se gêner mutuellement et finiront le plus souvent par une suspension pour insuffisance d'actif.

Pour ce qui est des sociétés, il faut déclarer que la faillite est impossible. En effet, en plus des associés, qui sont en faillite par le fait même de celle de la société, il y a ici une personne morale qui complique tout et empêche de donner une solution à cette situation étrange. Pour les associés, on pourrait à la rigueur appliquer, quoiqu'ils soient défectueux, le système de la faillite de plusieurs commerçants étrangers, faillites connexes, s'entraînant les unes les autres ; pour la société, personne morale, il n'en va pas de même. D'abord, cette personne morale, de quelle nationalité est-elle ? On reconnaît, en droit commercial, la nationalité d'une société, soit d'après le pays où elle s'est constituée, soit d'après la nationalité de ses membres, soit d'après le lieu où elle a son prin-

principal établissement. Considérons ces trois modes de nationaliser une société et voyons la solution qui en découlera pour la société en question.

D'abord, pour nationaliser une société, on peut s'en tenir au lieu où elle a été créée. Ici, ce serait l'Égypte, la société serait donc égyptienne et soumise à la loi locale, mais cette loi est du reste bien vague et ne reconnaît pas la faillite ; il faut donc chercher autre chose. Le troisième mode de nationalisation nous donnera une réponse semblable. En effet, la société ayant son principal établissement en Égypte serait égyptienne.

Il ne reste plus que la deuxième façon de nationaliser une société. On va voir qu'elle ne donne pas de solution meilleure. Supposons les associés appartenant aux nationalités suivantes : française, italienne, anglaise et grecque ; la société, d'après le principe donné plus haut, serait tout à la fois française, italienne, anglaise et grecque. La loi de ces quatre pays va donc forcément être appliquée à cette faillite. Si l'on suppose ces lois identiques pour les règles de fond, il sera bien rare qu'elles ne varient pas au sujet de la procédure. Cela va donc donner à la faillite quatre organisations différentes, qui fonctionneront simultanément et indépendamment les unes des autres. Elles se gêneront, s'annihileront, et finiront par rendre la faillite impossible.

On voit, par suite, comment le système de la personnalité des lois gêne le commerce en lui enlevant toutes sources de crédit, en le réduisant au rôle de petit commerçant de quartier ; et encore cette comparaison est inexacte, car si ce commerçant voit son crédit limité par

sa solvabilité, il en bénéficie dans cette limite. Le commerce égyptien, sous ce système, a été réduit à une seule opération, celui de la vente et de l'achat au comptant.

Les conventions étaient incertaines et difficiles. — Les actes les plus simples, un prêt, une location, une vente, une transaction quelconque en un mot, toutes ces conventions qui, en temps ordinaire, n'entraînent pas de difficultés, dont on peut prévoir d'une façon certaine les suites, devenaient, sous ce régime de la personnalité des lois, de véritables problèmes, demandaient des réflexions et des prévisions inouïes, qui décourageaient les parties et finalement en empêchaient la conclusion.

Pour les prêts, la chose était encore assez simple, bien que le débiteur pût se substituer un tiers. Il fallait, encore, que le créancier l'acceptât ; d'autre part, toutes les législations exigeant cette acceptation, il n'y avait là, pour ainsi dire, pas de difficultés. De plus, le débiteur originaire, s'il n'y avait pas eu novation, demeurait engagé comme caution, et le créancier, au lieu d'avoir un seul débiteur, se trouvait en présence de deux personnes à qui il pouvait réclamer le montant de sa créance. Il suffisait donc au créancier de s'enquérir de la nationalité de l'emprunteur, de connaître sa loi, et, par suite, les cas de nullité qu'elle édictait. Il pouvait mieux, il n'avait qu'à exiger un gage, détenant l'objet mis en gage, il devenait défendeur au cas où l'emprunteur aurait voulu le lui reprendre. Sa situation était donc acceptable.

Il en était autrement en cas de location. Si le locataire refusait de payer le loyer, s'il commettait des dégâts, il fallait lui intenter des procès, le faire saisir, le faire

vendre. A s'en tenir là, il n' y aurait pas eu plus de difficultés que dans le cas précédent. Le propriétaire n'aurait eu qu'à connaître la nationalité du locataire, connaître sa loi, faire le contrat de location dans la forme prescrite par elle, afin de le rendre inattaquable, et ensuite suivre la procédure d'expulsion qu'elle établit.

Ce qui compliquait la situation, c'était la facilité avec laquelle le locataire pouvait céder à un compère ses meubles. Comme toujours, ce compère était d'une nationalité différente ; le propriétaire, quoique ayant obtenu gain de cause, était désarmé devant le fait accompli. Il se trouvait forcé d'intenter un nouveau procès devant une autre juridiction et de recommencer toute la procédure, la première étant non avenue devant ce nouveau tribunal.

On était arrivé, cette situation pouvant se répéter un grand nombre de fois, à voir des propriétaires non seulement renoncer à leur droit, mais même offrir de l'argent aux locataires récalcitrants, afin de les décider à vider les lieux. L'expulsion, qui est, en somme, en Europe, une chose très simple, ne demandant que quelques jours, arrivait à durer, en Égypte, des années entières. Des gens de mauvaise foi se logeaient ainsi *gratis pro deo* pendant de longues périodes de temps, et, en fin de compte, recevaient du propriétaire lésé une somme d'argent pour s'en aller, ce qui leur permettait de recommencer ailleurs.

Les consuls de certaines nationalités, frappés de ces inconvénients, se virent forcés de prendre des mesures, en vertu de leur pouvoir étendu, afin d'empêcher cet état de choses. C'est ainsi que les consuls d'Angleterre avaient décidé que tout sujet anglais, condamné à vider les lieux,

qui ne le ferait pas ou cédaït frauduleusement ses meubles dans le but d'entraver, par cette cession, l'exécution de la sentence, serait puni d'emprisonnement.

Pour la vente, la situation était identique. Dans une législation uniforme, le vendeur, en cas de non paiement, ne court aucun risque. En vertu de son privilège, il peut reprendre son immeuble. En Egypte, il n'en était pas de même. Le vendeur devait s'enquérir de la nationalité de l'acheteur ; se demander si sa loi permettait le privilège du vendeur ; connaître les formes auxquelles elle le soumettait, afin de s'y conformer. Quand bien même il aurait pris toutes ces précautions, il n'était pas en sécurité ; la cession, cette arme terrible des gens de mauvaise foi, était toujours là pour aider l'acheteur à le frustrer de ses droits. L'acheteur pouvait vendre son bien à un tiers de bonne foi et encaisser le prix ; le vendeur originaire était ainsi privé, de fait, de tout recours contre le tiers acquéreur, il ne pouvait rien, à moins de prouver sa mauvaise foi, preuve toujours difficile à fournir ; contre son acheteur, il conservait son action, mais il risquait fort de ne trouver qu'un insolvable réel ou simulé. Même sans céder réellement l'immeuble, l'acheteur avait un moyen très simple de frustrer le vendeur : si celui-ci intentait un procès pour reprendre son immeuble impayé, l'acheteur le laissait faire, et, avant que la sentence ne fût intervenue, il cédaït le bien par une convention fictive à un compère. Le vendeur recommençait ; le cessionnaire, à son tour, recédaït à un nouveau compère, et, finalement, le vendeur, de guerre lasse, transigeait. Il se contentait souvent de ne rentrer que dans ses frais et cédaït son immeuble pour rien. Bien des fortunes,

en Egypte, si on voulait scruter et aller au fond des choses, n'eurent d'autres origines que ces moyens de procédure, mis à la disposition des gens sans aveu par le système de la personnalité des lois.

Il en était de même pour les autres actes de la vie quotidienne.

Aussi peut-on dire qu'en Egypte, à cette époque, la maxime que certains cabaretiers mettent dans leur boutique était appliquée dans toute sa rigueur. Cette maxime est inscrite au bas de ces gravures ordinaires et à bon marché, comme on en tend dans les faubourgs parisiens. La gravure représente un enterrement que suivent des gens à mine longue d'une aune et qui font des figures d'enterrement ; en dessous s'étale en lettres voyantes la maxime en question : « *Le crédit est mort.* »

Le régime hypothécaire était rendu impossible. — Tant qu'on n'eut pas établi une législation uniforme, sous la forme de codes mixtes, applicables à tous, il n'y eut pas d'hypothèque en Egypte. Il y eut, toutefois, un essai, qui montre dans leur plénitude l'audace et le sans-gêne des consuls, forts des capitulations qu'ils interprétaient à tort et à travers, surtout dans le sens favorable à l'extension de leurs juridiction et compétence. La faiblesse et l'insouciance du gouvernement local, qui ne réclamait pas, les y avaient aidés. Cet essai fut fait par le consul de Russie, qui avait établi un bureau d'hypothèque dans les locaux du consulat ; ce bureau appliquait la loi russe quant au fond et quant à la forme. Mais, à part cet essai, que l'on peut appeler fantaisiste, il n'existait pas en Egypte d'hypothèques ; le

pays était donc privé de tous les bienfaits et avantages de l'hypothèque.

Pour obtenir du crédit, il n'y avait que deux moyens : le gage, pour les objets mobiliers, et la vente à réméré pour les immeubles. Ce moyen, la vente à réméré, était bien dangereux en ces temps où les banques n'existaient pour ainsi dire pas, et dans les villages principalement où les prêteurs de profession étaient des gens douteux que les scrupules n'étouffaient pas. Le paysan était illettré, on lui faisait signer une vente pure et simple, et le tour était joué. Que de fortunes colossales furent dues à ce moyen malhonnête ! Que de richesses échafaudées sur la ruine du malheureux paysan ignare et confiant, qui croyait ne donner sa terre qu'en garantie et se trouvait ensuite l'avoir bel et bien vendue contre son gré !

Il faut se demander, à présent, si, sous le régime de la personnalité des lois, il pouvait y avoir un système hypothécaire. Il faut encore distinguer ici plusieurs cas : les deux parties sont de même nationalité, elles sont de nationalités différentes. C'est en cette question qu'apparaît le bienfait de la solution indiquée par M. Esmein, c'est-à-dire que l'acte de la vie extra-judiciaire devait être régi par la loi de la partie qui s'était obligée. Mais malheureusement, la règle *actor sequitur forum rei* est venue tout bouleverser. Sans cette règle, l'hypothèque aurait été possible. En effet, supposant les deux parties de même nationalité, la loi nationale aurait régi l'acte d'hypothèque, toujours, malgré les aliénations, le tiers acquéreur n'aurait qu'à faire paraître des annonces dans un journal local, et le créancier à se faire connaître ; il l'aurait payé d'après les

conditions stipulées dans l'acte, ce dernier lui aurait donné décharge et tout aurait été pour le mieux. Si l'on suppose les parties de nationalités différentes, alors ç'aurait été la loi du propriétaire qui hypothéquait qui aurait régi l'acte.

Au moins, avec ce système, s'il y a difficulté, il n'y a pas impossibilité. Il aurait suffi au créancier de connaître la loi du débiteur, de rédiger l'acte dans la forme qu'elle prescrit, de faire les actes de procédure qu'elle commande en cas de saisie et de vente. Il aurait pu prendre ses précautions pour se mettre en règle avec elle.

Avec la règle *actor sequitur forum rei*, l'hypothèque, tout en étant possible en droit, attendu qu'aucune loi ne l'interdit, devient impossible en fait. En effet, le créancier doit savoir à qui il a affaire. Mais, comment savoir à qui l'on aura affaire dans un temps éloigné ? Il connaît actuellement le débiteur hypothéqué, et se sait parfaitement en règle avec sa loi ; si ce débiteur cède son immeuble à un tiers de nationalité différente, il se peut que le créancier ne soit plus en règle vis-à-vis de la loi de cette nouvelle personne, que son acte soit même entaché de nullité. Comment voudrait-on faire pour qu'il en soit autrement ? Le défendeur au procès, celui d'après la loi duquel se tranchera le débat, c'est le dernier détenteur de l'immeuble, contre qui l'on devra pratiquer la saisie, en cas de non paiement. Il faudrait, pour que l'hypothèque fût possible et procurât au créancier la sécurité, que celui-ci se mît en règle avec la loi de ce dernier détenteur, qu'il remplit les formalités imposées par une loi qui lui est inconnue, puisqu'au moment où il fait l'acte d'hypothèque, il ignore de quelle nationalité sera le dernier détenteur.

La législation pénale était désastreuse sous ce régime.
— Si le système de la personnalité des lois a été désastreux dans la partie civile, il ne l'a pas été moins dans le domaine de la législation pénale. Seulement, les inconvénients ont été ici plus graves dans leurs conséquences ; on sait que la législation pénale est dans tous les pays la sauvegarde de la personne et de ses biens. Dans la législation civile, les inconvénients résultant de la personnalité des lois ont pu entraîner la perte de sommes d'argent plus ou moins considérables ; dans la législation pénale, ils vont mettre en jeu la sécurité de la vie, de l'honneur et de la fortune entière. Dans la première législation, ils auraient pu être évités par les précautions prises par les intéressés ; dans la seconde, ils sont indépendants de leur volonté, et aucune précaution ne peut être prise contre eux.

L'on sait que l'un des buts principaux de la législation pénale, de la peine qu'elle prononce contre les délinquants, de l'appareil de la justice, est, en plus de la punition des coupables, de servir d'exemple à ceux qui seraient tentés de les imiter. C'est là une des raisons de la publicité donnée aux débats de la cour d'assises, ainsi qu'au jugement qu'elle prononce. Grâce au régime de la personnalité des lois, cet effet salutaire qu'attend le législateur de la loi qu'il a faite, ne se produira pas. Le coupable étant censé avoir commis le crime sur le territoire national, sera jugé à l'étranger toutes les fois qu'il n'y aura pas de tribunal consulaire, investi de la juridiction criminelle, en Egypte. Cet individu et les gens de sa catégorie seront portés à supposer qu'on se contente de les exiler, qu'on les expulse

pour les soustraire à la peine qu'ils ont méritée. Les indigènes auront la même conviction ; et comme leur crime ou délit sera puni au vu et au su de tous, ils se croiront dans une situation d'infériorité injuste et qui contribuera beaucoup à entretenir l'animosité qu'ils montrent à l'égard des Européens.

A part cet inconvénient, le régime de la personnalité des lois en a un autre plus grave, puisqu'il touche à la justice. Les peines ne seront pas les mêmes pour tous. On sait, en effet, que les codes pénaux des diverses nations sont variés, et plus ou moins sévères ; il existe des délits que les uns reconnaissent et que d'autres laissent impunis. Prenons un exemple pour démontrer l'injustice des résultats obtenus avec ce système.

Si l'on suppose un délit commis par une personne ayant des complices d'une nationalité différente de la sienne, on verra quels résultats iniques se produiront en ce cas.

Si la loi de l'auteur principal ne reconnaît pas le délit, tandis que celle des complices le punit, il va arriver que le principal coupable va s'en tirer indemne, tandis que ses complices vont être punis. Ce résultat, la conscience instinctive de tous les peuples le réprouve ; en effet, il n'est personne qui n'admette que la culpabilité du complice ne soit moindre que celle de l'auteur de l'acte répréhensible. Pour s'en assurer, il suffit de parcourir les diverses législations pénales, et l'on verra que toutes prononcent des peines moins graves à l'égard du complice que de l'auteur.

Un autre inconvénient se présente dans la procédure. Toutes les législations modernes ont abandonné, et avec raison, les enquêtes écrites ; c'est là un progrès dont il n'y

a qu'à se féliciter. En Egypte, l'inculpé ne pourra en bénéficier, car l'enquête sera forcément écrite, soit en totalité, soit tout au moins en partie. Le consul tiendra en sa main la vie et l'honneur de ses concitoyens. En effet, il sera le juge instructeur sans contrôle ; il sera chargé de former le dossier d'enquête. Le dossier paraîtra toujours suspect à la cour et au jury chargés de juger l'affaire. Comment contrôler la véracité des dépositions écrites ? Comment connaître ces mille riens qui font savoir ce qu'il faut tenir compte de la déposition du témoin ? Souvent, l'on sait qu'une déposition est fausse ou incomplète à la physionomie du déposant ou à son trouble ; ici, il n'y a pas moyen de s'en assurer, le témoin est absent et l'on n'a devant les yeux qu'une déposition écrite, un banal rapport de faits divers des journaux, souvent déformé par les rédacteurs. La difficulté s'aggrave quand la déposition a été faite originellement en langue étrangère et que ce qu'ont les juges n'est qu'une traduction plus ou moins fidèle. Comment s'assurer que le traducteur a rendu dans toute leur valeur les termes employés par le témoin ? C'est à ce motif qu'il faut attribuer l'indulgence, souvent scandaleuse, des sentences pénales rendues à l'étranger.

Une autre difficulté se présente, sous le rapport de l'instruction. Si les témoins cités sont d'une nationalité différente de celle de l'inculpé, sur lesquels le consul instructeur n'a par conséquent aucune autorité, comment les forcer à répondre à la citation, s'ils s'y refusent ? Les consuls anglais avaient trouvé un moyen bien simple : en vertu de leur pouvoir de police, ils contraignaient les témoins de nationalité anglaise à répondre à la citation qui

les touchaient, et cela sous la menace de la contrainte par corps. Mais il faut constater, malheureusement, que tous les consuls n'ont pas montré ce louable empressement à aider la justice.

Voilà les inconvénients qu'a produit, dans la législation pénale, ce régime de la personnalité des lois, régime encore en vigueur aujourd'hui.

Inconvénient secondaire du régime de la personnalité des lois. — Il est un inconvénient qui, sans être d'une importance capitale, n'en était pas moins gênant. Cet inconvénient tient à la défectuosité du système de la publicité.

On a vu que les étrangers établis en Egypte, et qui ont des relations d'affaires quelque peu étendues, principalement les commerçants, sont tenus, pour leur tranquillité personnelle et pour la sécurité de leurs conventions avec les tiers, de connaître la loi de ceux-ci et les prescriptions qu'elle exige. Or, ces lois, comment les connaître ? La plupart des pays ont un journal officiel, publiant les actes législatifs et les règlements pris par l'autorité supérieure, actes et règlements intéressant la vie publique. Là, se devient bien simple, en apparence, il n'y a qu'à s'abonner à tous ces journaux et l'on connaîtra ainsi tout ce qui intéresse les législations en question. Cependant, comme tous les journaux sont rédigés en langue nationale, qui, souvent, est inconnue de l'intéressé, il lui faudra des traducteurs, ce qui sera difficile à trouver pour certains idiomes, comme le russe, qui sont très peu connus dans le pays.

En un mot, il y a là tout un ensemble d'inconvénients,

qui sont une source de retard dans la conclusion des actes ordinaires de la vie, et de gêne pour le commerce.

Conclusion. — Le régime de la personnalité des lois a eu plus d'inconvénients que l'avantages ; il a gêné le commerce, rendu incertaines les conventions, ventes, achats, etc., et les a raréfiés ; il a empêché le crédit de s'établir sur une base large et solide, en rendant impossible l'hypothèque ; il a eu un effet désastreux sur la législation pénale, effet qui dure de nos jours, puisque, jusqu'à présent, la législation pénale est demeurée ce qu'elle était à l'époque des capitulations. Il n'a servi, en somme, qu'à favoriser la mauvaise foi de certains particiers qui trouvaient, dans le maquis d'une procédure embrouillée et grâce à cette arme terrible, quand elle tombe dans les mains de gens sans aveu, la cession, le moyen de vivre aux dépens d'autrui.

Cette situation est connue, et ce moyen devenait une véritable profession, car « *le grand nombre de juridictions européennes dans les grandes villes d'Egypte entraînait des complications inextricables et favorisait la mauvaise foi des débiteurs* (1). »

(1) *Despageni*. Cours du droit international public. p. 373 *in fine*.

CHAPITRE DEUXIÈME. — RÉGIME ACTUEL.

De la confection, de la revision et de l'approbation des lois par les puissances. — Du rôle de la municipalité d'Alexandrie. — Du journal officiel, publication et promulgation. — Du pouvoir territorial des lois. — Des conditions d'applications aux étrangers. — Des conditions d'applications aux indigènes. — De la façon d'interpréter les lois. — Conclusion.

De la confection, de la revision et de l'approbation des lois par les puissances. — On trouve, à ce sujet, dans le règlement général judiciaire, deux articles (121-122) ainsi conçus :

« L'initiative et la préparation des lois appartiennent exclusivement au gouvernement. » (Art. 121.)

« Toutes lois portant modification ou addition aux codes égyptiens seront proposées par le gouvernement et soumises à l'approbation d'une commission mixte, composée de trois magistrats étrangers désignés respectivement par la cour de revision, la cour d'appel et le tribunal du Caire, d'un membre désigné par le gouvernement et du ministre de la justice président. » (Art. 122.)

C'est donc le gouvernement qui élabore les lois. Le mot gouvernement désigne le conseil des ministres sous

la présidence de Son Altesse le Khédivé. Il fait les lois, et, avant de les promulguer, il est tenu d'obtenir l'approbation de la commission indiquée par l'art. 122 du règlement général judiciaire. Cette commission n'est pas constituée tout à fait comme il est dit plus haut ; le membre qui doit être désigné par la cour de revision fera forcément défaut ; la création de cette cour, création qui avait soulevé de nombreuses difficultés, n'a pas abouti. L'approbation des lois par cette commission remplace, à l'égard des étrangers, les sûretés qu'ils trouvaient dans les capitulations. Elle est pour eux une garantie contre l'arbitraire du gouvernement, et a sa principale utilité au point de vue fiscal. C'est de plus une façon de s'assurer qu'il n'est fait de passe-droit à aucune nationalité et que toutes sont sur un pied d'égalité parfaite. D'autre part, cette commission s'assure que les lois et règlements portés par le gouvernement ne violent ni un traité, ni une convention antérieure et encore en vigueur. C'est à ces conditions seulement que la cour est tenue d'en faire l'application.

L'article 2 du décret de Son Altesse le Khédivé Méhémet Thewfik, rendu au palais d'Abdin, le 31 janvier 1889, décret concernant l'application des lois de police générale, le dit : « *Les ordonnances à édicter en ces matières seront promulguées à la suite d'une délibération de l'assemblée générale de la cour, qui se bornera à s'assurer :*

« 1° *Que les lois et règlements proposés sont communs à tous les habitants du territoire sans distinction ;*

« 2° *Qu'ils ne contiennent aucune disposition contraire aux textes des traités et conventions ; et, enfin, que dans*

leurs dispositions, ils ne contiennent aucune peine supérieure aux peines de simple police. »

Ce décret ne parle que des lois et règlements de police générale ; mais, il n'est pas douteux qu'il en soit de même des autres lois, puisque l'approbation de cette commission est exigée pour faire respecter les avantages que les capitulations avaient accordés aux Européens, et auxquels les puissances n'avaient pas renoncé.

Il existe, en Egypte, un parlement auquel sont soumis tous les projets de lois élaborés par le gouvernement. Les membres de ce parlement sont nommés par Son Altesse le Khédive. Ils se contentent d'approuver ou de rejeter les lois qu'on leur présente ; jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'exemple de désapprobation (1). Ce parlement a tout l'air d'une institution purement nominale, honoraire, destinée à donner aux lois élaborées par le gouvernement, avec l'approbation des puissances bénéficiaires des capitulations, l'apparence d'avoir été élaborées par les délégués du peuple ou du moins approuvées par eux.

Ce régime législatif présente une profonde différence quand on le compare à la plupart des pouvoirs législatifs d'Europe. En effet, ici, la séparation des pouvoirs n'existe pas, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont confondus dans les mêmes mains. Cette anomalie est celle qui se présente dans toutes les formes de gouvernement autocratique. Pourrait-on porter remède à cet état de choses ? Une solution se présente à l'esprit, cette solution donnerait

(1) Voir *Gavillot. Les capitulations et la réforme judiciaire. Essai sur les droits des Européens en Turquie et en Egypte.*

en même temps aux capitulations le coup de grâce, et permettrait à la réforme judiciaire d'obtenir son plein développement en succédant à la juridiction criminelle des consuls.

Il y a, en Egypte, des étrangers appartenant à la plupart des nationalités qui, dans le temps, avaient obtenu des sultans de Turquie des traités ; ces étrangers ont presque tous abandonné, sans esprit de retour, leur patrie et se sont fixés à demeure dans le pays. On pourrait, par suite, constituer une sorte de parlement, dans lequel siègeraient deux membres de chaque nationalité. Ce nombre de deux membres est proposé pour diminuer les chances de corruption et de collusion. Il pourra être porté à trois, quatre ou même cinq membres, de façon qu'à chaque séance chaque nationalité ait au moins deux représentants. En effet, si l'on considère le nombre de deux membres seulement, par suite d'absence ou d'empêchement, il pourrait arriver qu'une nation ne fût pas représentée du tout. On pourrait exiger, en outre, pour que le parlement pût voter valablement, que chaque nation soit représentée dans la séance par un membre au moins. On sauvegarderait ainsi les droits de toutes les puissances. Le mode de vote serait très simple : chaque nationalité, réunie en corps de nation, élirait ses députés comme elle le faisait pour les consuls dans le temps, avant que des consuls et ambassadeurs officiels ne fussent envoyés d'Europe pour protéger leurs concitoyens. Le gouvernement égyptien communique le nom des élus à leurs ministres des affaires étrangères respectifs, qui donneraient leur approbation. Cette combinaison simplifierait les choses, en rendant l'approbation des lois par les puissances étrangères obligatoire et de

pure forme, les députés ayant, pour ainsi dire, un caractère officiel, au même titre que les magistrats des cours judiciaires. Si cette combinaison aboutissait, on vivrait, en Egypte, sous un régime constitutionnel analogue à celui de la France et des autres pays. La séparation des pouvoirs, qui est un des principes fondamentaux du droit public, serait possible. On aurait un pouvoir exécutif, représenté par le gouvernement, c'est-à-dire le conseil des ministres et le Khédive ; un pouvoir législatif, résidant dans le parlement sus-dénommé ; et un pouvoir judiciaire, représenté par les tribunaux mixtes et indigènes, qui recevraient en ce cas la pleine juridiction tant au civil qu'au criminel. La constitution d'un tel parlement n'a rien d'impossible, une institution pareille existe à Alexandrie et se trouve réalisée par le conseil municipal.

Si l'on objecte que les étrangers qui seraient appelés à constituer ce parlement ne connaissent rien, pour la plupart, aux choses législatives, cette objection porterait à faux. En effet, on n'a qu'à considérer les parlements d'Europe, celui de France particulièrement, et l'on verra que sur les 591 députés français, les avocats ne comptent que 123 élus, c'est-à-dire environ le cinquième. Les autres membres sont répartis entre les différentes professions : les propriétaires et rentiers ont 50 sièges ; les officiers, 49 ; les fonctionnaires, 42 ; les industriels, 35 ; les journalistes, 33 ; les anciens magistrats, 27 ; les négociants, 22 ; les propriétaires agriculteurs, 22 ; les professeurs, 21 ; les ingénieurs, 15 ; les ouvriers, 14 ; les notaires, 13 ; les avoués, 12 ; les autres professions sont représentées par

62 députés (1). Si c'est là la seule objection qu'on a à formuler contre ce projet, elle est de peu d'importance, car il existe en Egypte assez d'avocats auxquels le suffrage des électeurs pourrait donner accès au dit parlement. Pour plus de sûreté, le gouvernement pourrait offrir de faire présenter ses projets de loi soit par les conseillers khédiviaux ou leurs substituts, soit par les magistrats des tribunaux, tous légistes, ayant forcément, par besoin professionnel, fait des études juridiques assez approfondies, et appartenant à diverses nationalités étrangères, notamment aux suivantes : française, italienne et anglaise.

Enfin, tant que la question ne sera pas solutionnée, on vivra sous le régime actuel. Quand le gouvernement a fait la loi et qu'il l'a soumise à l'approbation du parlement, il est tenu, avant de la rendre obligatoire pour tous par la promulgation, d'obtenir l'approbation d'une commission composée de magistrats et d'un membre désigné par lui. Ce membre est presque toujours un des conseillers de Son Altesse le Khédive qui dirigent les contentieux de l'Etat. L'article 122 du règlement judiciaire lui impose, ainsi qu'on l'a vu plus haut, cette obligation.

L'approbation des lois par une commission composée dans des conditions pareilles a plusieurs inconvénients, entre autres, celui d'entraîner des retards énormes. M. Murin-Sarzeaud, conseiller français à la cour d'appel d'Alexandrie, qui est, par suite, une personne dont la compétence en cette matière est indiscutable, l'a reconnu : « *Le travail de revision, qui demandera beaucoup de temps,*

(1) *Je sais tout* n° 14. 15 mars 1906.

n'est pas l'œuvre d'une commission internationale ; il sera plus utilement fait par un comité peu nombreux, composé de jurisconsultes ayant la pratique des tribunaux de la réforme. Leur travail sera discuté par le corps de la magistrature, en présence d'un commissaire du gouvernement, et il sera rendu exécutoire par un décret de Son Altesse le Khédive (1).

Ce projet, quoique plus expéditif que celui qui avait été proposé par le gouvernement, n'en conserve pas moins bon nombre de ses inconvénients, notamment ce qui a trait à la lenteur. En effet, le comité, composé de quelques jurisconsultes, va demander un temps plus ou moins notable pour rédiger le projet, qui sera ensuite discuté devant le corps entier de la magistrature. Celui-ci, n'ayant pas concouru à la confection du projet, est méfiant : la discussion traînera en longueur et l'accord sera plus difficile à obtenir.

Une fois le projet de loi approuvé par la commission mixte de l'article 122, on croit qu'il ne reste plus qu'à lui donner force exécutoire en le promulguant. On se trompe, car il est d'un usage courant et c'est une des conditions de l'établissement des tribunaux mixtes, ainsi que de l'abandon des capitulations, qu'aucune modification ne peut être apportée soit aux règlements d'organisation judiciaire, soit aux lois en vigueur au moment du renouvellement des dits

(1) Rapport fait au nom de la sous-commission, sur le projet de règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte. Par M. Martin-Sarzeand second délégué de France.

tribunaux, sans le consentement formel des puissances qui acceptèrent la réforme.

La formule préliminaire des décrets, portant modification quelconque à l'état de choses existant, porte trace de cet usage et de son exécution. On trouve partout cette phrase :

« Après accord intervenu entre notre gouvernement et les puissances qui ont adhéré à la réforme judiciaire. »

Pour s'en assurer, il suffit de lire les décrets du 26 mars 1900 et celui du 13 avril de la même année.

L'on comprendra à quelles lenteurs sont soumises des lois très urgentes, quand on saura que l'accord n'est obtenu que par la voie diplomatique, par le moyen de rapports qu'échangeant entr'eux les ministères des affaires étrangères. Aussi, le plus souvent, ces lois n'aboutissent que tous les cinq ans, quand on réunit les commissions internationales pour le renouvellement des tribunaux de la réforme.

Les conséquences de ces retards sont faciles à déduire et c'est en comparant les facilités d'élaboration des lois par le parlement constitué comme il a été dit avec le système actuel que l'on appréciera les avantages d'une institution de ce genre. Quand le gouvernement égyptien ressent le besoin d'une loi urgente, pour remédier à une situation dangereuse, telle que le serait un krach de Bourse, où tous les débiteurs exciperaient de l'exception de jeu pour se soustraire à leurs obligations, ce qui surchaufferait les esprits et mettrait dans l'air, comme on dit vulgairement, des menaces d'émeutes, il serait tenu de communiquer son projet de loi, par l'entremise de son ministère des affaires

étrangères, aux différents cabinets étrangers. Ceux-ci prescriraient une enquête, qui serait faite par leur consul, ce qui fera perdre du temps. Une fois l'enquête arrivée entre les mains du ministre compétent, les discussions au sujet de la loi s'ouvriront entre les différents cabinets et le ministère égyptien. Ce sera seulement lorsque les six-sept puissances signataires du protocole de la Réforme auront accepté la loi que celle-ci pourra être promulguée et atteindra son effet. Une ou deux années se seront probablement écoulées entre la communication du projet et son acceptation ; les troubles se seront produits ; et la loi aura manqué une partie de son but. Avec un parlement, les choses se seraient passées plus rapidement et auraient eu, par suite, plus d'utilité. Le parlement, résidant en Egypte et ayant, pour ainsi dire, un caractère quasi-officiel, grâce à l'acceptation de ses membres par leur ministre respectif, pourrait donner à la loi force exécutoire, du moins d'une façon provisoire. La résidence de ses membres sur le territoire égyptien fera que leur réunion sera rapide. Aussi pourrait-on abréger la lenteur qui préside à la confection des lois en Egypte ; et, là où l'on met actuellement un ou deux ans, ne mettre plus que quelques jours.

Ce système, quoique défectueux, a bien des avantages sur celui qui existait avant 1874. N'en aurait-il qu'un seul, celui d'avoir uniformisé la législation, ce seul avantage donne à la réforme une utilité incontestable et justifie sa réalisation.

Du rôle de la municipalité d'Alexandrie. — Il existe à Alexandrie une organisation assez semblable à la préfecture de la Seine. Elle se compose d'un président,

qui joue le rôle du préfet, et d'un conseil municipal. Les conseillers sont élus par leurs concitoyens, payant un loyer déterminé. Leurs fonctions sont gratuites. Le rôle de cette municipalité se fait sentir dans les questions de voirie, d'impôts et taxes locales, d'hygiène et de patente, enfin, pour se résumer en un mot, elle a succédé au pouvoir des consuls, sous le régime capitulaire, sauf ce qui concerne la police.

Pour les impôts, elle vote des taxes pleinement valables pour le ressort de la ville ; ces taxes ont presque toutes pour objet de subvenir aux frais que nécessitent des travaux d'utilité publique. Ainsi, lorsqu'il s'est agi de faire construire les fameux quais qui devaient porter en pleine mer les égouts, elle ajouta aux impôts du locataire une taxe supplémentaire de 2 1/2 %. C'est elle qui fixe les patentes et les contributions pour les voitures, et cela en vertu de ses fonctions de voirie. Elle les fait ainsi contribuer à l'entretien des rues, qu'elles dégradent par leur roulement. Toujours en vertu de ces fonctions, elle édicte des règlements concernant l'alignement, délivre les permis de bâtir, réglemente le dépôt et l'enlèvement des ordures sur la voie publique, ainsi que le service du balayage. Elle fixe la limite que peuvent occuper sur la voie les marchands ambulants, les terrasses des cafés, restaurants, brasseries, les étalages des magasins et concilie les concessions qui peuvent être faites, avec la libre circulation sur les trottoirs. Elle impose les propriétaires, pour le pavage et l'entretien des rues en bordure desquelles leurs immeubles sont bâtis. Elle ordonne l'ouverture de rues nouvelles, accorde les concessions aux compagnies du gaz et eau, et passe avec

elles des traités pour la fourniture d'éclairage des voies publiques et de l'eau pour leur nettoyage.

Les marchés sont sous sa surveillance ; elle peut, pour des raisons d'hygiène, en cas d'épidémie, ou même en temps ordinaire, pour empêcher l'éclosion de maladies dangereuses, interdire la vente de certaines denrées. Elle l'a fait, il y a quelques années, pour la vente des becfiges, frappant d'une amende acheteurs et vendeurs. Le service sanitaire et tous les services qui lui sont annexes, comme celui de la désinfection, relèvent d'elle. Sa fonction de service sanitaire lui permet de forcer les propriétaires d'immeubles de faire établir dans leurs biens le tout à l'égout ou tout autre modification qui serait rendue nécessaire par les progrès de la science. Elle a la direction et la surveillance des hôpitaux, écuries et de tous les établissements incommodes, dangereux ou insalubres, et peut les soumettre à telles réglementations qui lui sembleront utiles. En cas d'épidémie, c'est elle qui régleme l'isolement des quartiers contaminés, le transport des personnes suspectes au lazaret, la désinfection des maisons, l'entrée des navires venant de pays où régneraient des maladies contagieuses, les quarantaines. Elle a la surveillance des abattoirs et du service vétérinaire qui s'y fait. Pour tout dire, ce qui concerne l'hygiène rentre dans ses attributions.

En un mot, sa compétence s'étend à l'hygiène, la voirie et les contributions ayant pour but de subvenir à des travaux locaux d'utilité générale.

Ses arrêts sont rendus sous forme de règlements municipaux obligatoires pour tous. Ils ne sont soumis, en principe, à aucun contrôle ; mais les tribunaux ont tenus

de les appliquer que lorsque, conformément à l'art. 2 du décret du 31 janvier 1889, ils sont communs à tous les habitants du territoire sans distinction ; ne contiennent rien de contraire aux textes des traités et conventions, et, enfin, ne prononcent aucune peine supérieure aux peines de simple police.

Du Journal officiel, publication et promulgation. —

Une fois les lois rédigées et adoptées par la commission de l'article 122 ; une fois l'accord intervenu entre le gouvernement égyptien et les différentes puissances qui adhèrent à la réforme de 1874, la loi est promulguée et rendue exécutoire par un décret de Son Altesse le Khédive. Ce décret porte en tête la formule suivante, certifiant que les formes prescrites par le protocole, instituant les tribunaux mixtes, ont été suivies :

« Nous, Khédive d'Égypte,

« Vu le règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Égypte ;

« Après accord intervenu entre Notre Gouvernement
« et les Puissances qui ont adhéré à la réforme judiciaire ;

« Sur la proposition de notre ministre de la justice et
« sur l'avis conforme de notre conseil des ministres,

« Décrétons... »

A la suite de cette formule vient le texte de la loi qu'il s'agit de promulguer. La formule exécutoire se trouve, en général, sous forme de dernier article, et est ainsi conçue :

« Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret. »

Le décret est signé, comme en France, par le chef du pouvoir exécutif, le président du conseil et le ministre de

la justice. Toutefois, il y a, en^e Egypte, une signature supplémentaire : c'est celle du ministre des affaires étrangères. Cette signature est rendue nécessaire, par suite de l'obligation où est l'Egypte en vertu de l'acte introductif de la réforme, d'obtenir l'assentiment des puissances ayant adhéré à la réforme. Cet assentiment, cet accord se traitant, s'obtenant par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, ou de ministères remplissant des fonctions identiques, le ministre égyptien, titulaire du portefeuille des affaires étrangères, est tenu de signer le décret, de certifier, pour ainsi dire, par ce moyen, que l'accord est réellement intervenu.

Quand la loi a été promulguée et rendue exécutoire, elle ne peut s'appliquer encore ; une autre formalité est nécessaire pour qu'elle atteigne le but auquel on la destinait. Il est une règle de rigueur dans le droit universel, c'est que nul n'est astreint à l'impossible. Pour se soumettre à une loi, il faut la connaître ; vouloir astreindre les habitants à une loi qu'ils ignorent, c'est vouloir les astreindre à l'impossible. Il faut donc, après avoir promulgué une loi et l'avoir rendue exécutoire, la porter à la connaissance des intéressés, et, par suite, la publier.

Le système de publicité suivi en Egypte est complet et se trouve être d'une efficacité très grande. En effet, l'article premier, § II des dispositions préliminaires du Code civil porte :

« Le gouvernement fera publier, un mois avant le
« fonctionnement des nouveaux tribunaux, les codes, dont
« un exemplaire en chacune des langues judiciaires sera
« déposé, jusqu'à ce fonctionnement, dans chaque Mondi-

*« rich (province), auprès de chaque consulat et aux greffes
« de la cour d'appel et des tribunaux, qui en conserveront
« toujours un exemplaire. »*

En plus de ce mode de publication, il existe, en Egypte, un journal officiel, publié en arabe et français, ayant le même but que ceux d'Europe. Depuis quelque temps, ce journal a eu, je pense, une publication en anglais. Il existe, en outre, des quotidiens en presque toutes les langues et idiomes parlés dans le pays ; ces quotidiens ne manquent pas de publier et de commenter, parfois avec violence, les actes du gouvernement. En effet, bien qu'elle paraisse être un pays rigoriste, l'Egypte est un pays où la liberté de la presse est la plus étendue, quand il s'agit du gouvernement local.

Quand un étranger vient nouvellement en Egypte, il ne peut plus alléguer son ignorance de la loi pour échapper à la sanction qu'elle prononce. S'il ne connaît pas la loi, il n'a qu'à s'en prendre à sa propre négligence. S'il veut connaître, il n'a qu'à s'adresser à son consulat, qui lui communiquera les textes ; au besoin, le chancelier de ce consulat les lui traduira, au cas où il ne connaît que sa langue nationale.

Ces publications étant faites en arabe, français, italien et anglais, il sera rare, à moins d'avoir affaire à un illettré complet, ne sachant ni lire ni écrire, que l'intéressé ne connaisse au moins une de ces langues.

Pour plus de sécurité, il n'a qu'à s'adresser à un des avocats dont le nombre est énorme, et qui se trouvent un peu partout, qui rédigera les actes qu'il a à faire et se conformera à la loi locale.

Du pouvoir territorial des lois. — Le principe du pouvoir territorial des lois s'applique en Egypte depuis la réforme judiciaire. L'on a vu qu'avant cette réforme, sous le régime de la personnalité des lois, qui était la règle, le territoire n'avait rien à faire dans l'application de la loi. On ne considérait, à cette époque, que la personne des plaideurs, et, suivant la nationalité du défendeur, on appliquait telle ou telle loi. Il n'en pouvait être autrement avec ce système législatif, si on peut appeler système un amas de lois hétéroclites ne relevant d'aucune autorité ni source communes.

Mais actuellement cela a changé ; il y a une législation uniforme, qui s'applique à tout le territoire. Il en est ainsi pour toutes les questions immobilières et commerciales sans distinction ; et, pour le reste de la législation civile, toutes les fois que les parties sont de nationalités différentes. D'autres lois, comme les lois de police et les lois pénales, dans ce qui est de la compétence mixte, comme la répression des banqueroutes et des crimes ou délits commis par ou à l'encontre des officiers de justice dans l'exercice de leurs fonctions, s'appliquent à tous sans distinction de nationalités, par le fait même que chaque gouvernement est tenu de maintenir l'ordre sur son territoire et de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour atteindre ce but. Il faut se demander maintenant ce qu'il faut entendre par ce mot « territoire » quand on l'applique à l'Egypte.

Il n'est pas douteux qu'il comprenne le territoire proprement dit, c'est-à-dire la basse et haute Egypte. Mais, là où la question devient délicate, c'est quand on veut faire l'application de ce principe aux contrées soumises à la suite

de l'expédition de Dongola, dirigée par lord Kitchner, alors sirdar d'Egypte, expédition qui avait pour but la répression de la révolte soulevée par le Mahdi. Faut-il considérer ces territoires comme faisant partie de l'Egypte et les soumettre à la loi territoriale ? ou bien sont-ils indépendants et soumis à la loi naurelle des conquérants ?

Pour résoudre la question rationnellement et équitablement, il faut faire une distinction. La partie de ce territoire, qui faisait partie dans le temps du royaume d'Egypte, sera considérée comme conquise au nom de cette dernière, et sera par suite soumise à sa loi, en principe. Mais, comme aucune juridiction n'a été établie dans son ressort, et que les tribunaux les plus rapprochés sont encore à une distance énorme, étant donné les moyens de communication, il faut la considérer comme une ville en état de siège, où tout le pouvoir résiderait entre les mains du général commandant la place. C'est ce qui a été fait en fait. Le gouverneur anglais a tout pouvoir ; c'est lui qui fait la loi, sous forme d'arrêtés et règlements. Les tribunaux sont des tribunaux anglais, rendant la justice au nom de Son Altesse le Khédive. Cette solution est la plus pratique : elle ne prendra fin que lorsque des tribunaux égyptiens auront été institués sur les lieux.

Pour l'autre partie, celle qui ne faisait pas partie de l'Egypte, qui n'en était pas d'anciennes provinces détachées par la rébellion, la situation varie. Ce territoire devait être conquis au nom de l'Egypte. Son Altesse le Khédive et le gouvernement manquaient de ressources pour faire face aux dépenses qu'aurait occasionnées l'expédition projetée. Ils voulurent faire appel aux réserves de la caisse de la

dette publique égyptienne, et les territoires conquis seraient devenus le gage des créanciers. Le comité de la caisse ne l'entendit pas de cette façon : il intenta, par devant les tribunaux mixtes, un procès au gouvernement, le gagna, sauvegardant ainsi le dépôt qui était confié à sa garde, mais perdant tout droit sur les contrées conquises. En effet, à quel titre le gouvernement égyptien pourrait-il maintenant les réclamer ? Ce ne sont pas d'anciennes provinces qu'il pourrait revendiquer en offrant à l'Angleterre le remboursement de ses avances. D'un autre côté, ces conquêtes ne lui ayant coûté ni hommes ni argent, il n'a aucun droit sur elles.

Ces pays sont équitablement pays anglais ; ils ne sont qu'une juste compensation du concours prêté par l'Angleterre sous forme de troupes et d'argent. On peut donc affirmer hardiment que la loi territoriale ne doit pas s'appliquer à ces contrées, et que la seule loi qui doive les régir est la loi anglaise.

Des conditions d'application aux étrangers. — On distinguera ici plusieurs sortes de lois : les lois sur les impôts, les lois de police, les lois régissant la propriété immobilière, les lois commerciales et enfin les autres lois.

Parmi les lois sur les impôts, il y en a qui s'appliquent à tout le territoire et d'autres à des portions déterminées de ce territoire, comme les règlements et taxations votés par la municipalité d'Alexandrie. Dès que ces lois ont satisfait aux obligations que leur impose le protocole instituant la réforme judiciaire, quand elles sont communes à tous les habitants sans distinction, quand, en un mot, elles sont

régulières, elles doivent s'appliquer. Pour les premières, la situation est claire : l'étranger qui ne veut pas les subir n'a qu'une chose à faire, quitter l'Égypte. Pour ce qui est des secondes, la solution est moins dure ; sans quitter l'Égypte, celui qui veut s'y soustraire n'a qu'à changer de résidence. Cette situation n'a, en somme, rien d'injuste. Le gouvernement doit entretenir divers services, dont les uns, comme les moyens de communication, les ports, l'éclairage public, la poste, sont indispensables ; d'autres, très utiles. Comment parviendrait-il à faire face aux dépenses qu'occasionneront ces services, s'il n'avait pas à la disposition la ressource de l'impôt ? Les étrangers qui demeurent en Égypte profitent de ces services et de ces institutions, il est donc juste qu'ils contribuent à leur entretien, il n'y a aucun bon motif pour les en dispenser. Il en est de même pour les taxes devant servir à effectuer des travaux d'utilité générale dans une ville donnée. Les habitants de cette ville étant seuls appelés à jouir des travaux effectués dans leur seul intérêt, il est juste que les frais occasionnés par ces ouvrages retombent uniquement à leur charge.

Pour les lois de police, la solution est identique. Tous ceux qui mettent le pied sur le territoire y sont soumis, par le fait même de leur résidence ou simplement de leur passage. Par loi de police, il faut entendre non seulement les lois qui règlent la circulation sur la voie publique, les crimes et délits qui s'y commettent, la tenue des cafés, hôtels ou autres lieux publics, mais aussi celles qui imposent des conditions à l'admission des étrangers dans le pays, telles que passeport, certificat de bonnes vie et mœurs, preuve de moyens d'existence. Le gouvernement

peut interdire l'accès du pays à ceux qui ne s'y conforment pas et les remettre entre les mains de leur consul afin qu'il les rapatrie. Cela est parfaitement naturel, étant chargé de maintenir l'ordre public, le gouvernement est seul juge des mesures à prendre pour y arriver. C'est un principe universellement reconnu.

La propriété immobilière tient intimement au sol, et, par suite, au territoire du pays. De sa bonne administration dépend la prospérité de la nation entière. L'Etat qui accorde ce droit à des étrangers ne le fait qu'à la condition qu'ils se soumettent à sa loi. Du temps même des capitulations, les Etats barbaresques ne l'octroyèrent aux bénéficiaires de ces traités qu'à la condition expresse qu'ils se soumissent aux taxes et réglemenations immobilières. La réforme judiciaire ayant eu pour but d'étendre le pouvoir de l'autorité locale contre la concession de nouvelles garanties, il ne pouvait être question de restreindre le pouvoir sur ce point. Les lois réglementant la propriété immobilière s'appliqueront donc, en tous cas, sans distinction aucune.

Les lois commerciales ont succédé aux coutumes locales. On a vu que, sous le régime de la personnalité des lois, alors que la loi qui s'appliquait variait suivant la nationalité du défendeur, on avait admis d'un commun accord que la loi qui régirait le commerce serait uniforme et l'on avait adopté pour y arriver les coutumes locales. Donc, il aurait été inconséquent de modifier cette situation, alors que l'on cherchait à uniformiser la législation sur les autres points. L'uniformité est très utile en cette matière, où les conventions ont besoin d'une célérité

extraordinaire et où toute variété dans les textes de droit aurait été une cause de retard. L'organisation de la faillite, qui est un des rouages principaux du commerce, l'âme du crédit et la sauvegarde des créanciers, n'est possible qu'à cette condition. D'autre part, ces sortes de transactions seront, la plupart du temps, des transactions mixtes, par suite du cosmopolitisme excessif de l'Égypte, et grâce à cette qualité tomberont sous l'empire de la législation nouvelle.

La législation concernant les lettres de change, billets à ordre, chèques, rentre dans le droit commercial, et, par suite, est applicable à tous sans distinction de nationalité. Les lettres de change et tous les autres titres de créance employés dans le commerce étant appelés à jouer le rôle de monnaie fiduciaire, il est raisonnable qu'une législation uniforme et facile à être connue de tous les régissent. Il faut, en un mot, que tous les intéressés puissent avoir en eux une confiance aveugle. Aussi les lois et règlements qui les concernent s'appliquent sur tout le territoire à tous les habitants.

Pour toutes les autres lois, il faut distinguer suivant qu'en cas de procès toutes les parties sont de même nationalité ou de nationalités différentes. S'ils sont de nationalités différentes, ils relèvent des tribunaux mixtes, qui ne connaissent que la loi territoriale ; par suite, cette loi leur sera appliquée. S'ils sont de même nationalité, il faut faire une distinction ; elle variera suivant qu'ils choisissent la juridiction mixte ou consulaire. Au premier cas, la loi territoriale leur sera appliquée ; au second ce sera leur loi nationale. S'ils ne se mettent pas d'accord, que va-t-il

arriver ? La juridiction mixte étant de droit commun, et la juridiction consulaire étant devenue exceptionnelle, le droit commun leur sera appliqué, car on ne peut priver personne d'un droit qui lui est assuré par la règle commune, s'il n'y consent.

Il y a aussi la loi hypothécaire mixte, qui s'appliquera à toutes les parties sans distinction de nationalité, toutes les fois que l'acte constitutif a été passé aux greffes des tribunaux mixtes. On a, en effet, admis, après bien des discussions, qu'il y avait dans ce fait une sorte d'option tacite pour la juridiction mixte. Mais, en réfléchissant, on comprend que cette explication est erronée. Les parties n'ont pas la possibilité de faire transcrire leur acte ailleurs que devant les greffes des tribunaux mixtes. Ces actes doivent être régis par la législation mixte, parce qu'ils portent forcément sur des immeubles, et, comme on l'a vu, les questions immobilières relèvent exclusivement des lois locales.

Conditions d'application aux indigènes. — Il n'est pas question des lois ordinaires, car il est bien certain que le gouvernement local a conservé tout pouvoir sur ses sujets. La commission internationale, qui créa la réforme judiciaire, ne pouvait rationnellement songer à modifier la situation des indigènes à ce point de vue. Ce qu'il faut considérer ici, ce sont les lois mixtes dont l'application est faite par les nouveaux tribunaux.

D'abord, il est un cas où la solution n'est nullement douteuse et où aucune difficulté ne saurait être élevée. Ce cas est celui où toutes les parties sont indigènes et où elle

sont consentantes pour déférer leur procès aux tribunaux indigènes. Ici, il ne peut être question d'appliquer les lois mixtes. Les lois indigènes seules doivent régir le cas.

Les lois mixtes s'appliqueront aux indigènes lorsqu'ils auront affaire à des européens et que le procès qui surgit sera mixte par la force même des choses. Les capitulations donnaient, en pareil cas, l'avantage à l'européen. En effet, s'il était défendeur, l'indigène était forcé de le poursuivre devant la juridiction consulaire. S'il était demandeur, il arrivait de deux choses l'une : ou bien il obtenait gain de cause, et les tribunaux indigènes qui avaient condamné la partie adverse ne pouvaient refuser d'exécuter la sentence qu'ils avaient rendue ; ou bien il était condamné, et alors l'indigène qui avait obtenu gain de cause ne pouvait faire exécuter la sentence que par l'entremise du consul. Celui-ci, par suite d'un abus qui lui était habituel, revisait le jugement et l'européen conservait l'avantage. La réforme n'a aboli les capitulations que moyennant des garanties équivalentes, sinon supérieures. Elle ne pouvait donc pas imposer aux européens la juridiction et les lois indigènes dans leurs différends avec les habitants du pays.

L'article 9 du Code civil dit :

« *Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en*
« *favor d'un étranger sur les biens immeubles, quels que*
« *soient le possesseur et le propriétaire, rendra ces tribu-*
« *naux compétents pour statuer sur la validité de l'hypo-*
« *thèque et sur toutes ses conséquences, jusques et y com-*
« *pris la vente forcée de l'immeuble, ainsi que la distri-*
« *bution du prix.* »

L'article 13, titre I, du règlement d'organisation judiciaire dit exactement la même chose. Il n'est donc pas douteux qu'au cas où une hypothèque serait constituée par un indigène en faveur d'un étranger, ce serait la loi mixte qui serait appliquée. Mais en sera-t-il de même si les deux parties étaient indigènes ? La question est controversée. Pourtant, la réponse affirmative serait plus rationnelle que la négative. Les indigènes, quand ils constituent des hypothèques entre eux, ont le choix, pour passer leur acte et le faire transcrire, entre les greffes des tribunaux indigènes, mixtes et du mehkemch. En passant l'acte devant les greffes des nouveaux tribunaux, leur intention est claire et ne donne prise à aucun doute : ils optent, aussi clairement que possible, pour la législation mixte. C'est tout comme s'ils avaient inséré dans l'acte lui-même une clause formelle d'arbitrage, décidant d'un commun accord de soumettre le différend possible à la décision des nouveaux tribunaux, choisis comme arbitres, pour qu'ils la solutionnent suivant les règles édictées par la législation mixte.

Mais que va-t-il arriver si deux indigènes veulent différer un procès quelconque aux tribunaux mixtes, pour qu'il soit jugé suivant la loi nouvelle ? Qu'on ne dise pas que le cas ne se présente pas. Les ruses qu'emploient les indigènes, les cessions fictives de droits qu'ils font à des étrangers, afin de rendre leurs procès mixtes, sont des preuves de la préférence qu'ils accordent aux nouveaux tribunaux.

Les débats qui ont eu lieu devant la commission internationale pour le renouvellement des tribunaux de 1874 condamnent cette pratique. Chaque fois que la fraude sera

prouvée, les tribunaux de la réforme devront se dessaisir du procès et l'abandonner aux tribunaux indigènes. C'est un tort. En effet, la justice et les lois, la justice surtout, n'ont de valeur que par la confiance qu'ont en elles les parties. En Europe, dira-t-on, les parties ne peuvent changer de juridiction à leur gré. Oui, je le concède. Mais, en Europe, la situation est différente : les parties n'ont pas le choix entre des juridictions différentes. Il existe bien divers degrés de juridiction, mais une juridiction unique. En Égypte, au contraire, les parties se trouvent en présence de deux juridictions différentes, une composée presque exclusivement d'européens et l'autre presque uniquement d'indigènes. Pourquoi ne pas laisser les parties libres de s'adresser à celle en qui elles ont le plus de confiance, puisque toutes les deux rendent la justice au nom de la même autorité et suivant des lois que cette autorité a faites. Ce serait plus juste et plus rationnel.

La solution qui est intervenue n'est due qu'à la préoccupation constante du gouvernement égyptien à assurer le succès des tribunaux indigènes qu'il avait créés après coup et calqués, pour ainsi dire sur les tribunaux mixtes. Il a voulu que les ressortissants de ces tribunaux ne pussent s'y soustraire. Il caressait le rêve de voir ces tribunaux indigènes, qui étaient son œuvre purement personnelle, absorber peu à peu les nouveaux tribunaux, et aboutir ainsi à l'unification de la juridiction en Égypte. Cette unification serait un idéal, si elle pouvait se réaliser. Il n'y aurait qu'une seule jurisprudence. Il est juste d'adresser ici des félicitations aux tribunaux indigènes, qui se sont montrés dignes de l'espoir que le gouvernement avait placé en eux.

Ils se sont montrés les égaux des tribunaux mixtes par leurs connaissances juridiques et leur caractère d'impartialité. Pour ma part, je n'hésiterais nullement, en cas de procès, à me confier à eux et à souhaiter qu'ils parviennent à désarmer la méfiance que leur témoignent les colonies européennes, de sorte que la fusion des deux juridictions égyptiennes devienne une réalité.

De la façon d'interpréter les lois. — Une des principales qualités des lois est la clarté ainsi que la précision, mais malheureusement, en ce bas monde, la perfection n'existe guère. Il arrive donc que parfois la loi soit obscure et que le sens des textes soit douteux. En présence d'un cas pareil, la conscience du juge est inquiète et le magistrat se demande avec perplexité ce qu'a voulu dire le législateur.

En Europe, il existe plusieurs façons de se tirer d'embarras. Le juge recherchera le sens du texte obscur, soit dans les textes dont il a été tiré, soit dans les travaux du corps législatif qui l'a créé, soit dans la coutume locale, soit dans la jurisprudence. Ce n'est qu'en désespoir de cause, quand tous les moyens d'investigation ont été épuisés qu'il recourra au droit naturel, au bon sens et à l'équité. La loi impérative elle-même devrait imposer ce devoir aux tribunaux, car, droit naturel, bon sens et équité sont tous trois des instruments plus ou moins caoutchoutés et élastiques, qui prennent la forme qu'on veut et changent suivant les personnes qui les manient. En Europe, dans tous les pays en un mot où la magistrature est composée de gens de même race, ayant reçu une éducation identique,

ayant une égale conception de la morale, ce recours au droit naturel n'est pas à craindre. Mais en sera-t-il de même en Egypte ?

On trouve, dans le règlement général judiciaire, un texte relatif à l'interprétation des lois ; c'est le § 2 de l'article 64, qui dit :

« En cas de silence, d'insuffisance ou d'obscurité des lois, les juges se conformeront aux principes du droit naturel et des règles de l'équité. »

Comme on le voit, cet article prescrit tout juste le système contraire à celui suivi en Europe. Il fait passer le droit naturel non seulement avant les autres sources d'information et les autres moyens d'interprétation de la loi, mais semble les supprimer. Est-il logique et donnera-t-il de bons résultats ? Que l'on écoute plutôt M. Dutrieux et l'on se rendra compte facilement des inconvénients d'un pareil système : *« Les codes européens, qui contiennent une disposition de ce genre, sont plus complets que les codes égyptiens, de sorte qu'on recourt assez rarement à cette disposition ; tandis que la magistrature nouvelle doit l'invoquer ici à tout moment en présence de l'insuffisance des codes égyptiens. Or, dans ces tribunaux où règnent, côte à côte, des hommes de mœurs et d'habitudes d'esprit différentes, ayant reçu une éducation différente, ayant vécu sous un régime politique et dans des conditions sociales différentes, élevés les uns dans le principe du libre examen, les autres dans les liens d'un despotisme religieux et politique, il est impossible qu'il y ait unanimité sur des principes de droit naturel ou d'équité, qui sont regardés comme*

des axiomes par les tribunaux homogènes de nos pays civilisés (1). »

Et, en effet, si dans ces tribunaux homogènes dont parle M. Dutrieux, il y a des axiomes universellement admis, il en existe d'autres plus délicats, plus contestés, sur lesquels les avis sont partagés. Ces tribunaux ont en outre, devant les yeux, une longue carrière parcourue, une série considérable de jugements qui les guide. Que sera-ce des tribunaux mixtes, avec leur hétérogénéité, sans jurisprudence acquise, si on les livre à ce principe, si élastique, si variable qu'est le droit naturel, véritable baromètre, enregistrant fidèlement les impressions d'une conscience soumise à l'éducation reçue dans la prime jeunesse et même à l'âge adulte.

Que l'on examine, à présent, s'il n'existe pas de sources où les magistrats, en cas d'incertitude, pourraient venir puiser pour éclairer leur conscience et rendre plus compréhensible un texte obscur ou incertain.

Parmi les différents moyens d'investigation connus, il faut écarter les travaux préparatoires et les coutumes. En effet, si l'on remonte à la confection des codes mixtes, on verra que ces travaux préparatoires sont nuls. Il n'existe pas de parlement en Egypte, aux discussions duquel on pourrait se reporter pour éclairer d'un jour nouveau un texte obscur. Les codes ont été préparés, sur la demande du gouvernement égyptien, par un avocat français, M. Manoury. Celui-ci s'est contenté de résumer les codes fran-

(1) *Dutrieux*. La question judiciaire en Egypte. Dans la revue de droit international et de législation comparée. Tome VIII page 573.

çais. Il suffit, pour en être convaincu, de se rapporter au tableau des abréviations qui se trouve en tête des codes mixtes. (Exemplaire des greffes.)

Règlement d'organisation judiciaire..	R. O.
Règlement général judiciaire.....	R. G.
Instruction pour les greffiers.....	Ins. p. les Greff.
Code civil mixte.....	Civ.
Code de commerce mixte.....	Com.
Code de commerce maritime mixte....	Com. mar.
Code de procédure mixte.....	Pr.
Code pénal mixte.....	P.
Code d'instruction criminelle mixte....	I. cr.
Code Napoléon.....	C. N.
Code de commerce français.....	Com. Fr.
Code de commerce maritime français..	Com. mar. Fr.
Code de procédure français.....	Pr. Fr.
Code pénal français.....	P. Fr.
Code d'instruction criminelle français..	I. cr. Fr.

On voit clairement, par ce tableau, que tous les codes mixtes sans exception se réfèrent aux codes correspondants français. Aussi on ne peut lire sans étonnement l'article 64, § 2. On se demande si ce n'est pas une inadvertance du législateur ou du rédacteur. N'est-il pas plus logique de dire, puisque les lois égyptiennes sont tirées manifestement des lois françaises, qu'au cas où une disposition nette et

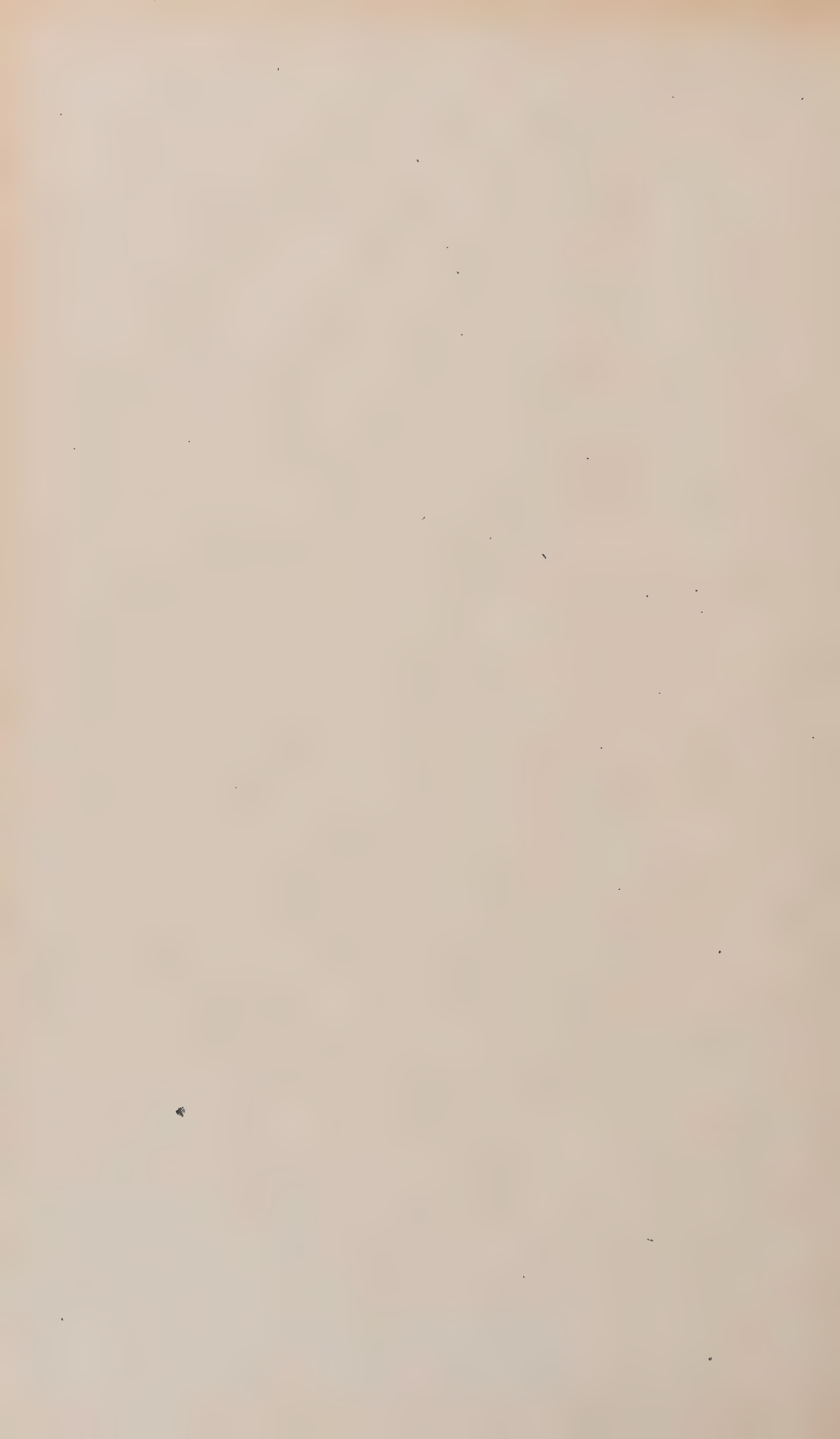
précise ne modifierait pas le texte français, il faudrait se reporter à ce dernier pour compléter la loi dans ce qu'elle pourrait contenir d'obscur. Dès lors, la situation deviendrait très facile. Les magistrats auraient pour s'éclairer les codes français, les débats qui ont précédé la confection de ces codes, les lois et ordonnances royales dont ils ont été tirés, la jurisprudence des cours et tribunaux français et enfin la jurisprudence, aujourd'hui vieille d'une trentaine d'années, des tribunaux mixtes, jurisprudence contenue et classée dans le recueil des arrêts et jugements de la cour d'appel d'Alexandrie.

Cela est plus logique et plus certain que ce recours au droit naturel, droit qui n'est contenu nulle part et réside dans le fond de la conscience individuelle. Si ce système ne donne pas de meilleurs résultats, il est certain qu'il n'en donnera pas de plus mauvais. Toute chance d'incertitude et de contradiction serait ainsi supprimée.

Conclusion. — Maintenant, que faut-il conclure de cet état de choses ? Qu'a-t-on gagné, qu'a-t-on perdu avec ce système de législation ? Qu'a-t-on perdu ? Rien, on peut l'affirmer sans craindre de se voir contredire. Qu'y a-t-on gagné ? On a gagné de voir la législation s'uniformiser, de savoir au juste sous quelle loi l'on vit, de ne plus se voir livré au caprice de la partie adverse, qui, en cas de procès, pouvait, au moyen d'une cession, changer la loi du contrat et faire courir au droit du demandeur des risques énormes. Si c'est là le seul avantage du régime législatif, il ne se trouvera personne d'assez audacieux pour nier son immense utilité. Celui qui aurait cette audace serait aveugle

ou ignorerait totalement l'Égypte. Il suffit d'y avoir vécu pour avoir ressenti les bénéfices qu'on retire de la législation nouvelle et la sensation de sécurité qu'on en éprouve.

Le système actuel est aussi parfait que puisse être une institution soumise aux variations de tout ce qui est terrestre, et aux changements qui peuvent se produire dans la vie d'un peuple, ses mœurs et sa civilisation. Si les retards que subissent dans leur création les lois par suite des accords et approbations qu'elles doivent obtenir étaient supprimés, il n'y aurait rien à reprocher à ce système.



LIVRE DEUXIÈME

DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

CHAPITRE PREMIER. — ÉPOQUE ANTÉRIEURE A LA RÉFORME DE 1874

SECTION I

Généralités

Généralités. — L'organisation judiciaire de l'Égypte avant 1874 est sans contredit, une des plus originales qui se puissent voir. Il faut venir en Égypte et dans les États barbaresques pour trouver pareil système. C'est une abdication de toute autorité, sur une partie des habitants du territoire, faite par le pouvoir local, une sorte de délégation de la juridiction judiciaire par les États étrangers ; juridiction chargée de rendre la justice à chaque national.

Le pouvoir judiciaire se divisait en trois groupes : deux présentaient assez d'homogénéité, et le troisième représentant un ensemble hétéroclite composé d'autant de tribu-

naux différents qu'il y avait d'Etats bénéficiaires des capitulations. Les deux premiers groupes sont composés par les tribunaux indigènes et les tribunaux mixtes de commerce ; le troisième, par des juridictions consulaires. Les deux premiers rendaient la justice au nom de Son Altesse le Khédive ; les autres au nom des gouvernements qu'ils représentaient. Telle est la situation de l'Egypte en droit ; mais, en fait, il n'existe que deux tribunaux ayant un fonctionnement effectif : les tribunaux indigènes et les tribunaux consulaires. Les tribunaux mixtes de commerce, quoique régulièrement institués et existant dans les grandes villes, voient les plaideurs abandonner leur prétoire pour s'adresser de préférence aux autres juridictions.

Les résultats d'un pareil système sont évidents et leurs inconvénients sautent aux yeux des moins perspicaces. Nous ne parlerons ici que des résultats de la multiplicité des cours consulaires. En effet, ce sont ces résultats désastreux qui finirent par attirer l'attention du gouvernement et à le tirer de l'indifférence où il se laissait endormir. Il se décida à réagir, et c'est de ses luttes et démarches que naquit la réforme. On peut dire que les tribunaux mixtes sont éclos des inconvénients et abus qu'avaient faits et entraînés les juridictions consulaires.

Les tribunaux consulaires avaient plusieurs défauts : d'abord, ils n'avaient aucune sorte de jurisprudence. On peut dire que la loi était interprétée par le consul suivant sa fantaisie ; autant de consuls, autant d'interprétations diverses. La constitution de ce tribunal, ainsi qu'on le verra dans la section troisième de ce chapitre, était totalement défectueuse. En outre, beaucoup de consuls étaient

d'une moralité tellement douteuse qu'on pouvait, grâce à un peu d'argent, acheter leur suffrage. Cela n'était plus un secret et se savait dans le pays. Ils avaient commencé par vendre leur appui dans les différends qu'avaient leurs nationaux avec le gouvernement, différends qui se traitaient par le moyen de la voie diplomatique. Petit à petit, ils en étaient arrivés à se faire de ce trafic scandaleux une véritable profession, un moyen de vivre, et à l'appliquer même dans les procès ordinaires.

« On m'a assuré que cette manière d'extorquer de l'argent au gouvernement égyptien était devenue, pour tel ou tel résident, une spéculation habituelle, presque une profession (1). »

Ailleurs on lit : « mais il faut convenir, que peut-être, les consulats n'offrent pas tous les mêmes garanties. Il en est contre lesquels des plaintes sont unanimes. De là des denis de justice, qui atteignent aussi bien les sujets du vice-roi que les résidents étrangers (2). »

Qui ne comprend qu'avec un tel système, avec des juges d'une conscience si vénale, d'une moralité si douteuse, la justice en Egypte se résumait en quelques mots que voici : justice pour le riche, qui pouvait payer son juge ; déni de justice pour le pauvre. Comment aurait-on

(1) Jazon « Communication d'une étude sur l'organisation des nouveaux tribunaux ». Dans le bulletin de la société de législation comparée — année 1877. pag. 468.

(2) Rapport, présenté, à son excellence M. le Ministre des affaires étrangères, par la commission instituée à l'effet d'examiner les propositions faites par le gouvernement égyptien, pour réformer l'administration de la justice en Egypte. (France).

voulu remédier à cet état de choses ? La requête civile existait sans doute, mais quelle probabilité avait-on que le pauvre en usât ? Il lui aurait fallu un avocat qui le conseillât, qui dirigeât la procédure et les débats. Cet avocat, il était sûr de ne pas le trouver ; il lui manquait, en effet, de l'argent pour le payer. L'assistance judiciaire, si elle avait existé, ne lui aurait servi à rien. Le consul, qui aurait dû la lui accorder, ne l'aurait pas fait. En effet, la conscience chargée de remords (si des gens usant de tels procédés plurent avoir des remords), craignant d'ailleurs tout des lois de son pays, il la lui aurait refusée, il n'aurait pas été assez sot de lui donner des armes contre lui-même.

D'autre part, avec autant de juridictions s'entravant, se contrariant, la justice allait à vau-l'eau ; elle y étouffait et finalement avortait misérablement. Tel était l'état de l'Egypte avant que la réforme judiciaire vint y mettre bon ordre.

« *En résumé : désintéressement à peu près complet des tribunaux indigènes pour les affaires où figurait un étranger, soit à titre direct, soit à titre de concessionnaire de droit légitime ; confusion, enchevêtrement, anarchie dans les juridictions consulaires chaque jour plus envahissantes* (1) ».

Ce résultat a été aussi constaté par une commission française, instituée pour faire un rapport sur la possibilité et les avantages de la réforme. Pourtant, on ne peut taxer

(1) *Babied* « Les tribunaux Egyptiens de la réforme et le renouvellement de leurs pouvoirs » Dans la revue de droit international. Année 1899 pag. 345.

les Français de sympathie pour cette institution qu'ils ont combattue de tous leurs moyens d'action. Ils ont été obligés de convenir des défectuosités et injustices qui existaient dans les juridictions d'Egypte, défectuosités assez apparentes pour dessiller les yeux d'un aveugle. « *La commission croit devoir constater que, dans plusieurs rapports et plusieurs dépositions, on lui avait signalé qu'en Egypte, si on avait à se plaindre de la justice, on avait encore plus à regretter l'impossibilité où l'on est de faire exécuter les sentences* (1). »

Il nous reste maintenant à étudier, dans des sections différentes, les trois sortes de juridiction existant en Egypte avant 1874 : les tribunaux indigènes, les cours consulaires et les tribunaux mixtes de commerce. En étudiant les cours consulaires, nous ne prendrons en considération que les cours consulaires françaises, sur lesquelles seulement nous avons pu avoir des renseignements.

(1) Rapport présenté à son excellence M. le Ministre des affaires étrangères par la commission, instituée à l'effet d'examiner les propositions faites par le gouvernement égyptien pour réformer l'administration de la justice en Egypte. (France.)

SECTION DEUXIÈME

DES TRIBUNAUX INDIGÈNES

Généralités. — Des Mehhémehs et de leur rôle. — Des autres tribunaux. — Leurs nombres. — Des cadis et de leurs nomination. — De leur procédure. — De l'exécution de sentences. — De l'arbitraire de ces tribunaux.

Généralités. — Les tribunaux indigènes sont de deux sortes : d'abord les tribunaux religieux, qu'on appelle mehkemeh, ayant à leur tête des cheiks et s'occupant des affaires de l'état civil, filiations, mariages, etc. ; ensuite les tribunaux ordinaires, les maglas, dont les magistrats se nomment les cadis.

Sur cette période, qui précède la réforme de 1874, on a peu de renseignements. Les lois étant le Coran et l'application étant faite par un chef religieux, il y a bien peu de détails et de documents sur cette époque. D'autre part,

l'arbitraire régnant en plein, la procédure faisant défaut, les sentences étant la plupart du temps verbales et exécutées séance tenante, il ne reste presque plus de trace de l'état de choses antérieur. L'Egypte, à ce moment-là, était livrée à l'anarchie judiciaire, et les tribunaux indigènes pour ainsi dire fermés aux européens. Il n'y a, par suite, ni journaux officiels, ni recueils d'arrêts ou de jugements qui nous retracent l'organisation judiciaire indigène d'alors.

Aussi, nous demanderons l'indulgence du lecteur pour cette partie, qui semblera faible, mais que nous avons tout de même tenu à retracer rapidement, pour rendre notre modeste ouvrage aussi complet que possible.

Les matériaux qui vont servir à rédiger ce chapitre sont dus à la bienveillance de vieux égyptiens, qui ont bien voulu rassembler leurs souvenirs et nous donner des renseignements sur cette organisation : la logique fera le reste.

Des Mehkemehs et de leur rôle. — Les mehkemehs sont des tribunaux religieux principalement, mais leur rôle, ainsi qu'on le verra, ne répond pas exactement à ce caractère. Ils sont institués dans les grandes villes et se composent de cheiks qui remplissent le rôle de magistrats, et de différents copistes et employés. Ils relèvent directement de l'autorité religieuse, et c'est le grand muphti ou cheik ul Islam qui nomme les différents cheiks. Ceux-ci ne sont pas inamovibles et peuvent être révoqués « ad nutum » par ce chef de la religion musulmane. Il ne peut en être autrement. En effet, on ne conçoit rien d'irrévocable, quand il s'agit d'un pouvoir religieux. Le grand muphti

étant le représentant terrestre du prophète, une sorte de pape musulman, plus puissant que le souverain temporel, héritant des pouvoirs de Mahomet, doit avoir une puissance égale à celle de son prédécesseur. Or, le prophète était le représentant de Dieu sur cette terre, donc il avait un pouvoir égal à celui du créateur de toutes choses ; ce qu'il a fait, il peut le défaire. La conclusion de cela, c'est que lorsque le cheik juge quelque chose, il le fait suivant les vues du grand muphti, sans quoi il risque fort de se voir casser et remplacer par un autre plus docile et en même temps plus souple. Aussi, peut-on dire qu'aux différents mehkemehs, il n'y a qu'un seul et unique juge : le cheik ul Islam.

Maintenant, si l'on étudie le rôle de ces tribunaux, inconnus en Europe, on verra qu'il est à la fois civil et religieux ; qu'il tient à la fois des fonctions de l'état civil, du notaire et de l'enregistrement.

C'est le mehkemeh qui s'occupe de toutes les questions de filiation, de paternité : c'est lui qui consacre les mariages et fait les contrats de mariage. De plus, quand un musulman se marie avec une étrangère et que celle-ci ne répudie pas sa foi pour embrasser la religion musulmane, le mariage ne se fera pas à la mosquée, mais simplement devant le cheik du mehkemeh qui formera ainsi une union correspondant à peu près à notre mariage civil. D'autre part, il prononce le divorce et liquide les droits qui s'en suivent : restitution de la dot par la femme ou ses parents, en un mot de ce que le mari a donné au moment du mariage, et qui peut être considéré comme le prix que celui-ci a payé sa femme. Il se prononcera sur la pension que le mari

doit verser à sa femme pour son entretien et sa vie matérielle.

Les successions relèvent de sa compétence ; il partage les biens des défunts entre leurs différents héritiers, règle la dévolution de l'héritage, se conformant aux règles prescrites par le Coran, qui est la seule loi qu'il connaisse.

Quand un musulman veut faire une donation de ses biens à une mosquée ou tout autre lieu pieux, et qu'il veut faire un wakf sans employer la forme sous seing privé, mais prendre la forme notariée, ce sera au cheik qu'il s'adressera : ce sera aussi au cheik qu'il demandera de dresser acte de la donation ordinaire qu'il voudrait faire. En cas de vente, c'est toujours le magistrat qui délivrera, sur la demande de la partie, le titre de propriété. C'est lui qui enregistra et conservera, par devers lui, le titre au nom de l'acheteur, après que le vendeur le lui aura remis.

Le rôle qu'il joue dans la propriété peut paraître extraordinaire ; mais si l'on va au fond des choses, tout s'éclaire. En effet, les conquêtes que firent les adeptes du prophète furent faites en son nom et pour répandre la nouvelle religion par la force à défaut de la persuasion. Le prophète, seul représentant de Dieu sur terre, tenait de cette qualité des pouvoirs énormes. La première conquête ayant eu lieu autour de la Mecque, ville sainte, le prophète distribua les terres à ses disciples ; cette propriété avait un caractère religieux et sacré ; aussi la gestion ainsi que la transmission de ces droits fonciers furent strictement réglementés. Quand les conquêtes s'étendirent, envahissant une bonne partie de l'Asie et pénétrant l'Afrique et l'Europe, il leur fut conservé le même caractère ; il y avait a

cela une bonne raison : c'est qu'e, maîtres du sol, les musulmans se sentaient en meilleure posture pour imposer leurs croyances. Ce ne fut que plus tard, lorsqu'ils renoncèrent à leur rêve ambitieux de conquérir le monde, pour remplacer partout la croix par le croissant, que les étrangers furent admis à posséder des terres en pays musulmans. Cette concession ne fut faite qu'à contre-cœur et pour les besoins de la situation. Ceci explique parfaitement que tout ce qui touche la propriété foncière relève des tribunaux religieux.

Des autres tribunaux. — A côté du grand muphti ou cheik ul islam, chef du pouvoir spirituel et représentant du prophète, il existe un vice-roi qui détient le pouvoir temporel, c'est Son Altesse le Khédive. Celui-ci détenait ce pouvoir au nom des sultans, dont il n'était qu'un fonctionnaire, gouverneur de l'Egypte, au même titre que les autres gouverneurs des provinces turques. Depuis la conquête de l'Egypte par Mehemet-Ali, il le détient à son nom personnel, tout en demeurant vassal de Turquie, vassalité qui se traduisait par le paiement d'une somme d'argent tous les ans.

De même que le grand muphti est le chef spirituel, et à ce titre celui des tribunaux religieux, Son Altesse le Khédive, étant le chef temporel, sera en même temps le chef de la justice civile et criminelle. Les tribunaux qui rendront des sentences en ces matières ne seront que des émanations de lui-même. En principe, il n'y a qu'un seul juge, qui est le souverain. Mais, comme tout ce qui est humain, le pouvoir de ce juge est borné, et, à moins d'avoir le

don d'ubiquité, il ne pourra satisfaire par lui-même à toute l'étendue que comporte sa fonction. Il se fera donc forcément suppléer par les gouverneurs des provinces et ceux-ci, à leur tour, par les cheiks el baled ou maires des villages.

La justice est toute patriarcale, du moins dans les villages, le cheik el baled est ordinairement l'homme le plus riche et le plus respecté du village. Il est choisi par tous les habitants ou du moins tacitement reconnu par eux. Le décret du souverain qui le nomme ne fait que ratifier une situation de fait. Néanmoins, si ce cheik ne lui plaît pas, il est libre de le destituer pour le remplacer par un autre plus docile. Les habitants ont une conception trop respectueuse et trop servile du pouvoir pour trouver à y redire.

La justice a plusieurs degrés : d'abord cette justice toute patriarcale du cheik el baled ; au-dessus d'elle se trouve la juridiction des divans des gouverneurs, et au-dessus le divan khédivial, qui juge en dernier ressort.

La différence entre ces ressorts n'est pas législative-ment établie ; aucune loi ne fixe leur compétence. En principe, on peut toujours en appeler à la justice de Son Altesse le Khédive ; mais en fait les choses se passent autrement. Dans les villages, quand le cheik ou cadi a jugé, sa sentence est en dernier ressort. S'il a donné raison au plus faible, ce qui arrive très rarement, le plus fort s'adressera au gouverneur, qui reformera la sentence, et tout sera dit. Si c'est le plus fort qui a eu gain de cause, le plus faible a toujours le droit de faire appel, cependant il n'usera pas de ce droit, par crainte des représailles ; ou, s'il le fait, son appel n'arrivera pas à qui de droit. En effet, auprès des

gouverneurs, il existe un tas de secrétaires, qui font l'effet des tambours qu'on met aux portes et auxquels viennent mourir les bruits du dehors.

Pour la justice des gouverneurs, il en est de même, et ici on s'y attaquera encore moins souvent ; en effet, porter appel de leur sentence, c'est pour ainsi dire les accuser soit de mauvaise volonté, soit d'ignorance de la loi, soit enfin de déni de justice : aussi l'Egyptien, qui sait fort bien combien les grands, les puissants aiment peu qu'on leur fasse sentir leurs fautes ou défauts : combien ils détestent qu'on ose élever la voix pour réclamer contre leurs actions, et combien ils font payer cher ces velléités de résistance, se gardent bien de protester et de risquer d'obtenir justice devant le tribunal khédivial, justice qui pèserait ensuite sur leurs sépales de toute la lourdeur de la rancune d'un puissant qui est, pour ainsi dire, tout dans sa province. Il y a à cela un autre motif. Tout le monde sait que les loups ne se dévorent pas entre eux ; et qu'ainsi, autour des souverains autocrates, il y a une foule de courtisans qu'il faut littéralement fouler aux pieds, piétiner, pour arriver au monarque. On n'a qu'à voir ce qui se passe actuellement en Russie, où le tsar ne sait rien de ce qui se passe dans son royaume, ou ne l'apprend que défiguré par son entourage, et l'on comprendra le rôle de ces cours. Les courtisans peuvent, un jour ou l'autre, être appelés à prendre le gouvernement d'une province, tandis que le gouverneur resterait à la cour. Aussi se rendent-ils de petits services.

Le premier degré de juridiction, la juridiction au cadi ou cheik el baled, se trouve répartie un peu partout dans

l'Egypte ; partout où l'on trouve un village, on trouve un cheik ou juge. La justice des gouverneurs se trouve dans les chefs-lieux des provinces, au nombre d'une demi-douzaine pour toute l'Egypte. Quant à la justice suprême, celle qui est rendue par le tribunal khédivial, elle se trouve au Caire, dans la capitale. Cette justice, cette organisation judiciaire aurait pu donner d'excellents résultats, si elle n'avait été gâtée par l'arbitraire, qui s'infiltré forcément dans toute organisation où la force est le droit, où la richesse est une garantie du bon droit. Elle aurait été, au cas contraire, une justice semblable à celle que rendaient les patriarches des temps antiques, où le juge était le père de famille. Les sentences auraient été respectées et admises sans contrôle ; le pauvre aussi bien que le riche auraient vu leur droit reconnu et défendu. Tout aurait été ainsi pour le mieux.

Des cadis et de leur nomination. — Nous avons vu que la justice était rendue par les cadis, qui ne sont autres que les cheiks el baled, par le gouverneur et par le Khédive. Nous avons à voir maintenant par qui ils sont nommés et quel est le caractère de leur nomination.

Pour l'un d'eux, celui qui rend la justice en dernier ressort, il ne peut être question de nomination. En effet, ce juge suprême est Son Altesse le Khédive, et les autres juridictions ne sont que des émanations de lui-même, des délégations de ses fonctions judiciaires.

Etant le souverain, et n'ayant personne au-dessus de lui, il ne peut recevoir sa nomination de personne, à moins qu'il ne se nomme lui-même. Cela est inévitable dans toutes

les organisations publiques, où la séparation des pouvoirs est inconnue. Après le Khédive, viennent les gouverneurs. Ceux-ci sont nommés directement par Son Altesse le Khédive, ou par ses ministres : ils sont ordinairement des princes et des pachas de la famille khédiviale. Ceux-ci, à leur tour, nomment les cadis ou ratifient leur nomination.

En Europe, les juges jouissent de l'inamovibilité, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être déplacés ou révoqués sans motif plausible ou jugement. Cette qualité, ce privilège leur a été accordé pour assurer leur intégrité, ou, si l'on aime mieux, leur indépendance. Elle les garantit contre toute pression pouvant venir du gouvernement et qui tendrait à influencer leurs sentences. Cette qualité ne peut se trouver que dans les régimes constitutionnels, où le pouvoir souverain a son contrepoids. Mais, dans les régimes autocratiques, où le souverain est maître absolu et ne connaît aucun frein qui vienne modérer son pouvoir, l'inamovibilité des juges ne saurait exister. C'est pourquoi, en Egypte, les juges sont révocables purement et simplement au gré de l'autorité qui les a nommés.

Aussi, si les juges déplaisent au gouvernement, ils peuvent être certains de leur affaire. S'ils prétendent rendre la justice suivant leur conscience, c'est-à-dire condamner quelque pacha qui plaiderait contre un paysan, même quand ce dernier serait dans son droit, le pacha aurait tôt fait de l'en faire repentir. S'il s'est vu des exemples de juges préférant risquer leur tranquillité matérielle et leur avenir que de subir les reproches de leur conscience, leur sort a dû mettre à la raison leurs successeurs et confrères. De sorte que l'on peut affirmer qu'avant l'occupation

anglaise, les pachas avaient seuls droit à l'ajustice, tandis que le paysan, le pauvre étaient encore trop audacieux d'avoir le courage de réclamer contre leurs exactions et de venir se faire condamner par le Cadi.

De leur procédure. — Leur procédure était des plus sommaires, basée sur la violence. Celui qui avait un procès amenait au besoin, par la force, la partie adverse, quand il en avait les moyens. Il la traînait devant le prétoire du Cadi, comme cela se passait dans l'antique Rome. Il n'y avait pas d'huissier pour signifier les citations, pas de procédure écrite, pas de délais. Le juge rendait la sentence séance tenante. Les débats n'étaient pas réglés d'avance, c'est le juge qui accordait le droit de parler à qui il voulait, le retirait quand il voulait. Les témoins étaient libres de se présenter ou de ne pas le faire, à moins que la partie qui les citait ne fût assez forte pour les appréhender et les traîner devant le tribunal du Cadi. Celui-ci les écoutait, si cela lui plaisait et ne tenait compte de leurs dépositions que dans la mesure où il lui semblait convenable de le faire. Ces violences se produisaient rarement dans la pratique. Il y avait à cela un bon motif. Celui qui pouvait en user devait être puissant, car il devait avoir des serviteurs en nombre suffisant pour pouvoir exécuter la contrainte par corps qu'il ordonnait de faire. Les gens qu'il citait, plutôt que de se voir violentés pour être menés de force devant le juge, se laissaient faire de bonne grâce. Etant assurés la plupart du temps, quand ils étaient pauvres et n'avaient pas de protecteurs, de perdre leur procès, ils faisaient contre mauvaise fortune bon cœur et

préféraient avoir l'air de se laisser condamner de leur plein gré.

La règle respectée dans tous les tribunaux, où règne autre chose que l'arbitraire et le culte de la force, règle qui veut que le défenseur ait la parole le dernier et qu'après qu'il a parlé les débats soient clos, sous peine de vice de procédure, n'avait aucune importance en Egypte. Cette règle a été établie en vertu du principe qu'il faut toujours favoriser le plus faible ; or, le défendeur ayant le plus souvent le mauvais rôle, est dans la situation du plus faible par rapport au demandeur. En obtenant la parole la dernière, la partie défenderesse a des chances de faire plus d'impression sur le juge : en effet, ses arguments étant tout récents, sont plus présents à l'esprit du magistrat, et ont, par suite, plus d'influence sur lui. D'autre part, la partie adverse ayant fait connaître les arguments par lesquels elle prétend étayer sa demande, le défendeur est mieux à même d'y répondre et de les réduire à néant s'il possède le bon droit de son côté.

En Egypte, toutes ces immunités, ces privilèges n'existaient pas. La partie demanderesse, qui, ordinairement, était la plus puissante, et surtout lorsqu'elle était un bey ou un pacha, parlait quand elle voulait. Le juge rendait la sentence sans parfois daigner écouter la partie adverse. S'il avait la condescendance de lui accorder la parole, c'était uniquement pour l'interrompre dès les premiers mots. L'équilibre n'était quelque peu rétabli que quand le paysan, le pauvre, avait un protecteur assez puissant et que celui-ci daignait intervenir au procès pour l'assister. Il faut voir là l'origine de ces vastes domaines

fonciers, appelés daïras, et appartenant à des princes ou à des pachas. Ces derniers, pour arrendir continuellement leur propriété, tracassaient et pressuraient les cultivateurs environnants, leur fermant l'eau pendant l'époque des irrigations et leur faisant manquer ainsi leur récolte, les mettant dans la gêne et par suite dans l'obligation de vendre leur terre, afin de pouvoir subsister. Si ce moyen ne réussissait pas, ce qui était bien rare, ils leur intentaient un procès où ils étaient toujours sûrs d'avoir raison et leur enlevaient pour rien l'objet de leurs convoitises. Aussi la plupart du temps les pauvres gens vendaient de leur plein gré leur terre au puissant voisin, souvent presque pour rien. Ils demeuraient sur leur bien à titre de fermiers du pacha qui, en retour, les aidait et les protégeait.

De l'exécution des sentences. — Après ce que l'on sait de la nomination des juges et de la procédure de ces tribunaux, il ne reste que peu de chose à dire sur l'exécution de leur sentence. La logique des choses ne peut permettre qu'un seul mode d'exécution. Juge soumis aux volontés et aux caprices du souverain et des grands qui l'environnent, procédure reposant sur les violences et les vexations, la sentence ne peut être exécutée que par la force.

Aussitôt rendue, la sentence est exécutée, devant le juge si possible. Est-ce un terrain que l'on contestait ? Celui qui a obtenu gain de cause se rendra sur les lieux et expulsera l'autre, par la violence, en employant au besoin les coups et les armes. Est-ce une somme d'argent ? Il pénétrera dans la demeure de son adversaire et s'en emparera, ou, à son défaut, il emportera un objet ou même

une personne auxquels la partie adverse tiendrait. Il le force ainsi à exécuter la sentence du Cadi. Si c'est une sentence pénale qui vient d'être rendue, il n'en est pas autrement. Le juge a-t-il ordonné cinquante coups de kourbache ? Ils seront appliqués séance tenante. A-t-il prononcé la peine de mort ? Elle ne tardera guère, si elle n'est pas exécutée au sortir du tribunal.

En somme, le principe de la loi musulmane est tiré, pour le droit pénal, du rite israélite, de la célèbre loi du talion. Il est de même un autre principe très en honneur chez les musulmans : c'est que la meilleure justice est celle que l'on se rend à soi-même. Si les souverains ont jugé bon de ne pas laisser chacun jugé de sa propre cause, c'est uniquement afin d'empêcher les vengeances trop fréquentes, les violences trop révoltantes.

On a vu qu'ils n'ont réussi qu'à donner à ces violences simplement un caractère légal par la vertu de la sentence du Cadi. Toutefois, il faut avouer que ce moyen a empêché souvent des meurtres inutiles. Qui connaît l'arabe, connaît son avarice, son âpreté au gain. Aujourd'hui même, que l'indigène est pour ainsi dire discipliné, aujourd'hui où les tribunaux sont constitués régulièrement et rendent une justice impartiale, l'on voit des meurtres commis par des indigènes pour les motifs les plus futiles. Un confiseur tue son apprenti parce qu'il a donné au client un sou de bonbons en trop, un autre parce que son commis lui a pris deux cigarettes. Si ces faits se produisent aujourd'hui où il est admis que les tribunaux sont là pour juger, et où l'indigène a fini par comprendre qu'il est plus sûr de s'adresser à des juges que de se venger soi-même, qu'en

aurait-il été dans le temps, à l'époque du divan du Cadi, si ces tribunaux rudimentaires n'existaient pas !

Ces motifs expliquent cette anomalie que si le juge ne connaît pas de l'exécution de sa sentence, c'est qu'il est là, pour ainsi dire, uniquement afin de mesurer à chacun la limite dans laquelle il doit maintenir sa vengeance ; la mesure dans laquelle il peut se rendre justice.

De l'arbitraire de ces tribunaux. — On ne peut mieux comparer l'Égypte de 1874, au point de vue de son organisation judiciaire, qu'au Maroc, avant la révolte du prétendant Raisouli. Les juges étaient presque des esclaves de la volonté des grands et des souverains. Certes, ils n'étaient pas tenus de leur donner raison malgré leur conscience ; mais, la pression morale était telle, que la conscience se taisait. Aussi ne faut-il pas leur reprocher les dénis de justice qu'ils ont pu commettre, ils n'en étaient pas responsables ; le rôle auquel ils étaient réduits était un véritable rôle de machine, d'automate, tout pareil à ces moulins à prières que les Afganistans font marcher ; quand personne ne tourne la manivelle, l'appareil ne fonctionne pas. Du reste, à quoi leur aurait servi de se révolter, de laisser leur conscience clamer son dégoût pour une telle justice ? Ils n'auraient réussi qu'à se nuire à eux-mêmes, se mettant en butte aux représailles des puissants, qu'ils auraient inutilement mécontents. Leur malheur n'aurait pas amélioré la situation du faible, qu'ils auraient voulu protéger. Ils auraient été remplacés par d'autres plus dociles, qui, prévenus par l'exemple de leurs malheureux prédécesseurs, ne les auraient certes pas imités.

L'arbitraire régnait en tout ce qui concerne la justice, exécution des sentences, procédure, mode de preuve. Nous ne voulons donner ici qu'un seul exemple pour terminer cette section; exemple, où l'on verra à quel point l'arbitraire confine parfois avec la barbarie.

On raconte que, sous le règne de Méhemet-Ali, prince sévère mais juste, une gardienne de chèvres vint se plaindre au Khédive qu'un soldat avait volé et bu le lait qu'elle venait de traire. Le prince manda immédiatement le soldat et l'interrogea : celui-ci nia obstinément le fait. Alors, on vit Son Altesse rendre un nouveau jugement de Salomon. Il prévint la gardienne et le soldat que, puisqu'ils s'obstinaient chacun dans leur affirmation et qu'il n'y avait pas de témoins, on ouvrirait le ventre du soldat pour savoir si son estomac contenait le lait qu'on l'accusait d'avoir volé et bu. D'autre part, il dit à la gardienne que si elle avait menti, elle serait pendue. Il fut fait ainsi. On tua le soldat, on lui ouvrit le ventre et l'on trouva le lait à peine digéré. Le prince paya à la femme les quelques sous que valait la marchandise, et justice fut rendue !

Ce fait se passe de tout commentaire.

Aussi, on admire la bonne volonté des Egyptiens et leur amour du progrès, quand on les voit renoncer à ces coutumes barbares pour adopter avec ardeur une organisation meilleure, plus juste, et en même temps plus humanitaire dès qu'on la leur fit connaître.

SECTION TROISIÈME

DES TRIBUNAUX CONSULAIRES

Leur origine et leur nombre. — Leur composition et du rôle des consuls. — Leur compétence. — Leur procédure. — Leurs degrés. — De l'exécution de leurs sentences. — Leurs empiètements. — Des inconvénients de ces tribunaux.

Leurs origines et leur nombre. — Quelle est l'origine des tribunaux consulaires ? C'est une chose que bien peu connaissent. Ils ont la même origine que l'état de fait qui a été reconnu et consacré par les capitulations. De même que les immunités et privilèges que les capitulations ont concédés aux étrangers établis en pays musulmans, les juridictions consulaires, elles aussi, n'ont d'autre source que la coutume.

Les colons européens établis dans les Etats barbaresques prirent l'habitude d'élire un consul. En effet, ils se trouvaient trop éloignés de leur patrie et ne trouvaient dans le pays aucune juridiction à laquelle leurs mœurs et leur

conscience leur permissent de s'adresser. Cette élection de l'un d'entre eux, nommé consul, arrangeait les choses. Cet élu rendait la justice à ses électeurs dans les différends qu'ils avaient entre eux. De ceci, il faut déduire deux choses, d'abord le consul n'est qu'un arbitre; ensuite, il n'a pouvoir que sur ceux qui l'ont nommé.

En effet, c'est un arbitre, car il n'a pas été consacré par l'autorité supérieure. On ne comprendrait pas un juge qui ne serait pas nommé par l'autorité instituée. Tous les habitants d'un quartier pourraient choisir l'un d'eux à l'unanimité, pour le charger de trancher leurs différends, si cet individu n'est pas reconnu par le gouvernement, si ce choix n'est pas ratifié officiellement, il pourra y avoir un arbitre, mais ce ne sera pas un juge. Que l'on ne croie pas que ce soit une simple discussion de mots, la différence est énorme : le premier ne pourra requérir la force publique pour faire exécuter ses sentences, tandis que le second en disposera. Maintenant que l'on a vu quelle était la nature du magistrat consulaire, que l'on sait que ses sentences n'étaient pas obligatoires et ne pouvaient être exécutées que du plein gré des deux parties, il est une remarque très curieuse à faire : c'est que l'on a vu rarement des plaideurs se révolter, et refuser d'exécuter la sentence. Ceci prouve, une fois de plus, qu'en matière de juge et de justice rien ne vaut la confiance des parties (1).

Quant au second caractère de cette juridiction consulaire, caractère qui faisait que sa compétence ne s'étendait

(1) Voir, *Benoit*, Etude sur le régime des capitulations conclues par l'Empire Ottoman avec la France et sur la réforme judiciaire en Egypte.

que sur ceux qui l'avait instituée, il s'est conservé mais en s'élargissant par suite d'empiètements successifs. En effet, dans les débuts, il fallait que les parties fussent toutes de la nationalité du consul, pour que celui-ci fût compétent. Cela tenait à la nature purement volontaire de ce genre de juridiction. On ne peut forcer quelqu'un à accepter un arbitrage. De nos jours, ils ne rendent la justice qu'à leurs nationaux, mais il n'est plus nécessaire que la partie adverse soit de la nationalité du consul; il suffit que le défendeur satisfasse à cette condition.

Ce ne fut que plus tard que cette institution changea de caractère. Les idées publiques sur les colonies s'étant modifiées, et tous les Etats européens cherchant à se créer des dépendances en dehors de leur territoire, afin d'étendre leur influence, et de s'assurer des débouchés commerciaux, ils commencèrent à envoyer à l'étranger des personnages officiels à la place des consuls d'élection. La justice consulaire changea alors d'aspect. Elle n'est plus volontairement choisie et acceptée par les parties, mais elle leur est imposée par le gouvernement. Là, où il y avait auparavant un arbitre écouté et reconnu de bonne grâce, il y eut désormais un juge obéi rarement.

Cela se comprend aisément. Quand le juge consul était élu, c'était ordinairement un homme connu et estimé de toute la colonie, qui l'avait choisi pour sa droiture et sa probité; quand le consul fut imposé par le gouvernement, ce fut, presque toujours, une personne venant de la métropole, inconnue dans le pays, et souvent un incapable, décidé à arriver coûte que coûte et faire fortune, ne devant sa nomination qu'à l'intrigue et à la faveur.

Ce fut l'origine de cette anarchie des juridictions consulaires, en Egypte, qui devait aboutir à la création de la réforme judiciaire de 1874. Les plaideurs de mauvaise foi, qui ne concouraient plus à la nomination du juge, qui ne venaient plus à son prétoire de leur plein gré, mais y étaient forcément cités, en profitèrent pour se révolter contre cette juridiction qui leur était imposée, et cherchèrent, par tous les moyens en leur pouvoir, à se soustraire à ses sentences.

Il y avait, en Egypte, dix-sept juridictions consulaires, appartenant aux nationalités suivantes : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et Norvège.

Si pour quelques-unes des puissances l'établissement d'une juridiction consulaire, en Egypte, était justifié par le nombre assez considérable de leurs sujets, il n'en était pas de même pour toutes. Plusieurs n'avaient pour tous ressortissants, dans le pays, que leurs agents consulaires. Il n'y avait pas de consulat, les bureaux se tenaient dans une pièce de la maison de ces agents, qui n'avaient ni fonctionnaires ni employés sous leurs ordres. S'ils avaient été appelés à constituer un tribunal pour juger un de leurs nationaux de passage dans le pays, ils en auraient été fort embarrassés. Ils se seraient trouvés, en effet, seuls en présence de leur plaideur.

Cette situation était dangereuse en Egypte, elle prêtait flanc aux manœuvres frauduleuses des débiteurs sans foi ni loi. Grâce au système de nationalisation et plus particulièrement de protection, ils pouvaient changer de nationa-

lité comme de chemise, et échapper ainsi aux suites de leurs obligations et de la sentence qu'avaient obtenue leurs créanciers. Qu'on ne s'imagine pas que la protection ou la nationalisation étaient soumises aux mêmes formalités qu'elle l'est en Europe. Tout au contraire, rien n'était plus facile que de l'obtenir, c'était le consul qui l'accordait sans contrôle; d'autre part, il suffisait d'être au service d'un consulat pour relever de sa juridiction et être protégé par lui. Bon nombre de ces consuls ou agents consulaires étaient nommés au hasard, parmi la population levantine d'Egypte. Le gouvernement qui les nommait n'apportait pas un grand discernement dans ces nominations; cela se comprend, il n'avait personne à protéger en Egypte; son consulat était une institution plutôt honorifique qu'effective. Ces consuls, souvent à court d'argent, avaient trouvé un moyen bien simple de battre monnaie : ils vendaient la protection. On le savait couramment dans le pays, et l'on peut dire que tel ou tel consulat fut une agence, un comptoir, où le plaideur de mauvaise foi pouvait acheter argent comptant le moyen d'échapper à la sentence qui l'avait frappé.

Leur composition et du rôle du consul. — Il est intéressant de voir à présent quelle était la composition de ces cours consulaires.

« *Les tribunaux consulaires sont composés du consul ou du gérant du consulat et de deux assesseurs choisis par lui parmi les notables de sa nation* » (1).

Le tribunal est donc composé du consul en premier

(1) *Dutrieux*. La question judiciaire en Egypte. Dans la revue du droit international et de législation comparée. Tome VIII page 573.

lieu. Mais qu'est-ce que le consul ? Ce n'est pas, comme les magistrats de la métropole, un fonctionnaire indépendant du pouvoir exécutif, mis au-dessus de toute influence, grâce à l'inamovibilité. C'est un simple fonctionnaire du gouvernement, dépendant du ministère des affaires étrangères, révocable *ad nutum* et sans que le ministre compétent ait à donner les motifs de sa décision. Un tel fonctionnaire présente-t-il assez de garanties d'indépendance ? Est-il soustrait à toute autre influence que celle de la justice et du bon droit ? Certes, il peut se trouver des hommes assez dignes, assez consciencieux, pour mettre leur devoir au-dessus de toutes autres considérations ; mais il est à craindre qu'étant donnée la faiblesse humaine, ces fonctionnaires ne cèdent à la pression qui leur serait faite. A côté du consul siègent des assesseurs, choisis par lui parmi les notables de la nation. N'est-ce pas là un danger énorme pour les justiciables ? Qui est-ce qui dresse cette liste des notables, si ce n'est le consul ? Qui est-ce qui choisit les assesseurs, si ce n'est lui ? Il aurait mieux valu laisser la justice consulaire à un juge unique. Qui ne voit là le véritable écueil du système ? Si le consul n'est pas consciencieux, il choisira les assesseurs parmi les gens à sa dévotion et dont il est sûr. Ceux-ci ne se donneront même pas la peine de discuter l'opinion du consul, à plus forte raison d'en émettre une contraire, si le consul se dispose à commettre une injustice ; de sorte que le sort de ses nationaux devant le tribunal consulaire dépend uniquement de lui.

Cette organisation ne vaut pas mieux que le tribunal du Cadi. Elle est contraire aux principes admis en Europe. En effet, tant que le consul ne fait que rendre une sentence

de la compétence de la justice de paix, on n'a rien à dire contre cette juridiction d'un seul juge. Mais dès qu'on aborde la compétence des tribunaux civils, la question change d'aspect. En Europe, les tribunaux sont composés de plusieurs juges, ayant des prérogatives égales et indépendants les uns des autres. Les plaideurs y trouvent une garantie qui leur fera défaut devant les tribunaux consulaires.

En dehors de ce reproche que l'on peut adresser à la composition des tribunaux qui nous intéressent, n'y en aurait-il pas un autre plus grand ? Oui, souvent, ces tribunaux sont composés de personnes totalement ignorantes de la science juridique. *« Parfois, du reste, le consul est tout aussi incompetent en matière juridique que ses assesseurs. Il en est ainsi pour les consuls négociants qu'ont institués les petites puissances, sans songer au pouvoir de juridiction lié, en Egypte, à la qualité consulaire. Il en est de même pour les chanceliers, qui remplacent souvent les consuls à la présidence du tribunal »* (1).

Cet inconvénient est plus grave, avons-nous dit, et cela n'est pas difficile à prouver. Quand il s'agit de déni de justice, on peut toujours s'empêcher de le commettre. Un retour de conscience, un effort de volonté, la crainte de la vindicte publique, peuvent triompher d'une tentation ou du mauvais vouloir du juge. Mais lorsqu'il s'agit d'ignorance, rien n'y fait; celui qui ignore une chose ne peut, du moins instantanément, ni pour les besoins d'une cause, la con-

(1) Dutrieux. La question judiciaire en Egypte. Dans la vertu du droit international et de législation comparée. Tome VIII page 763.

naître, fût-il doué de la meilleure volonté du monde. Ceux qui ont fait des études juridiques, qui connaissent la délicatesse des questions qu'on y étudie s'étonnent que la mission de rendre justice pût être confiée à des négociants, ignorant les sciences juridiques, et que ceux-ci aient accepté, de gaité de cœur, le fardeau si lourd de l'administration de la justice. Tout au plus, pouvaient-ils juger suivant les notions du bien et du mal, de bon sens pratique ! Il est inutile d'insister sur les résultats d'une justice rendue par de tels magistrats. M. Dutrieux n'est pas le seul à reprocher à ces tribunaux leur ignorance des choses du droit. Beaucoup d'autres auteurs ont fait de même. Nous nous contenterons de citer l'avis de M. Renault, qui leur attribue le même défaut : « *Il y a plus : les tribunaux consulaires, dont la compétence est si étendue, qui ont la plénitude de juridiction, possèdent-ils toujours les connaissances nécessaires à la bonne administration de la justice ? Ils sont présidés par un consul, quelquefois par un élève consul ou un agent consulaire, les deux assesseurs sont des négociants, étrangers au droit* » (1). Et effectivement, comment pourrait-on imposer l'obligation d'avoir fait des études juridiques à un tribunal ainsi constitué. Les assesseurs sont, on l'a vu, des négociants ou des rentiers, profession ou qualité n'exigeant aucune étude du droit. Le consul, qui les préside, est, la plupart du temps, un diplomate, et, s'il a fait des études juridiques, il n'a étudié dans le droit que des

(1) *Renault*. Etude sur le projet de réforme judiciaire en Egypte. Dans le bulletin de la société de législation comparée. Année 1875 page 655.

matières très spéciales et qui n'ont aucun rapport avec l'administration de la justice. Si l'on avait envoyé dans les pays barbaresques, en guise de consuls, des magistrats, ceux-ci n'auraient pu remplir toute leur mission, car la partie diplomatique de leur fonction leur aurait été impossible à mener à bien, faute de connaissances nécessaires. Pour bien faire, toutes les puissances auraient dû imiter certaines d'entre elles, comme l'Angleterre, qui, en plus du consul proprement dit, ont un consul juge.

A côté de ce tribunal, et pour remplir les fonctions secondaires d'huissier, de greffier et autres, il existe un fonctionnaire subalterne, le chancelier (1). Le chancelier appartient, presque toujours, à la colonie levantine, Syrien ou Cophte. Il n'a souvent que les aptitudes nécessaires à faire tout au plus un médiocre interprète.

« La loi du 28 mai 1836 a remplacé sur ce point l'édit de 1778. Le consul statue seul comme juge de police ; assisté de deux assesseurs, il constitue le tribunal de police correctionnelle. Pour les crimes, il joue le rôle de juge d'instruction. Si le tribunal consulaire rend une ordonnance de prise de corps, le prévenu est embarqué pour la France. La chambre des mises en accusation de la cour d'Aix prononce, s'il y a lieu, le renvoi devant la première chambre et la chambre des appels de police correctionnelle réunies, qui statueront sans assistance de jury » (2).

(1) Voir *Benoit*. Etude sur le régime des capitulations conclues par l'empire Ottoman avec la France et sur la réforme judiciaire en Egypte.

(2) *Renault*. Etude sur le projet de réforme judiciaire en Egypte. Dans le bulletin de la société de législation comparée. Année 1875. Page 255.

Le tribunal, constitué comme on l'a dit plus haut, a donc compétence en matière civile et de police correctionnelle. En matière criminelle, il ne juge pas lui-même, mais la sentence est rendue par la cour d'Aix. Ici, il faut remarquer une anomalie. La présence du jury, qui est de règle en France, et que la loi régit d'une façon si sévère, puisque le moindre manquement à ses prescriptions est un motif de cassation, fait défaut en notre cas. On se demande, avec étonnement, le motif de cette dérogation à un principe qui fait, pour ainsi dire, partie de la déclaration des droits du citoyen et de la constitution française. On doit en chercher la raison dans les inconvénients qu'aurait la présence d'un jury en de pareils procès. Le jury est étranger à la situation, aux mœurs et habitudes de l'étranger en Orient. Il est indifférent à un crime qui s'est commis loin de lui, dont il n'a pas devant les yeux les conséquences. Il ne pourra donc prendre, en ces sortes de procès, qu'une décision mauvaise et peu en rapport avec la culpabilité de l'accusé.

Si les crimes commis par des Français sont jugés à l'étranger, il n'en est pas de même de toutes les nations. Plusieurs d'entre elles, comme la Grèce et l'Angleterre, ont constitué, en Egypte, de véritables cours d'assises qui y jugent les crimes commis par leurs nationaux. Cela est plus rationnel. En effet, il est juste que le pays, qui a été troublé par un crime, puisse assister à la répression d'un acte délictueux qui l'a lésé.

Il nous reste à voir, maintenant, quel est le rôle du consul en dehors de ses fonctions de juge. *« C'est le consul, auteur de la poursuite, qui fait l'instruction. »*

« C'est le consul, qui préside la chambre du conseil, qui rend l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel.

« C'est, enfin, le consul qui préside le tribunal au jour du jugement et qui dirige les débats.

« On voit que cette organisation bizarre et confuse donne au consul des pouvoirs exorbitants et des attributions contradictoires.

« Il est à la fois juge de paix, juge d'instruction, président de la chambre du conseil, et président du tribunal correctionnel ! » (1).

Supposons un crime commis à Alexandrie, le consul de France soupçonne un de ses administrés d'en être l'auteur. Il commencera par ouvrir des poursuites contre lui et ordonner une enquête. En France, cette fonction revient au parquet qui, après avoir ouvert les poursuites et ordonné l'enquête, désigne un juge d'instruction pour la suivre. En Egypte, il y aura aussi un juge d'instruction, mais ce ne sera pas un personnage distinct de l'auteur de la poursuite, ce sera le consul qui remplira ce rôle. Une fois l'enquête faite, le juge d'instruction, en Europe, rend une ordonnance de non lieu ou de renvoi devant la chambre des mises en accusation. Celle-ci examine le dossier sans idées préconçues. En Egypte, il y aura aussi une chambre des mises en accusation, ce sera la chambre du conseil du tribunal consulaire qui jouera ce rôle. Elle sera présidée

(1) Dutrieux. La question judiciaire en Egypte. Dans la revue de droit international et de législation comparée. Tom. VII^e p 573.

par le consul, déjà auteur de la poursuite et juge d'instruction. Quand, en France, la chambre des mises en accusation renvoie l'inculpé devant le tribunal, l'accusation est soutenue par un membre d'un parquet, et la sentence rendue par les juges. En Egypte, ce sera le consul qui soutiendra l'accusation et rendra la sentence. Aussi peut-on dire, comme conclusion : l'accusé sera toujours condamné.

En effet, même en supposant le consul de la meilleure volonté possible, il ne peut en être autrement. Ayant ouvert la poursuite, il croit l'inculpé coupable; étant juge d'instruction, il dirigera forcément les recherches dans le sens de la culpabilité, puisqu'il en est convaincu. En effet, si le consul ne croyait que l'individu qu'il poursuit était coupable, il ne l'aurait pas inculpé. Une fois son enquête faite dans le sens de la culpabilité, cette enquête viendra devant la chambre du conseil, qui renverra l'accusé devant le tribunal, et cela, forcément sans presque contrôler son dossier. Son président a affirmé, par deux fois, la culpabilité de l'individu en question. Devant le tribunal, le consul soutiendra l'accusation et rendra tout de suite après la sentence. En bonne logique, peut-on demander un acquittement: peut-on exiger que l'accusé soit renvoyé, si on le reconnaît innocent; peut-on attendre autre chose qu'une erreur judiciaire ou une sentence inique? De deux choses l'une, ou bien le consul, qui a affirmé tant de fois sa croyance à la culpabilité, restera aveugle, ou bien il remarquera, au dernier moment, qu'il s'est trompé et se trouve en présence d'un innocent. Que va-t-il arriver en ce cas? Le consul, étant un homme, et à moins d'être un héros, ne se déjugera pas et préférera condamner un innocent que subir les ris-

ques de son erreur. Il aura, pour cela, bien d'excellentes raisons, à son idée : la crainte d'un scandale, qui brisera son avenir, ou tout au moins lui vaudra un blâme, un déplacement, sa carrière anéantie ou entravée, si on ne le révoque pas. Tout cela pourra l'empêcher de rendre la sentence suivant sa conscience. Toute l'organisation judiciaire française se trouve bouleversée. Toutes les précautions qu'on avait prises pour arriver à la vérité, ainsi qu'en témoigne la marche de l'appareil judiciaire, séparé en pièces indépendantes les unes des autres, afin qu'elles ne soient pas influencées les unes par les autres, se trouvent détruites. Aussi, M. Dutrieux pouvait dire avec raison que les tribunaux consulaires étaient une organisation bizarre et confuse, et l'on pourrait ajouter inique.

Nous citerons un cas, qui est arrivé à Alexandrie, et qui montre dans quelles conditions fonctionnent ces cours consulaires. Il y a quelques années, un financier belge avait créé une banque industrielle et une société de tramways électriques. Le consul belge d'Alexandrie était un ingénieur, qui s'offrit à son compatriote pour diriger son installation de tramways. Il vit son offre déclinée et la place offerte à un autre Belge. Quelque temps après, à la suite d'opérations financières malheureuses, la banque industrielle était mise en faillite, et son directeur, sur les diligences du consul, accusé d'escroquerie. Pendant l'instruction, et malgré la facilité de surveillance et la caution plus que suffisante qui était offerte, il fut incarcéré et soumis à toutes sortes d'avaries. Le jour du jugement venu, le tribunal fut constitué, il se composait du ministre plénipo-

tentiaire de Belgique au Caire, du consul et d'un autre Belge. L'accusé fut condamné a cinq ans de prison.

Je laisse la conclusion à tirer de ce jugement aux lecteurs, leur faisant connaître au préalable que l'un des assesseurs était d'une ignorance complète, et, à la veille de rendre son jugement, demandait conseil à l'un de ses amis; que le second, le consul, avait une vengeance particulière à exercer, et, si l'on est tenté de croire qu'il a pu faire taire ses motifs personnels pour ne laisser parler que sa conscience, il suffit de savoir qu'il vient d'être expulsé d'Égypte par le gouvernement local, pour ne pas froisser les susceptibilités de toute une nation, en condamnant son représentant officiel.

Leurs compétences. — Il faut distinguer ici deux sortes de compétence : la compétence *ratione materiæ* et celle *ratione personnx*. La première est celle qui a trait à l'objet du litige; la seconde concerne la qualité des parties. La première ne donnera qu'une différence de degré dans la juridiction : tribunaux de paix, tribunaux de première instance, en dernier ou premier ressort, tandis que la seconde pourra, suivant les cas, changer la juridiction elle-même. Les compétences *ratione materiæ* et *ratione personnx* existent en France, mais s'appliquent à un autre point de vue. Ainsi supposons un procès où le montant de la demande ne dépasse pas deux cents francs; la justice de paix est compétente en dernier ressort. Si nous supposons ce montant supérieur à deux cents francs, mais ne dépassant pas cinq cents francs, elle sera compétente, mais en premier ressort seulement. Si ce montant varie entre cinq cents et mille

cinq cents francs, les tribunaux de première instance seront compétents en dernier ressort; au-dessus de mille cinq cents francs, ils seront encore compétents, mais en premier ressort. La compétence *ratione materiæ* a été ainsi dénommée parce qu'on ne prend en considération que l'objet de la demande, la matière du procès, si l'on préfère, considérée au point de vue de son importance.

Pour la compétence *ratione personnæ*, la chose que l'on considère n'est plus l'objet de la demande ou son importance, mais la qualité des parties en cause. Le résultat de cette considération sera, non plus de changer le degré de juridiction, mais la juridiction elle-même, et avec la juridiction la procédure. Ainsi, si les parties en cause sont des commerçants plaidant pour leur commerce, les tribunaux dont nous nous sommes occupés jusqu'à présent sont incompétents, et il faudra s'adresser aux tribunaux de commerce.

Ces compétences existent à l'égard des tribunaux consulaires, et leur sont applicables. Ainsi, quand le consul jugera en qualité de juge de paix, de juge civil ou commercial, il sera tenu de se conformer aux règles adoptées, pour les différentes juridictions, par la loi française; s'il ne le fait pas, il risque de voir sa sentence attaquée par la cour de cassation, cassée et renvoyée devant un autre tribunal. Mais, ce qu'il faut entendre par compétence *ratione personnæ*, en Egypte, n'est plus ce que l'on entend par cette expression en France. La qualité, que l'on considère dans les parties, n'a pas trait à leur qualité de commerçants ou non, elle a trait à leur nationalité. Elle a pour conséquence non plus de changer la juridiction dans l'ordre des tribu-

naux d'un même pays, mais de changer le tribunal du tout au tout. Ce sera un tribunal, complètement étranger, et rendant la justice au nom d'un autre Etat, qui deviendra compétent suivant les cas. En plus de la nationalité des parties, pour statuer sur la compétence *ratione personæ*, il faut considérer le rôle des parties au procès. Ce n'est pas sur la nationalité de l'une quelconque des parties qu'il faudra se baser pour régler cette compétence, mais sur celle du défendeur, et cela en vertu de la règle : *actor sequitur forum rei*.

Dans les débuts, il fallait, pour savoir si la justice consulaire était compétente, s'occuper de la nationalité des deux parties, car, en effet, « *dès qu'un sujet de la Sublime Porte ou un autre étranger se trouvait partie en cause dans les procès criminels ou civils, le tribunal consulaire était, de par les capitulations, incompétent* » (1). Les tribunaux consulaires n'ont donc pas vu leur compétence s'étendre par le fait des capitulations. Celles-ci n'avaient fait que confirmer la situation antérieure et ne les avaient laissés compétents que dans les procès où les deux parties en cause étaient de même nationalité. En effet, « *d'après les capitulations, notamment les capitulations françaises de 1740, qui sont les plus récentes et les plus complètes, le consul est juge des différends qui naissent entre des compatriotes ou entre des personnes qu'il couvre de sa protection* » (2).

(1) *Simaika Abdallah*. De la compétence des tribunaux mixtes d'egypte, en matière civile, commerciale et financière.

(2) *Simaika Abdallah*. De la compétence des tribunaux mixtes d'Egypte, en matière civile, commerciale et financière.

Comment se fait-il que nous trouvions, à la veille de la réforme, la compétence des consuls si étendue ? Par suite de quels abus, et de quelles interprétations fausses des capitulations, les consuls arrivèrent-ils à ce résultat ? C'est ce que l'on va voir. La réalisation de cette extension de leurs pouvoirs ne se fit pas d'un seul coup et sans transition. C'est en 1820 qu'il faut rechercher l'origine des empiètements que l'on reproche aux magistrats consulaires. Par suite d'un accord intervenu entre les différentes légations, rendant la justice en Egypte, on créa des commissions mixtes, chargées de rendre la justice dans les différends entre les étrangers de nationalités diverses. C'était là une violation manifeste des capitulations. Le gouvernement local, qui n'avait aucune sorte d'intérêt à retenir cette sorte de juridiction, ne réclama pas, et l'abus entra dans le domaine des usages. Les commissions étaient composées de deux délégués du consul du défendeur et d'un délégué du consul du demandeur, consacrant ainsi les droits du défendeur, et faisant pressentir la règle *actor sequitur forum rei*, qui devait s'établir plus tard et avoir une conséquence si fâcheuse pour la bonne administration de la justice. Ces commissions mixtes durèrent jusqu'en 1864, époque où elles échouèrent après avoir donné d'assez bons résultats. Cet échec doit être attribué à un arrêt de la cour d'Aix, déclarant qu'on n'était pas tenu de se soumettre à leurs décisions. Il y a un autre motif à cet échec : c'est la lenteur de la procédure et l'énormité des frais (1).

(1) Voir *Benoit*. Etude sur le régime des capitulations conclus par l'empire Ottoman avec la France, et sur la réforme judiciaire en Egypte.

Les tribunaux consulaires héritèrent de la juridiction des commissions mixtes, sous la réserve d'appliquer la règle : *actor sequitur forum rei*. Sous quelles formes les consuls firent-ils admettre ces abus, et quelles raisons alléguèrent-ils pour les justifier ? C'est ce que va nous dire M. Simaïka :

« On a voulu justifier les usurpations consulaires par la clause de la nation la plus favorisée; on invoque en ce sens un traité de 1718 entre la Porte et l'Autriche, dans l'article 5 duquel on a cru trouver l'état de chose actuel.

« L'erreur vient de ce que ce traité étant écrit en latin, on a mal traduit le mot *mediantibus*, qui veut dire non pas « juge », mais par le moyen, avec l'aide de...

« Il est d'ailleurs bien étrange, si l'article en question contient une extension de compétence si grande, que les capitulations postérieures à 1718 n'en disent rien, et que les plus complètes d'entre elles expriment même tout le contraire.

« C'est treize ans à peine avant qu'on ait commencé à parler de la réforme, vers 1850, suivant le témoignage d'un avocat d'Alexandrie, qu'il s'établit et se généralisa. (L'abus en question.) » (1).

Il est, en effet, incompréhensible que les consuls, qui se sont montrés si empressés à étendre leur compétence, par l'adjonction de nouveaux cas et l'admission à leur prétoire de nouveaux plaideurs, aient mis près de deux siècles à

(1) *Simaïka Abdallah*. De la compétence de tribunaux mixtes, d'Égyptes, en matière civile, commercial et financière.

s'apercevoir des pouvoirs si étendus que leur octroyaient les capitulations.

Il est temps de voir, à présent, en quoi consiste cette compétence si étendue et si discutée. On divisera cette étude en plusieurs cas : d'abord les procès entre étrangers et indigènes, et ensuite entre étrangers de nationalités différentes. Pour les procès entre étrangers de même nationalité, il est inutile d'y revenir ; on sait que ces procès relèvent uniquement de la juridiction consulaire, et qu'ils ont été son origine et le but même de sa création.

Quand il s'agit d'un procès entre étrangers et indigènes, il est d'abord un cas où la solution n'est pas douteuse : c'est celui où l'indigène serait défendeur. En ce cas, les tribunaux indigènes seraient seuls compétents. Il n'en peut être autrement, car l'étranger ne peut, à aucun titre et par aucun moyen, forcer l'indigène à se laisser juger par le consul de son adversaire. Dans le cas où le défendeur serait l'étranger, d'après les capitulations, les tribunaux indigènes devraient être seuls compétents. L'étranger n'a droit, pour sa garantie, qu'à la présence indispensable au procès, du drogman ou du délégué du consul, et la sentence ne peut être exécutée que par l'entremise du consulat (1).

Comment se fait-il que, malgré le droit que leur donnent les capitulations, et qui leur permet de se faire rendre justice par leurs propres tribunaux, les indigènes s'adressaient

(1) Voir *Benoit. Etude sur le régime des capitulations conclues par l'empire Ottoman avec la France, et sur la réforme judiciaire en Egypte.*

aux tribunaux consulaires, quand le défendeur était étranger? Les consuls obtinrent ce résultat par plusieurs moyens. Quand le défendeur ne se présentait pas au procès, il ne pouvait y être contraint que par l'autorité consulaire. Aussi les consuls, les uns par négligence, les autres volontairement et dans un but déloyal, négligeaient de forcer leur compatriote à se rendre devant le tribunal; d'autres fois ils oubliaient, malgré les réclamations des magistrats indigènes, de se faire représenter devant le tribunal. La présence d'un délégué étant imposée par les capitulations pour rendre possible le jugement, le procès demeurerait en suspens, parfois longtemps, parfois toujours. Quand bien même la sentence aurait été rendue valablement, elle ne pouvait être exécutée que par la voie consulaire, les étrangers étant censés habiter le territoire de leur patrie, le consul en profitait pour reviser le jugement et souvent la sentence. Les indigènes trouvèrent le moyen de couper court à toutes ces tergiversations, de forcer la mauvaise volonté des magistrats consulaires à désarmer. Ils citèrent directement les étrangers devant leur consul. Presque tous acceptèrent cette usurpation sur l'autorité locale, ces abus qu'ils avaient préparés. Il n'y eut, à notre connaissance, que le consul d'Angleterre qui ne voulut point reconnaître cet état de chose. Il n'intervint jamais que comme arbitre, et força toujours son national à se rendre devant le tribunal indigène, dès que le demandeur l'exigeait.

Pour les procès qui naissaient entre les étrangers de nationalités différentes, le tribunal consulaire, par suite de l'abus qu'on a vu plus haut, était compétent. La règle : *actor sequitur forum rei*, donnait cette compétence au tribunal du

défendeur, et le procès suivait son cours suivant les règles édictées en Europe. Il y avait ici, toutefois, une dérogation à ces règles. En Europe, quand, dans un procès, le défendeur élève à l'encontre de la demande principale une demande reconventionnelle, les deux demandes sont réunies en une seule, et le même jugement statue en une seule fois sur toutes les deux. En Egypte, il ne pouvait en être de même. Les deux parties étant de nationalités différentes, et le juge n'ayant pouvoir que sur le défendeur, il ne pouvait pas statuer sur la demande du défendeur contre le demandeur. Il fallait pour la demande reconventionnelle, intenté un nouveau procès. Les consuls d'Angleterre avaient trouvé le moyen de remédier à cet inconvénient; quand le défendeur élevait une demande reconventionnelle, ils suspendaient le cours du procès jusqu'à ce que le demandeur se fît autoriser par son consul à joindre les deux demandes en une seule, ou qu'il déposât une garantie suffisante à parer à une condamnation éventuelle. Si le demandeur s'y refusait, ils renvoyaient le défendeur libre et ne rendaient pas la sentence. Grâce à ce moyen, la mauvaise foi du demandeur était vaincue, et l'inconvénient en question disparaissait.

Leurs procédures. — La procédure de ces tribunaux était la même qu'en Europe. Chaque tribunal, suivant la nationalité à laquelle il appartenait, avait sa procédure analogue à celle de sa nation.

Laissons de côté la généralité, et ne nous occupons que des tribunaux consulaires français.

La procédure était la même qu'en France, sauf quelques exceptions que nous indiquerons au fur et à mesure.

Pour ce qui est de la preuve, un écrit peut être nécessaire, même quand la loi ne l'exige pas; cette exception est imposée par l'absence du moyen de forcer les témoins cités à répondre à la citation. En effet, si ces personnes sont des étrangers vis-à-vis du tribunal saisi de la demande, ils sont en dehors de son autorité et ne peuvent être forcés par lui à déposer à sa barre. Quand le tribunal juge en premier ressort, l'enquête sera forcément écrite, l'appel devant se faire à l'étranger. Les témoins qui ont déposé devant le tribunal de première instance ne pourront être forcés à venir de nouveau déposer devant la cour. L'énormité des frais de déplacement, des indemnités à payer, l'impossibilité où l'on se trouve parfois d'exiger ce déplacement, lorsque les témoins sont des commerçants installés, expliquent le mauvais fonctionnement de la justice consulaire. L'appelant est privé de l'avantage des dispositions verbales qui, sans contredit, impressionnent davantage le juge qu'un vulgaire rapport. Pour se faire une idée de ce que coûtent ces déplacements, il suffit de savoir que, dans un procès, l'appelant fit venir en Europe trois ou quatre témoins, ce qui lui coûta dix mille francs d'indemnité.

Pour les demandes reconventionnelles, qui, en Europe, sont réunies à la demande principale et solutionnées par le même jugement, en Egypte, il faudra une instance séparée. On a vu plus haut pourquoi. On sait que cela tient à ce que le tribunal n'étant compétent qu'à l'égard du défendeur, ne peut rendre de jugement à l'égard du demandeur. Par contre coup, la compensation judiciaire ne pourra pas toujours avoir lieu. Quand la compensation doit se faire entre l'objet de la demande principale et de la demande recon-

ventionnelle, elle sera toujours impossible. Même en principe, le juge consulaire ne peut compenser deux dettes existantes et liquides, car il ne ferait autre chose que condamner le demandeur, qui demande le paiement de sa créance, à payer sa propre dette. Comme le demandeur ne relève pas de sa juridiction, s'il agissait ainsi, il empièterait sur la juridiction du consul de ce demandeur. Le défendeur se voit donc condamner et dans l'obligation de s'exécuter; il devra ensuite intenter un nouveau procès au demandeur, pour lui demander de le payer à son tour, et risquera de se trouver en présence d'un insolvable. Tout le bénéfice de la garantie, qui résulte de la compensation judiciaire, est ainsi enlevé au défendeur. Voilà les différences qui existent entre la procédure civile des tribunaux consulaires en Egypte et celle des tribunaux de France.

Il nous reste maintenant à étudier la procédure pénale.

Il faut d'abord faire une remarque concernant l'organisation de la cour d'assises. Il n'y a pas de jury. Une seconde remarque concernera la procédure préliminaire, l'instruction et les tribunaux correctionnels. Tous les pouvoirs qui, en France, sont séparés et confiés à des personnes indépendantes les unes des autres, sont réunis ici entre les mains d'une seule personne : le consul. La procédure de l'instruction est désastreuse; c'est l'ancienne procédure écrite, aujourd'hui généralement abandonnée.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, ce système pénal est totalement défavorable à l'inculpé, qui n'est pas toujours un coupable.

Leurs degrés. — La juridiction consulaire a autant de degrés que les tribunaux d'Europe.

En France, on trouve, tout au bas de l'échelle judiciaire, un juge de paix statuant, suivant les cas, en dernier ou en premier ressort; en ce cas, l'appel est porté devant le tribunal de première instance. Au-dessus de la justice de paix, se trouve le tribunal civil, qui juge, lui aussi, soit en dernier ressort, soit sous réserve d'appel, lequel sera porté devant la cour.

Le commerce, de son côté, a sa juridiction spéciale, ainsi qu'une procédure qui lui est réservée. Le conseil des prud'hommes est sa justice de paix. Les sentences de ce conseil, quand elles sont rendues en premier ressort, peuvent être attaquées devant le tribunal de commerce, qui joue ici le même rôle que le tribunal de première instance vis-à-vis la justice de paix. Le tribunal de commerce, lui-même, a deux compétences : l'une, en dernier ressort, et l'autre en premier. L'appel de ses sentences est porté devant la cour d'appel du tribunal civil, qui forme ainsi un second degré uniforme pour toutes les juridictions soit civiles, soit commerciales.

Pour la juridiction pénale, nous trouvons trois sortes de tribunaux : les premiers, les tribunaux de simple police, ne jugeant que des peccadilles et ne prononçant que des peines très légères, s'élevant à quelques francs d'amende ou quelques jours de prison; les tribunaux de police correctionnelle, jugeant les délits proprement dits, et ne prononçant pas de peines au-dessus de cinq ans de prison; enfin, la cour d'assises, jugeant les faits les plus graves, et pouvant prononcer toutes les peines, jusques et y compris les peines de mort et de travaux forcés à perpétuité.

Au-dessus de toutes ces juridictions tant civiles que cri-

minelles, se trouve la cour de cassation, qui est, pour ainsi dire, le couronnement de l'édifice judiciaire. Toutes les sentences peuvent être attaquées devant elle; pour des causes déterminées. Elle se contente de les casser et de renvoyer les parties devant une nouvelle juridiction.

Tous ces degrés se retrouvent, en Egypte, dans la juridiction consulaire française, avec quelques modifications. Tribunaux de la justice de paix, civil, de première instance, de police, de police correctionnelle, de commerce, résident dans le même tribunal, ayant pour président le consul ou la personne qu'il désigne pour le remplacer. Il ne varie que par l'adjonction, en certains cas, d'assesseurs choisis par le consul parmi les notables de la nation. Cette adjonction a lieu quand le magistrat siège comme juge civil, commercial ou correctionnel. Il y a une cour d'appel, mais elle réside en France; c'est la cour d'Aix qui est compétente. La cour d'assises est constituée par cette même cour jugeant sans l'assistance du jury. Au-dessus de tous ces tribunaux, se trouve la juridiction du troisième degré, qui est la cour de cassation.

Voilà quels sont les trois degrés de la juridiction consulaire. On voit qu'ils sont, sauf des modifications dans la composition des tribunaux, les mêmes qu'en France.

De l'exécution de leurs sentences. — Le principe suivant lequel l'autorité, qui a rendu la sentence, connaît de son exécution, s'applique aux sentences rendues par les consuls en Egypte. Le consul rend la sentence et la fait exécuter lui-même. Il a un pouvoir plus étendu encore. En effet, lorsque les tribunaux indigènes ont rendu une

sentence contre un européen, c'est le consul qui la fait exécuter. Il est aidé dans cette mission par le chancelier du consulat, qui, comme on l'a vu, fait fonction d'huissier. Le chancelier se fait assister par des janissaires, qui sont une sorte de garde privée à la solde des consuls. Au cas où les consuls n'auraient pas de janissaires, comme cela arrive aux agents consulaires des petites puissances, ou que les janissaires seraient insuffisants, ou impuissants au cas où le condamné ferait résistance et emploierait la force pour s'opposer à l'exécution de la sentence, ils peuvent s'adresser à l'autorité locale et lui demander main forte. L'autorité locale, en principe, n'était pas tenue de prêter assistance aux consuls, mais on n'a jamais vu d'exemple de ce refus. Voilà comment les consuls s'y prenaient pour faire exécuter leurs sentences en Egypte. Il nous reste à voir une question intéressante. La sentence qu'a prononcée le consul a-t-elle besoin d'être révisée pour obtenir l'exéquatur dans le pays représenté par le consul ? Cette question a été controversée. A notre sens, la sentence doit recevoir l'exequatur dans les mêmes conditions qu'une sentence rendue, dans le ressort d'une cour d'appel, celui d'Aix, par exemple, et qu'on voudrait faire exécuter dans le ressort d'une autre cour d'appel, celui de Paris. Le tribunal dans le ressort duquel on veut la faire exécuter, doit donner l'exéquatur après s'être assuré de son authenticité. Il doit se contenter de cette vérification, et commettrait un déni de justice s'il refusait le permis d'exécuter, sous prétexte qu'il n'a pas révisé le jugement.

En effet, la cour consulaire est un tribunal, faisant partie de l'organisation judiciaire du pays, au même titre que les tribunaux de la métropole. C'est la même autorité, qui

nomme le juge consul. Celui-ci statue d'après les mêmes lois, et, c'est la même procédure qu'on y suit. La sentence, qu'il a prononcée, est soumise aux mêmes conditions d'appel et de cassation que la sentence des tribunaux nationaux. On ne doit donc faire aucune différence entre ces deux sortes de jugements.

De leurs empiètements. — Avant d'achever l'étude des tribunaux consulaires en partant de leurs inconvénients, il nous a semblé utile de retracer rapidement leurs empiètements successifs. Parmi ces empiètements, il faut en distinguer deux sortes, les uns faits en violation des capitulations ; les autres, au mépris des principes du droit international. Ils ont tous, comme caractère commun, deux points : d'abord ils ont lieu au détriment de l'autorité locale ; ensuite, ils ont pour but l'élargissement de l'autorité et de la compétence des consuls.

Les premiers consistent dans l'usurpation de la compétence entre étrangers de nationalités différentes. Cette compétence était attribuée aux tribunaux indigènes par les capitulations. Les consuls se mirent d'accord pour constituer des commissions mixtes ayant pour but de juger ces sortes de procès ; puis, après l'arrêt de la cour d'Aix, daté de 1864, déclarant la sentence rendue par ces commissions nulle et sans effet, ils les prirent ouvertement et les solutionnèrent eux-mêmes, en suivant la règle *actor sequitur forum rei*.

Le second empiètement rentrant dans cette première catégorie est la compétence que les consuls se firent reconnaître par les indigènes, dans les procès qu'ils avaient avec

des étrangers, toutes les fois que ceux-ci étaient défendeurs. Nous avons déjà dit comment ils y parvinrent. Dans ce cas, les capitulations exigeaient, pour que la sentence fût valable et pût être exécutée, la présence du délégué du consul. En refusant ce délégué, et en revisant au fond les procès, ils amenèrent les demandeurs à reconnaître leurs compétences. En effet, les indigènes préféraient s'adresser à eux que de subir toutes les lenteurs, qui étaient la conséquence de ce refus.

La seconde catégorie des empiètements des agents consulaires était l'abus de la protection. En accordant la protection à des indigènes, les consuls enlevaient autant de justiciables aux tribunaux locaux et changeaient abusivement leurs compétences. Le droit international a toujours reconnu aux diverses nations le pouvoir de régler, à leur convenance, les conditions de la perte de la nationalité, de laisser ce changement de nationalité libre ou soumis à des conditions préalables. Les consuls, en accordant la protection sans consulter le gouvernement local, violèrent les principes du droit public. Dans leur zèle à se procurer de nouveaux justiciables, et à étendre la puissance de leur nation en lui donnant de nouveaux sujets, ils firent preuve de la plus grande imprudence. En effet, ainsi que le soutient M. Simaïka, le but des consuls était manqué, et les puissances auraient dû déclarer que « *la compétence ratione personæ ne devrait pas être accordée aux protégés en vertu des violations du droit international, surtout que cette catégorie d'individus est peu intéressante* » (1).

(1) *Simaïka Abdallah*. De la compétence des tribunaux mixtes d'Egypte en matière civile, commerciale et financière.

Voilà, en abrégé, les principaux empiètements des tribunaux consulaires. Il ne nous reste plus à voir que les résultats qu'eurent ces tribunaux sur l'administration de la justice.

Des inconvénients de ces tribunaux. — Ces tribunaux ont eu des inconvénients de deux sortes. Les uns étaient inévitables et tenaient aux traités qui les avaient institués; les autres, à la mauvaise volonté des consuls.

Ces tribunaux avaient pour premier inconvénient leur grand nombre et par suite l'anarchie judiciaire que cela entraînait. Institués par les capitulations, ils ne pouvaient être modifiés qu'en même temps que ces dernières. Pour obtenir ces modifications, il fallait l'accord unanime de tous les signataires des capitulations, de sorte que si quelques-uns seulement acceptaient les innovations projetées, ces modifications manquaient leur but, une partie des tribunaux consulaires étant maintenue et continuant les inconvénients passés. Bien plus, ces innovations, au lieu d'être un remède, même partiel, n'auraient fait qu'aggraver la situation, en introduisant dans l'organisation judiciaire, déjà si compliquée, un nouvel organe. Aussi a-t-on pu dire que les cours consulaires, étant donnée leur multiplicité, étaient un obstacle à tout progrès. « *Ainsi, en matière de police, aussi bien que dans tout ce qui regarde l'administration judiciaire, financière et autres, la main du gouvernement est arrêtée au nom de cette anomalie* » (1).

(1) Discours d'Ali Pacha délégué au congrès de Paris 1852.

Une conséquence indirecte de cette multiplicité de juridictions était la mauvaise administration de la justice; l'impossibilité de se la faire rendre, pourrait-on ajouter sans exagération. En effet, la lenteur de la procédure, le nombre des exceptions, l'énormité des frais, l'obligation d'aller parfois plaider au loin décourageaient les plaideurs de bonne foi et encourageaient la mauvaise foi des débiteurs, qui souvent triomphaient du bon droit et se voyaient dispensés de satisfaire à leurs obligations.

La mauvaise volonté des consuls était pour beaucoup dans ces inconvénients des tribunaux consulaires, qui finirent par réveiller l'apathie générale et portèrent à ces sortes de juridictions un rude coup. Elle se témoignait surtout lorsque la police ou les tribunaux indigènes avaient à intervenir. Le consul refusait son aide ou se faisait longtemps prier; la justice avait ainsi les mains liées, et le plaideur qui avait eu pourtant gain de cause, ne pouvait entrer dans la jouissance de ses droits. « *Les autorités locales ne pouvaient prêter leur concours à l'arrestation d'un délinquant ou à la saisie d'un débiteur qu'elles n'avaient pas jugé; le consul refusait son intervention obligatoire ou la faisait indéfiniment attendre pour l'exécution d'un jugement indigène qu'il se croyait en droit de critiquer* » (1).

Mais là où les inconvénients se firent le plus sentir, ce fut dans la juridiction pénale. C'est grâce au système défectueux et à la presque impunité qu'obtenaient ou croyaient obtenir les coupables, que l'on vit la criminalité s'étendre

(1) *Bousquet*. Revue des deux mondes Mars 1878. Les nouveaux tribunaux Egyptiens.

et augmenter de jour en jour. « *Le consul d'Italie au Caire nous disait récemment que, en 1875, cinquante cas s'étaient présentés à son tribunal. Cette situation n'a d'autres causes que l'inefficacité du système actuel de répression* » (1).

On ne se figure pas, en effet, de quoi sont composées en grande partie certaines colonies européennes en Egypte. Si l'on prend certaines d'entre elles, comme l'Italie et la Grèce, l'on verra qu'il y a, en Egypte, principalement dans les grandes villes : Alexandrie, Le Caire, Port-Saïd, beaucoup de Calabrais, Siciliens ou des Hellènes des îles ayant le sang très chaud et la main très, trop près du couteau. Beaucoup d'entre eux sont des gens sans aveu et résolus à tout : ils ont quitté leur pays parce qu'ils souffraient de la misère et qu'ils avaient tout à craindre de la gendarmerie.

D'autre part, l'organisation vicieuse du régime de répression, la croyance à l'impunité de la part de cette classe d'individus les rendaient audacieux et arrogants. Les indigènes étaient à leur tour convaincus qu'on se contentait d'expulser l'étranger coupable d'un crime pour n'avoir pas à l'en punir. Cette croyance ne pouvait être combattue ; il aurait fallu pour cela que le jugement se fit, en Egypte, sous leurs yeux ; or, le procès se passait en Europe. Tout cela n'a pas peu contribué à maintenir l'exaltation de l'indigène et à attiser sa haine de l'étranger, ce qui finit par causer les massacres de 1882 et l'occupation anglaise. « *L'organisation judiciaire en matière pénale, actuellement en vigueur en Egypte, présente de graves inconvénients. Le gouvernement, responsable de la tranquillité publique, n'a pas de*

(1) *Dutrueux*. La question judiciaire en Egypte. Dans la revue du droit international et du législation comparée. Tome VIII, page 573.

moyens suffisants pour se charger de cette responsabilité. Un crime étant présumé être commis par un étranger, la police doit demander au consul l'autorisation d'arrêter le prévenu, à moins qu'il n'y ait flagrant délit. L'instruction est faite par le consul, et le prévenu est envoyé dans son pays d'origine pour y être jugé. Les indigènes ont la conviction que, lorsqu'un étranger est renvoyé dans son pays pour y être jugé, c'est qu'on l'expulse pour le soustraire au châtiment. La colonie européenne elle-même paraît alarmée de cet état de chose, et la commission a été unanimement d'avis qu'une réforme est nécessaire » (1).

D'autre part, en dehors de l'influence désastreuse que peut avoir cette organisation défectueuse de la répression sur l'esprit des habitants de l'Egypte, le système a une autre conséquence grave : c'est qu'il prive l'inculpé du bénéfice des progrès accomplis par les sciences juridiques. Ainsi il ne peut, du moins en France, bénéficier de la présence du jury, et se trouve, par toute l'Europe, soumis, par la force même des choses, à l'enquête écrite aujourd'hui universellement abandonnée. « Les commissaires sont d'avis qu'il y a là des abus graves, que la réforme est encore plus nécessaire ici qu'en matière civile, et cela dans l'intérêt des Européens, soit des victimes qui n'obtiennent pas toujours réparation, soit des accusés qui sont jugés sur pièces, alors que l'instruction écrite est abandonnée dans toute l'Europe » (2).

(1) *Assir*. Administration de la justice en Egypte. Dans la revue du droit international et de législation comparée. Tome II, page 504.

(2) *Renault*. Etude sur le projet de réforme judiciaire en Egypte, Dans le bulletin de la société de législation comparée. Année 1875, page 225.

Voici quels furent les résultats des tribunaux consulaires : des inconvénients en masse, des abus, des appuis à la mauvaise foi des débiteurs, des obstacles au progrès ; quant aux avantages, ils sont si minimes, dans les derniers temps, qu'on ne s'en aperçoit guère. On pourrait même dire que le seul avantage qu'ils ont eu, ce fut de faire aboutir la réforme de 1874. Certes, dans les origines, quand ils n'étaient que des tribunaux d'arbitrage choisis par les colons eux-mêmes, quand ils s'étaient maintenus dans la limite des capitulations, leurs avantages étaient énormes. Mais, aussitôt que les consuls abandonnèrent ces sages principes, les avantages disparurent pour faire place à de nombreux inconvénients. Aussi on s'étonne que l'on ait tant hésité pour les renverser afin de les remplacer par une organisation saine et mieux entendue. Le grand mot de capitulation, que l'on avait mis en avant pour les défendre, n'était plus à sa place, les consuls ayant les premiers méconnu et transgressé ces traités. En effet, « *l'exercice de cette juridiction avait pris alors (1863) un développement considérable, et n'avait plus pour base le texte de ces vieux traités, mais bien plutôt un ensemble d'usages abusifs et d'introduction récente* » (1). M. Simaika n'est pas du reste le seul à émettre cette idée ; la plupart des commissaires aux conférences internationales du Caire et de Constantinople, notamment le colonel Stanton, l'ont dit et pensé.

(1) *Simaika Abdallah*. De la compétence des tribunaux mixtes d'Égypte, en matière civile, commerciale et financière.

SECTION QUATRIÈME

DES TRIBUNAUX MIXTES DE COMMERCE

On se demande parfois comment le commerce, qui a besoin d'une procédure rapide, connue, peu coûteuse, comment cette institution dont la base fondamentale est la bonne foi et la confiance mutuelle, a pu vivre dans ces temps où l'administration de la justice était si compliquée, et favorisait tellement la mauvaise foi des débiteurs. Pour comprendre cette situation, il faut pouvoir s'imaginer ce qu'était le commerce international en Egypte avant 1874. Le commerce, à cette époque, était très peu développé; il consistait surtout en opérations au comptant. Les affaires ne se traitaient pas sur une large échelle. Les commerçants qui se faisaient crédit se connaissaient ou étaient en mesure de fournir une bonne et solide caution. De plus, le commerce avait sa juridiction à lui, ses lois et sa procédure. Cette juridiction, ces lois, cette procédure étaient uniformes et connues de tous. Certes, elles auraient suffi et réussi à assurer la vie commerciale du pays si elles n'avaient pas

eu à lutter, comme toutes les juridictions, où entraient un élément indigène, contre la mauvaise volonté des consuls et leur désir d'élargir indéfiniment leur propre compétence. D'autre part, cette institution, qu'on nommait les tribunaux mixtes du commerce, suffisait à cette époque.

En effet, avant 1854, la liberté du commerce n'avait pas été déclarée, et les procès de cette nature étaient encore trop peu nombreux.

Il est temps de retracer l'organisation de ces tribunaux, qui n'eurent jamais grand succès, étant tenus en échec par l'antipathie manifeste que leur témoignaient les consuls.

Ces tribunaux étaient composés du gouverneur de la ville et de notables commerçants indigènes et étrangers. Il y avait, en Egypte, deux tribunaux de ce genre; ils se trouvaient l'un à Alexandrie, et l'autre au Caire. Le gouverneur siégeait en qualité de président. Les notables prenaient place en qualité d'assesseurs. Ces assesseurs étaient choisis parmi les indigènes par le gouverneur lui-même; pour les étrangers, c'était le gouverneur qui les choisissait; mais son choix était restreint. En effet, chaque année le corps diplomatique se réunissait, et, après avoir consulté les chambres de commerce établies en Egypte, dressait une liste de commerçants devant faire fonction d'assesseurs aux procès, qui pourraient s'élever dans le cours de l'année courante. Le gouverneur devait désigner ses assesseurs étrangers parmi les notables portés sur la liste annuelle.

Ces tribunaux furent réorganisés le 3 septembre 1861. On fit, à leur intention, un règlement spécial de procédure en 44 articles; on leur adjoignit même un greffier.

Toutefois, on l'a vu, ils échouèrent malheureusement. Les plaideurs abandonnèrent leurs prétoires, devant l'impossibilité de faire exécuter les sentences qu'ils rendaient.

Tels sont ces tribunaux si peu connus aujourd'hui. Ils étaient pourtant appelés à rendre d'immenses services. Leur procédure était simple et connue, la même pour tous les plaideurs. Ils étaient compétents à l'égard de tous les commerçants. Les lois qu'ils appliquaient étaient uniformes; c'étaient les coutumes locales. Le commerce aurait pu vivre et prospérer sous leur administration; il aurait fallu, pour cela, trouver un peu de bonne volonté chez les consuls, ce qui, malheureusement, fit défaut.

[The page contains faint, illegible handwriting.]

CHAPITRE DEUXIEME

DU RÉGIME ACTUEL

SECTION PREMIERE

Généralités.

Généralités. — A la pluralité des juridictions consulaires et à leurs inconvénients, nous voyons succéder, après 1874, une dualité de juridiction avec tous les avantages de l'uniformité. Ce mot dualité est exagéré; il y a bien en Egypte deux juridictions différentes, mais, en réalité, chacune d'elles ayant une compétence bien délimitée doit être considérée indépendamment de sa voisine. Pour bien se rendre compte de ce que sont ces deux sortes de tribunaux, il faut considérer l'Egypte comme partagée en deux pays

distincts, pays qui seraient constitués par deux sortes de litiges : les uns par les procès purement indigènes, et les autres par les procès mixtes. Dans chacun de ces pays il n'y aurait qu'un seul tribunal, ce qui donne, en fait, l'unité de juridiction. Grâce à cette réforme, la source des conflits est presque tarie. Ils ne peuvent s'élever qu'entre deux sortes de tribunaux, ce qui rend leur solution plus facile. Les débiteurs de mauvaise foi ne peuvent plus se soustraire à leurs obligations, par la cession du droit litigieux, ce qui éternisait les procès en changeant la juridiction compétente. Ce rapide tableau n'est pourtant pas sans ombre. La juridiction pénale, qui a été conservée aux cours consulaires, fait tache et empêche la réforme judiciaire de porter son plein effet.

Pour étudier l'organisation judiciaire actuelle, nous devons considérer séparément d'un côté la matière civile et commerciale, et, de l'autre, la matière pénale.

Pour la première, nous trouvons deux sortes de tribunaux se partageant l'administration de la justice : les tribunaux indigènes et les tribunaux mixtes. Les premiers s'occupent de tous les procès où les parties ainsi que les tiers intéressés sont exclusivement indigènes. Les seconds se voient attribuer les procès mixtes.

Quant à la juridiction pénale, elle échoit à trois sortes de tribunaux : les cours consulaires, les tribunaux indigènes et finalement les tribunaux mixtes. Les tribunaux consulaires interviennent toutes les fois que l'accusé est étranger; les tribunaux indigènes, quand il est de nationalité arabe, et les tribunaux mixtes ont une juridiction tout à fait exceptionnelle.

Avant de terminer cette section, il nous a paru utile de résumer ici quelques appréciations émises soit en faveur, soit contre la réforme et par conséquent les tribunaux mixtes, qui étaient son objectif. Il faudra faire remarquer en même temps, que la note discordante, qui s'élève dans le concert d'éloges qu'ont reçus ces tribunaux, est si faible qu'on ne la remarque guère.

D'abord on ne songera pas à accuser la commission qui créa les tribunaux mixtes de favoritisme. On n'a qu'à considérer sa composition et l'on comprendra qu'elle devait plutôt leur être hostile. En effet, elle était composée en majorité par les consuls des puissances européennes, plus celui des Etats-Unis d'Amérique. Les consuls, qui avaient tant lutté pour agrandir leur juridiction et qui avaient dans ce but commis tant d'abus, ne devaient guère être favorables à une institution appelée à les supplanter dans une partie très importante de leur compétence. S'ils l'ont admis, si faisant taire leurs ambitions ils se sont décidés à la créer, cela prouve l'utilité de cette nouvelle institution et sa supériorité sur l'ancien état de chose.

Toutefois, cette marque de garantie, si l'on peut s'exprimer ainsi, qu'a donnée à la réforme judiciaire la composition de la commission qui l'a réalisée, n'a pas satisfait tout le monde. M. Saripolos, dans son rapport au ministre de Grèce, se montre très défavorable à ce projet. *« Il faut espérer, dit-il, que l'œuvre à laquelle Nubar Pacha a consacré tous ses soins, ne sera jamais réalisée.*

« Il faut espérer que l'Europe entière, mieux renseignée sur l'état politique et moral des pays musulmans, ne permettra jamais que les projets de Nubar Pacha soient

réalisés. Mais quand même les autres puissances viendraient à les admettre, il faut que la Grèce se refuse à les imiter, car le contraire serait un coup mortel porté à son commerce et à son avenir en Orient » (1).

Cette opinion n'étonne personne de la part d'un Grec; on ne pouvait attendre raisonnablement autre chose. En effet, il suffit de s'en rapporter à l'opinion générale en Egypte, pour connaître la triste renommée qu'ils se sont faite. Si une partie de leur colonie est digne de tous les respects et au-dessus de tous les soupçons, il n'en est pas de même pour l'autre, qui est malheureusement la plus nombreuse. Ils ont une réputation d'agioteurs, usuriers et contrebandiers; et l'on comprend aisément que la perspective d'une institution comme les tribunaux mixtes, qui devait bouleverser leur mode de vivre, n'était pas faite pour leur sourire.

La seconde note discordante vient de gens timorés, fanatiques admirateurs des capitulations et profondément convaincus qu'en dehors de ces traités il ne pouvait exister de garanties pour les Européens : « *La réforme judiciaire n'assurerait aucune garantie sérieuse et effective aux Européens, en échange des abandons si considérables de privilèges et d'immunités qui leur sont actuellement assurés et qu'ils devraient perdre* » (2). Mais, malheureusement pour ces prophètes de malheur, la réalité a démenti leurs pro-

(1) *Saripolos* La réforme judiciaire égyptienne. Dans la revue du droit international et de législation comparée. Tome IX, page 558.

(2) *Gavillot*. Les capitulations et la réforme judiciaire. Essais sur les droits des Européens en Turquie et en Egypte.

phéties de mauvais augure. Depuis trente ans et plus que les tribunaux mixtes ont fonctionné, ils ont donné de tels résultats, qu'il est question d'augmenter leur compétence et de leur donner la pleine juridiction. A part ces quelques blâmes qu'ont reçus les tribunaux de la réforme, on ne trouve que des éloges pour cette organisation judiciaire.

« En inaugurant sur le sol égyptien le respect du droit, l'indépendance de la conscience, la sécurité des plaideurs, la publicité de la justice, celle du régime hypothécaire, en bannissant du prétoire la fraude et l'arbitraire, l'institution nouvelle a donné la mesure de sa valeur, et offert au Khédive un exemple dont cet habile politique saura profiter » (1).

« Tels sont les avantages de premier ordre qu'il faut reconnaître à la réforme introduite en Egypte. Aussi a-t-elle fini par être acceptée par tous et fonctionne-t-elle au grand soulagement des justiciables. La compétence et l'équité des arrêts rendus par une magistrature instruite et intègre sont jusqu'à présent incontestables. Dans ces conditions, le nouveau régime jouit d'une vitalité qui le fera pénétrer de plus en plus profondément dans les mœurs judiciaires du pays » (2).

Ces auteurs ne sont pas, du reste, les seuls à avoir constaté les bienfaits qu'ont rendus à l'Egypte les tribunaux mixtes. M. Babled est très élogieux, lui aussi, quand il en parle. *« On a pu apprécier à leur juste valeur depuis vingt*

(1) *Bousquet*. Les nouveaux tribunaux égyptiens, dans la revue des deux mondes. 1 mars 1878.

(2) *Dutrieux*. La question judiciaire en Egypte. Dans la revue de droit international et de législation comparée. Tome VIII, p. 573.

ans les résultats de leur fonctionnement. Ils ont dépassé toute espérance. L'Egypte étonnée a connu, pour la première fois, l'indépendance de la conscience et le respect du droit. La terre a conquis la sécurité du régime hypothécaire et de la propriété; les justiciables ont acquis la sécurité de la justice » (1).

A l'instar des auteurs, les justiciables eux-mêmes témoignèrent leur admiration pour la nouvelle juridiction, en accourant en foule lui soumettre leurs litiges; les indigènes aussi en furent si enthousiasmés qu'ils cherchèrent par tous les moyens possibles à désertir leurs tribunaux pour faire trancher par les nouveaux juges les procès qu'ils pouvaient avoir entre eux. « La nouvelle juridiction inspira dès le début une confiance si complète que non seulement les étrangers s'y soumirent sans peine pour les procès mixtes, mais que les indigènes imaginèrent toutes sortes de biais pour porter devant elle leurs contestations, placées hors de sa compétence » (2).

Un des autres avantages, et non des moins importants de la création des tribunaux mixtes, fut la réforme des tribunaux indigènes. Ceux-ci furent en effet, vers 1880, calqués, en quelque sorte, sur la nouvelle organisation. Les indigènes profitèrent ainsi du nouvel état de chose.

Mais le résultat le plus appréciable de cette transfor-

(1) *Babled*. Les tribunaux égyptien de la réforme et les renouvellement de leur pouvoir. Dans la revue du droit international public. Année 1899, page 345.

(2) *Bousquet*. Les nouveaux tribunaux Egyptiens. Dans la revue des deux mondes. 1 mars 1878.

mation judiciaire de l'Égypte nous est indiqué par M. Privat : « *D'autre part. . . . une justice mixte, devenue le plus important facteur de son relèvement politique et commercial et la plus solide base de son crédit aux yeux de l'Europe* » (1). En effet, si l'Égypte est devenue l'un des pays les plus importants au point de vue politique et commercial, on peut dire hautement que c'est aux tribunaux mixtes qu'elle le doit.

(1) *Privat*. De l'organisation judiciaire en Égypte. Dans le journal du droit international public. Année 1887, page 581

SECTION DEUXIÈME

DES TRIBUNAUX INDIGÈNES

Leur nombre. — Leur composition. — Leurs degrés. — Leur compétence. — Leur procédure. — De la défense devant les tribunaux indigènes.

Leurs nombres. — Les tribunaux indigènes, comme on l'a déjà vu, se divisent en deux sortes : d'un côté les tribunaux de statut personnel, sortes de tribunaux à la fois religieux et civils, et, d'un autre, les tribunaux purement civils et pénaux. Les premiers sont les tribunaux du Meh-kemeh, les seconds, les tribunaux indigènes proprement dits.

L'Égypte, au point de vue judiciaire, est divisée en cinq régions, ayant à leur tête cinq villes, sièges des tribunaux ; ces cinq villes sont : Alexandrie, Le Caire, Tantah, Mansourah et Benha. Ce nombre de cinq sièges judiciaires était suffisant pour la bonne administration de la justice en

Egypte, avant la conquête du Soudan, conquête qui fut la conséquence de l'expédition du sirdar lord Kitchener et de la répression du Mahdi.

Il nous semble que, sur ce point, les tribunaux indigènes sont mieux lotis que les tribunaux mixtes, qui, eux, n'ont que trois ressorts comme on le verra par la suite. Toutefois, ce nombre de cinq tribunaux est actuellement insuffisant. En effet, tout le Soudan, qui est égyptien, du moins officiellement, est privé de la justice dont il doit relever d'après le principe du pouvoir territorial des lois. La distance qui le sépare du tribunal le plus rapproché, celui de Benha, est encore énorme. Et, si l'on considère le développement qu'ont pris ces nouveaux territoires, surtout au point de vue commercial, on comprendra les inconvénients qui peuvent résulter de cet éloignement de tout centre de justice régulière et normale.

Des villes qui, hier, n'étaient encore que simples bourgades, habitées presque uniquement par des nègres, commencent à devenir des centres importants : Kartoum, Ouadi-Halfa, Dongola, commencent à commercer et à centraliser dans leurs murs le commerce du Haut-Nil. Les terrains qui, dans le temps, n'avaient aucune valeur et ne trouvaient pas d'acheteurs, commencent à atteindre des prix tout à fait respectables. Des immeubles de rapport se construisent; des maisons de commerce s'ouvrent; des chemins de fer s'établissent. Le tourisme s'est emparé de cette contrée neuve encore, et a entraîné à sa suite le négoce, les hôtels, les stations mondaines, les lieux de plaisirs. Des gens viennent depuis l'Amérique pour pouvoir remonter le Nil jusqu'à ses sources et contempler ses cataractes.

Ce rapide tableau montre assez à quel avenir est appelée cette contrée, qui n'a été ouverte à la civilisation que depuis quelques années seulement. Aussi, il semble qu'il serait nécessaire, du moins très utile, d'instituer dans l'une des villes indiquées plus haut des tribunaux de droit commun, afin de remplacer les tribunaux d'exception qui, jusqu'à présent, sont les seuls à rendre la justice dans ces vastes contrées.

Leurs compositions. — Les tribunaux du Mehkemeh se composent d'un seul juge nommé cadi ; ce juge est nommé par le grand Muphti, ou cheik ul Islam. Auprès du cadi se trouvent des cheïks inférieurs, qu'il délègue toutes les fois qu'il a besoin de se faire remplacer. La composition de ce tribunal est complétée par la présence d'employés copistes, qui rédigent les actes, font les transcriptions et autres écritures. Cette composition est amplement suffisante pour assurer le fonctionnement de cette institution. Le nombre d'affaires qui en relèvent étant restreint.

Le cadi est nommé par le grand Muphti, et, comme il ne jouit pas de l'immovibilité, il peut être révoqué par lui *ad nutum*. Les employés sont nommés par le cheik du Mehkemeh ; il en est reconnu responsable.

Les tribunaux ordinaires se composent d'un juge, faisant fonction de président ; d'un autre, comme vice-président et de plusieurs magistrats. Les audiences sont tenues par un juge président et deux ou quatre autres assesseurs. Le jury est inconnu à ces tribunaux. Les magistrats sont nommés par décret de Son Altesse le Khedive, sur la proposition de Son Excellence M. le Ministre de la Justice.

La nationalité indigène n'est pas absolument indispensable pour être appelé à siéger dans ces tribunaux. Actuellement, plusieurs magistrats étrangers en font partie. La nomination de ces magistrats n'est pas munie de l'inamovibilité. Ils peuvent être révoqués par l'autorité qui les a nommés.

Ces tribunaux comprennent un ministère public, dont les membres sont nommés par Son Altesse le Khedive, sur la proposition de Son Excellence M. le Ministre de la Justice.

Il y a auprès d'eux des huissiers, faisant les services d'audience, signification d'acte et exécution de jugement. Ces huissiers sont nommés par le président du tribunal, après concours passé devant une commission nommée par lui. Ils peuvent être révoqués pour fautes commises dans le service, et relèvent de la cour à titre disciplinaire. Le tribunal est complété par des employés qui assurent le service des écritures. Ces derniers sont nommés, comme les huissiers, par le président du tribunal.

A ces tribunaux sont attachés un certain nombre de gardes privés, armés et payés par eux, chargés de faire la police des audiences et d'assurer l'ordre à l'intérieur du palais.

Cette organisation est bien comprise. Elle assure, depuis sa création, l'administration de la justice, et cela d'une façon satisfaisante. Il nous semble qu'on pourrait y porter une amélioration. Il serait très utile de reconnaître à ces magistrats l'inamovibilité. Si nous souhaitons cette modification, ce n'est pas dans la crainte d'une pression gouvernementale, mais dans l'intérêt de l'institution elle-même et de son avenir. En effet, le gouvernement est au-dessus de

ces vétilles, et nous sommes absolument certain qu'il ne se laisserait pas aller à des moyens désavouables. Il n'est plus de gouvernement autoritaire et arbitraire d'autrefois. S'il défend ses intérêts quand ils sont contestés, ce qui est le propre d'un bon administrateur, il reconnaît volontiers ses torts et ne cherche pas à détourner, par une pression quelconque, la sentence du tribunal de la justice et du bon droit. Si nous proposons de reconnaître cette qualité aux magistrats indigènes, c'est uniquement afin de calmer l'appréhension des habitants et les forcer à reconnaître l'intégrité de ces tribunaux. Cette mesure faciliterait la fusion des tribunaux mixtes et indigènes, ce qui serait un grand bien pour le pays.

Le traitement des magistrats et fonctionnaires supérieurs est amplement suffisant, mais, hélas, on ne peut en dire autant des modestes employés qui voient la vie renchérir en des proportions exorbitantes, surtout en ce qui concerne les loyers, tandis que leurs appointements n'ont presque pas varié. Ces appointements varient entre 6.000 et 2.400 francs par an, tandis que le loyer pour une famille nombreuse est rarement au-dessous de 1.000 francs, soit le sixième ou la moitié des appointements; ils ont tous droit à la pension.

Les magistrats indigènes sont susceptibles d'être l'objet, de la part du gouvernement, d'un titre ou d'une distinction honorifique. Cela n'a aucun inconvénient, mais il serait préférable d'introduire, dans les règlements d'organisation judiciaire, un article interdisant ces sortes de récompense, on écarterait ainsi toute cause de suspicion. En effet, il ne manque pas de personnes envieuses, surtout en

Egypte, pour qui tous motifs sont bons pour salir les personnes qu'elles jalouent. Elles ont beau jeu, quand on donne à un juge une distinction, pour prétendre qu'il n'y a là que la récompense d'une complaisance coupable.

Leurs degrés. — Les tribunaux du Mehkemeh ont deux degrés; le second degré est représenté pour toute l'Egypte, par un seul tribunal, le grand Mehkemeh du Caire. Ainsi on peut attaquer la sentence de cadis devant ce tribunal qui, lui, juge en dernier ressort. Le juge qui siège à ce grand Mehkemeh est le grand Muphti. C'est lui qui doit, rationnellement, trancher d'une façon absolue les débats qui lui sont déferés. Ces tribunaux, ne connaissant que des affaires du statut personnel, et ce statut étant réglé par le Coran, qui est en même temps une loi et des préceptes religieux, on s'explique aisément que le juge, qui solutionne ces procès en dernier ressort, soit le chef religieux des musulmans.

Pour ce qui concerne les tribunaux de droit commun, il faut faire une distinction : d'un côté on considérera la juridiction civile et commerciale, et de l'autre la juridiction pénale.

Pour les premières, il y a deux degrés, d'abord les tribunaux de première instance qui, comme on le sait déjà, résident dans les cinq villes suivantes : Alexandrie, Le Caire, Tantah, Mansourah et Benha; le second degré de juridiction est représenté par la cour d'appel siégeant dans la capitale. Pour ces sortes de procès, il n'existe pas de cassation. La cour a un pouvoir absolu et sans recours.

Quant aux procès criminels, nous trouvons trois degrés de juridiction : d'abord les cinq tribunaux plus haut

cités, fonctionnant au pénal ; ensuite la cour d'appel, et enfin, en troisième degré, une cour de révision à laquelle on peut recourir dans des cas strictement délimités ; le recours ne peut être motivé que par une violation de la loi.

En faisant cette différence entre les procès civils et les procès criminels, le gouvernement a montré à quel point il était soucieux de l'honneur et de la liberté de ses sujets. En effet, dans la première catégorie de procès, il ne peut y avoir, en cas d'erreur de la part du juge, qu'une perte d'argent plus ou moins grande ; ce n'est jamais que la fortune du plaideur qui est endommagée ; or une fortune peut se réparer ; tandis que dans la seconde, en cas d'erreur judiciaire, c'est la vie, la liberté, l'honneur des individus qui sont en question ; or toutes ces choses sont très fragiles et ne se réparent pas. En plus de l'individu, il y a sa famille, ses alliés qui en pâtissent par contre coup. Il est donc très juste qu'on ait cherché à diminuer toutes les chances d'erreur en faisant contrôler ces sortes de procès par le plus grand nombre de juridictions possible. Il sera bien rare, dans ces conditions, qu'il n'y ait pas une juridiction sur trois qui soit dans le vrai et empêche, par suite, l'irréparable de s'accomplir. Si des erreurs judiciaires arrivent, malgré toutes ces précautions, on a du moins fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour les éviter.

Leur compétence. — Les Mehkemehs sont des tribunaux religieux. Ils ont donc dans leur compétence toutes les questions régies par des lois religieuses. Ces questions sont celles qui peuvent s'élever au sujet du statut personnel, qui, comme on le sait, sont régies par le Coran, livre sacré des

musulmans. En dehors de cette compétence restreinte, les Mehkemehs se voient attribuer les questions de propriété immobilière. Ce sont des sortes de bureaux notariaux où se conservent et se délivrent les actes de propriété, où se font les donations ordinaires et les donations pieuses ou wakfs. En dehors du statut personnel et de la propriété immobilière, les tribunaux du Mehkemeh se trouvent incompétents pour toutes autres questions.

Pour les autres tribunaux, c'est-à-dire les tribunaux civils et pénaux, il faut toujours faire une distinction entre eux. Les tribunaux pénaux sont compétents toutes les fois que l'accusé d'un crime ou délit sera indigène, et cela, quelle que soit la nationalité de la victime. En effet, il est de règle que le pouvoir local est chargé de l'ordre sur son territoire, et, par conséquent, doit pouvoir l'assurer par tous les moyens possibles, au premier rang desquels se trouve la répression des actes délictueux commis dans le pays. En règle générale, ce pouvoir s'étend non seulement sur les sujets proprement dits du souverain territorial, mais aussi sur tous les habitants du pays, quelle que soit leur nationalité. Si, en Egypte, les étrangers sont soustraits à la juridiction pénale locale, pour être déférés à leur justice nationale, ce n'est jamais là qu'une exception, qui a pu être justifiée dans le temps par la méfiance qu'inspirait le fanatisme musulman, et à une époque où n'existait dans le pays d'autre loi que le Coran. On ne pouvait donc exiger raisonnablement que, dans ces conditions, les inculpés indigènes fussent livrés à une juridiction européenne quand la victime était un Européen. En dehors du motif de réciprocité, qui a tout lieu de s'appliquer en Egypte, par suite de la faveur

exceptionnelle dont jouissent les Européens, il y a une autre raison à cet état de chose : c'est que le gouvernement local est le protecteur de la vie et de l'honneur de ses sujets. S'il doit assurer la répression des crimes, il doit aussi tâcher que cette peine soit juste et proportionnée à la faute commise. Pour cela, il doit conserver par devant lui l'administration du châtimement, afin qu'il ne soit aggravé et rendu disproportionné par des motifs étrangers à la justice, telle une antipathie innée et instinctive.

Pour les procès civils et commerciaux, leur compétence est entière et absolue, toutes les fois que les parties en cause et les intéressés, qui peuvent avoir une raison admise par la loi leur permettant d'intervenir au procès, sont indigènes. En un mot, il faut que le procès ne puisse, à un moment donné, devenir un procès mixte. En ce cas, c'est-à-dire quand toutes les parties sont indigènes, la compétence des tribunaux indigènes leur est imposée d'une façon inéluctable. Supposons qu'un indigène, sur le point d'avoir un procès avec un autre, se mette d'accord avec un Européen, qu'il lui fasse une cession fictive de ses droits, dont la fiction serait attestée par une contre lettre. Voilà un procès qui se présente comme mixte, et relève des nouveaux tribunaux. La procédure suit son cours et l'on arrive au jour de la sentence. La partie adverse arrive, par un moyen ou un autre, à démasquer le biais employé par son adversaire pour la soustraire à sa juridiction naturelle. Les nouveaux tribunaux devront surseoir et statuer d'une façon préjudicielle sur l'existence de la fraude. Si elle est reconnue, ils devront se déclarer incompétents et renvoyer les parties se pourvoir devant qui de droit. A notre avis,

même la sentence prononcée et confirmée par la cour d'appel mixte, si la partie condamnée prouve la fraude, l'autre partie ne pourra exécuter, car la sentence est inexistante. En effet, la compétence des tribunaux indigènes est absolument exclusive de celle des tribunaux mixtes. C'est comme si la sentence avait été prononcée par un simple particulier. Il y a là une incompétence absolue et d'ordre public. On peut la comparer à la différence qu'il y a entre les fonctions d'un officier de l'état civil et d'un notaire, par exemple. En temps ordinaire, une donation reçue par un officier de l'état civil, et une déclaration de naissance par un notaire, seraient non seulement nulles, mais inexistantes.

Leur procédure. — La procédure en usage devant les tribunaux indigènes est presque identique à celle en usage en Europe. La défense est libre, les actes de procédure et l'exécution des sentences se font par l'intermédiaire des huissiers, qui, au besoin, se font assister par la force publique.

Les audiences sont publiques. L'accès du prétoire est ouvert à tout le monde. Le tribunal a, toutefois, le droit de prononcer le huis-clos dans les causes scandaleuses ou dans celles où l'ordre pourrait être troublé par l'assistance. On peut dire que le huis-clos n'a, pour ainsi dire, jamais été prononcé pour des motifs relatifs à la décence. Cela est compréhensible pour ceux qui connaissent la tolérance musulmane sur ce point; d'autre part, les femmes n'assistent pas aux audiences, le huis-clos pour causes de ce genre n'a pas raison d'être. Quant aux causes où il y a à craindre qu'il ne se produise des troubles, le huis-clos n'a jamais été

prononcé dès le début du procès. Comme les manifestations ne se produisent qu'à la fin, au moment de la sentence, on se contente de faire évacuer la salle. La liberté des magistrats ainsi que leur indépendance sont par ce fait sauvegardées et indéniables, car il est loisible à quiconque le veut de s'en assurer en assistant aux débats.

La défense a le choix des moyens à produire pour prouver son innocence ou le mal fondé de la demande de son adversaire. Elle peut produire tel document ou citer tel témoin qu'elle juge utile; le tribunal est tenu d'en prendre connaissance ou d'entendre la déposition, quitte à la tenir pour ce qu'elle vaut. La preuve testimoniale est admise d'une façon absolue.

La défense a la parole la dernière après le ministère public et la demande, les répliques et dupliques sont admises.

Pour les procès pénaux l'enquête est verbale. Pour les crimes entraînant la peine de mort, celle-ci ne peut être prononcée que si le coupable avoue; il n'est fait exception à cette règle qu'en cas de flagrant délit, même au cas où la culpabilité de l'accusé est indéniable, si l'aveu n'est pas obtenu, la peine de mort ne peut être prononcée. Telle est la doctrine du coran.

Les délais d'appel et d'opposition sont les mêmes que pour les tribunaux mixtes.

A part ces quelques différences, les procédures mixte et indigène sont les mêmes.

De la défense devant les tribunaux indigènes. — Le mandat est libre devant les tribunaux indigènes, et le pre-

mier venu peut, s'il agréé aux parties qu'il représente, prendre la parole, après avoir prouvé par procuration verbale ou écrite ses pouvoirs. Il y a aussi des avocats inscrits qui ont un rôle qu'on peut comparer à celui des agréés du tribunal de commerce de France.

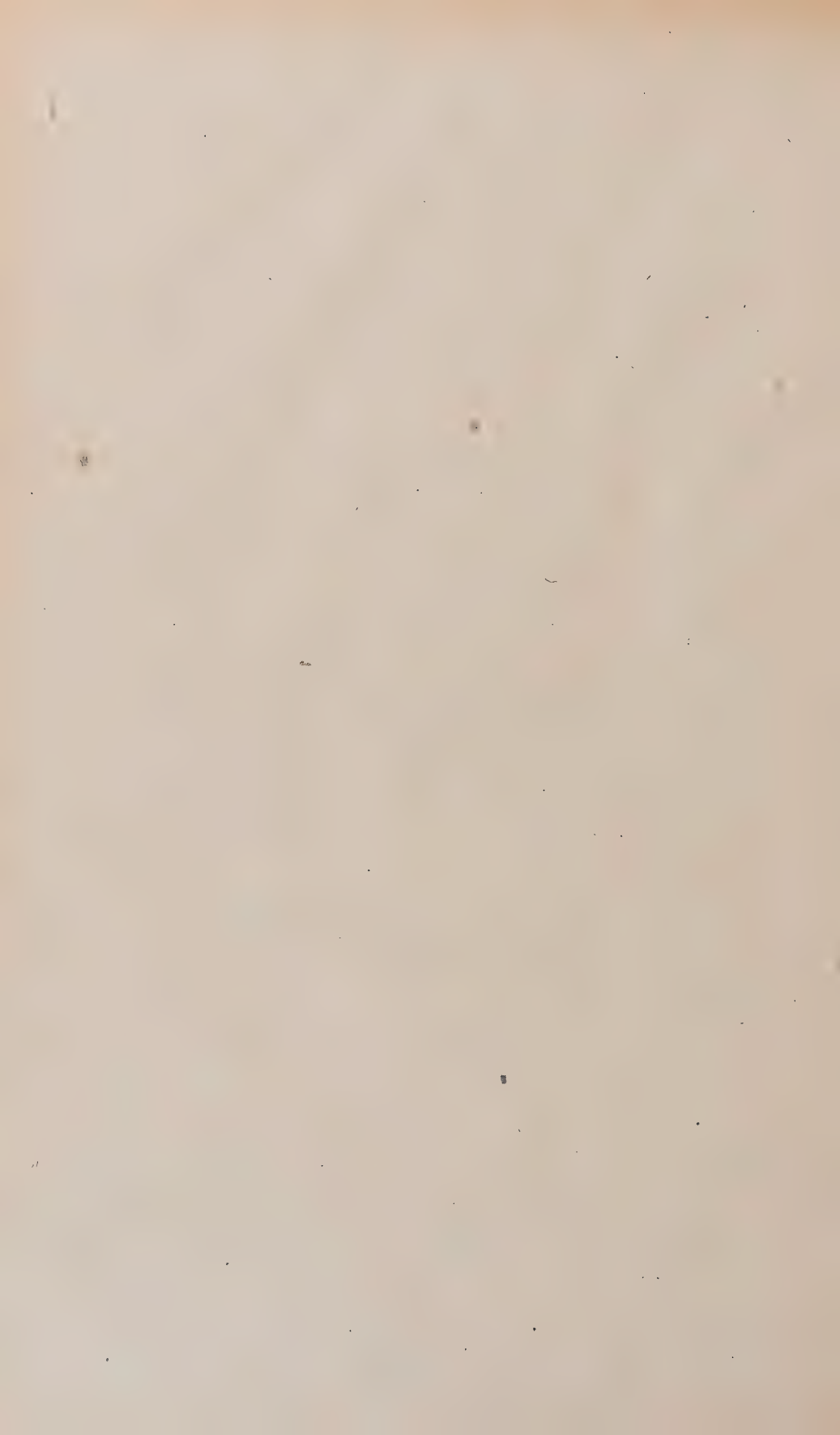
Ce qui tient à l'écart la plupart des avocats, ce sont les langues judiciaires admises devant les tribunaux indigènes. Ces langues sont au nombre de deux : l'arabe, qui a toujours existé, et l'anglais, qui doit y être admis de nos jours. Or, sur la plupart des avocats Européens résidant en Egypte et exerçant leur profession, s'il n'y en a que très peu connaissant ces deux langues, la plupart savent parler couramment le français et l'italien. Admettre ces deux nouvelles langues devant les tribunaux indigènes, ce qui n'aurait pas d'inconvénient, la plupart des magistrats les connaissant, ce serait ouvrir à deux battants l'entrée du prétoire aux avocats et mettre fin au mandat libre et à ses inconvénients.

Ce mandat libre a plusieurs inconvénients qui peuvent parfois avoir de graves conséquences pour la fortune des plaideurs; d'autre part, comme ceux qui y recourent sont surtout des paysans illettrés, n'ayant qu'une fortune médiocre, les conséquences en sont d'autant plus regrettables. Le premier de ces inconvénients est que la plupart, pour ne pas dire tous ces mandataires, n'étant soumis à aucun règlement, pratiquent le rabattage et le racollement; il y en a même qui ont des employés spéciaux affectés uniquement à cette besogne. En plus de cela, ils n'ont, la plupart du temps, fait aucune étude juridique, bienheureux quand

ils ont été chez un avocat un an ou deux occupés à recopier des actes.

Un autre inconvénient qui, heureusement, ne s'applique pas à tous les gens s'occupant de la représentation en justice, mais à une infime minorité encore trop grande, c'est l'indélicatesse et la fraude. On comprend avec quelle facilité on peut frauder le paysan arabe. Il ne sait ni lire, ni écrire, ni signer; il se contente d'apposer son cachet, en guise de signature, au bas de la pièce qu'on lui présente. Quelle superbe occasion pour se faire des profits supplémentaires, pour ces gens toujours aux abois, sachant qu'ils déjeunent à midi, mais ignorant s'ils pourront dîner le soir ! Quand le procès leur paraît devoir être gagné, ils font signer ou plutôt cacheter, si l'on peut dire, une reconnaissance de dette par leur client à un de leurs compères. Une fois le procès gagné, le paysan, content et confiant à l'excès, ne peut croire qu'il a été la dupe de son mandataire; il est condamné par les tribunaux à payer cette dette qu'il n'a pas contractée, mais qu'il avoue en reconnaissant son cachet; mais il n'arrive pas à comprendre qu'il a été la victime d'une fripouille.

Les tribunaux indigènes devraient écarter de leur prétoire ces mandataires peu scrupuleux qui en sont la honte et le déshonneur.



SECTION TROISIÈME

DES TRIBUNAUX MIXTES

Leur nombre. — Leur composition. — Leur compétence. — Des audiences. — Du parquet. — De la procédure. — De l'exécution des sentences. — Des services annexes. — Du barreau.

Leur nombre. — « Il sera institué trois tribunaux de première instance, à Alexandrie, au Caire et à Zagazig. » (Article I du règlement d'organisation judiciaire.)

« Il y aura à Alexandrie une cour d'appel composée de onze magistrats, quatre indigènes et sept étrangers. » (Article III, alinéa I, du règlement d'organisation judiciaire.)

Ces deux textes nous donnent le nombre des tribunaux mixtes. Il y en a trois : à Alexandrie, au Caire et à Zagazig. Le tribunal de Zagazig fut d'abord institué à Ismaïlia, puis à Port-Saïd, mais il fut ensuite transporté à Zagazig. Ce transfert fut motivé par l'influence pernicieuse des deux premières villes. Les Européens ne pouvaient l'endurer et

y contractaient les fièvres. De Zagazig on le transféra à Mansourah. Zagazig est une ville presque totalement arabe, et la vie y devient insupportable aux Européens, surtout à ceux d'une certaine condition, au bout d'un temps très court. Ce tribunal de Mansourah subit divers sorts. Il fut supprimé, puis rétabli. On prétendit, en le supprimant, que son utilité n'était pas prouvée, que très peu d'affaires avaient été inscrites à son rôle. Effectivement, les affaires qui se plaident à sa barre ne sont pas très nombreuses. On pourrait le supprimer sans gêner en rien la bonne administration de la justice.

Ces tribunaux, au nombre de trois, sont totalement insuffisants pour rendre la justice en Egypte; si le tribunal de Mansourah peut arriver aisément à expédier les affaires qui se présentent devant lui, les tribunaux d'Alexandrie et du Caire n'arrivent pas à suffire à leur tâche, et toutes les années l'arriéré des affaires pendantes augmente. Les juges sont surchargés de besogne, et malgré tous leurs efforts et leur bonne volonté, ils n'arrivent pas à expédier tous les procès appelés à leur barre, le temps matériel leur faisant défaut.

Pourtant, le remède à cet état de chose n'est pas difficile à trouver. Qu'on mette en pratique la mesure qui avait été prise d'accord entre le gouvernement et la commission internationale qui avait créé les tribunaux mixtes; qu'on établisse des délégations judiciaires. Les tribunaux indigènes ne sont qu'au nombre de cinq et suffisent amplement à satisfaire le public. Pourquoi n'imiterait-on pas cette institution? Instituer trois délégations en dehors des tribunaux actuellement existants, leur désigner des ressorts assez

étendus, ce serait décharger les tribunaux d'Alexandrie et du Caire d'une partie de leur besogne à laquelle ils ne parviennent pas à suffire. Il existe un autre moyen pour atteindre ce but : augmenter la compétence des tribunaux de justice sommaire, augmenter le nombre de juges de façon à composer de nouvelles chambres, qui siègeront simultanément et arriveront à expédier un plus grand nombre d'affaires.

Trois tribunaux, siégeant à Alexandrie, au Caire et à Mansourah, tel est le nombre des tribunaux mixtes existant actuellement en Egypte.

Il nous faut voir maintenant la division intérieure de ces tribunaux. En effet, si ce sont toujours les mêmes juges qui siègent, ils le font à des titres souvent différents.

Chacun de ces tribunaux comprend un tribunal de justice sommaire, un tribunal de référé, un tribunal civil, un tribunal commercial, et enfin un tribunal de simple police, il peut, le cas échéant, pour certains crimes exceptionnels, se transformer en tribunal correctionnel ou même en cour d'assises; suivant la gravité de l'acte incriminé.

Au-dessus de ces tribunaux, formant le second degré de juridiction, se trouve une cour d'appel unique, résidant à Alexandrie. Ses arrêts sont absolus et sans recours; elle se compose de deux chambres qui, à tour de rôle, remplissent les fonctions de chambre de vacation, et assurent le service durant la période des vacances judiciaires, qui durent environ cinq mois.

Les pouvoirs de cette cour sont exorbitants; ils ne sont soumis à aucun contrôle. « Cette cour unique est, en somme, munie de pouvoirs exorbitants; elle ne trouve ni contrepoids

dans les décisions d'une seconde cour d'appel, ni frein dans une législation souvent obscure et incomplète; elle n'a d'autres pouvoirs modérateurs que dans l'action diplomatique des puissances » (1). Heureusement, on n'a jamais eu à se plaindre de cette institution possédant de si grands pouvoirs. La cour n'a jamais abusé de son pouvoir.

Il est toutefois utile de créer une cour de revision, qui jouerait en même temps le rôle de cour de cassation. Cette création est d'autant plus nécessaire qu'elle faciliterait grandement l'admission du projet actuellement en étude, projet qui consiste en la suppression des juridictions pénales consulaires, afin de donner cette juridiction aux nouveaux tribunaux.

Lors de la discussion du projet de réforme judiciaire, présenté par S. E. Nubar Pacha, alors ministre de Son Altesse le Khedive, aux puissances européennes, il fut question de créer une institution de ce genre. Cette création fut discutée dans les commissions internationales qui furent réunies à différentes époques, pour la prorogation des pouvoirs des tribunaux mixtes. Chaque fois cette création fut retardée pour divers motifs de peu de valeur. On objecta les frais qu'elle entraînerait. Ce motif n'est pas admissible de la part de la commission; le gouvernement étant le seul à subir la dépense, il devrait être le seul à pouvoir élever cette objection. On prétendit, d'autre part, que cette cour n'aurait pas grande utilité du moment que la requête civile, étant admise en Egypte, n'était pas employée. La réponse

(1) *Dutrieux*. La question judiciaire en Egypte. Dans la revue de droit international et de législation comparée Tome VIII, p. 573.

à cette objection a été donnée par S. E. Fakhry Pacha. La requête civile n'a pas grand succès en Egypte pour une cause très naturelle : le code n'admet que quelques rares cas d'ouverture, six environ; ces cas sont très rares dans la pratique, étant presque irréalisables.

Toutefois, si l'on créait la cour de révision qui avait été proposée, et si l'on autorisait à y recourir dans tous les cas où il y a lieu à cassation en France, l'utilité de cette cour apparaîtrait nettement dans l'usage qu'en feraient les plaideurs.

Du reste, il faut bien se convaincre que sans cette cour de révision l'extension de la juridiction mixte est impossible. Jamais les Etats bénéficiaires des capitulations n'accepteront de renoncer au bénéfice de ces traités, pour accorder auxdits tribunaux la compétence pénale. Ils craindraient, et cela avec une apparence de raisons très fortes, des abus de pouvoir de la part de la cour d'appel faisant fonction de cour d'assises, si son pouvoir ne trouve pas de modérateur dans le contrôle d'une cour suprême.

Leur composition. — Avant d'aborder l'étude de la composition du tribunal, il est utile d'étudier la forme de nomination des juges et son caractère.

« *La nomination et le choix des juges appartiendront au gouvernement égyptien ; mais pour être rassuré lui-même sur les garanties que présenteront les personnes dont il fera choix, il s'adressera officieusement aux ministres de la justice à l'étranger et n'engagera que les personnes munies de l'acquiescement et de l'autorisation de leur gouvernement.* » (Article 5, R. O. J.)

Ainsi, la nomination des juges appartient nominale-
ment au gouvernement égyptien. Nous disons nominale-
ment, car il est difficile de trouver un autre qualificatif à ce pouvoir.
En effet, si après avoir consulté officieusement le ministre
de la justice à l'étranger, le gouvernement pouvait passer
outre son refus d'autorisation, ce pouvoir serait effectif.
Mais on voit que, aux termes mêmes de l'article en question,
il ne peut nommer au poste de juges près les tribunaux
mixtes que des personnes munies de l'autorisation de leur
ministre. Donc, si la nomination des magistrats paraît ap-
partenir au gouvernement, elle appartient en fait au mi-
nistre de la justice à l'étranger. Il lui suffit de refuser
l'autorisation jusqu'à ce que le choix du gouvernement
tombe sur la personne qu'il avait en vue. Ce pouvoir est
d'autant plus efficace que le ministre n'a pas à donner les
motifs de son refus. Il peut donc le renouveler jusqu'à ce
que le gouvernement ait nommé la personne qu'il désigne.
C'est pour cela qu'on a pu appeler les tribunaux mixtes des
tribunaux internationaux, et cela avec une apparence de
raison.

Cette anomalie avait été remarquée par le gouverne-
ment depuis longtemps. La sous-commission voulait aug-
menter cette abdication du gouvernement, et augmenter les
droits des ministres étrangers, en leur accordant le droit
de présenter au gouvernement égyptien une liste de candi-
dats, sur laquelle celui-ci choisirait forcément ses élus ;
mais, le gouvernement, devant une dépossession de pou-
voir aussi manifeste, résista à ce désir de la sous-commis-
sion, préférant le *statu quo* à une abdication aussi complète.
Cette résistance fit comprendre à la sous-commission l'énor-

mité de sa demande, elle y renonga et l'on en vint au moyen terme actuellement en usage. Il eût été préférable et en même temps plus honorable pour le gouvernement égyptien de lui laisser le libre choix de ses magistrats, en n'exigeant d'eux que les qualités requises pour exercer les fonctions de juges dans leur pays, ou rendre l'autorisation obligatoire quand ces qualités se trouveraient réunies. Cela aurait rendu le choix du gouvernement plus indépendant, tandis qu'aujourd'hui l'on peut dire que l'autorité qui nomme les juges est le ministre étranger, qui leur donne une sorte d'investiture en les autorisant. Le véritable acte de nomination est l'autorisation du ministre et non le décret khedivial, car ce dernier serait inefficace en l'absence de la première.

Les magistrats des nouveaux tribunaux jouissent de l'inamovibilité. Seulement cette inamovibilité n'est pas perpétuelle, elle ne dure que pendant la période quinquennale, pour laquelle les tribunaux mixtes voient leurs pouvoirs renouvelés. Au bout de cette période, quand la commission internationale se réunit pour proroger les pouvoirs desdits tribunaux, le gouvernement peut, en indiquant les motifs de sa demande, demander le remplacement du magistrat dont il n'est pas satisfait.

En dehors de ce cas, les magistrats peuvent être révoqués pour des causes déterminées par la loi, mais cette révocation ne dépend pas du gouvernement, c'est la cour d'appel, statuant disciplinairement, qui peut prendre une mesure de cette nature.

« La peine disciplinaire applicable aux juges pour les faits qui compromettent leur honorabilité comme

magistrats ou l'indépendance de leurs votes, sera la révocation et la perte du traitement sans aucun droit à une indemnité. Le jugement devra être rendu par la cour en réunion générale, à la majorité des trois quarts des magistrats présents. » (Art. 24, R. O. J.)

Ces faits, qui compromettent l'honorabilité du juge comme magistrat ou l'indépendance de son vote, nous sont indiqués par les articles 22 et 23 du règlement d'organisation judiciaire.

« Les juges ne seront point l'objet, de la part de l'administration égyptienne, de distinctions honorifiques ou matérielles. » (Art. 22, R. O. J.)

« L'acceptation d'une rémunération en dehors de ses appointements, d'une augmentation des appointements, de cadeaux de valeur ou d'autres avantages matériels, entraîne pour le juge la déchéance de l'emploi et du traitement, sans aucun droit à une indemnité. » (Art. 23, R. O. J.)

Chaque tribunal est composé d'un certain nombre de magistrats indigènes et étrangers.

« Chacun de ces tribunaux sera composé de sept juges, quatre étrangers et trois indigènes. » (Art. 2, alinéa 1. R. O. J.)

« Il y aura à Alexandrie une cour d'appel composée de onze magistrats, quatre indigènes et sept étrangers. » (Art. 3, alinéa 1, R. O. J.)

Ce nombre est insuffisant si l'on veut appliquer le projet qui avait été émis lors de la création des tribunaux mixtes, projet qui avait en vue la création de délégations judiciaires destinées à alléger la tâche des tribunaux d'Alexandrie et

du Caire et de rendre plus rapide l'application de la justice. L'augmentation du nombre des conseillers à la cour serait très utile pour instituer de nouvelles chambres, devant lesquelles pourraient être renvoyés les procès ayant eu gain de cause devant la cour de revision, au cas où cette cour serait créée. On trouve du reste un texte dans les règlements d'organisation judiciaire prévoyant cette augmentation du nombre des magistrats et la réglementant.

« Le nombre des magistrats de la cour d'appel et des tribunaux pourra être augmenté, si la cour en signale la nécessité pour les besoins du service, sans altérer la proportion fixée entre les juges indigènes et étrangers. » (Art. 4, alinéa 1, R. O. J.)

Il ne dépend donc que de la cour d'appel d'opérer cette amélioration; il faut espérer qu'elle s'y décidera.

A la tête de ces magistrats, dans chaque tribunal et à la cour d'appel, se trouve un juge, élu par ses collègues, et remplissant les fonctions de président avec le titre de vice-président.

« L'un des juges étrangers présidera avec le titre de vice-président, et sera désigné par la majorité absolue des membres étrangers et indigènes du tribunal. » (Art. 2, alinéa 3, R. O. J.) L'article 3, alinéa 2, dit la même chose pour la cour d'appel.

Il peut sembler extraordinaire que le magistrat, présidant le tribunal ou la cour, ne reçoive que le titre de vice-président. Pour comprendre cette mesure, qui paraît un non sens, il faut remonter aux discussions qui eurent lieu devant la conférence internationale. Le gouvernement avait demandé à la commission d'autoriser l'assemblée générale

des tribunaux et de la cour à appeler à leur présidence le magistrat le plus digne à leur point de vue, quelle que fût sa nationalité, qu'il fût étranger ou indigène. La commission repoussa cette proposition, sous prétexte que les indigènes seraient incapables de remplir les devoirs qu'entraînait la présidence, que leurs études juridiques étaient peu sérieuses. M. Giaccone, second délégué d'Italie, alors conseiller à la cour d'Ancone, qui fut plus tard vice-président de la cour d'appel d'Alexandrie, soutint cette opinion. De guerre lasse, le gouvernement proposa une mesure intermédiaire. La présidence serait toujours conférée à un indigène par le gouvernement lui-même, mais elle serait purement honorifique, ne donnant droit à son titulaire que de siéger à la tête de la cour ou des tribunaux dans les grandes cérémonies. La présidence effective serait donnée à un des magistrats étrangers, désigné par le suffrage de ses collègues, à la condition que ce dernier ne prît que le titre de vice-président. Il y a aussi un vice-président qui ne porte que le titre de substitut au vice-président. Comme on le voit, la commission eut gain de cause, tout en ayant l'air de céder.

Mais, si l'on veut savoir les trois motifs qui ont poussé la commission à écarter les indigènes de la présidence effective des tribunaux et de la cour, il ne faut pas s'arrêter aux objections qu'elle a présentées. La commission a craint plutôt que l'assemblée judiciaire, réunie pour élire son président, ne parvenant pas à se mettre d'accord, ne portât son choix sur une personnalité indigène peu marquante, comme cela arrive parfois aux assemblées nationales chargées d'élire un président de République. Elle redoutait, d'autre part, à tort ou à raison, l'influence présidentielle

d'un indigène, à cause de la pression gouvernementale, plus possible sur un indigène que sur un étranger.

En effet, si l'on examine les objections présentées contre l'admissibilité d'un indigène à la présidence des tribunaux et cour d'appel mixtes, on s'aperçoit très vite, pourvu qu'on veuille les juger sans parti pris, qu'elles ont peu de profondeur et ne tiennent pas à la réflexion. Les indigènes sont appelés à la présidence des tribunaux et cour indigènes et l'on n'a jamais eu à se plaindre de cet état de chose. Ils ont montré dans l'exercice de ces fonctions des qualités de savoir faire et d'énergie aussi grandes que celles de leurs collègues des tribunaux et cour mixtes. Pourtant, la présidence des deux tribunaux demande des qualités identiques; donc, si les indigènes sont reconnus aptes à présider les premiers, ils doivent être facilement reconnus dignes de présider les seconds. Quant à la seconde objection relative à leurs études juridiques, elle n'a pas plus de portée que la première. On trouve actuellement des indigènes, et cela peut-être en plus grand nombre que les Européens, pourvus du titre de docteur en droit, qui leur a été délivré par les facultés d'Aix, de Paris ou de Rome. Comme juges, certains indigènes se sont montrés supérieurs à leurs collègues étrangers. D'autre part, il n'existe aucune raison valable pour empêcher l'assemblée générale judiciaire, réunie pour élire son président, de choisir un de ses membres indigènes, si elle le reconnaît pour le plus digne et le plus apte à la présidence. Personne, en effet, n'est plus à même que les magistrats de l'assemblée de connaître la capacité de leur collègue, avec lequel une fré-

quentation journalière les a mis en contact et leur a permis d'apprécier ses qualités.

Les conseillers de la cour reçoivent, à titre de traitement, une somme de 40.000 francs pour les étrangers, et de 20.000 pour les indigènes. Les juges étrangers des tribunaux ont 30.000 francs et les indigènes 15.000. Il y a là une injustice flagrante. Les indigènes et étrangers dans ces tribunaux et cour sont sur un pied d'égalité parfaite quant aux prérogatives, et rendent des services identiques. D'autre part, la cherté de la vie est la même pour tous deux. Ils sont tenus à des frais de représentation et à un décorum identiques. On ne voit pas pourquoi leur traitement varierait exactement de moitié. N'est-il pas extraordinaire de voir un juge étranger, qui est dans une situation inférieure à celle du conseiller indigène à la cour, qui doit lui céder le pas dans les cérémonies où figure le corps judiciaire, qui doit s'effacer devant lui pour lui céder la présidence des audiences où il serait délégué, toucher un traitement de 30.000 francs, tandis que ledit conseiller ne touche que 20.000, c'est-à-dire un tiers de moins ?

Il est temps d'étudier maintenant la composition des différents tribunaux siégeant soit au pénal, soit aux civil et commercial; de voir de combien de juges ils doivent être composés pour pouvoir rendre valablement leurs sentences.

« *Le juge des contraventions à la charge des étrangers sera un des membres étrangers du tribunal.* » (Art. I, titre II, R. O. J.) Voilà pour le tribunal de simple police; ce tribunal est complété par la présence d'un substitut au parquet faisant fonction de ministère public, et d'un greffier. Le greffier, presque toujours, étant données ses nombreuses

attributions, n'a pas le temps de siéger auprès du juge. Il se fait remplacer soit par un commis greffier, soit par un employé assermenté de son greffe qui, en ce cas, tiennent le plumitif de l'audience. Nous ne reviendrons plus là-dessus, et, quand nous parlerons du greffier dans le cours de cette étude, il faudra entendre par là, aussi bien le greffier que la personne qu'il délègue. En plus du greffier, il y a un huissier ou un expéditionnaire huissier, délégué en remplacement de l'huissier, pour motifs identiques à ceux du greffier. Cet huissier fait uniquement l'appel des affaires inscrites au rôle de l'audience. En plus de l'huissier, il y a un interprète assermenté. Ce fonctionnaire, qu'on ne trouve pas dans les tribunaux d'Europe, du moins d'une façon régulière, est indispensable en Egypte. En effet, que l'on songe à quelles difficultés seraient en butte les juges sans l'intervention utile de ce fonctionnaire. Les juges ne sont tenus qu'à la connaissance de l'une des quatre langues judiciaires, très peu en connaissent plus de deux : leur langue nationale et le français ou l'italien. D'autre part, beaucoup de délinquants parlent des langues totalement inconnues des magistrats : l'arabe, l'anglais, le grec, l'arménien. Si le juge n'était pas assisté de l'interprète, prêt à lui traduire la défense de l'accusé, il se verrait dans l'obligation soit de l'acquitter, soit de le condamner sans l'entendre. D'un côté, on risquerait de laisser un délit impuni; d'un autre, de punir peut-être un innocent. Aussi on peut voir que les fonctions de l'interprète sont indispensables auprès des tribunaux de ce genre.

« La chambre du conseil, aussi bien en matière de délits que de crimes, sera composée de trois juges, dont un

indigène et deux étrangers, et de quatre assesseurs étrangers. » (Art. 2, titre II, du R. O. J.)

« Le tribunal correctionnel aura la même composition! » (Art. 3, titre II, R. O. J.)

« La cour d'assises sera composée de trois conseillers, dont un indigène et deux étrangers.

« Les douze jurés seront étrangers.

« Dans ces divers cas, la moitié des assesseurs et des jurés sera de la nationalité de l'inculpé, s'il le demande. Dans le cas où la liste des jurés ou des assesseurs de la nationalité de l'accusé serait insuffisante, il désignera la nationalité à laquelle ils devront appartenir pour compléter le nombre voulu » (Art. 4, titre 2.)

« Lorsqu'il y aura plusieurs inculpés, chacun aura le droit de demander un nombre égal d'assesseurs et de jurés de sa nationalité, sans que le nombre des assesseurs ou jurés puisse être augmenté, et sauf à désigner par la voie du sort ceux des inculpés qui, à raison de ce nombre, ne pourront exercer leur droit. » (Art. 5, titre 2.)

Nous ne dirons rien à ce sujet, réservant cette matière à l'appendice où nous traiterons d'un projet de réforme de la justice pénale. Nous avons donné ici la composition des différents tribunaux de justice pénale pour rendre aussi complète que possible l'étude de la composition des tribunaux mixtes.

Nous avons vu que, dans chaque tribunal, nous trouvons une chambre de justice sommaire, une chambre des référés, une chambre civile et une chambre de commerce.

Le tribunal de justice sommaire équivaut aux tribunaux de justice de paix de France, seulement, au lieu d'avoir un

juge titulaire, faisant fonction de juge de paix d'une façon permanente, aidé tout au plus par un ou deux suppléants suivant les besoins du service, en Egypte, le juge qui tient l'audience de justice sommaire peut varier suivant la désignation du vice-président qui le délègue. Le juge est assisté d'un greffier qui tient le plumitif, et d'un huissier qui fait l'appel des causes.

« *Un juge délégué par le tribunal statuera en tribunal de justice sommaire.* » (Art. 28, alinéa 1, code de procédure civile et commerciale.)

Le tribunal des référés est composé d'une façon identique; il est très souvent tenu, comme cela arrive en France, par le vice-président du tribunal civil. Il comporte la présence des greffiers et huissier.

« *Le tribunal des référés sera tenu par un juge délégué par le tribunal et statuera. . . .* » (Art. 34, *in principio*, c. p. c. et com.)

« *Les sentences seront rendues par cinq juges, dont trois étrangers et deux indigènes.* » (Art. 2, alinéa 2, R. O. S.)

Telle est la composition des tribunaux civils. Cette composition est celle que ces tribunaux ont eue dans les débuts. En 1884, la sous-commission, déléguée par la commission internationale pour lui faire un rapport sur le projet présenté par le gouvernement, proposa de réduire le nombre des magistrats à trois, dont deux étrangers et un indigène. Cette proposition avait pour but de rendre disponibles le plus de juges possible, afin de pouvoir composer des chambres supplémentaires et faire face aux besoins du service. Cette proposition fut alors admise par la commission,

malgré cela elle ne figure pas dans le règlement d'organisation judiciaire. Elle a dû être annulée par une des commissions réunies pour la prorogation des tribunaux mixtes. Il est même probable que c'est à celle de 1890 que l'on doit cette modification. En effet, les éditions du code postérieures à 1890 portent l'article relatif à la constitution du tribunal civil, tel que nous l'avons cité plus haut.

Le motif qui a fait rejeter par la commission de 1890 la constitution du tribunal par trois juges, est inspiré par la méfiance à l'égard des juges indigènes. On a craint, en effet, que lorsque les magistrats étrangers seraient divisés en leurs avis, que la sentence ne fût rendue par l'indigène seul. Celui-ci aurait fait la majorité en se ralliant à l'une des opinions émises par ses collègues.

Pour les tribunaux de commerce, la composition du tribunal est la même que celle du tribunal civil, sauf une modification : « *Dans les affaires commerciales, le tribunal s'adjoindra deux négociants, un indigène et un étranger, ayant voix délibérative et choisis par voie d'élection.* » (Art. 2, alinéa 4, R. O. J.)

Cette situation des assesseurs en matière commerciale donna lieu à des discussions très vives. Elle avait des partisans convaincus et des adversaires acharnés. Finalement, de guerre lasse, on arriva, en 1890, à s'arrêter à un moyen terme; sans supprimer les assesseurs en matière commerciale, on rendit leur présence facultative; désormais le tribunal put rendre la sentence en leur absence sans courir les risques de faire un acte nul.

Il nous a paru utile de citer ici les objections qui furent présentées contre cette institution à la commission de 1890.

Elles sont dues à MM. de Batcheler et de Brauwer, conseillers à la cour et seconds délégués à la commission.

« *Je vois un immense avantage à abolir toute distinction entre les tribunaux civils et commerciaux, et arriver à l'uniformité de juridiction et de composition du tribunal. Je n'y vois aucun inconvénient, aujourd'hui que l'on peut considérer la jurisprudence commerciale comme bien établie et bien formée* » (1).

« *Dans l'organisation actuelle, leur présence au siège est obligatoire, même pour les procès d'un intérêt purement juridique, ce qui équivaut pour eux à une perte sèche de temps sans aucune utilité pour la bonne administration de la justice commerciale.*

« *De plus, ils siègent chacun à tour de rôle, pendant un temps déterminé de quinze jours au plus, et il est incertain que, pendant la durée de leur session, il se présente aucune affaire rentrant dans la spécialité de commerce auquel ils se livrent individuellement. La réforme proposée tend, au contraire, à relever leur situation au sein du tribunal, où ils ne seront plus appelés qu'à raison de leurs capacités spéciales, pour le jugement d'une affaire déterminée, et seulement dans le cas où leurs lumières devront être véritablement utiles* » (2).

Il ne nous reste plus qu'à parler de la composition de la cour d'appel.

« *Les arrêts de la cour d'appel seront rendus par huit*

(1) M. de Batcheler. Protocole de la commission de 1890.

(2) M. de Brouwer seconde délégué du Belgique. Rapport au nom de la sous-commission de 1890.

Les avocats, sauf aux audiences du tribunal des contraventions, sont astreints à la robe et à la toque. Ils portent la robe en usage dans le pays où ils ont obtenu leur diplôme. Dans les audiences de la cour, ils doivent, en plus de la robe ordinaire, porter la chausse suivant le grade universitaire qu'ils possèdent.

Pendant l'année judiciaire, les audiences se tiennent tous les jours, matin et soir, sauf les dimanche et vendredi. Le vendredi, les audiences sont suspendues par mesure de convenance; c'est le vendredi, en effet, qui est le jour de repos des indigènes; il correspond au dimanche des chrétiens. Pendant les vacances judiciaires, de juillet à fin octobre, les chambres de vacations tiennent les audiences le matin seulement, mais en nombre suffisant pour assurer le service courant.

L'article 16 du règlement d'organisation judiciaire cite, comme on a pu le voir, l'arabe, le français et l'italien, à titre de langues judiciaires admises devant les tribunaux mixtes; mais, à ces trois langues, il faut ajouter l'anglais, qui est d'introduction récente. Cette admission de l'anglais, comme langue judiciaire, nous semble tout au moins prématurée. Elle donne droit aux parties de l'employer devant les tribunaux, or la totalité des interprètes l'ignore et peu de juges la connaissent, ce qui entraîne de nombreuses difficultés. Il y aurait pourtant un remède facile à cet état de chose : c'est la nomination au poste d'interprète assermenté de personnes connaissant l'anglais.

L'article 17 parle de la représentation des parties par des personnes ayant le diplôme d'avocat, mais cet article ne parle, en citant cette obligation, que de la cour d'appel;

c'est là une inexactitude. En effet, si la défense est libre, si chacune des parties peut la présenter par elle-même, elle ne peut confier cette mission à d'autre mandataire qu'à un avocat inscrit au barreau. Cette obligation existe, non seulement pour les procès en appel, mais aussi pour toute sorte de procès, tant civils que commerciaux; c'est ce qui fait que cet article est inexact.

Du parquet. — « Il sera institué un parquet à la tête duquel sera un procureur général. » (Art. 26, R. O. J.)

« Le procureur général aura sous sa direction, auprès de la cour d'appel et des tribunaux, des substituts en nombre suffisant pour le service des audiences et la police judiciaire. » (Art. 27, R. O. J.)

« Les magistrats du parquet seront amovibles, et ils seront nommés par Son Altesse le Khedive. » (Art. 29, R. O. J.)

Tels sont les textes relatifs à la constitution du parquet. Cette institution avait été faite principalement en vue de la juridiction pénale, où elle aurait eu sa véritable raison d'être, mais, jusqu'à présent la juridiction pénale ayant été refusée aux tribunaux mixtes, du moins d'une façon régulière, les attributions de la magistrature debout sont de peu d'importance. Elles se manifestent surtout dans les audiences du tribunal de simple police, dans les quelques rares cas où la compétence pénale a été reconnue aux nouveaux tribunaux, ainsi que dans les causes communicables au parquet.

Celles-ci étant presque toutes celles où figurent des mineurs : partage judiciaire de succession, reddition de

mobilières et personnelles qu'ils pouvaient avoir à intenter entre eux, le législateur a voulu faire comprendre, d'une façon indiscutable, que cette faculté leur était enlevée dans les procès où le droit en litige était réel. Cette compétence à l'égard des droits immobiliers, si absolue qu'elle paraisse, reçoit une atteinte dans l'exception qui est faite en faveur de l'administration du wakf. Cette administration ne relève pas des tribunaux de la réforme, mais de ceux du Mehkemeh. L'article qui fait cette attribution de compétence est l'article 12 du règlement d'organisation judiciaire, article contenant l'exception dont il a été question. Cette exception, dans les débuts, a été absolue. Elle avait soulevé bien des difficultés devant la commission internationale. Si elle finit par passer à l'état de loi, c'est qu'il était dangereux de toucher à cette question intimement liée au droit religieux musulman. La déférer à des tribunaux en majeure partie composés par des chrétiens aurait pu être un prétexte à des émeutes et à des troubles en Egypte. En effet, l'administration des wakfs est une administration des biens de main-morte des mosquées. Le patrimoine que gère cette administration est uniquement composé de donations pieuses faites par les musulmans aux lieux du culte. Toutefois, cette exception était mal vue des commissaires internationaux qui, à diverses reprises, réussirent à la restreindre dans les limites du possible. Ils commencèrent par déférer aux nouveaux tribunaux tout ce qui concernait la possession légale et leur donnèrent ensuite la connaissance des hypothèques qui étaient constituées sur ces biens. Cette hostilité n'était pas sans motifs. Le wakf servait souvent à des débiteurs sans foi ni loi, à frustrer, par son entremise, les créanciers

qui comptaient sur leurs biens. Aucune forme n'étant imposée aux donations faites aux wakfs, on comprend combien était facile la fraude dans les actes sous seing privé par le moyen de l'antidate.

Il est un moyen très simple de concilier le respect dû à la loi religieuse musulmane avec la sécurité des créanciers. Il suffirait pour cela de promulguer une loi obligeant l'administration des wakfs de faire transcrire, sous peine de nullité, les actes de donation qu'elle recevrait, sur les registres du Mehkemeh. On lui accorderait pour ce faire un délai de quinzaine, qui semble pleinement suffisant. Le greffe du Mehkemeh transmettait à son tour ces actes aux greffes mixtes, qui les transcriraient. Ces actes recevant une date certaine par la transcription, la fraude consistant dans l'antidate deviendrait impossible. La même loi prononcerait la nullité des donations faites en violation des droits des créanciers.

Sous ces conditions, on peut laisser sans inconvénient la connaissance des affaires des biens wakfs aux tribunaux du Mehkemeh.

Le second cas où la compétence des tribunaux mixtes s'impose est celui d'un procès mixte, c'est-à-dire où les deux parties appartiennent à des nationalités différentes.

Lors de la première conférence, certains commissaires voulurent restreindre cette compétence obligatoire aux procès entre indigènes et étrangers. Pour les étrangers de nationalités différentes, elle ne devrait être que facultative. Elle serait devenue obligatoire si les parties l'avaient demandé et en avaient convenu par une clause compromissoire, mais, devant l'impossibilité d'une telle clause dans les

contrats commerciaux, ils y renoncèrent. En effet, c'eût été une gêne, un retard apporté dans la vie du commerce, dont les actes demandent à être entravés le moins possible.

La compétence des tribunaux mixtes est tripartite; elle se divise en compétence *ratione personarum, loci et materiæ*. « Quand il s'agit, au contraire, des tribunaux mixtes de l'Egypte, nous entendons par compétence *ratione personarum* celle qui se détermine à raison de la qualité ou de la nationalité des justiciables, et par compétence *ratione loci* celle qui se détermine à raison du domicile des parties ou de la situation de l'objet en litige, la compétence *ratione materiæ* pouvant être définie de la même manière qu'en droit français » (1).

Donc, quand le procès se trouve mixte, qu'il a été établi que les deux parties en cause ne sont pas de même nationalité, que l'une d'elles soit indigène ou que toutes les deux soient étrangères, peu importe, la compétence du tribunal mixte s'impose, elle est absolue *ratione personarum*. Les questions réelles, mobilières ou personnelles rentrent dans cette compétence.

Mais que faut-il entendre par étrangers? Il est bien certain que les sujets des nations étrangères ainsi que les indigènes qui ont obtenu la nationalisation, remplissent cette condition. En est-il de même de ceux qui n'ont obtenu que la simple protection? Cette question est très importante. La protection étant devenue une chose vénale par suite de l'habitude qu'avaient prise certains consuls sans

(1) *Simvika abdallah*. De la compétence des tribunaux mixtes d'Egypte, en matière civile, commerciale et financière.

scrupules de vendre ce titre, enlevait un nombre considérable de justiciables à leurs juges naturels. Le gouvernement réclama toujours, mais en vain, contre cette pratique. La jurisprudence des tribunaux mixtes et de la cour lui donna tort, en admettant à leur barre cette classe de la population égyptienne. *« Cette jurisprudence est d'autant plus regrettable qu'il ne s'agit pas au fond d'une simple question de compétence, mais bien de tout le régime des capitulations, exagéré et faussé comme il l'est en Egypte, que la cour et les tribunaux étendent par le fait en les admettant à leur barre, à toute classe d'indigènes, qui n'en sont rien moins que dignes »* (1).

Cependant, si tous les étrangers, dans leurs procès avec des indigènes ou avec des étrangers d'une autre nationalité que la leur sont justiciables des tribunaux mixtes, il existe, parmi eux, toute une classe qui fait exception à la règle. Ce sont les consuls, vice-consuls, leur famille et les gens à leur service. Cette mesure est extrêmement grave, car elle empêche les particuliers de poursuivre les personnes sus-nommées devant les tribunaux mixtes, et, par mesure de réciprocité, elle leur interdit l'accès desdits prétoires, même à titre de demandeur, ce qui, en somme, constitue une sorte de déni de justice. Aussi il est de toute importance de délimiter rigoureusement les personnes auxquelles cette exception doit s'appliquer. Cela a d'autant plus de conséquences que nombre de consuls, en Egypte, représentant les petites puissances, occupent une situation dans le com-

(1) *Simadka Abdallah*. De la compétence des tribunaux mixtes d'Egypte, en matière civile, commerciale et financière.

merce; les soustraire, sous prétexte d'immunité diplomatique, à la juridiction mixte, serait leur permettre de se soustraire à leur tour à leurs obligations et de jeter le trouble et l'insécurité dans la vie commerciale. Cette exception ne leur a donc pas été appliquée par les tribunaux mixtes toutes les fois qu'on ne les attaquait pas comme consuls. Pour les consuls de carrière, l'exception subsiste dans toute sa vigueur, c'est-à-dire que les tribunaux mixtes sont incompetents à leur égard à quelque titre qu'on les poursuive. Cette particularité a une base sérieuse; elle est motivée par le respect des puissances que les consuls représentent et aussi du secret des archives consulaires, qui pourrait être compromis, par suite d'une perquisition ordonnée en cas d'enquête. La coutume, en effet, fait demeurer le consul dans les locaux du consulat.

Le troisième cas de compétence des tribunaux mixtes est facultatif. C'est celui où ces tribunaux auraient été choisis dans une clause compromissaire par deux étrangers de même nationalité, au sujet d'un procès qui pourrait naître entre eux au sujet d'un droit mobilier ou personnel. Dans ce cas, les plaideurs ont le choix entre ces tribunaux et les cours consulaires.

Enfin, dans certains cas, la compétence des tribunaux mixtes est écartée, même lorsque le procès a lieu entre deux personnes de nationalité différente, et, par conséquent, est mixte. Ces cas sont ceux où le procès a trait à des questions se rattachant au statut personnel. Le motif qui a fait écarter la compétence de ces tribunaux est de la plus grande simplicité : « *L'état ou la capacité une fois établis par sentence judiciaire demeurent, en effet, attachés à la personne juri-*

dique qui peut en être altérée d'une façon plus ou moins grave. Ces sentences ont, d'autre part, presque toujours un effet absolu, en ce sens qu'elles ont effet non seulement à l'égard des parties au procès, mais aussi à l'égard des tiers » (1).

En effet, de ce statut personnel dépendent les questions de l'état civil, de filiation, de nationalité. Il règle la constitution de la famille et de la nation. Il est intimement lié à l'intégrité du peuple, considéré comme nation. Il est donc juste, si une question s'élève sur ce point, qu'elle soit jugée par cette nation même.

Il nous reste, pour terminer cette étude de la compétence des tribunaux mixtes, à dire un mot de leur compétence pénale, qui, bien qu'enserrée dans des limites très étroites, existe quand même.

« Seront soumises à la juridiction des tribunaux mixtes, les poursuites pour contraventions de simple police et, en outre, les accusations portées contre l'auteur et les complices des crimes et délits suivants. » (Art. 6, titre II, R. O. J.)

« Crimes ou délits commis directement contre les magistrats, jurés et officiers de justice dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction,

Savoir :

a) Outrages par gestes, paroles ou menaces ;

b) Calomnies, injures, pourvu qu'elles aient été proférées soit en présence du magistrat, du juré ou de l'officier

(1) *Simaika Abdallah* De la compétence des Tribunaux mixtes d'Égypte en matière civile, commerciale et financière.

de justice, soit dans l'enceinte du tribunal, ou publiées par voie d'affiches, d'écrits, d'imprimés, de gravures ou d'emplâmes ;

c) Voies de fait contre leur personne, comprenant les coups, blessures et homicide volontaire avec ou sans préméditation ;

d) Voies de fait exercées contre eux, ou menaces à eux faites pour obtenir un acte injuste ou illégal ou l'abstention d'un acte juste et légal ;

e) Abus par un fonctionnaire public de son autorité contre eux dans le même but ;

f) Tentative de corruption exercée directement contre eux ;

g) Recommandation donnée à un juge par un fonctionnaire public en faveur d'une des parties. » (Art. 7, titre II, R. O. J.)

« Crimes et délits commis directement contre l'exécution des sentences et mandats de justice.

Savoir :

a) Attaque ou résistance avec violence ou voies de fait contre les magistrats en fonction ou les officiers* de justice instrumentant ou agissant légalement pour l'exécution des sentences ou mandats de justice, ou contre les dépositaires ou agents de la force publique chargés de prêter main forte à cette exécution ;

b) Abus d'autorité de la part d'un fonctionnaire public pour empêcher l'exécution ;

c) Vol de pièces judiciaires dans le même but ;

d) Bris de scellés apposés par l'autorité judiciaire, dé-

ournement d'objets saisis en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement ;

e) *Evasion de prisonniers détenus en vertu d'un mandat ou d'une sentence et actes qui ont directement procuré cette évasion ;*

f) *Recel de prisonniers évadés, dans le même cas. »*
(Art. 8, titre II, R. O. J.)

« *Les crimes et délits imputés aux juges, jurés et officiers de justice, quand ils sont accusés de les avoir commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions,*

Savoir :

Outre les crimes et délits communs qui pourront leur être imputés dans ces circonstances, les crimes et délits spéciaux sont :

a) *Sentence injuste rendue par faveur ou inimitié ;*

b) *Corruption ;*

c) *Non révélation de la tentative de corruption ;*

d) *Déni de justice ;*

e) *Violences exercées contre les particuliers ;*

f) *Violations du domicile sans les formalités légales ;*

g) *Exactions ;*

h) *Détournements des deniers publics ;*

i) *Arrestations illégales ;*

j) *Faux dans les sentences et dans les actes. »* (Art. 9, titre II, R. O. J.)

Depuis quelques années, les tribunaux mixtes ont vu leur compétence pénale s'étendre au délit de banqueroute.

Le tribunal de police, qui est chargé de juger les con-

traventions aux lois de police, fonctionne d'une façon très régulière, et juge de nombreux cas.

Quant aux tribunaux correctionnels et à la cour d'assises, qui ont été constitués d'une façon si précise et dont les moindres détails ont été prévus par le législateur, ils sont pour ainsi dire lettre morte. Les cas qui leur ont été attribués ne se produisent autant dire jamais.

La compétence pénale en cas de banqueroute leur a été accordée après de nombreuses discussions et des tergiversations sans nombre. Les scandales qui avaient éclaté dans les villes commerçantes d'Égypte, à la suite de faillites, ont forcé la commission internationale à reconnaître cette compétence aux tribunaux mixtes. Une des preuves des difficultés qu'avait entraînées cette réforme se voit dans la transformation qu'a subie la banqueroute frauduleuse. En Europe, elle constitue un crime et relève de la cour d'assises; par défiance, la commission internationale, tout en reconnaissant la nécessité de l'intervention des nouveaux tribunaux en ce cas, n'a pas voulu qu'ils puissent infliger des peines supérieures à celles applicables en cas de délits, aussi a-t-elle correctionnalisé la banqueroute frauduleuse.

Leurs audiences. — « *Les audiences seront publiques, sauf le cas où le tribunal, par une décision motivée, ordonnera le huis-clos dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'ordre public, la défense sera libre.* » (Art. 15, R. O. J.)

« *Les langues judiciaires employées devant le tribunal pour les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences seront les langues du pays, l'italien et le français.* » (Art. 16, R. O. J.)

« *Les personnes ayant le diplôme d'avocat seront*

seules admises à représenter et défendre les parties devant la cour d'appel. » (Art. 17, R. O. J.)

Les audiences sont donc publiques. Le local où elles se tiennent est suffisamment grand, et si les spectateurs ne sont pas plus nombreux, c'est faute d'audiences sensationnelles, qui n'existent vraiment que pour les causes criminelles et pour les affaires de divorce. Or, ces deux sortes de procès ne sont pas de la compétence des tribunaux mixtes. Le tribunal peut prononcer le huis-clos pour des raisons soit de bonnes mœurs soit d'ordre public. Il doit en ce cas motiver sa décision. Il n'aura à recourir à cette décision pour ainsi dire jamais. Les causes qui sont de son ressort sont principalement les causes civiles et commerciales, et dans ces sortes de procès, il n'y a rien qui puisse offusquer la morale et mettre en danger l'ordre public.

La tenue des magistrats est la stambouline, sorte de redingote nationale, le fez, coiffure du pays. Ils portent en sautoir l'écharpe rouge et la plaque d'or au milieu de la poitrine. Cette écharpe est l'insigne de leur fonction, qui sert à les distinguer du ministère public et du greffier, qui ont la même tenue, sauf que leur écharpe est mi-partie verte et rouge. La plaque, qui est fixée au milieu de leur écharpe, est en argent au lieu d'être en or. L'huissier et l'interprète sont, eux aussi, tenus à la stambouline et au fez, mais n'ont pas d'écharpe. Le personnel de l'audience est complété par deux gardes privés du tribunal, qui portent un sabre comme arme. L'un d'eux se tient à la porte de l'audience et l'autre à l'entrée de la barre. Ils sont chargés de veiller au maintien du bon ordre et à la décence des assistants, au besoin ils se chargent des expulsions.

magistrats, dont cinq étrangers et trois indigènes. » (Art. 3, alinéa 3, R. O. J.)

La composition de la cour d'appel a passé par les mêmes phases que celle des tribunaux civils de première instance. Elle fut abaissée, en 1884, à cinq magistrats, pour être relevée, probablement en 1890, à huit pour les mêmes motifs.

Avant d'en finir avec la composition des tribunaux, il faut rappeler certaines remarques générales s'appliquant à tous. La présence du greffier, de l'huissier et de l'interprète est commune à tous ; la police est faite par des gardes privés, payés et nommés par les tribunaux eux-mêmes.

Enfin, dans les procès entre étrangers, la majeure partie des magistrats est composée par des juges étrangers.

Leurs compétences. — « Ces tribunaux connaîtront seuls de toutes les contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers, et entre étrangers de nationalités différentes, en dehors du statut personnel. Ils connaîtront aussi de toutes les actions réelles immobilières, entre toutes personnes, même appartenant à la même nationalité. » (Art. 9, R. O. J.)

« Le gouvernement, les administrations, les Daïras de Son Altesse le Khédive et des membres de sa famille seront justiciables de ces tribunaux dans les procès avec les étrangers. » (Art. 10, R. O. J.)

« Ne sont pas soumises à ces tribunaux les demandes des étrangers contre les établissements pieux, en revendication de la propriété d'immeubles possédés par ces établissements, mais ils seront compétents pour statuer sur la

demande intentée sur la question de possession légale, quel qu'en soit le demandeur ou le défendeur. » (Art. 12, R. O. J.)

« Le seul fait de la constitution d'une hypothèque en faveur d'un étranger sur les biens immeubles, quels qu'en soient le possesseur et le propriétaire, rendra ces tribunaux compétents pour statuer sur la validité de l'hypothèque, et sur toutes ses conséquences, jusques et y compris la vente forcée de l'immeuble ainsi que la distribution du prix. » (Art. 13, R. O. J.)

Toute la compétence des tribunaux mixtes tient en ces quelques articles. En les parcourant, nous voyons qu'en certains cas leurs compétence est obligatoire pour tous, sans condition de nationalité; en d'autres, obligatoire sous condition que les deux parties ne soient pas de même nationalité, et, enfin, parfois simplement facultative.

Dans le premier cas, rentrent toutes les questions réelles immobilières. En effet, le législateur a clairement manifesté sa volonté à ce sujet, en insérant dans l'article 9 le membre de phrase suivant : « *même appartenant à la même nationalité* ». Comment faut-il interpréter ce texte ? S'applique-t-il indistinctement aux indigènes et aux étrangers ? Il ne peut être question d'indigènes ici; ceux-ci n'ont pas pu être soustraits à leur juge naturel. Ils doivent s'adresser aux tribunaux indigènes dans les procès qu'ils ont entre eux, alors même que ces procès porteraient sur des actions réelles immobilières. Le législateur n'a eu en vue que les étrangers. Il a voulu simplement écarter une cause de conflit entre les tribunaux mixtes et les cours consulaires. Les étrangers de même nationalité ayant conservé le droit de pouvoir déférer aux tribunaux consulaires les actions

comptes de tutelle, tiennent d'assez près au statut personnel et sont réservées aux cours consulaires. Aussi peut-on dire que l'intervention du parquet dans les causes civiles est presque nulle.

Une particularité du parquet, près les tribunaux mixtes, est qu'il est presque entièrement composé d'indigènes. Sauf le procureur général et les avocats généraux du Caire et de Mansourah, qui sont Européens, tous les substituts sont sujets locaux. Ce sera là un des principaux écueils auxquels viendra échouer le projet de concession de la juridiction pénale aux nouveaux tribunaux. En effet, les puissances étrangères actuellement bénéficiaires des capitulations, ne consentiront jamais à laisser l'action publique entre les mains d'indigènes. Elles craindront que ceux-ci n'apportent à requérir la peine une acrimonie et un acharnement instinctifs que leur inspireront la différence de race et l'antipathie née de la diversité de religion. Il faut donc, si l'on veut préparer le terrain à la réforme si nécessaire de la juridiction pénale, modifier l'organisation actuelle du parquet.

Plusieurs propositions ont été présentées dans ce but, notamment par M. de Vesques. « *Le procureur général ainsi que la majorité des substituts seront des Européens, choisis et nommés de la même manière que les juges Européens et soumis aux mêmes conditions.* » Il n'y aurait en cela rien d'extraordinaire, on ne ferait que mettre en harmonie l'organisation du parquet avec celle des tribunaux eux-mêmes. En effet, la majorité des juges de ces tribunaux est étrangère ; pourquoi n'en serait-il pas de même du ministère public, qui n'est qu'une partie de la magistrature et non des

moins importantes ? Il ne serait même pas nécessaire de créer un nouveau texte ; il suffirait de mettre en vigueur un des textes du règlement général judiciaire. En effet, l'article 18 dudit règlement dit que : « *Les substituts seront étrangers et indigènes. Il y aura près les tribunaux de première instance des procureurs qui seront étrangers.* » (Art. 18, R. G. J.)

Il n'y aurait là aucune innovation, on ne ferait que revenir à l'état de chose existant dans les débuts de la réforme. Nous en retrouvons les traces dans une étude de M. Jazon : « *Mais comme le nombre des substituts était trop considérable, les tribunaux mixtes n'ayant qu'une juridiction correctionnelle spéciale et extrêmement restreinte, et le parquet ayant par suite peu d'occupations, comme, d'autre part, le nombre des juges de première instance était très insuffisant, on a, depuis le 1^{er} janvier, assis et transformé en juges tous les substituts étrangers* » (1). Telle était l'organisation du parquet en 1876. Elle comprenait des substituts étrangers, puisque ceux-ci furent transformés en juges. Cette transformation se comprend ; à une époque où la juridiction pénale des tribunaux mixtes était presque nulle, on trouva cette chose très naturelle. Actuellement, au moment où il est question de leur accorder cette juridiction dans toute sa plénitude, où le parquet va reprendre toute son importance, en retrouvant ses fonctions naturelles, il est nécessaire de revenir à l'organisation antérieure.

(1) Jazon. Communication d'une étude sur l'organisation des nouveaux tribunaux Egyptiens. Bulletin de la société de législation comparée. Année 1877, page 468. ●

Une autre réforme qui s'impose aussi, c'est de rendre la situation des membres du parquet moins précaire. Les laisser amovibles purement et simplement, c'est les abandonner à la suspicion publique; c'est fournir des prétextes au refus des puissances. En effet, celles-ci n'admettront jamais la juridiction pénale mixte, avec un parquet révocable *ad nutum* par l'autorité qui le nomme. Elles craindraient que le gouvernement ne dictât au ministère public son réquisitoire, en lui mettant en main le marché suivant : faire le réquisitoire dans ses vues ou la révocation. Il y a trois moyens de remédier à cet inconvénient : rendre le ministère public inamovible; le laisser amovible mais soumettre sa révocation aux mêmes causes que celle des juges; décider qu'en cas de révocation les substituts et autres membres du parquet seront transformés en magistrats assis. Il nous reste à examiner ces trois moyens et à donner notre opinion sur leur valeur.

Le premier moyen est inadmissible, il semble être contraire à l'essence des fonctions de cette institution. En effet, partout où l'on trouve un parquet, ses membres sont toujours amovibles.

Le troisième moyen n'est pas plus pratique. En effet, assurer les magistrats du parquet d'être transformés en magistrats assis au cas de révocation, c'est les autoriser à commettre toutes les iniquités possibles, puisqu'ils seraient assurés d'avoir une situation égale ou même supérieure à la leur. Cela ne les rendrait pas plus indépendants vis-à-vis du gouvernement, mais rendraient possibles des ententes entre eux et le gouvernement local. Le gouvernement n'aurait qu'à leur promettre de les révoquer pour leur donner

un poste de conseiller à la cour, et les membres du parquet céderaient à ses désirs.

Le second moyen est plus efficace. Si l'on laisse la révocation pure et simple, sans garantir au membre du parquet une situation en retour de celle qu'il vient de perdre, on lui enlève tous motifs d'entente avec le gouvernement. D'autre part, en enlevant au gouvernement le pouvoir de révocation pour le donner à la cour statuant disciplinairement, on le rend plus indépendant, car on lui enlève ainsi toute crainte de représailles. Ce moyen, d'autre part, est d'une logique inattaquable. L'indépendance du parquet est aussi indispensable que celle des juges. Si l'on a cru nécessaire de laisser le corps de la magistrature juge de la valeur d'une accusation dirigée contre un magistrat, pourquoi ne pas lui reconnaître le même pouvoir à l'égard du parquet ?

Nous retrouvons dans le traitement du parquet la même différence que dans celui des tribunaux et de la cour. Les membres indigènes sont moins favorisés que les étrangers. Le procureur général touche une somme de 46.000 francs, les substituts étrangers 25.000 francs, les indigènes 15.000. Cette différence ne disparaît que lorsqu'on descend l'échelle des grades. En effet, lorsque ce traitement approche de 6.000 francs, les étrangers et les indigènes sont sur le même pied. Ainsi les substituts adjoints touchent tous la somme de 6.000 francs à titre de traitement.

De la procédure. — La procédure des tribunaux mixtes est, à peu de chose près, celle des tribunaux français. En effet, le code de procédure, ainsi que les autres codes mixtes, est tiré des codes des nations latines, qui se ressemblent

tous dans leurs dispositions fondamentales et ne varient que sur des points particuliers. Il y a à cette ressemblance un autre motif tout spécial. Le gouvernement égyptien ayant chargé un avocat français, M. Mannoury, de leur confection, il était tout naturel que celui-ci se rapportât, pour mener à bien le travail qui lui était confié, aux codes qui lui étaient le plus familiers, aux codes français. En dehors de ce motif, on peut en trouver d'autres pour justifier cette ressemblance : les individus de race latine, ou qui sont régis par des lois d'origine latine, sont bien plus nombreux que les autres, qui ne sont représentés que par les Anglais et les Américains. Ceci dit, nous allons passer rapidement en revue les articles du code de procédure, ne nous arrêtant qu'aux différences qui existent entre lui et le code français.

En France, sauf de rares exceptions, avant d'intenter un procès, on est tenu de venir en conciliation devant un juge de paix. Cela résulte de l'article 48 du code français de procédure : « *Aucune demande introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, ne sera reçue par les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix, ou que les parties n'y aient volontairement comparu.* »

En Egypte il n'y a rien de semblable; sans doute, un juge est délégué pour remplir le rôle de conciliateur, mais rien dans le code de procédure n'empêche les parties d'introduire directement la demande sans recourir à ses services. L'article qui institue ce magistrat conciliateur se trouve placé dans le règlement d'organisation judiciaire,

c'est l'article 14 : « *Les tribunaux délègueront un des juges qui, agissant en qualité de juge de paix, sera chargé de concilier les parties et de juger les affaires dont l'importance sera fixée par le code de procédure.* »

Le code de procédure, qui fut composé après ce règlement, fixa la compétence de ce juge, mais passa sous silence son rôle de conciliateur. On jugea, peut-être avec raison, que ce rôle serait de pure forme, et que, par suite, il serait inutile de l'imposer aux parties, ce qui ne ferait qu'allonger la procédure et la liquidation des différends déjà bien longues en Egypte. En effet, pour qui connaît la caractère ergoteur et procédurier des habitants, il apparaît nettement que toutes tentatives de conciliations sont forcément mort-nées. Il y a, en plus de ce caractère, un autre motif qui rend la transaction impossible : l'Egypte étant très cosmopolite, il existe, par suite de l'animosité des races, une sorte de plaisir à tracasser et à créer des embarras à un individu d'une race pour laquelle le demandeur n'a souvent qu'une antipathie naturelle et irraisonnée.

Tous les actes de la vie judiciaire sont signifiés par des huissiers. Il existe ici une différence profonde entre les huissiers d'Egypte et ceux de France. Le poste d'huissier constitue en France une charge au même titre que celle des avoués et des notaires. En Egypte, au contraire, les huissiers sont de simples employés des tribunaux mixtes nommés par eux et révocables dans les mêmes conditions que les commis greffiers et autres employés. Ils constituent un des services annexes attachés aux tribunaux et destinés à les aider dans l'administration de la justice.

Quand l'huissier se présente au domicile de la partie à

qui il doit signifier l'acte et qu'il trouve porte close; si, de plus, il ne rencontre ni parents, ni amis, ni domestique à qui remettre la copie de l'acte, l'article 9 du code de procédure lui enjoint de remettre cette copie suivant les cas soit au cheik et balad, soit au gouverneur, qui viseront gratuitement l'original. L'huissier fera mention de ces visas tant sur l'original que sur la copie. En France, dans les mêmes cas, c'est au maire ou à l'adjoint que la copie doit, en vertu de l'article 4 du code de procédure, être laissée; ceux-ci donnent gratuitement leur visa. Cependant, en pratique, dans les grandes villes, c'est au concierge de l'immeuble que cette copie est laissée, et ce n'est que dans les campagnes, où les maisons n'ont pas de concierge, que l'article 4 est suivi à la lettre.

Quand la personne à laquelle l'acte s'adresse n'a pas de domicile en Egypte, cet acte est déposé au parquet près les tribunaux (art. 10, c. pr. ci. et com.). En France, l'article 69 édicte la même disposition. Au cas où cette personne aurait un domicile connu à l'étranger, le procureur khedivial transmettra la copie de l'acte au ministère des affaires étrangères. Celui-ci le fera parvenir à sa destination par la voie diplomatique. Une seconde copie sera affichée sur un tableau spécial dans le tribunal de première instance. (Art. 11, c. pr. ci. et com.)

En principe, l'acte doit être signifié par un huissier, mais, en Egypte, les huissiers étant un service annexe des tribunaux, il arrive que, soit à cause de leur petit nombre, soit à cause de la distance du siège du tribunal du lieu où doit être faite la signification, il devient soit impossible, soit très onéreux de faire cette signification par l'entremise d'un

huissier. Le code a prévu ce cas. En pareille circonstance, la loi permet au juge de faire faire la signification par une personne autre qu'un huissier. « *Si la copie doit être remise à un domicile éloigné de la demeure de l'huissier, le juge de service pourra commettre toute personne pour faire la signification qui sera effectuée avec l'assistance de deux témoins.* » (Art. 13, c. pr. ci. et com.)

En France, pareille chose ne se produit pas. En effet, toute agglomération assez importante d'habitants possède son notaire et son huissier, ce dernier, grâce à ses clercs, peut faire face à son service.

Comme en France, l'assignation contient la date des jour, mois et an, les noms connus, la profession et le domicile de la personne à qui elle est signifiée, la mention de la personne à qui la copie a été remise, l'objet précis de la demande et les motifs sur lesquels elle est fondée, l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande, la date du jour et de l'heure auxquels les parties devront comparaître. Cette assignation doit être signifiée au moins huit jours francs avant le jour de la comparution, pour toutes causes civiles; trois, pour les causes commerciales, et un jour pour les affaires sommaires et les référés. Les jours fériés qui forment le dernier jour du délai ne comptent pas et le délai en est prolongé d'autant. Ce délai s'augmente d'un jour par quarante kilomètres, ainsi que pour les fractions de vingt-cinq kilomètres au-dessus, toutefois, ces augmentations sont réduites de moitié pour toutes les localités desservies par un chemin de fer. Quand la partie assignée est domiciliée en dehors du territoire égyptien, l'article 21 du code de procédure lui accorde les délais sui-

vants : « *Les délais pour les personnes domiciliées soit en Turquie, soit à l'étranger, sont :*

1° *Pour la Turquie ou les pays riverains de la Méditerranée, de 60 jours ;*

2° *Pour les autres pays d'Europe et pour les ports de mer de l'Orient jusqu'à Yokohama, de 180 jours ;*

3° *Pour tous les autres pays, de 360 jours. »* Cependant, quand lesdites personnes sont résidentes en Egypte, les délais ne s'augmentent que dans les proportions indiquées pour les distances locales. Le tribunal peut accorder les délais qu'il pensera nécessaires.

Sauf autorisation du juge, les assignations ainsi que les autres actes judiciaires ne peuvent être signifiés les jours fériés, ni avant six heures du matin ni après six heures du soir.

Ces délais ne sont pas absolus ; le juge peut les réduire, mais seulement par ordonnance, laquelle se signifie conjointement à l'assignation. Ces délais peuvent être abaissés à trois jours avant la comparution pour les affaires relevant des tribunaux civils, et à un jour pour les affaires commerciales. Il peut être d'heure en heure pour les affaires de justice sommaire et de référé. L'assignation peut aussi se donner d'heure en heure pour les affaires commerciales en cas d'extrême urgence. Deux conditions sont imposées pour pouvoir agir ainsi en matière de commerce : il faut que la demande porte sur tout autre objet qu'une affaire maritime et soit donnée à personne. (Voir articles 38 et 39 du code de procédure.)

Une fois l'assignation lancée, lorsque le jour de la comparution arrive, les plaideurs ont le choix entre deux partis :

comparaître en personne et défendre eux-mêmes leurs intérêts, ou bien se faire représenter par un mandataire. Autrefois, les plaideurs étaient libres de choisir qui bon leur semblait comme mandataire, mais, depuis la création des tribunaux mixtes et la constitution d'un barreau, ce choix n'est plus libre que dans un nombre de cas très restreint; pour toutes autres causes que celles prévues par la loi, il doit se porter sur un des membres du barreau, admis à plaider devant la juridiction compétente dans l'affaire. Cette obligation a été édictée dans l'intérêt des parties, qui se trouvaient en butte, antérieurement, à des personnes de moralité douteuse ou d'incapacité notoire. Les plaideurs l'ont si bien compris que, pour les procès où ils peuvent choisir des mandataires en dehors de l'ordre des avocats, ils ont plutôt recours à un membre du barreau. Toutefois, dans les procès commerciaux et devant les tribunaux de justice sommaire et de simple police, le choix est libre. Les mandataires non inscrits au tableau doivent justifier de leur mandat par une procuration donnée dans les formes légales. Les avocats n'ont pas de procuration à présenter, ils sont tenus pour mandataires sur leur affirmation.

Lorsqu'elles ont choisi un mandataire, les parties peuvent ne pas se présenter à l'audience; cependant, si le juge pense que leur présence est nécessaire pour l'éclaircissement de l'affaire; s'il désire les interroger, il peut les convoquer personnellement et surseoir au jugement jusqu'à ce qu'elles aient comparu. En ce cas, lorsqu'elle est interrogée, la partie doit répondre elle-même, si le magistrat le demande, et ne peut pas le faire par l'intermédiaire de son avocat. Quand la partie est domiciliée au loin, empêchée,

malade, en un mot lorsqu'elle présente une excuse reconnue valable par le tribunal, le juge peut lui déléguer un de ses collègues par le moyen d'une commission rogatoire. Celui-ci se transporte près d'elle, procède à son interrogatoire, et dresse un procès-verbal de ses explications. Cette pièce est ensuite versée au dossier.

Après avoir comparu soit en personne soit par mandataire, les parties sont tenues de conclure au fond. Si elles ne le font pas, le tribunal prononce contre elles un jugement par défaut faute de conclure. Au cas où la cause n'est pas urgente, les parties peuvent demander une remise pour prendre des conclusions.

Cette facilité de faire défaut, tout en étant présent à l'audience, est un des grands défauts de la procédure mixte. Les parties et leurs avocats le savent et s'en servent souvent. Chaque fois qu'ils veulent gagner du temps ils font défaut. Ils espèrent ainsi fatiguer l'adversaire pour l'amener à composition et transiger ensuite. La conséquence directe de cet état de chose est d'entraver la marche de la justice et de créer un arriéré considérable. De cette façon, par le mauvais vouloir de quelques plaideurs de mauvaise foi, la majorité voit la liquidation de ses droits grandement retardée. « *L'un des plus grands défauts de la procédure consiste dans la facilité d'opposition qu'elle offre aux parties au moyen du procédé connu sous le terme juridique de « défaut faute de conclure ».* A l'aide de cette fiction, la partie qu'intéresse le renvoi de la solution de l'affaire a le droit, tout en étant présente en chair et en os, de se faire considérer comme légalement absente, et de refuser de prendre part aux débats, jusqu'à ce qu'un jugement — théo-

riquement par défaut — ait été prononcé contre elle. Il en résulte que ce sont les parties et non les tribunaux qui sont maîtres de la situation, et leurs avocats ne le savent que trop » (1).

Le ministère public a le droit de prendre connaissance de toutes les causes où il jugera son intervention utile. Toutefois, si en général cette intervention est laissée à l'appréciation du parquet, la loi pour un certain nombre de cas l'ordonne. En ces cas, si le ministère public ne donne pas ses conclusions, le jugement est frappé de nullité. La loi a agi ainsi parce que, en général, dans ces causes, les personnes intéressées sont des incapables, et elle a voulu que son représentant intervînt dans un but de protection pour ces personnes.

Le ministère public, quand il juge son intervention nécessaire et qu'il demande communication du dossier, a le droit d'exiger que cette communication lui soit faite au moins vingt-quatre heures avant l'audience. Sur sa réquisition, le tribunal est tenu de lui accorder un délai minimum de trois jours pour prendre des conclusions. Quand le ministère public est partie principale, il a la parole le dernier; après lui, personne ne peut la prendre ni proposer de nouveaux moyens de défense. S'il est partie conjointe, les autres parties peuvent non pas prendre la parole, mais faire passer au tribunal des notes écrites afin de rectifier les faits qui auraient été faussés. En cas de nouveaux faits, le tribunal

(1) Rapport de Sir Malcom Mac Ilwraith, conseiller au département de la justice.

peut rouvrir les débats. Lorsque le ministère public est absent, il peut être remplacé par un juge ou un suppléant.

Les causes où l'intervention du ministère public est exigée par la loi, sous peine de nullité, sont les suivantes :
« *Seront communiquées au ministère public les causes suivantes :*

1° *Celles qui concernent ou intéressent les mineurs et toutes personnes défendues par un tuteur ou curateur ou présumées absentes ;*

2° *Celles qui concernent les femmes mariées non autorisées par leur mari ou plaidant pour leur dot ;*

3° *Celles qui concernent l'ordre public, l'Etat, le domaine public, les administrations du gouvernement, les villes et villages agissant comme communauté, les établissements publics, les dons ou legs faits aux pauvres ;*

4° *Celles qui touchent à l'état des personnes, aux tutelles, à la liberté individuelle ;*

5° *Les déclinatoires pour incompétence ;*

6° *Les règlements des juges, les récusations des juges ou experts et renvoi pour cause de parenté ou alliance, de litispendance ou connexité, les prises à partie, les requêtes civiles ;*

7° *Les distributions par voie d'ordre et de contribution, les vérifications d'écriture, les faux, incidents civils, les causes concernant des successions vacantes ou bénéficiaires ;*

8° *Les délits ou infractions commis et jugés à l'audience ;*

9° *Toutes les autres affaires qui pourront être spécifiées par la loi. »* (Art. 68, c. pr. ci. et com.)

Il nous a semblé utile de rapprocher de cet article l'article 83 du code français de procédure civile, qui y correspond : « *Seront communiquées au procureur du roi les causes suivantes :*

1° *Celles qui concernent l'ordre public, l'Etat, le domaine, les communes, les établissements publics, les dons et legs au profit des pauvres ;*

2° *Celles qui concernent l'état des personnes et les tutelles ;*

3° *Les déclinatoires pour incompétence ;*

4° *Les règlements des juges, les récusations et renvois pour parenté ou alliance ;*

5° *Les prises à partie ;*

6° *Les causes des femmes non autorisées par leurs maris, ou même autorisées lorsqu'il s'agit de leur dot et qu'elles sont mariées sous le régime dotal ; les causes des mineurs et généralement toutes celles où l'une des parties est défendue par un curateur ;*

7° *Les causes concernant ou intéressant les personnes présumées absentes ;*

Le procureur du roi pourra néanmoins prendre communication de toutes les autres causes dans lesquelles il croira son ministère nécessaire ; le tribunal pourra même l'ordonner d'office. »

Comme on le voit, si l'ordre de ces deux articles n'est pas le même, les dispositions le sont. Du reste, tout ce qui concerne la communication au ministère public a été pris en code français.

Le tribunal peut aussi, après avoir entendu les parties, ordonner l'instruction de l'affaire par écrit. En ce cas, il

commet un juge délégué pour lui faire un rapport, et renvoie les parties s'expliquer devant lui. Toutefois, dans les cas d'urgence il ne peut procéder ainsi. Sauf cette exception, l'instruction par écrit est admise pour toutes les affaires, même celles du commerce.

Après que le tribunal a renvoyé les parties devant un juge délégué chargé de faire l'instruction par écrit, le demandeur a un délai de quinzaine pour signifier à son adversaire un mémoire contenant ses moyens de fait et de droit ainsi que ses conclusions. Le défendeur jouit à son tour des mêmes droits.

Cette signification faite, les deux parties possèdent pendant huit jours le droit de réplique. Une fois ce délai de réplique passé, le juge rendra une ordonnance de convocation et entendra les plaideurs. Cette ordonnance peut être requise par la partie la plus diligente.

Une copie des mémoires sera déposée au greffe par l'huissier qui a fait la signification. Elle est destinée au juge. Si l'une des parties ne fait pas la signification dans le délai légal, l'autre la fera et requerra en même temps l'ordonnance.

Quand le juge aura entendu les parties, il les convoquera à l'audience pour le jour qu'il fixera. Si les deux parties étaient présentes, il n'y aura pas lieu à signification, mais si l'une d'elles était absente, il faudra la citer; elle aura un délai de trois jours pour comparaître.

Le jour de l'audience, le juge délégué comparaitra et lira son rapport en s'abstenant de faire connaître son avis.

Les parties ne pourront invoquer d'autres faits ni produire d'autres pièces que ceux mentionnés au mémoire.

Toutefois, si l'une d'elles le fait, un délai de trois jours est accordé à l'autre pour user du même moyen. Au cas où la partie à qui a été accordé ce délai use de son droit, le tribunal ne pourra pas accorder de nouveaux délais.

Une fois les débats clos, les juges se retirent dans la chambre du conseil pour délibérer le jugement. Les délibérations doivent avoir lieu sur-le-champ et sans interruption. Il en est de même de la sentence. Cela ne veut pourtant pas dire que la sentence doit être rendue le jour même. Elle peut être renvoyée à huitaine. Un nouveau renvoi peut avoir lieu, la huitaine écoulée, mais, en ce cas, le renvoi doit être motivé.

Pour qu'une sentence soit valablement rendue, il faut que le nombre des juges soit impair. Cette condition a été imposée pour rendre plus facile l'existence d'une majorité. En effet, en cas de nombre pair, il aurait pu arriver que l'opinion des juges se partageât en camps égaux, sans qu'il y ait de majorité. Cela ne veut cependant pas dire que lorsque le nombre des juges sera pair il ne pourra y avoir de sentence, l'imparité sera obtenue par la suppression de l'opinion du moins ancien des juges composant le tribunal.

Le jugement est rendu à la majorité des voix. Cela arrivera lorsqu'il ne se sera formé que deux opinions. Mais si nous supposons plusieurs opinions, comment reconnaîtra-t-on la majorité ? En ce cas, le groupe le moins nombreux devra se réunir à l'une des opinions de la majorité. Au cas où les groupes sont égaux, celui qui devra abandonner son opinion pour se réunir à l'une des autres sera celui où se trouve le juge le moins ancien.

Une fois la sentence rendue et rédigée, elle sera signée par le président et le greffier.

Cette façon de partager les opinions et de former une majorité n'existe pas en France. Le code français de procédure ne supprime pas la voix du juge le moins ancien; il procède d'une façon toute autre. Ce cas est réglé par son article 118 : « *En cas de partage, on appellera, pour le vider, un juge, à défaut d'un juge, un suppléant, à son défaut, un avocat attaché au barreau, et à son défaut, un avoué, tous appelés suivant l'ordre du tableau; l'affaire sera de nouveau plaidée.* »

Dans certains cas d'extrême urgence, comme pour l'exécution des jugements, des titres exécutoires, et pour certaines mesures conservatoires, une grande célérité est nécessaire; c'est pourquoi on a institué une procédure très rapide, dite des référés. Cette procédure est identique à celle organisée par le code français de procédure.

L'audience des référés est tenue aux jour et heure fixés par le règlement. Elle est tenue ordinairement par le vice président du tribunal civil de première instance ou par un juge qu'il délègue en son remplacement.

Le délai entre la citation et la comparution est d'un jour franc. Toutefois, ce délai n'est pas absolu, et le juge peut, en cas d'extrême urgence, le réduire de façon à lancer la citation d'heure en heure. Dans ces cas, la comparution peut avoir lieu ailleurs que dans la salle d'audience, par exemple le domicile du juge, et cela même un jour férié. Dans ces conditions exceptionnelles, l'huissier qui fait la signification peut être valablement chargé de représenter la partie.

Cependant, pour pouvoir valablement citer de cette façon, une ordonnance du juge est nécessaire, et doit être signifiée en tête de l'assignation.

Lorsque le juge a entendu les parties, il rend sa sentence, mais celle-ci ne préjudicie jamais du fond. Elle est exécutoire nonobstant appel, et ne comporte caution que si le juge l'exige. En cas de défaut l'opposition n'est pas admise.

Les exceptions préliminaires, c'est-à-dire celles qui doivent être proposées avant que les débats sur le fond du procès ne soient entamés sont les suivantes, elles sont énumérées dans l'article 147 du code de procédure mixte : « *Les exceptions qui peuvent être proposées préliminairement à la discussion du fond, sont :*

La déclinatoire pour incompétence du tribunal saisi ;

La demande de renvoi devant un autre tribunal saisi d'une demande identique ou connexe ;

La demande en nullité d'assignation ;

La demande en communication de pièces produites ;

La demande d'un délai pour appeler en cause un garant. »

La déclinatoire pour incompétence du tribunal saisi, quand elle est basée sur une incompétence *ratione personæ*, doit être proposée avant que des conclusions ne soient signifiées ou déposées sur le fond du procès. Quand elle est basée sur une incompétence *ratione materiæ*, elle peut être proposée en tout état de cause et même prononcée d'office, car en ce cas elle est d'ordre public.

Les demandes de renvoi pour litispendance ou pour connexité seront examinées par le tribunal antérieurement

saisi, à moins qu'elles ne paraissent nettement vexatoires.

Le juge peut statuer sur l'exception et le fond par un même jugement, mais, en ce cas, il doit le faire par deux dispositions distinctes.

Lorsqu'un acte judiciaire, assignation ou autre, aura été tenu pour valable par la conduite de l'adversaire, sa nullité ne pourra plus être demandée. Ainsi pour une assignation, si l'assigné y répond et lui laisse produire ses effets, il ne pourra plus demander sa nullité. Il n'y a que les exceptions pour incompétence ou pour renvoi devant un autre tribunal qui laissent entier le droit de demander la nullité de l'acte incriminé. C'est pourquoi la demande en nullité d'assignation doit venir avant tous autres actes ou exceptions.

Les exceptions dilatoires appartiennent à l'héritier et à la femme assignée comme commune après la dissolution de la communauté; elles sont réglées, en ce cas, par la loi personnelle des intéressés. Elles appartiennent aussi au défendeur pour appeler en cause un garant, et à celui-ci pour agir de même à l'égard d'un sous-garant. En ce cas, un délai leur est accordé; il est réglé par le temps nécessaire pour assigner les personnes ci-dessus désignées.

La demande en garantie pourra être jugée par le tribunal saisi de la demande principale, à moins qu'il ne reconnaisse que la demande en garantie n'avait pour but que de distraire la personne du garant de ses juges naturels.

Lorsque la demande en garantie est fallacieuse et ne tend qu'à faire gagner du temps au défendeur, celui-ci peut être condamné à des dommages et intérêts en faveur du demandeur, afin de réparer le préjudice qu'il lui a causé par

ce retard apporté dans la solution du litige. Lorsqu'elle est jointe à la demande principale, le demandeur peut voir le garant condamné à son profit, même s'il n'a actionné que le défendeur principal.

Les exceptions préliminaires sont les mêmes que celles admises par le code français. Celui-ci en contient toutefois une supplémentaire : la caution *judicatum solvi* » qui peut être soulevée par un français, qu'il soit demandeur ou défendeur, contre un étranger dans les procès qu'il a avec lui. Cette exception ne pouvait exister en Egypte; le simple bon sens l'exigeait ainsi. Les tribunaux égyptiens étant des tribunaux mixtes, il ne peut y avoir à leur égard d'étranger; par conséquent, les deux plaideurs étant sur le même pied, aucun d'eux ne pouvait prétendre exiger de l'autre cette caution.

Les moyens de preuve admis par le code de procédure mixte sont les suivants : 1° L'interrogatoire sur faits et articles; 2° Le serment; 3° L'enquête testimoniale; 4° L'expertise; 5° La visite des lieux; 6° La vérification d'écriture.

Les faits et articles sur lesquels doit porter l'interrogatoire doivent se rapporter à l'affaire en litige; ils doivent être pertinents et admissibles, faute de quoi l'interrogé peut demander au tribunal leur rejet; ils doivent lui être signifiés et spécifiés dans des conclusions portant citation à comparaître, au moins vingt-quatre heures avant l'audience. Lorsque le tribunal reconnaîtra l'admissibilité des faits, l'interrogé devra répondre à l'audience. Le jugement prononçant l'admissibilité suffit, toutefois, le tribunal pourra accorder un délai.

Les questions doivent être posées de telle façon que le fait invoqué résulte d'une réponse affirmative pure et simple. L'interrogé doit répondre en personne; ses réponses sont consignées sur le registre d'audience et signées de lui, du président et du greffier. En cas de refus ou d'empêchement de signer de sa part, le motif doit être notifié dans un procès-verbal. En cas de maladie ou d'éloignement, le tribunal peut, par commission rogatoire, commettre un autre tribunal ou un juge délégué pour procéder à l'interrogatoire. En ce cas, le procès-verbal est signé par le juge, le greffier et l'interrogé. Le demandeur peut assister à l'interrogatoire, mais n'a pas à y prendre part. L'interrogé peut donner des explications verbales sur les faits composant l'interrogatoire, mais ne peut consulter ni notes ni mémoires. Il peut aussi ne pas se présenter à l'audience, et répondre par des conclusions affirmatives.

En cas de refus de répondre ou de défaut, le tribunal peut ordonner l'admission de la preuve testimoniale, même dans les cas où la loi la rejette.

Cette procédure ne peut interrompre le jugement du fond, à moins qu'elle ne soit introduite avant de conclure sur le fond même.

La formule du serment doit être posée de telle façon que le fait invoqué résulte d'une réponse négative.

La partie à laquelle le serment a été déféré peut le référer à son adversaire; elle peut agir ainsi par l'entremise de son mandataire, mais en ce cas celui-ci doit être porteur d'un mandat spécial. Le fait sur lequel doit porter le serment doit être pertinent et admissible, sans quoi, la demande serait rejetée. Lorsque le serment décisive est

déféré, on ne peut recourir ensuite à aucun autre moyen de preuve. En effet, sa demande suppose l'abandon de tous autres moyens. En cas de refus de le prêter ou de le référer, le tribunal tiendra pour véridique le fait sur lequel il porte. La partie qui se verra déférer le serment et qui ne l'aura pas référé devra le prêter en personne. Le tribunal, en cas d'empêchement reconnu légitime, pourra accorder un délai ou procéder par commission rogatoire. Il statuera en même temps sur le fond par le jugement qui ordonnera la prestation du serment ou son admissibilité; ce jugement sera alternatif. Le jugement sera signifié, ainsi que la citation à comparaître, par la partie la plus diligente.

La forme du serment peut être religieuse, si la partie qui doit le prêter le demande. Si elle ne s'explique pas à ce sujet, il sera prêté de la façon suivante : elle lèvera la main droite et dira oui ou non, je le jure, et fera suivre ces mots de la formule signifiée.

Au cas où elle reconnaîtrait les faits, il n'y aura pas lieu à ce serment. Lorsque le serment a été prêté, un procès-verbal est rédigé et signé par celui qui l'a prêté, celui qui l'a reçu et le greffier.

Dans les enquêtes, les différents délais sont de trois jours, sauf ceux entre la citation du témoin et sa comparution, qui sont d'un jour plus le délai de distance.

Les faits qui doivent faire partie de l'enquête doivent être spécifiés par articles séparés.

Le droit, pour une partie de faire entendre des témoins pour prouver la véracité d'un fait, entraîne pour la partie adverse l'admission d'un droit égal pour prouver sa fausseté.

Le tribunal n'ordonnera l'enquête que lorsque les faits seront reconnus vraisemblables et pertinents ou qu'il les jugera tels.

Sauf dans les affaires commerciales et les affaires urgentes en matière civile, où l'enquête se fait devant le tribunal ou dans la forme sommaire, les enquêtes pourront être ordonnées dans la forme ordinaire devant un juge commis.

Les enfants âgés de moins de 14 ans ne seront entendus qu'à titre de renseignement. Les autres témoins, après avoir comparu, prêteront serment de dire la vérité et déposeront séparément. En cas de défaut, sauf cause reconnue légitime, les témoins encourent une amende de 100 piastres tarifs (25 francs), et réassignation à leurs frais. En cas de second défaut, ils encourent la même peine et le juge peut décerner contre eux un mandat d'amener. La même pénalité s'applique en cas de refus de répondre. Ils ont droit à une indemnité.

Le droit de récusation est fixé par les articles 236 et 237.

Art. 236. « *Les témoins pourront être récusés quand ils seront conjoints, ou parents, ou alliés en ligne directe ou en ligne collatérale de l'une des parties, jusqu'au quatrième degré inclusivement.* »

Art. 237. « *Pourront aussi être reprochés ceux qui ont un procès en instance avec l'une des parties, le témoin héritier présomptif de l'une des parties, celui qui a un intérêt direct et personnel dans l'affaire, celui qui aura donné un certificat écrit sur les faits à l'occasion desquels il doit déposer, le commis ou domestique d'une des parties et celui*

qui aura mangé ou bu avec la partie et à ses frais depuis le jugement qui ordonne l'enquête. »

Ces demandes de récusations doivent être faites avant la déposition du témoin qu'elles concernent.

Les recours contre les décisions du juge commis devront être portés devant le tribunal qui ordonne l'enquête.

Le greffier rédige le procès-verbal des dépositions, qui est signé par le juge, les témoins, qui peuvent rectifier leurs dépositions, et le greffier. Ce procès-verbal contient les énonciations suivantes, indiquées par l'article 252 : « *Le procès-verbal contiendra la requête et l'ordonnance qui a fixé le jour de l'enquête; les jours, lieux et heures auxquels il y a été procédé; les nom, prénoms, domicile et profession des parties et la mention de leur comparution ou défaut; leurs réquisitions; les comparutions ou défaut des témoins; les ordonnances rendues contre eux; la mention des assignations prescrites en original et copie; les déclarations des témoins; la mention du serment par eux prêté; les récusations et les incidents sur les récusations, les questions posées avec la mention de la personne qui les a posées; les incidents sur la position des questions faites; les réponses; la mention de la lecture aux témoins; leur approbation et les rectifications indiquées par eux; enfin les différentes remises des séances de l'enquête. »*

Quand l'expertise est nécessaire, le tribunal ou le juge des référés nommera un ou trois experts, suivant les cas. Les experts seront nécessairement nommés par le tribunal toutes les fois qu'il y aura en cause une personne incapable. Quand, au contraire, toutes les parties seront majeures et maîtresses de leur droit, elles pourront, quand elles se trou-

veront d'accord, nommer les experts elles-mêmes, et le magistrat se contentera de leur donner acte de leur choix.

Une fois les experts nommés, le jugement portant nomination ainsi que désignation des faits faisant l'objet de l'expertise leur sera signifié. L'expert prêterà serment devant le magistrat; la présence des parties n'est pas indispensable. Il désignera les jour, lieu et heure auxquels il procédera; procès-verbal en est dressé et signifié aux parties. Toutes ces significations sont faites par les soins de la partie la plus diligente. La dernière doit être faite vingt-quatre heures avant le jour de l'expertise. L'expert procède alors, même en l'absence des parties dûment convoquées. Il entendra les témoins qu'il jugera nécessaires, sans leur faire prêter serment. Il rédigera procès-verbal de ses opérations ainsi que de son avis motivé. Il le signera en même temps que les parties. Il déposera son rapport, et la partie la plus diligente saisira le tribunal à trois jours francs.

Les honoraires de l'expert sont taxés par le magistrat sur la minute du rapport. Les oppositions sont reçues dans les trois jours qui suivent la signification du jugement. La taxe est exécutoire, et l'opposition suspensive. Elle est jugée immédiatement, toutes parties appelées.

Les honoraires sont dus par la partie qui a demandé l'expertise; en cas de perte du procès, ils sont dus par le perdant. Lorsque la taxe aura été réduite sur opposition, la partie qui aura fait opposition pourra opposer le jugement réduisant la taxe à celle qui l'aura payée. Celle-ci aura recours contre l'expert.

Les experts peuvent être récusés pour les mêmes motifs que les témoins. Si le jugement est contradictoire, les de-

mandes de récusation doivent être faites dans les trois jours qui le suivent; en cas de défaut dans les trois jours qui suivent la signification, quand les experts ont été choisis par les parties, la récusation ne peut avoir lieu que lorsque le motif sur lequel elle se base est né depuis la nomination. La récusation est jugée d'urgence à la première audience.

Lorsque l'expert est en retard pour le dépôt de son rapport, la partie la plus diligente pourra le citer à trois jours francs devant le tribunal, qui entendra ses explications et lui accordera un délai ou le remplacera purement et simplement sans préjudice des dommages et intérêts.

Le rapport de l'expert ne lie jamais le tribunal, qui peut, s'il le juge nécessaire, ordonner une contre expertise. En ce cas, les nouveaux experts peuvent utiliser les travaux des premiers.

La visite des lieux peut être faite par le tribunal entier, ou par un ou plusieurs juges ayant assisté au débat et commis par lui. Le jour et l'heure seront fixés par le jugement ou par une ordonnance du juge commis le plus ancien. La signification de cette ordonnance vaut citation. Les juges se transporteront sur les lieux; un greffier les accompagnera et dressera procès-verbal de leurs opérations depuis leur départ du tribunal jusqu'au dépôt du procès-verbal. Les juges peuvent désigner des experts et entendre les témoins qu'ils jugeront nécessaires. Ceux-ci seront appelés par un simple avis du greffier. Celui-ci assistera à la visite des lieux et signera le procès-verbal. La présence du ministère public n'est pas obligatoire, sauf dans les causes où il est partie principale.

Les frais sont estimés par le président et préalablement déposés au greffe par la partie requérante.

Le détenteur d'un acte sous seing privé peut appeler l'auteur de cet acte devant le tribunal aux fins de lui faire reconnaître son écriture, sa signature ou son cachet. S'il les reconnaît, le tribunal donne acte de cette reconnaissance au demandeur, et celui-ci paie les frais. S'il ne les reconnaît pas, le tribunal commet un juge devant lequel se fera la vérification, et nomme des experts, si les parties ne l'ont pas fait. Il ordonnera en même temps le dépôt de la pièce au greffe. Celle-ci sera signée et paraphée par le déposant et le greffier, qui dressera procès-verbal de son état; ce procès-verbal est signé par les mêmes personnes. Le déposant fait ensuite sommation au défendeur de prendre connaissance de la pièce. Le greffier dresse procès-verbal de la communication et fait signer la pièce par le défendeur.

Trois jours après la sommation, à la requête de la partie la plus diligente, le juge rend ordonnance de comparaître aux fins de convenir des pièces de comparaison. Copie de l'ordonnance est signifiée à la partie adverse un jour avant la comparution. Si le demandeur ne comparaît pas, il perd ses droits; si c'est le défendeur, on procède en son absence. Les pièces de comparaison sont déposées au greffe et signées par le juge, le greffier et les témoins s'il y en a. Le magistrat peut ordonner la production des actes authentiques détenus par les officiers publics ou se transporter avec les experts pour les consulter.

Avant de procéder à l'examen des pièces de comparaison, les experts les signeront. S'il y a lieu de continuer l'enquête, il y est procédé devant le juge dans la forme

ordinaire. Les témoins ne peuvent être entendus que pour établir que la pièce à vérifier a été écrite, signée ou cachetée par la partie à laquelle on l'attribue et non sur d'autres points.

Les pièces qui peuvent servir à titre de comparaison sont désignées dans l'article 302 : « *Les seules pièces de comparaison, qui sont admises, sont :*

1° *Les signatures ou cachets apposés à des actes authentiques ;*

2° *Les écritures, ou cachets, ou signatures reconnus devant le juge commis par la partie dont ils émanent.*

Toutefois, si le défendeur fait défaut, le demandeur est autorisé à prouver la sincérité des écritures, signatures et cachets des pièces de comparaison par des témoins qui auraient vu la partie écrire, signer ou cacheter la pièce de comparaison ;

3° *La partie de l'acte à vérifier, qui ne sera pas déniée ;*

4° *Un corps d'écriture écrite par la partie sous la dictée du juge. »*

Au cas où la pièce déniée sera reconnue écrite en totalité par le défendeur, malgré ses dénégations, celui-ci sera condamné sur la demande du ministère public, à 400 piastres tarifs d'amende (100 fr.).

Lorsqu'au cours d'une instance une des pièces produites paraît être fausse, le tribunal pourra l'écarter d'office, et la partie contre laquelle elle est produite pourra, en cas d'inaction du tribunal, s'inscrire en faux. En ce cas, si le demandeur possède la pièce incriminée, il la déposera ; si c'est le greffier qui la détient, il la déposera d'office ; si, au

contraire c'est la partie adverse qui l'a entre les mains, elle devra être remise à un huissier commis par le président à cet effet. En cas de refus, elle est écartée provisoirement, jusqu'à ce qu'on puisse la saisir.

L'inscription en faux suspend l'action principale.

Une fois l'inscription faite, le demandeur a un délai de huit jours pour agir; passé ce délai, il peut être déclaré déchu de ses droits.

La pièce déposée, la procédure est la même que pour la vérification d'écriture.

Si la partie qui a produit la pièce incriminée reconnaît sa fausseté, le président la déclare écartée; le demandeur peut, toutefois, demander la saisie de la pièce pour la produire à son profit.

Une fois l'enquête terminée, la partie la plus diligente citera son adversaire à trois jours francs, pour qu'il soit statué sur le faux et la demande principale, sans qu'il soit nécessaire de faire une assignation spéciale pour elle.

Si le demandeur succombe dans sa demande, il encourt une amende de 2.000 P. T. (500 fr.). Toutefois, si le faux est reconnu en partie, cette amende n'est pas appliquée.

Les demandes incidentes, reconventionnelles, et les interventions sont jugées sommairement; en cas de défaut d'une des parties, elles doivent lui être signifiées. Les délais sont de trois jours francs, et peuvent s'augmenter des délais de distance en cas d'absence de l'un des plaideurs.

La péremption a lieu par suite du décès ou changement d'état, lorsqu'aucunes conclusions n'ont été prises à l'audience. L'interruption de la procédure pendant trois ans, donne droit au défendeur de demander sa péremption; mais

elle laisse intacte l'action. Lorsque cette interruption a lieu dans une procédure d'appel, elle donne au jugement force de chose jugée.

La renonciation interrompt la procédure, mais laisse intact le droit en litige. Il n'est pas de même du désistement.

Les demandes de récusation des juges doivent être faites, à peine de déchéance, avant les plaidoiries; au cas où le juge est commis dans les trois jours de sa nomination, si le jugement est contradictoire; dans les trois jours de sa signification, s'il est par défaut et qu'il n'y ait pas d'opposition; en cas d'opposition, dans les trois jours du nouveau jugement.

La déchéance n'est pas encourue si les causes de récusation ne sont nées qu'après ces délais.

La demande est introduite par une déclaration faite au greffe et signée du demandeur. Cette demande doit contenir les moyens et les pièces à l'appui. Le greffier remet au président une expédition de la demande dans les vingt-quatre heures. Le président la communique au juge récusé, au ministère public, et commet un juge rapporteur. Dans le délai fixé, le juge récusé présentera ses explications. S'il reconnaît les causes de récusation comme fondées, il est ordonné par jugement qu'il s'abstiendra; si, au contraire, il conteste les causes et qu'il n'y ait pas de preuves écrites, il est passé outre. Si le juge récusé est commis par un tribunal autre que celui du lieu, la procédure est suivie devant le tribunal commettant.

L'appel est porté devant la cour dans les cinq jours qui suivent le jugement. Le demandeur a quinze jours pour

signifier à la partie adverse que le jugement de la cour n'est pas intervenu et lui indiquer le jour où il sera prononcé. Faute de ce faire, il est passé outre et les actes faits demeurent inattaquables, même si la cour reconnaît le bien fondé de la demande.

En cas d'urgence, le président pourvoit au remplacement du juge récusé, comme si la demande était bien fondée.

Le demandeur qui est débouté est condamné à une amende de 400 P. T. (100 fr.), et si la demande était basée sur l'impossibilité morale à ce qu'il juge impartialement, cette amende est portée à 2.000 P. T. (500 fr.).

Les causes de récusations sont indiquées par l'article 352 :

« Tout juge peut être récusé pour les causes ci-après :

1° *S'il est parent ou allié de l'une des parties jusqu'au sixième degré exclusivement ;*

2° *S'il y a procès pendant entre lui ou sa femme ou ses parents et alliés en ligne directe, et une des parties ou son conjoint.*

Toutefois, la récusation ne sera jamais admise si le procès intenté par la partie ou son conjoint l'a été depuis l'instance dans laquelle la récusation est proposée ;

3° *Si le juge est mandataire légal, héritier présomptif, maître ou commensal de l'une des parties ;*

4° *S'il a un procès sur la même question que le procès à juger ;*

5° *S'il a donné conseil, plaidé ou écrit sur le différend ;*

6° *S'il a déposé comme témoin dans l'instance ;*

7° *S'il a reçu des présents de l'une des parties depuis le commencement du procès ;*

8° *S'il existe quelque autre fait grave duquel il résulte qu'il ne pourra juger avec impartialité.*

Le juge qui connaîtra en lui une cause de récusation devra le déclarer en chambre du conseil au tribunal, qui décidera s'il doit s'abstenir. »

Les voies ouvertes pour attaquer les jugements sont les suivantes :

1° L'opposition ; 2° l'appel ; 3° la tierce opposition ; 4° la requête civile.

Les délais d'opposition sont de huit jours au cas où le jugement a été rendu par défaut faute de conclure ; ces délais commencent à courir du jour où le défaillant a eu connaissance de l'exécution, pour les jugements par défaut faute de comparaître.

L'acquiescement enlève le droit d'opposition.

Elle est faite par acte signifié soit au domicile élu, soit au domicile réel lorsqu'il se trouve dans la ville où siège le tribunal. Cet acte comprend les motifs de l'opposition, les conclusions de l'opposant et assignation à comparaître pour entendre statuer sur la valeur de l'opposition. Elle peut être aussi faite par une déclaration à l'huissier qui se présente pour l'exécution. En ce cas, c'est à l'huissier à faire les citations nécessaires.

L'opposition ne peut intervenir dans un jugement rendu sur opposition. L'opposition contre une ordonnance d'un juge commis est portée devant le tribunal qui l'a commis ; celle contre un jugement, devant le tribunal qui l'a rendu.

L'opposition arrête l'exécution du jugement, à moins

que le tribunal n'ait ordonné l'exécution provisoire; elle ne peut rien sur les actes conservatoires.

Les greffiers tiennent un registre spécial sur lequel sont consignées les déclarations d'opposition; les huissiers doivent faire ces déclarations immédiatement. Ils ont en cas d'empêchement un délai de vingt-quatre heures.

Pour exécuter un jugement, il faut au préalable obtenir une déclaration du greffe constatant l'absence d'opposition.

Quant aux jugements par défaut faute de comparaître, ils doivent être exécutés dans les six mois, sous peine de nullité.

Sauf dans les affaires qui sont de dernier ressort, l'appel est recevable. Il est toujours recevable contre les jugements statuant sur la compétence. Il en est de même dans les affaires où il est intervenu deux jugements contradictoires. En cas de jugement par défaut, l'appel n'est recevable qu'après que les délais d'opposition sont expirés. Le délai d'appel est de 60 jours; il s'augmente des délais de distance, et pour les jugements par défaut, des délais d'opposition. Il est réduit à 15 jours pour les affaires de référés, de faillite et les distributions par voie d'ordre et de contribution. Ce délai est suspendu par le décès jusqu'à la signification du jugement aux héritiers. Il en est de même au cas où le jugement est rendu sur une pièce fausse ou faute de pouvoir produire une preuve écrite. Il est suspendu, en ce cas, jusqu'au jour où la fausseté de la pièce est reconnue ou la preuve retrouvée.

Pour les jugements préparatoires, il ne peut avoir lieu que conjointement à la demande principale. Pour les jugements interlocutoires, les parties ont le droit de faire appel

immédiatement ou d'attendre la solution de l'affaire principale.

Les délais d'assignation sont de trois jours francs pour les affaires commerciales, de justice sommaire et de référés. L'assignation est faite au domicile élu ou réel et doit contenir élection de domicile dans la ville où siège la cour. Le contenu de l'acte est déterminé par l'article 406 : « *L'appel sera interjeté par acte signifié dans les formes ordinaires des actes d'huissier. Il contiendra, en outre des énonciations générales, et à peine de nullité, la date du jugement attaqué, les moyens d'appel, les conclusions de l'appelant, assignation devant la cour dans le délai de huitaine à l'audience où sont appelées les affaires nouvelles.* »

L'appel est, sauf au cas d'exécution provisoire, suspensif. Aucune demande nouvelle ne peut y être introduite. La cour peut, sauf le cas du dernier ressort, retenir les affaires qui se présentent devant elle, lorsqu'elles sont en état.

Toute personne non présente ou représentée à un jugement qui préjudicie à ses droits, peut l'attaquer par le moyen de la tierce opposition. Pour user de ce moyen, les créanciers, même hypothécaires, de l'un des plaideurs doivent préalablement prouver qu'il y a eu collusion entre lui et son adversaire.

La tierce opposition peut avoir lieu de deux façons, soit par la voie incidente, soit par la voie principale.

Elle peut toujours avoir lieu incidemment, sauf trois cas :

1° Lorsque le jugement est déjà intervenu;

2° Lorsque le tribunal saisi est incompétent en raison de la nature de l'affaire;

3° Lorsqu'il est inférieur au tribunal qui a rendu le jugement.

La tierce opposition, introduite par la voie principale, doit être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement dans lequel elle s'est produite. Elle est recevable tant que le droit sur lequel elle porte n'est pas prescrit. La rétractation ne profite qu'au tiers opposant, à moins que le droit ne soit indivisible.

En cas d'échec, le tiers opposant encourt une amende de 200 P. T. (50 fr.) sans préjudice des dommages et intérêts.

Les parties ont un délai de 30 jours pour se pourvoir en requête civile. Le délai ne court qu'après l'expiration du délai d'opposition pour les jugements par défaut. En cas de vol, de faux ou de détournement, il ne commence à courir qu'à la cessation de cet état de chose. En cas de décès, il commence à courir le jour de la signification du jugement à l'héritier.

Elle est portée, dans les formes ordinaires, devant le tribunal qui a rendu le jugement. Il jugera d'abord l'admissibilité de la requête. S'il l'admet, il fixera une audience pour statuer sur le fond. S'il la rejette, le demandeur est condamné à une amende de 400 P. T. (100 fr.), et, suivant les cas, à des dommages et intérêts.

Aucune requête civile ne sera admise à nouveau contre ces jugements.

Les cas où il y a lieu à requête civile sont au nombre de six, et se trouvent indiqués dans l'article 424.

« Les parties pourront attaquer, par la voie de la requête civile, les jugements et arrêts en dernier ressort, contradictoires ou par défaut, pourvu que, dans ce dernier cas, les délais d'opposition soient expirés pour une ou plusieurs des causes ci-après spécifiées :

1° S'il a été omis de statuer sur l'un des chefs de la demande ;

2° Si dans le cours de l'instruction de l'affaire il y a eu dol personnel de la partie adverse, de nature à influencer sur la décision des juges ;

3° Si les pièces qui ont servi à la décision ont été, depuis, reconnues ou jugées fausses ;

4° Si depuis le jugement la partie requérante a recouvré des pièces décisives retenues par le fait de la partie adverse ;

5° S'il a été statué sur des choses non demandées ;

6° Si dans un même jugement il y a des dispositions contraires. »

L'exécution est due à toutes sentences et conventions faites dans les formes authentiques et munies de la formule exécutoire. Elle est faite par les huissiers quand les parties munies du titre les en requièrent. Si l'huissier s'y refuse, la partie se pourvoit devant le président, qui ordonne à l'huissier d'agir sous peine de destitution.

Elle doit être précédée d'un commandement. L'huissier chargé de la faire doit être porteur d'un pouvoir lui permettant de donner bonne et valable quittance.

En cas de difficultés sur l'exécution, si elles portent sur des mesures provisoires, elles sont jugées par le tribunal des référés du lieu ; les autres difficultés sont portées

devant le tribunal civil, même pour les sentences prononcées par les tribunaux de commerce et de justice sommaire. En effet, ces derniers connaissent des difficultés d'interprétation de leur sentence, mais jamais de celles d'exécution.

L'opposition et l'appel, à moins que le tribunal n'en ait pas décidé autrement, suspendent l'exécution. Toutefois, la partie condamnée peut demander à la cour des défenses d'exécuter en se basant sur ce que le tribunal a ordonné à tort l'exécution provisoire. En ce cas, la contestation est jugée d'urgence. Ce recours est aussi ouvert à celui qui prétend que le jugement aurait dû être rendu en dernier ressort, ou que l'exécution provisoire aurait dû être ordonnée. En matière commerciale, l'exécution provisoire est de droit, moyennant caution. Toutefois, le tribunal peut dispenser de la caution lorsque l'obligation a été reconnue ou qu'il y a eu précédemment un jugement passé en force de chose jugée. Elle est aussi de droit pour les sentences des référés.

Les offres réelles n'arrêtent pas l'exécution, à moins que le juge des référés du lieu n'en statue autrement. Quand la caution est exigée pour l'exécution, elle n'est due que si appel est interjeté. En ce cas, le poursuivant peut offrir caution ou faire un dépôt ou demander un séquestre.

La déclaration du choix est faite dans le commandement ou par acte séparé. Le poursuivi a trois jours pour contester ce choix; passé ce délai, il perd ses droits. Les contestations sont jugées sommairement par le tribunal du lieu.

Lorsque l'exécution est commencée dans les six mois de la sentence, les significations faites à domicile élu sont vala-

bles. Quand le domicile élu est révoqué, sans élection d'un nouveau domicile, les significations sont valablement faites au greffe. Si l'exécution n'est pas commencée dans le délai de six mois, les significations, pour être valables, doivent être faites à personne et au domicile réel.

Les jugements rendus par un tribunal étranger sont exécutoires en Egypte sur simple ordonnance du président, et ce, à charge de réciprocité.

Les jugements ne peuvent être exécutés qu'après signification et sur certificat, délivré par le greffier, constatant l'absence de toute opposition ou appel. Aussi, à cet effet, les greffiers tiennent un registre spécial destiné à recevoir les actes d'opposition ou d'appel confiés aux huissiers.

Les voies d'exécution sont les suivantes : 1° l'exécution par voie de saisie-arrêt et la saisie conservatoire; 2° l'exécution par la saisie et la vente des meubles et biens immobiliers; 3° la saisie et vente de rentes, de titres, d'actions et de créances; 4° la distribution par contribution; 4° la saisie immobilière et toutes ses conséquences : saisie et adjudication, enchère et folle enchère; 5° la distribution du prix de vente d'immeubles hypothéqués.

Sur ces diverses procédures, il n'y a rien à dire; elles sont les mêmes que celles employées en France.

Il ne nous reste plus, avant de terminer l'étude de la procédure mixte, qu'à dire quelques mots de deux procédures spéciales : la prise à partie et l'arbitrage.

La loi reconnaît trois cas où la prise à partie peut avoir lieu; ces trois cas sont énumérés dans l'article 746 : « *La prise à partie contre les juges sera admise :*

1° *Quand il y aura déni de justice ;*

2° *En cas de dol, de fraude ou de concussion dont le juge se serait rendu coupable, soit dans le cours de l'instruction, soit lors du jugement ou de l'exécution ;*

3° *Quand la loi décide qu'il y a lieu à prise à partie ou à condamnation de juge à dommages et intérêts. »*

Cet article est identique à l'article 565 du code français de procédure; s'il ne suit pas exactement le même ordre, il a les mêmes dispositions et emploie des termes identiques.

Le déni de justice peut exister dans deux cas : soit lorsque le juge, saisi d'une requête, refuse d'y répondre, soit lorsqu'il refuse de juger à son tour de rôle une affaire en état. Pour le constater, il faut deux sommations ; ces sommations doivent être séparées par un intervalle de vingt-quatre heures dans le premier cas, et de huit jours dans le second. Quand la deuxième sommation a été faite, on observe le même délai avant d'introduire la prise à partie.

Celle-ci peut être introduite personnellement ou par mandataire; mais, en ce cas, le mandataire doit être un avocat et être muni d'un mandat spécial et authentique. La forme d'introduction est une requête, déposée au greffe, adressée au tribunal auquel appartient le juge pris à partie, et signée du requérant ou de son mandataire. Cette requête est communiquée au ministère public et au juge; l'affaire vient à la première audience de la huitaine qui suit la date du dépôt. La partie ou son mandataire ainsi que le juge donnent leurs explications, et le ministère public, ses conclusions.

• La partie ou son mandataire doivent tenir un langage respectueux et s'abstenir à l'égard du juge attaqué de tout terme injurieux, à peine d'une amende de 2.000 P. T. (500 fr.).

Le tribunal statue sur l'admissibilité de la prise à partie; s'il l'admet, il renvoie l'affaire à la cour, qui statue contra-dictoirement. Au cas où la prise à partie est dirigée contre un conseiller à la cour, elle est renvoyée devant la cour composée des conseillers qui n'auront pas statué sur l'admissibilité de la prise à partie.

Lorsque le demandeur succombe, il est condamné à une amende de 8.000 P. T. (2.000 fr.), indépendamment des dommages et intérêts. La condamnation du juge demeure sans effet sur le jugement auquel il a participé.

Pour que l'arbitrage soit possible, il faut que les trois conditions suivantes se trouvent réalisées :

1° Que les personnes qui décident d'y recourir soient toutes majeures et capables;

2° Que l'objet sur lequel il doit porter soit déterminé;

3° Qu'il ne soit pas communicable au ministère public.

Ces conditions réunies, on peut toujours recourir à l'arbitrage.

Les arbitres peuvent se constituer en amiables compositeurs et juger en cette qualité s'ils sont en nombre impair, tous dénommés dans l'acte, qui leur donne cette qualité ou dans un acte antérieur. Ils ont, quand leur jugement doit être en dernier ressort, le droit de choisir le tiers arbitre.

Au cas où, soit les parties, soit les arbitres, ne sont pas d'accord, les premières sur le choix des arbitres, les seconds sur celui du tiers arbitre, le tribunal supplée et choisit lui-même.

Au cas où l'un des arbitres tiendrait à cesser ses fonctions, il est remplacé par la personne qui l'a nommé, et le délai pour statuer est prorogé d'un mois.

La sentence doit être rendue dans le délai stipulé, à moins que les parties n'accordent un nouveau délai. Au cas où aucun délai n'aurait été stipulé, la sentence doit être rendue dans les trois mois de la nomination des arbitres; passé ce délai, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal de l'affaire; au cas où cette affaire doit être jugée par la voie arbitrale, elle demandera au tribunal la nomination de nouveaux arbitres.

Les arbitres, une fois nommés, ne peuvent cesser leurs fonctions sans motifs justifiés, sous peine de dommages et intérêts envers les parties. Ils ne peuvent être révoqués que du consentement unanime des parties. Ils ne peuvent être récusés que pour des motifs survenus ou découverts après leur nomination.

A moins de dispenses, la procédure suivie devant les arbitres est la même que celle suivie devant le tribunal. Les parties sont tenues de présenter leurs conclusions et défenses dans un délai de quinzaine; passé ce délai, les arbitres statueront sur les conclusions de la partie qui les aura présentées. Les inscriptions de faux et les incidents criminels suspendent les pouvoirs des arbitres et les délais. La sentence est valable si elle est signée de la majorité des arbitres avec désignation de ceux qui ont refusé de signer. En cas de partage, les avis sont donnés par écrit. Le tiers arbitre statue après en avoir pris connaissance et délibéré en commun, s'il ne peut les mettre d'accord, en se rangeant pour chacun des chefs à un des avis exprimés.

Les sentences arbitrales ne sont jamais susceptibles d'opposition. Elles ne peuvent être attaquées par la voie de l'appel, que s'il en est convenu expressément. Dans les trois

jours de leur reddition, elles sont présentées par les arbitres, l'un d'eux ou la partie la plus diligente au président du tribunal civil, qui les rend exécutoires par une ordonnance; le tribunal connaît seul de leur exécution.

La nullité de ces sentences ne peut être demandée que pour quatre motifs, qui se trouvent énumérés dans l'article 816 du code de procédure mixte : « *Les parties pourront demander la nullité de la sentence, en s'opposant à l'ordonnance d'exécution dans les cas suivants :*

1° *Si le compromis est nul ou si le délai était expiré, sans prorogation consentie ;*

2° *Si la sentence a été rendue sans compromis ou hors de ses termes ;*

3° *Si elle a été rendue par des arbitres illégalement nommés ou par un certain nombre d'arbitres non autorisés à juger en l'absence des autres ;*

4° *Si il a été prononcé sur des choses non déterminées. »*
(Art. 816.)

Le compromis, en vertu de l'article 800, ne peut être prouvé que par écrit.

Exécution des sentences. — Ici, il faut considérer deux cas : d'abord le cas où la sentence doit être exécutée et avoir ses effets dans le pays régi par l'autorité à laquelle appartient le tribunal qui l'a rendue, et ensuite celui où elle doit produire ses effets en dehors de ce territoire. En effet, cette distinction est nécessaire, car les deux cas sont régis par des règles différentes.

Le premier cas est un des plus ordinaires et qui se produisent le plus souvent; le second est plus rare. Il ne se

présente que soit lorsqu'une personne, condamnée à des dommages et intérêts en Egypte, n'y possède rien, mais a des biens à l'étranger et que dans ce cas on est forcé de faire exécuter la sentence à l'étranger; le cas où cette exécution d'une sentence, rendue par un tribunal étranger, est faite en dehors de l'Egypte, se présente le plus souvent en matière commerciale à l'occasion des faillites. En effet, lorsque le failli possède des biens à l'étranger, bien que le dessaisissement l'ait atteint pour ces biens, il le sera en vertu d'une sentence égyptienne.

Le cas où la sentence doit être exécutée en Egypte est régi par l'article 18 du règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte :

« L'exécution des jugements aura lieu en dehors de toute action administrative, consulaire ou autre, et sur l'ordre du tribunal. Elle sera effectuée par les huissiers du tribunal avec l'assistance des autorités locales si cette assistance devient nécessaire, mais en dehors de toute ingérence administrative. »

« Seulement, l'officier de justice chargé de l'exécution par le tribunal est obligé d'avertir les consulats du jour et de l'heure de l'exécution, et ce à peine de nullité et de dommages et intérêts contre lui. Le consul, ainsi averti, a la faculté de se trouver présent à l'exécution; mais en cas d'absence, il sera passé outre à l'exécution. » (Art. 18, R. O. J.)

« L'exécution des jugements aura lieu en dehors de toute action administrative consulaire ou autre, et sur l'ordre du tribunal. » Cette disposition dans les pays européens et en général dans les pays constitutionnels où la séparation

des pouvoirs est reconnue, est une conséquence directe de l'état de chose existant. En effet, l'exécution du jugement n'est qu'une suite logique de l'administration de la justice, et, par conséquent, doit être assurée par l'autorité judiciaire chargée de rendre la justice. En Egypte, comme dans tous les pays autocrates, soit en fait, soit en droit, il n'en est pas de même. Si cette disposition a été introduite dans le droit égyptien, ce fut uniquement pour rendre possible l'admission de la réforme judiciaire et calmer en même temps l'appréhension et l'opposition qu'elle rencontrait en Egypte et dans les pays en relation avec cette dernière. On craignait que le gouvernement ne s'emparât des tribunaux mixtes et n'en fît un instrument de sa volonté. En un mot, ce règlement n'a été admis que pour assurer les justiciables de l'indépendance des magistrats et de l'exacte application de leurs sentences, et non pas pour se conformer aux institutions constitutionnelles du pays.

« Elle sera effectuée par les huissiers du tribunal avec l'assistance des autorités locales, si cette assistance devient nécessaire, mais toujours en dehors de toute ingérence administrative. » Cette disposition n'est qu'une suite de la précédente. Le tribunal devant assurer l'exécution des sentences, le fait au moyen de salariés à lui appartenant, qu'il nomme et révoque par lui-même et qui, par conséquent, n'auront aucune tendance à se laisser guider par une influence étrangère, attendu que cette influence serait de nature à leur nuire en les privant de leur emploi. Ces salariés, qui sont les huissiers nommés près les tribunaux mixtes, se font assister par les gardes du palais, qui sont eux-mêmes des employés du tribunal. Toutefois, en cas

d'insuffisance de ces gardes, ils peuvent faire appel à la force armée, qui doit leur prêter main forte. Si l'article 18 du règlement d'organisation judiciaire défend l'ingérence administrative ou autre, quand cette ingérence est due à l'initiative de l'administration ou du gouvernement, il ne la défend pas mais l'exige bien au contraire quand elle est demandée par l'officier chargé de l'exécution. En effet, en ce cas, les inconvénients qui l'avaient fait prohiber ne sont plus à craindre.

« *Seulement l'officier de justice chargé de l'exécution par le tribunal est obligé d'avertir les consulats du jour et de l'heure de l'exécution, et ce à peine de nullité et de dommages et intérêts.* » Ce règlement est, comme on peut le voir, un des vestiges qu'ont laissés les capitulations. On était méfiant à l'égard des tribunaux mixtes, qu'on avait institués que comme un pis aller, et l'on ne voulait pas laisser les justiciables à la merci des nouveaux magistrats sans permettre aux consuls, qui étaient considérés comme les défenseurs naturels de leurs nationaux, d'être présents à l'exécution des jugements et de pouvoir défendre ceux-ci au besoin.

Actuellement, on a pu apprécier les bienfaits des nouveaux tribunaux et reconnaître leurs qualités d'indépendance et d'impartialité; aussi, cette formalité est devenue de pure forme. L'avis est donné au consul, mais celui-ci se contente, pour la plupart des cas, de se faire matériellement représenter par un de ses janissaires, et souvent, il ne prend même pas cette peine. Les justiciables ne s'en trouvent pas plus mal pour cela.

Mais si les consuls ne se prévalent pas de cette préro-

gative, on n'a pas voulu que les huissiers pussent se dispenser à leur guise de l'obligation de prévenir les consuls; c'est pour cela qu'on leur a imposé ce devoir sous peine de dommages et intérêts. Ces dommages et intérêts sont dus non pas tant pour avoir manqué de prévenir les consuls, mais pour réparer le tort que pourrait faire au plaideur ayant eu gain de cause, la nullité de l'exécution.

« *Le consul, ainsi averti, a la faculté de se trouver présent à l'exécution; mais en cas d'absence, il sera passé outre à l'exécution.* » L'utilité de ce dernier paragraphe est bien apparente et ne laisse pas lieu à discussion. On n'a pas voulu laisser aux consuls de moyen d'entraver l'exécution des sentences et l'administration de la justice par la manifestation de leurs mauvais vouloirs. En effet, sans cette disposition, la réforme judiciaire aurait manqué son but, et l'on serait retombé dans les inconvénients de l'ancien système. La preuve de cette allégation est bien simple; on n'a qu'à s'imaginer comment les choses se passeraient si la présence du consul était une condition *sine qua non* de l'exécution des sentences.

Cette obligation aurait donné aux consuls le pouvoir de reviser les sentences et de les rendre à leur gré. Chaque fois qu'une sentence ne leur aurait pas plu, ils auraient refusé leur présence et empêché ainsi son exécution jusqu'à ce que la partie demanderesse vînt à composition et passât avec l'autre une transaction conforme aux idées du consul. Il y aurait eu à cela un autre inconvénient : c'est que plusieurs consuls se seraient laissés acheter et auraient refusé de se trouver présents.

Voilà en peu de mots, les conditions d'exécution des sentences quand elle doit être opérée sur le territoire égyptien; il nous reste à voir maintenant quelles sont les conditions d'exécution des sentences à l'étranger.

Quand une sentence a été rendue à l'étranger, et doit être exécutée en dehors du territoire régi par l'autorité qui l'a rendue, il faut qu'elle se soumette à une condition indispensable, sans laquelle aucun officier ministériel ne se prêterait à son exécution; cette condition est l'obtention d'une ordonnance d'exequatur. Cette ordonnance est rendue à des conditions diverses et variant suivant que la sentence a été rendue par les tribunaux de telles ou telles nations. Pour certaines, l'ordonnance n'est rendue qu'après une revision du fond du procès, c'est-à-dire que le tribunal juge le procès à nouveau. Pour d'autres nations, cette revision a lieu pour la forme du procès seulement, c'est-à-dire que les juges, qui doivent rendre l'exequatur, se contentent d'examiner si les conditions suivantes ont été remplies : compétence des juges, tant au point de vue *ratione materiæ* que *ratione personarum*, si la procédure est régulière. Ils n'ont pas à voir si le fond a été jugé suivant la loi. Les nations qui bénéficient de ce dernier procédé sont, en général, celles qui ont passé des traités entre elles.

L'Egypte, dans quelle catégorie doit-elle être placée ? Il s'agit évidemment des nations avec lesquelles elle n'a pas conclu de traités.

L'Egypte doit avoir une situation à part; elle ne doit certainement pas être considérée comme le pays lui-même, mais, d'autre part, elle ne doit pas non plus être considérée comme un pays totalement étranger. Il y a pour cela divers

motifs : en effet, les lois mixtes ont été approuvées par les diverses puissances européennes; les juges de ses tribunaux sont nommés avec leur assentiment, et sont la plupart du temps pris dans les diverses cours d'Europe.

Aussi, « à notre avis, il faut faire à ces tribunaux de la
« réforme une situation mixte; il ne faut les traiter ni comme
« des tribunaux exclusivement français, ni comme des tri-
« bunaux exclusivement étrangers; nous croyons que leurs
« décisions pourront être mises à exécution en France,
« comporter hypothèques sur les biens situés dans notre
« pays et jouir en France de l'autorité de la chose jugée,
« par cela seul qu'un tribunal français aura déclaré qu'elles
« ne renferment aucune disposition contraire à l'ordre pu-
« blic et qu'elles ont été rendues par le tribunal compétent.
« avec les solennités imposées par la loi pour l'administra-
« tion de la justice » (1):

Services annexes. — La composition des services annexes se trouve réglée par les articles 6, 7 et 8 du règlement d'organisation judiciaire.

L'article 6 a trait à l'organisation des greffes; voilà ce qu'il dit : « Il y aura près la cour d'appel, et près de chaque tribunal, un greffier et plusieurs commis greffiers assermentés par lesquels il pourra se faire remplacer. » (Art. 6, R. O. J.)

(1) *Fauchille*. De l'exécution en France des jugements rendus par les Tribunaux mixtes d'Egypte. Dans le Journal de Droit International privé. — Année 1880, p. 459.

Le greffier est choisi par une commission du tribunal ou de la cour, suivant qu'il doit exercer ses fonctions auprès de l'un ou de l'autre. Il est choisi parmi les commis greffiers. Les commis greffiers sont choisis après concours; à ce concours peuvent prendre part les employés des greffes.

Leur traitement varie suivant qu'ils appartiennent au tribunal ou à la cour. Les greffiers près la cour touchent 10.000 francs par an et ont en plus un pourcentage sur les affaires; les commis greffiers, 7.000; quant au greffier en chef, il a 20.000 francs.

Près les tribunaux, le greffier en chef a 13.000 francs; les greffiers 9.500 francs; les commis greffiers, de 5 à 6.000 francs.

Les greffes sont composés en outre de commis et de rôlistes, nommés après un examen de capacité passé devant une commission composée d'un juge et du greffier en chef. Le traitement des commis varie de 3.600 francs à 1.440 francs par an; les rôlistes n'ont pas de traitement fixe, mais sont payés au rôle d'après le travail fourni.

Tous ces fonctionnaires et employés, sauf les rôlistes, subissent une retenue sur leur traitement en vue de la retraite. Celle-ci leur est attribuée au bout de 20 à 25 ans, soit en totalité, soit en partie, sous diverses conditions, suivant l'époque à laquelle ils sont entrés au service du gouvernement. Il est en effet intervenu plusieurs lois sur les retraites, ce qui fait que les règlements ne sont pas uniformes.

« Il y aura aussi près la cour d'appel et près chaque tribunal des interprètes assermentés en nombre suffisant, et le personnel d'huissiers nécessaire, qui seront chargés du

service de l'audience, de la signification des actes et de l'exécution des sentences. » (Art. 7, R. O. J.)

Ils sont nommés de la même façon que les commis greffiers par voie de concours.

Les interprètes reçoivent de 6.250 francs à 6.000 francs par an. Quant aux huissiers, leur traitement varie suivant qu'ils appartiennent à la cour ou aux tribunaux. Les huissiers près la cour reçoivent 4.000 francs; les expéditionnaires, 1.800, et l'huissier en chef 4.600. Ceux des tribunaux ont de 3.660 francs à 2.500 francs. Ils ont droit à la retraite.

Il y a en outre un service de gardes nommés et entretenus par les tribunaux, qui fait la police des audiences et des tribunaux. Ils sont au nombre d'une quinzaine et ont à leur tête un chef; leur traitement varie très peu avec celui des employés des greffes. Il y a aussi des garçons de bureau, mais ceux-ci n'ont pas droit à la retraite.

Les employés subalternes, tous ceux qui n'ont pas droit au titre de fonctionnaire, peuvent être révoqués par le président du tribunal, sans motiver la réunion du conseil de discipline. Ils peuvent en outre encourir, pour les petites fautes disciplinaires, des amendes, qui peuvent s'élever jusqu'au montant du traitement d'un jour à chaque fois, et qui leur sont infligées par les greffiers et leurs chefs hiérarchiques. Quant aux fonctionnaires, leur mode de révocation est réglementé par l'article 8 du règlement d'organisation judiciaire :

« Les greffiers, huissiers et interprètes seront d'abord nommés par le gouvernement, et, quant aux greffiers, ils seront choisis pour la première fois à l'étranger parmi les

officiers ministériels qui exercent ou qui ont déjà exercé, ou parmi les personnes aptes à remplir les mêmes fonctions à l'étranger. Les greffiers, huissiers et interprètes pourront être révoqués par le tribunal auquel ils seront attachés. »

Cette révocation est prononcée par un conseil de discipline, qui statue après avoir entendu les explications de la personne traduite devant lui. Il peut prononcer soit une réprimande, soit un avertissement, une amende, soit une suspension, soit enfin la révocation avec perte du droit à indemnité ou retraite. Cependant, il est très rare que la révocation ait lieu d'emblée; cela n'arrive que pour les fautes très graves : la concussion par exemple.

Les diverses causes de révocation sont réglementées par le règlement général judiciaire; elles sont les mêmes que pour les juges.

Barreau. — Le barreau égyptien n'existe que depuis la réforme; avant il n'existait que des agents d'affaires, qui ne présentaient que des qualités de capacité et de moralité plus ou moins certaines. Lors de la création des tribunaux mixtes, on voulut mettre fin à cet état de chose déplorable, aussi décida-t-on de ne plus permettre la représentation judiciaire qu'à des gens justifiant des qualités suffisantes pour pouvoir la faire utilement.

Il n'existe qu'un ordre des avocats pour toute l'Egypte et trois barreaux : un pour Alexandrie, qui est le plus important à cause de la cour d'appel qui y réside; un second, pour Le Caire; et, enfin, un pour Mansourah, le moins important des trois.

Ces trois barreaux ont à leur tête un seul bâtonnier, qui réside à Alexandrie, un seul conseil de l'ordre, qui est fixé dans la même ville. Les avocats du Caire et d'Alexandrie ont une bibliothèque assez importante.

Pour être admis au tableau, il faut justifier du titre de licencié en droit ou de tout autre titre équivalent; fournir un certificat de bonnes vie et mœurs, acquitter les droits de bibliothèque et être majeur de vingt et un ans. Les diplômes de toutes les facultés européennes sont admis et donnent droit à l'inscription; mais, en fait, on ne trouve en Egypte que des avocats sortant de facultés italiennes, françaises ou belges, et quelques rares avocats Anglais. Les facultés françaises fournissent à elles seules plus de la moitié des avocats. La plupart des postulants sortent des facultés de Paris, d'Aix et de Montpellier. La faculté italienne qui délivre le plus de diplômes aux Egyptiens est celle de Rome, et celle de Belgique est la faculté de Liège.

Une fois admis au tableau, les avocats sont astreints à un stage de cinq ans, trois ans pour pouvoir plaider en leur nom devant les tribunaux de première instance, et deux ans pour pouvoir plaider devant la cour. Durant le stage, les avocats sont tenus d'accepter les affaires de l'assistance judiciaire; ils doivent assister à un nombre donné d'audiences, leur présence est prouvée par une signature apposée sur un registre tenu par le greffier. L'assistance, à ces audiences, remplace pour les avocats Egyptiens les conférences qui sont faites en France aux stagiaires. Le stage se fait auprès des avocats ayant déjà fait le leur et admis auprès de la cour. Durant le premier stage, les avocats n'ont pas le droit d'avoir un bureau à part; ils peuvent avoir une plaque, mais

elle doit être mise sur la porte du bureau de l'avocat chez lequel ils font leur stage.

L'institution du stage est très rigoureuse, tous y sont astreints, toutefois, le règlement général judiciaire prévoit plusieurs cas où le candidat au titre d'avocat se voit dispensé du stage. Le premier de ces cas est celui où le candidat aurait fait son stage à l'étranger. En effet, quand le candidat a passé sa licence, et qu'il pousse ses études jusqu'au doctorat, il lui reste une période de trois à quatre ans, pendant laquelle il peut entrer dans une étude d'avocat. En ce cas, le temps qu'il y passe lui est compté et défalqué sur le stage. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que le stage fait à l'étranger soit fait dans des conditions identiques à celles qui régissent le stage à Alexandrie. Ces conditions sont les suivantes : le diplôme de licencié doit être déjà obtenu, ce qui fait que le temps passé chez l'avocat antérieurement à ce diplôme n'est pas compté; le stage doit être fait chez un avocat et non chez un avoué. Moyennant ces conditions, et sur un certificat en due forme délivré par l'avocat, on est dispensé du stage pour un temps équivalent à celui fait à l'étranger. Il y a en ceci une bizarrerie vraiment frappante : le stage étant pour ainsi dire une école pratique, destinée à apprendre au futur avocat le manie-ment de la procédure qu'il a apprise en théorie à la faculté, le stage chez l'avoué, qui serait le plus utile, n'est pas compté, tandis que celui fait chez l'avocat est tenu pour valable. En Egypte, les choses peuvent se passer ainsi, mais, en Europe, et surtout en France, il n'en est pas de même. En effet, en France, ce n'est pas l'avocat qui s'occupe

de la procédure, mais uniquement l'avoué. Aussi cette règle est inconséquente.

La seconde catégorie d'avocats dispensés du stage est celle des avocats qui ont eu déjà une inscription auprès d'un barreau étranger. Ils sont dispensés du stage auprès du tribunal devant lequel ils étaient admis à plaider. Ainsi les avocats, qui n'étaient admis à plaider que devant les tribunaux de première instance, seront dispensés du stage devant ce tribunal, c'est-à-dire de trois ans; quant au stage de deux ans qu'il faut accomplir pour plaider devant la cour d'appel, ils y seront tenus. Ceux qui étaient inscrits auprès de la cour d'appel seront dispensés de tout stage.

La troisième catégorie est composée des commis greffiers et greffiers près les tribunaux et la cour. Ils sont dispensés du stage en proportion du temps pendant lequel ils ont exercé leur fonction. Ce qui fait qu'au bout de cinq ans, ils peuvent démissionner et demander leur inscription sur le tableau des avocats près la cour.

La quatrième et dernière catégorie est celle des substitués aux contentieux de l'Etat, qui jouissent des mêmes prérogatives que les greffiers et commis greffiers.

Voilà pour le stage; mais ce stage n'est-il pas exagéré quant à sa durée? Avec trois ans de stage, répartis comme suit : deux ans près les tribunaux de première instance et un an près la cour, n'est-il pas suffisant? En effet, le stage est destiné à donner au futur avocat la pratique de la procédure. Avec trois ans de pratique, alors qu'il possède la théorie, il semble qu'il puisse arriver à connaître à fond le maniement de la procédure. Ce stage si long, pendant lequel le candidat n'arrive pas souvent à se suffire, a nombre de

fois découragé et fait abandonner la carrière à bien des jeunes gens peu fortunés et pourtant très capables. Du reste, en Europe, pour la plupart des pays, ce stage n'est que de trois ans.

Les avocats près les tribunaux mixtes peuvent représenter les parties devant les juridictions consulaires, mais, pour cela, ils doivent demander à être inscrits près d'elles. Les juridictions consulaires n'exigent, pour admettre les avocats à plaider devant elles, qu'une condition : qu'ils soient admis devant les tribunaux mixtes; le stage n'est pas imposé pour les tribunaux capitulaires.

Les avocats ont, en Egypte, des attributions nombreuses. Leur rôle comprend le rôle de l'avocat français, celui de l'avoué, celui du notaire pour une partie seulement, et enfin celui de l'agent d'affaires. En effet, en plus de sa plaidoirie, l'avocat est tenu de faire les actes de procédure et de la suivre en toutes ses parties. De plus, il s'occupe de la rédaction des actes de vente, hypothèque, donation et testament; mais n'a pas qualité pour les recevoir. Cette dernière fonction appartient aux greffiers des actes notariés et hypothécaires, et pour les testaments, conjointement aux chanceliers des consulats. Il y a aussi des avocats qui s'occupent de la gestion d'affaires et des opérations que font en général les divers contentieux privés de France.

Les avocats relèvent, pour les fautes disciplinaires, du conseil de discipline. Celui-ci peut leur infliger des avertissements, des interdictions qui ne peuvent dépasser trois mois. Pour les peines plus graves, entre autres la radiation, la loi exige des formalités plus rigoureuses. Elle a confié cette mission à la cour d'appel. En effet, dans l'article 24

du règlement d'organisation judiciaire, on lit *in fine* :
« La peine applicable aux avocats pour les faits qui compromettent leur honorabilité sera la radiation de la liste des avocats admis à plaider devant la cour. Le jugement devra être rendu par la cour en réunion générale, à la majorité des trois quarts des conseillers présents. »

Quant aux honoraires des avocats, ils sont exigibles en justice; mais en ce cas, ils doivent être taxés par le juge.

SECTION IV

DES TRIBUNAUX CONSULAIRES

De leur organisation. — De leur nombre. — De leur compétence.

De leur organisation et de leur nombre. — L'organisation des cours consulaires est restée ce qu'elle était au début des capitulations : un juge, le consul présidant le tribunal en personne ou par l'intermédiaire de ses vice-consuls; deux assesseurs, pris parmi les notables de la colonie; un greffier, le chancelier, qui fait en même temps fonction de greffier, d'interprète et d'huissier.

Leur nombre non plus n'a pas changé ; il en est de même de leur degré. Ces degrés sont au nombre de trois pour la France : le tribunal de première instance, la cour d'appel et la cour de cassation. Les tribunaux consulaires ont les mêmes pouvoirs qu'avant.

Sur ce point, il n'y a pas grand'chose à dire; la question a été traitée dans le premier chapitre.

De leur compétence. — Si leur nombre et leur composition n'ont pas changé, il n'en a pas été de même de leur compétence. Du reste le but de la réforme de 1874, réforme qui fit tant de bruit et trouva tant de résistance à son temps, était précisément la modification de cette compétence.

Il nous faut diviser la compétence des tribunaux consulaires en deux parties bien distinctes : la compétence civile et la compétence pénale, et étudier chacune d'elles séparément.

D'abord la compétence civile; sur ce point, la compétence consulaire a été extrêmement réduite. De son ancienne étendue, il ne reste presque plus rien. Avant 1874, nous le savons, elle était entière. Toutes les fois que deux nationaux avaient un procès entre eux, ils avaient recours à la juridiction des consuls; il en était de même pour les procès qu'ils avaient avec des indigènes ou qu'un étranger d'une nationalité différente leur intentait. Mais maintenant il n'en est plus de même; les tribunaux mixtes ont succédé aux tribunaux consulaires pour cette partie.

Il ne reste plus aux tribunaux consulaires qu'un seul cas où ils soient appelés à juger au civil : ce cas se produit dans tout ce qui touche au statut personnel : mariage, divorce, succession, contestation de filiation, recherche de la paternité dans les cas où la loi l'autorise, relèvent d'eux. Il y a un motif supérieur qui a empêché les diplomates de la conférence internationale du Caire, d'où est sortie la réforme, de leur enlever cette compétence. En effet, tout ce

qui touche le statut personnel est intimement lié à la famille et la famille forme la base de la nation.

La compétence pénale a été aussi diminuée, mais beaucoup moins. Tandis que pour la juridiction civile la compétence consulaire est presque nulle, pour la juridiction pénale elle est presque entière.

Dès les débuts, la connaissance des contraventions aux lois de simple police leur a été enlevée. Cela était nécessaire, sans quoi les lois et règlements de police, qui sont indispensables au bon ordre et à la sécurité publique, auraient été impossibles. D'autre part, les délits qui n'entraînent pas de peines supérieures aux peines de simple police, relèvent de la juridiction mixte. Si l'on ajoute à cela la connaissance des délits ou crimes commis par ou contre les magistrats et officiers de justice dans l'exercice de leur fonction, ou contre l'exécution des sentences et mandats, nous aurons cité la compétence mixte, le reste appartient à la juridiction consulaire.

Telle était la situation jusqu'en 1885. A cette date, la commission internationale, réunie pour le renouvellement des tribunaux mixtes, jugea utile de leur accorder la connaissance des crimes et délits de banqueroute.

Aussi, à part les contraventions, banqueroutes et délits sus-mentionnés, commis par ou contre les magistrats mixtes, la juridiction consulaire est restée ce qu'elle était avant.

APPENDICE I

Du Régime Hypothécaire

APPENDICE I

DU RÉGIME HYPOTHÉCAIRE

*Généralités. — Des règles de fond. — Des règles de forme. —
Projet de réforme.*

Généralités. — Le régime hypothécaire, en Egypte, diffère des régimes hypothécaires d'Europe par un point essentiel. En effet, tandis que la plupart de ces régimes reconnaissent trois sortes d'hypothèques : les hypothèques légale, conventionnelle et judiciaire, lui n'en admet qu'une seule, l'hypothèque conventionnelle.

Il suffit, pour s'en assurer, de lire l'article 181 du code mixte, qui a trait aux hypothèques. Cet article nous dit :
« *Le droit d'hypothèque n'existe que quand il a été stipulé par acte authentique passé aux greffes des tribunaux mixtes entre le créancier et le propriétaire de l'immeuble affecté au paiement de la créance.* »

Disons en quelques mots ce que sont ces diverses sortes d'hypothèques dont une seule a été admise par le code égyptien.

L'hypothèque légale est principalement celle que la loi accorde aux êtres incapables pour les protéger contre les abus que pourraient faire les personnes sous la puissance desquelles elle les a placés. Cette hypothèque est celle du mineur contre son tuteur; de l'interdit contre son curateur; de la femme mariée contre son mari.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte d'un jugement passé en force de chose jugée, et destinée à assurer le recouvrement du droit reconnu en justice et des frais qui ont été faits pour le faire reconnaître.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui résulte de la volonté des parties, et par laquelle le débiteur donne son immeuble en garantie de la dette qu'il contracte.

L'hypothèque légale, tenant au statut personnel et ce dernier ne relevant pas de la juridiction et de la législation mixtes, on comprendrait à la rigueur que le code égyptien l'ignorât. Pourtant cette hypothèque pourrait être admise et appliquée toutes les fois que la législation des parties l'exige.

Si, à la rigueur, on saisit l'absence de cette hypothèque dans le régime égyptien, il n'en est plus ainsi pour l'hypothèque judiciaire. Ici, les jugements sont uniformes et leurs effets sont les mêmes pour tous; le statut personnel n'a plus rien à voir dans la question. Pourquoi donc n'existe-t-il pas d'hypothèque judiciaire? Cette hypothèque a existé dans les débuts, et si elle a été supprimée, c'est à de nombreux abus qu'on le doit. Elle était, comme partout, du reste, générale, c'est-à-dire portait sur tous les biens du débiteur, et, d'autre

part, elle était involontaire, et s'appliquait malgré la volonté contraire du débiteur. Voici en quoi consistait l'abus qui amena sa suppression : lorsque le débiteur était solvable et ne voulait pas constituer hypothèque, le créancier, qui ne voulait pas faire un prêt chyrographaire et d'autre part ne voulait pas manquer un bon placement pour ses fonds, consentait à prêter sur signature. Ensuite, il intentait un procès à son débiteur, soit pour reconnaissance de dette, soit pour tout autre motif analogue; comme le droit n'était pas contesté, il gagnait son procès. Cette ruse n'avait d'autre but que de le nantir d'une hypothèque judiciaire; et cela, au mépris de la bonne foi la plus élémentaire. Cette hypothèque était meilleure que celle qu'il aurait obtenu par convention, car elle était générale tandis que la seconde n'aurait été que particulière. Le créancier était couvert bien au delà de sa créance et le débiteur voyait son crédit tué, car tous ses biens étaient frappés d'hypothèque. La preuve de l'existence de l'hypothèque judiciaire se trouve dans l'ancien article 682 qui dit : « *L'hypothèque judiciaire résulte des jugements rendus par les tribunaux égyptiens et les tribunaux consulaires en Egypte, soit contradictoires, soit par défaut définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus. Elle résulte aussi des reconnaissances ou vérifications faites en jugement, des signatures apposées à un acte authentique ou sous seing privé.*

« *Elle peut s'exercer sur les immeubles actuels du débiteur et sur ceux qu'il pourra acquérir, sauf les modifications ci-après exprimées.*

« *Les décisions arbitrales n'emportent hypothèque*

qu'autant qu'elles sont revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution. »

Donc l'hypothèque judiciaire a existé, on l'a supprimée pour mettre fin à un abus. Mais l'a-t-on purement et simplement supprimée du code ou l'a-t-on remplacée par une autre disposition ? Si l'hypothèque en question était une arme terrible entre les mains des créanciers de mauvaise foi et mettait les débiteurs dans un danger perpétuel puisque le crédit est une des bases principales de la vie sociale, aussi indispensable qu'est le pain à la vie physique, on a bien fait de la supprimer et de sauvegarder les droits des débiteurs ; mais, à côté de ces droits, il y avait les droits des créanciers, et l'on ne pouvait les négliger sans manquer à la justice la plus élémentaire. Tous les créanciers n'étaient pas de mauvaise foi, tous ne cherchaient pas à se constituer un droit immobilier pour garantir une créance. Dans des procès tout à fait étrangers aux questions de créance, il y avait des droits reconnus et des dépens faits, dans lesquels le plaideur qui avait obtenu gain de cause devait avoir la sûreté de rentrer. Or, on lui avait enlevé l'hypothèque judiciaire, pour l'en dédommager, on remplaça cette disposition par une autre ; on lui accorda un droit d'affectation. De quoi souffraient surtout les débiteurs avec le système précédent ? Ce n'était pas tant de l'hypothèque en elle-même que de sa généralité, ce qui faisait, la plupart du temps, que le gage était en disproportion énorme avec la dette garantie. Donc, il suffisait de limiter le gage ; mais, comme tous les cas ne se ressemblent pas, on ne pouvait limiter ce gage d'une façon générale, il fallait laisser ce soin à une personne qui

en ferait l'application à chaque cas particulier, ce fut au tribunal qu'échut cette mission.

Le plaideur ayant eu gain de cause adresse aux fins d'affectation une requête au tribunal, qui désigne les immeubles sur lesquels elle portera. Il n'a plus qu'à faire transcrire son privilège aux greffes, pour avoir une sûreté ayant toute analogie avec l'hypothèque, puisqu'elle n'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, autre chose qu'une hypothèque judiciaire spécialisée.

L'inscription du droit d'affectation est réglée dans sa forme par l'article 723 du code mixte : « *L'inscription se fait en recopiant sur les registres la requête et l'ordonnance du président, ou le jugement du tribunal qui a accordé l'affectation.* »

« *Chaque inscription sera précédée de l'indication de sa date et portera en marge son numéro d'ordre.* »

Une fois inscrite, l'affectation se comporte de même que l'hypothèque; elle donne les mêmes droits, entre autres le droit de suite; elle est soumise aux mêmes formalités, tel que le renouvellement. Toutefois, si l'on se trouve en présence d'affectation et d'hypothèques ayant le même rang, les hypothèques priment les affectations, à moins que l'on ne puisse prouver que les hypothèques ont été frauduleusement constituées par le débiteur pour frustrer ses créanciers. Cette disposition se trouve dans le second alinéa de l'article 726 du code civil mixte.

« : : : »

« *Les hypothèques inscrites le même jour primeront les affectations, sauf, toutefois, le cas où elles auraient été*

constituées par le débiteur en fraude des droits de ses créanciers. »

Tel est ce droit d'affectation, qui a remplacé l'hypothèque judiciaire. Ce changement a été opéré par le décret du 5 décembre 1886, c'est-à-dire douze ans après la création des tribunaux. Nous trouvons là une nouvelle preuve de la défectuosité du régime législatif de l'Égypte. En effet, les inconvénients de l'hypothèque judiciaire, abandonnée au gré des créanciers, et devenue dans les mains de certains usuriers, qui étaient foule, une véritable machine à broyer les fortunes, furent apparents dès son application; elle causa de nombreuses ruines et fit pousser les hauts cris à ceux qui étaient opprimés par elle; mais, néanmoins, on mit douze ans pour la supprimer et la remplacer par une institution plus juste et plus pratique. Tels sont les inconvénients d'une législation où rien ne peut se faire sans le contrôle et l'approbation de gouvernements étrangers, éloignés du pays où ils légifèrent et ne se rendant compte de ce qui s'y passe que par la voie diplomatique dont la lenteur est proverbiale.

Les greffes des hypothèques, au lieu d'être, comme en Europe, indépendants du pouvoir judiciaire et de former une organisation distincte dirigée par un officier ministériel, sont au contraire, en Égypte, une dépendance des tribunaux et en font partie intégrante.

Ce sont les tribunaux qui nomment les fonctionnaires, greffiers, commis greffiers et employés, tandis qu'en Europe, en France notamment, ceux-ci relèvent directement du ministère des finances, à l'instar des bureaux de l'enregistrement.

Cette différence est motivée par une raison d'ordre financier. Les greffes des hypothèques, avec les différents droits qu'ils touchent pour les actes qui sont passés par devant eux, font vivre les tribunaux et le ministère de la justice, et qui ne pourraient subsister par leurs propres moyens.

Dès règles de fond. — Nous avons donc vu que l'hypothèque ne peut être que conventionnelle; quant à l'hypothèque judiciaire, elle a été remplacée par le droit d'affectation.

Il nous reste à étudier maintenant les conditions qui se rapportent à l'emprunteur qui veut donner l'hypothèque et à l'objet sur lequel elle doit porter. On peut résumer ces conditions, quant à la personne, à celle-ci : la capacité de vendre. Et de fait, celui qui hypothèque donne à celui qui reçoit la sûreté hypothécaire un droit de vente conditionnel, il lui permet de faire vendre son bien, si à l'échéance la dette n'a pas été payée. Il faut donc que la personne qui donne hypothèque soit propriétaire, majeure et maîtresse de ses droits, par conséquent, ni interdite, ni femme mariée, qu'elle possède toute sa volonté, sans quoi l'acte serait nul. Cette disposition se trouve contenue dans l'article 682 :

« *Celui qui n'a pas capacité pour aliéner ne peut consentir une hypothèque.* » Cette disposition est juste et conforme au bon sens, aussi on la trouve dans la plupart des codes européens.

En ce qui concerne l'objet qui doit supporter l'hypothèque, les conditions sont au nombre de deux : il faut que

ce soit un bien immobilier et en même temps qu'il soit dans le commerce.

Il faut que ce soit un immeuble, sans quoi le principal des droits que confère l'hypothèque au créancier, droit qui n'existe pas dans le gage, ce genre d'hypothèque pour les meubles, le droit de suite, ne pourrait s'exercer. En effet, ce droit donne à l'hypothèque toute sa force, puisque grâce à lui on peut reprendre le gage même quand il est sorti des mains du débiteur, tandis que le gage, une fois sorti des mains du créancier gagiste, ne peut être récupéré. D'autre part, l'exercice de ce droit rencontrerait des difficultés pratiques insurmontables et serait une source de procès interminables, si l'hypothèque pouvait porter sur des meubles. Le droit de suite, pour être exercé facilement, doit porter sur un objet commode à retrouver; or un immeuble est sûrement reconnaissable, tandis que les meubles ne jouissent pas de la même propriété. Et, effectivement, les immeubles sont fixés, attachés au sol avec lequel ils font corps, pour ainsi dire, on est toujours sûr de les retrouver; ils ont une individualité assez caractérisée pour pouvoir les reconnaître; les meubles, au contraire, sont mobiles, bougent, sont facilement transportables, se ressemblent, surtout aujourd'hui où les fabriques éditent des milliers d'exemplaires du même modèle. Dans ces conditions, comment reconnaître le meuble sur lequel a porté l'hypothèque d'un autre du même modèle et sortant de la même fabrique, par conséquent identique au premier; cela est presque matériellement impossible. Aussi, pour couper court aux procès et aux fraudes, car rien ne serait plus facile que d'hypothéquer plusieurs fois un même meuble, l'hypothèque mobilière

n'est pas admise. Du reste, elle n'aurait eu aucune utilité ici, et aurait fait double emploi, puisque pour les meubles on trouve une autre institution : le gage. Il y a aussi un autre motif, qui a fait qu'on n'a pas institué l'hypothèque pour les meubles, elle aurait été trop fragile, les meubles étant sujets à beaucoup de cause d'anéantissement : incendie, bris, perte, usure rapide.

Il faut, en outre, que l'immeuble sur lequel porte l'hypothèque, soit susceptible d'être mis aux enchères; c'est là une garantie pour le débiteur. En effet, il est sûr qu'il sera vendu, de cette façon, dans les meilleures conditions et qu'il atteindra sa juste valeur.

Ces conditions se trouvent réunies dans l'article 683 :

« Les immeubles susceptibles, par leur nature, d'être vendus aux enchères peuvent seuls être hypothéqués. »

Nous trouvons une disposition identique dans le code français, c'est l'article 2118.

Nous savons par conséquent que l'hypothèque ne peut être constituée que par une personne capable d'aliéner et sur un immeuble susceptible d'être vendu aux enchères. Il faut nous demander, à présent, quelle peut être son étendue? En un mot, y a-t-il des hypothèques générales en Egypte? En Europe, ce genre d'hypothèque existe; on trouve même deux catégories qui rentrent dans ce cas : ce sont les hypothèques légales et judiciaires. En Egypte, avant la suppression de l'hypothèque judiciaire, l'hypothèque pouvait être générale, mais, aujourd'hui que l'on ne connaît que l'hypothèque conventionnelle, elle ne peut plus avoir cette étendue. L'hypothèque ne peut plus être que particulière. La loi veut, à peine de nullité de l'acte, que l'immeuble

sur lequel elle porte soit clairement désigné. Cette disposition a été introduite pour protéger le débiteur contre les exigences des créanciers. En effet, le débiteur subit, pour ainsi dire, une sorte de violence morale, qui le pousse à consentir les conditions que lui impose le créancier. Cela se voit assez souvent : ainsi, un commerçant, gêné dans son commerce et ayant besoin d'une certaine somme pour faire face à ses échéances et gagner du temps, ce qui lui permettrait de se relever, sera assez disposé à consentir une hypothèque générale pour obtenir le capital qu'il désire. Il tuerait ainsi son crédit d'un seul coup, et cela, sans avantage pour personne, puisque souvent avec une hypothèque particulière le créancier aurait été pleinement garanti. La loi a voulu éviter cette disproportion entre la dette et la garantie.

Le montant de la créance garantie doit être précisé, afin de ne pas laisser le débiteur à la merci du créancier. En effet, s'il veut lui consentir une nouvelle hypothèque, il est libre de le faire; et, en ce cas, il aura le temps de réfléchir, il verra la gravité de l'acte qu'il va accomplir; et si le capital qu'il désire emprunter ne lui est pas nécessaire, il ne contractera pas l'emprunt et évitera ainsi de dilapider sa fortune. De plus, la propriété foncière et les charges qui la grèvent, doivent recevoir la publicité la plus grande; et cela, dans l'intérêt du débiteur lui-même et de son crédit. En effet, supposons un immeuble valant 100; si l'emprunt, pour la garantie duquel il est hypothéqué n'est que de 50, il restera une valeur de 50, libre de toute charge et pour laquelle le propriétaire pourra contracter un nouvel emprunt. Or, si le montant de la créance n'est pas connu, l'immeuble qui la garantit pourra avoir une valeur bien

plus grande, et pourtant le propriétaire ne trouvera de nouveaux capitaux, car personne ne voudra prêter sur un immeuble déjà hypothéqué pour une créance dont on ignore le montant et qui, peut-être, atteint la valeur intégrale du bien donné en hypothèque.

Article 684 du code mixte : « *Les immeubles hypothéqués doivent, à peine de nullité de la constitution d'hypothèque, être désignés d'une manière précise par leur nature et leur situation, et le chiffre de la créance doit être déterminé dans l'acte.* » Les articles 2129 et 2132 du code Napoléon correspondent à cet article.

Toutefois, dans certains cas, le montant exact de la créance ne peut pas être fixé. Cela arrive dans les comptes courants. Mais, en ce cas, la loi n'a pas voulu laisser le montant tout à fait inconnu ; aussi, exige-t-elle que le compte courant comporte un maximum connu au-dessus duquel il ne puisse s'élever ; de cette façon on sait pour quelle somme l'immeuble peut être grevé. Cependant, cela n'empêche pas qu'une fois ce maximum du crédit déclaré atteint, si la valeur de l'immeuble est supérieure à ce maximum, et que les parties le désirent, de contracter un nouvel emprunt sous forme de crédit et garanti par hypothèque. Dans ce cas, il faudra déclarer le maximum du nouveau crédit dans un acte nouveau qui sera annexé au précédent.

L'immeuble, une fois hypothéqué, il peut arriver qu'il disparaisse entièrement ou qu'il soit détérioré de façon que la valeur qu'il représente après la détérioration ne soit plus suffisante. Cela peut arriver de deux façons : soit par suite d'un cas fortuit, soit par suite de la faute du propriétaire ou du détenteur. En ce cas, qu'arrivera-t-il ? Qui supportera

le dommage ? Sera-ce le propriétaire ou le créancier ? Sera-ce tous les deux à la fois, le propriétaire en perdant son immeuble, et le créancier son gage ? La réponse à ces questions découle d'elle-même et ne peut faire l'ombre d'un doute. Le créancier, n'ayant pas la garde de l'immeuble, ne peut être responsable des accidents qui s'y produisent ; c'est donc le propriétaire qui supportera la perte ; mais la situation ne sera pas la même dans le cas fortuit et dans celui où la perte et détérioration sont survenues par la faute du propriétaire.

Dans le premier cas, le propriétaire devra compléter l'hypothèque en grevant un nouvel immeuble pour la valeur enlevée au premier par la détérioration, ou bien donner une nouvelle hypothèque au cas où l'immeuble a complètement disparu, ou, enfin, payer la dette avant l'échéance.

Dans le second cas, le choix appartient au créancier.

La différence de solution entre les deux cas est très facile à expliquer. Dans le premier cas, le propriétaire ne pouvait pas prévoir et prévenir le risque ; il ne serait par conséquent pas juste de l'obliger à fournir le capital emprunté s'il juge plus avantageux de fournir une nouvelle garantie hypothécaire. Dans le second cas, au contraire, il est fautif ; avec plus de soin et de précaution, il aurait évité la catastrophe qui détruit ou détériore son immeuble ; il n'est pas juste d'obliger le créancier à recevoir une nouvelle garantie hypothécaire, s'il n'a plus confiance en son débiteur ; s'il estime que la faute est légère et qu'elle aurait pu être commise même par un administrateur intelligent, il sera toujours libre de demander une nouvelle hypothèque en remplacement de celle qui a disparu faute d'objet. Si au

contraire il juge qu'il y a eu de la part du propriétaire une faute lourde qui le démontre administrateur inintelligent ou négligent, il ne serait pas rationnel de l'obliger à se confier à ce débiteur et courir le risque de voir les faits se reproduire.

Article 686 du code mixte : « Si l'immeuble affecté à la créance vient à périr ou à être détérioré par un cas fortuit, de manière à rendre la garantie incertaine; le débiteur devra, à son choix, offrir une hypothèque suffisante sur un autre immeuble ou payer la dette avant l'échéance. Cette option appartiendra au créancier si la perte est arrivée par la faute du débiteur ou du détenteur. » L'article 2131 du code Napoléon édicte une disposition analogue.

Nous avons vu que l'on peut hypothéquer les immeubles qui peuvent se vendre aux enchères. Peut-on agir de même pour les immeubles que l'on ne possède pas encore, mais que l'on se propose d'acquérir? La loi fait à cette question une réponse catégoriquement négative. Il ne pouvait en être autrement; nous avons vu que nul ne peut hypothéquer qui ne peut vendre; or, on ne peut vendre ce que l'on ne possède pas encore. De plus, une hypothèque sur un immeuble à venir ne constituerait pas une sûreté pour le créancier; c'est comme si l'on n'avait rien fait; il dépendrait du débiteur de réduire cette garantie à néant en ne procédant pas à l'acquisition projetée, l'hypothèque tomberait par suite faute d'objet. Du reste, on ne trouverait pas de capitalistes pour prêter dans des conditions si aléatoires.

Une fois l'hypothèque régulièrement constituée conformément à la loi, l'acte rédigé dans toutes les conditions requises, le créancier était-il suffisamment garanti, et l'hy-

pothèque produit-elle tous les effets qu'on est en droit d'en attendre ? Non, tant que le créancier n'aura pas satisfait à une dernière formalité, il aura beau avoir un acte parfaitement régulier, ce sera comme s'il n'avait rien fait. Pour être à couvert, le créancier devra faire inscrire son acte. Cette règle lui a été imposée dans son intérêt même. C'est la publicité de l'hypothèque. Quand l'hypothèque pouvait être occulte, de nombreuses fraudes avaient lieu. Le débiteur ayant une fortune apparente et ne paraissant pas grevée de charges, bien qu'elle le fût réellement, contractait des emprunts au delà de sa valeur, et finalement, quand venait la débâcle, les créanciers hypothécaires se dénonçaient et l'on finissait par découvrir que cette fortune, qui semblait énorme et couvrir pleinement les emprunts faits, était tout à fait insuffisante, de là de nombreuses ruines.

Donc, le créancier hypothécaire devra faire inscrire son acte; mais cette inscription ne peut être faite n'importe où; elle devra avoir lieu au greffe des hypothèques. Cela a été exigé afin de rendre les recherches plus faciles, de concentrer en un lieu déterminé où l'on pourrait aisément les retrouver, les actes grevant de charges les immeubles, c'est pour cela que l'on exige que cette inscription soit faite au greffe de la situation de l'immeuble hypothéqué.

Cette inscription peut être faite au moment que l'on choisit, toutefois, ce moment doit être choisi alors que les choses sont en état, c'est-à-dire tant que la situation du propriétaire est la même.

Le créancier a pourtant tout intérêt à faire cette inscription le plus tôt possible; en effet, en agissant ainsi, il a tout à gagner; s'il tarde de trop, il peut se faire qu'un nouveau

créancier se fasse inscrire avant lui et aura ainsi un meilleur rang que le sien.

Il pourrait même arriver que le créancier, au lieu d'obtenir un rang moins bon par suite de l'inscription antérieure d'un autre créancier, perde complètement ses droits. Si le propriétaire vend son immeuble et s'en dessaisit, l'inscription ne peut plus être utilement prise. L'acheteur doit pouvoir acheter l'immeuble en toute connaissance de cause, ce qui ne serait pas possible, s'il était permis au créancier de se dénoncer après l'acquisition. La base de la propriété, sans cela, serait attaquée; on ne serait pas certain de pouvoir conserver le bien acquis, les charges pouvant être trop fortes, et l'acquéreur, obligé de délaisser.

Du reste, le créancier n'a qu'à s'en prendre à lui-même; il n'avait qu'à se faire inscrire en temps voulu; il est coupable de négligence.

Article 689 du code mixte : « *Le droit d'hypothèque ne peut être exercé qu'à la condition d'avoir été inscrit au greffe des hypothèques de la situation de l'immeuble, avant que le propriétaire qui l'a hypothéqué ait été dessaisi à l'égard des tiers, sans préjudice des règles établies en matière de faillite.* » On trouve des dispositions analogues dans les articles 2134 et 2146 du code Napoléon.

Lorsque l'immeuble est vendu ou qu'en cas d'incendie, étant assuré, la compagnie en paie la valeur, comment va-t-on payer les créanciers ? Il n'y a pas lieu d'envisager le cas où il n'y aurait qu'un seul créancier. Supposons trois créanciers. Va-t-on leur donner une quote-part, ou va-t-on les payer en suivant un certain ordre ? La question de la quote-part n'a pas lieu d'être discutée. L'hypothèque a pour but

de garantir le créancier et de lui éviter d'être obligé de se contenter d'un simple dividende. Il y aura donc un ordre; et c'est ici qu'apparaît un autre avantage de l'inscription: en effet, c'est la date de cette dernière qu'on considérera pour le paiement. Le créancier, le premier inscrit, sera payé intégralement; et l'on passera au second, puis au troisième s'il y a encore un reliquat sur la valeur de l'immeuble.

Mais que va-t-il arriver si les trois créanciers se sont inscrits le même jour? En ce cas l'on prendra en considération l'heure de la demande d'inscription. Enfin, si l'heure est la même pour les trois, ce qui serait bien extraordinaire, et ne se serait jamais vu en pratique, on procédera par paiement intégral si le prix est suffisant ou par dividende au cas contraire; c'est la solution la plus logique.

Mais laissons ce dernier cas, qui est d'une excessive rareté, et cherchons pourquoi on a décidé de payer par ordre de préférence en prenant en considération l'ordre d'inscription, plutôt que de les payer au marc le franc.

Lorsque le premier créancier a fait son prêt, il avait pris ses renseignements, il savait l'immeuble libre de toutes charges et par conséquent le garantissant pleinement. Il n'est par conséquent pas juste que par la volonté de son débiteur et indépendamment de la sienne, son gage pût être diminué; ce serait enlever à l'hypothèque tous ses avantages et la réduire à néant. En effet, si les créanciers étaient payés au marc le franc, ils n'auraient pas d'autres avantages que ceux qui leur seraient conférés par une créance chyrographaire; et l'hypothèque tomberait en désuétude. En effet, pourquoi faire des frais, passer des actes, payer

des droits de greffes, alors qu'une simple reconnaissance sur une feuille de papier timbré produirait le même effet ?

Les créanciers inscrits après lui n'ont pas à se plaindre, car de deux choses l'une : ou bien ils ont connu l'hypothèque, ou bien ils l'ont ignorée ! Dans le premier cas, ils savaient ce qui les attendait. Ils n'avaient qu'à prendre leurs précautions, s'informer de la valeur de l'immeuble qui leur était offert, et ne consentir le prêt que pour la valeur de l'immeuble diminuée du montant des précédents emprunts. D'autre part, s'ils avaient ignoré l'hypothèque, c'est de leur faute : elle était inscrite, puisqu'elle a un rang antérieur au leur. Il leur fallait s'adresser au greffe, demander un certificat, et par là, ils auraient eu connaissance de l'existence de la charge qui grevait l'immeuble qu'ils ont accepté. Ils ne peuvent arguer de leur négligence pour se créer un droit.

Le rang se détermine par l'ordre de l'inscription ; mais cet ordre est-il toujours l'ordre réel de la constitution de l'hypothèque ? Cela est, pour la plupart du temps, la réalité : mais il peut arriver, pour une raison ou pour une autre, qu'un créancier ait négligé de faire inscrire son hypothèque et se trouve ainsi avoir un moins bon rang qu'un créancier postérieur à lui. Ici, nulle réclamation n'est possible : d'une part, le créancier en retard est coupable de négligence ; il n'avait qu'à veiller à ses intérêts, ce soin lui incombe personnellement et non à la loi ; d'autre part, la preuve de l'antériorité de l'hypothèque serait impossible, puisqu'elle consiste précisément en l'inscription. Permettre de la prouver autrement, ce serait ouvrir la porte à toutes sortes de fraudes. Il n'y aurait aucun autre moyen de preuve que l'aveu du propriétaire qui a constitué l'hypothèque, ou l'acte sous

seing privé qui l'a constituée et qu'on a fait inscrire en retard; mais ces preuves ne présentent aucune garantie. L'aveu du propriétaire peut être acquis frauduleusement, soit qu'il veuille désavantager un créancier qui lui déplaît, ou avantager un autre qui lui est plus sympathique, ou plus accommodant, qui lui fasse des avantages, des remises sur sa dette. L'acte sous seing privé peut lui aussi être antidaté.

Article 691 du code civil : « *Les créanciers sont payés sur le prix de l'immeuble, ou le montant de l'assurance en cas d'incendie, dans l'ordre de leur rang d'inscription, même lorsqu'ils ont fait inscrire leurs créances le même jour.* » Les articles 2134 et 2147 du code Napoléon lui correspondent.

Mais cette inscription garantit-elle le capital seulement ? Quand on prête sur hypothèque, c'est d'ordinaire pour faire fructifier un capital; or, on ne comprendrait pas que cet emploi d'argent ne comportât pas d'intérêt. En nous demandant si l'inscription garantissait le capital seulement, nous avons voulu nous demander si elle n'avait aucun effet sur les intérêts ! Il n'aurait pas été juste d'exclure complètement de sa garantie les intérêts. Les prêts hypothécaires étant d'ordinaire consentis pour des périodes très longues, et étant de véritables placements, il peut arriver qu'à un moment donné, le débiteur se trouve gêné et laisse passer une ou plusieurs années sans payer les intérêts; or, à moins d'être d'une intransigeance terrible, le capitaliste créancier patientera et n'exécutera pas son débiteur. Si l'inscription n'avait pas garanti les intérêts, les capitalistes auraient soit refusé le prêt, soit exécuté impitoyablement le débiteur, ce qui, de toutes façons, aurait nui à celui-ci. Aussi la loi

a-t-elle décidé de faire porter l'effet de l'inscription sur les intérêts échus, mais elle n'a pas voulu laisser cet effet sans limite. L'inscription garantit, en plus du capital, deux années d'intérêts.

On n'a pas voulu laisser l'hypothèque garantir les intérêts sans leur fixer de limite, car, en ce cas, en voulant sauvegarder le crédit, on serait arrivé à un résultat tout à fait contraire; et effectivement on aurait obtenu une hypothèque occulte du plus fâcheux résultat. Supposons un immeuble valant 800.000 francs, sur lequel une hypothèque a été consentie pour 400.000 francs; au taux de 9 % pour 10 ans. Cet immeuble laisse une valeur libre de la moitié, c'est-à-dire 400.000 francs. Il pourrait trouver un nouveau capitaliste disposé à prêter en seconde hypothèque une somme de 300.000 francs par exemple. Les intérêts du premier capital s'élèvent à la somme de 36.000 francs par an, et, au bout de 10 ans, ils atteindront la somme de 360.000 francs, c'est-à-dire qu'ils auront presque doublé le capital. Si l'inscription garantissait de plein droit l'intégralité des intérêts, le second capitaliste se trouverait, en cas de vente, en présence d'une hypothèque apparente de 400.000 francs, la seule qu'il ait pu prévoir, et d'une autre, occulte, de 360.000 francs; soit en tout 760.000 francs, il est par conséquent en perte de presque tout le capital prêté.

La loi a estimé qu'en patientant deux ans, le capitaliste s'est montré suffisamment tolérant, et qu'une plus longue attente serait le fait d'une complaisance imprudente. Du reste, s'il veut patienter plus longtemps, tout en ayant une garantie hypothécaire pour les intérêts d'un laps de temps plus long, il a un moyen bien simple pour arriver à ce

résultat, il n'a qu'à prendre une inscription séparée pour les intérêts, et ladite inscription n'aura rang qu'à sa date. Ainsi, il ne lèsera personne, car les créanciers postérieurs sauront qu'il est dû des intérêts et en connaîtront le montant.

Mais cette inscription une fois prise, pour combien de temps est-elle valable ? Suffit-il d'en prendre une au début et de ne plus s'en occuper ensuite ? Non, l'inscription n'est pas valable indéfiniment ; elle doit être renouvelée tous les dix ans. Cette règle a un double motif : d'abord un motif d'ordre pratique, et ensuite un motif d'ordre fiscal.

Le motif d'ordre fiscal n'est pas difficile à deviner : chaque dix ans, l'Etat, en forçant les créanciers hypothécaires à renouveler leurs inscriptions, refouche les droits d'inscription.

Le second motif est aussi clair : si l'inscription n'était pas renouvelée, les registres s'accumuleraient dans les bureaux et finalement les locaux seraient insuffisants à les contenir. Tandis qu'avec la réinscription obligatoire, on n'est tenu d'avoir dans les bureaux que les registres habituels, c'est-à-dire ceux de la période décennale en cours et ceux de la période précédente, en tout, les registres d'une quinzaine d'années environ.

D'autre part, ce système facilite énormément les recherches, et effectivement, si l'on demande au conservateur des hypothèques un certificat sur un immeuble pour une période de trente ans, il n'aura à faire des recherches que pour dix ans, plus la période en cours. Cela sera suffisant pour qu'il puisse délivrer un certificat sans craindre de se tromper. En effet, s'il y avait des hypothèques pour la période sur laquelle il n'a pas fait de recherche, il arrivera

deux choses : premièrement, la réinscription a été faite, et en recherchant sur une période de 19 ans il s'en apercevra, ou bien elle a été omise et l'inscription précédente étant périmée, l'hypothèque est nulle; de toute façon, il n'a pas commis d'erreur.

L'inscription étant périmée, le créancier voit-il son gage, sa sûreté immobilière lui échapper définitivement? La loi ne lui donne-t-elle pas un moyen de réparer sa négligence? Oui, tant que les choses sont en état, tant que l'immeuble est entre les mains de son propriétaire, la loi autorise le créancier négligent, qui a laissé périmer son inscription, à en reprendre une autre, qui n'aura rang qu'à sa date. Effectivement, il fallait mettre une sanction à cette disposition légale, sous peine de la voir devenir lettre morte.

Ce renouvellement n'est pas toujours obligatoire. Ainsi, quand l'immeuble hypothéqué a été vendu à l'amiable ou aux enchères, quand dans ce cas les délais de surenchères sont expirés, ou, dans les premiers cas, les offres ont été faites, acceptées et réalisées, la réinscription n'est plus obligatoire, et cela pour une cause bien simple, c'est que les motifs, qui l'avaient fait imposer, disparaissent. Il ne peut plus être constitué de nouvelles hypothèques du chef de l'ancien propriétaire, et par conséquent, comme celles déjà inscrites et consenties par lui vont être radiées, il est parfaitement inutile d'en inscrire de nouvelles pour les radier immédiatement après.

Nous allons étudier maintenant ce qu'il advient de l'inscription hypothécaire dans le cas de paiement volontaire ou forcé. Le créancier va-t-il la conserver? Non, une fois complètement désintéressé, le créancier n'a plus besoin de cette

inscription. Il ne peut prétendre conserver une garantie immobilière, qui ne correspond plus à rien, puisque la dette, pour laquelle elle a été constituée, est éteinte. Il y a donc lieu de la radier. Le plus souvent cette radiation sera opérée sur la demande du débiteur et du consentement du créancier. Le consentement du titulaire de l'hypothèque est indispensable. Le greffier ne pourrait, sans engager sa responsabilité, y procéder, même sur le vu d'une quittance délivrée par le créancier. Celui-ci peut avoir droit à d'autres sommes que la créance principale, soit pour des frais faits pour la conservation de l'immeuble, soit qu'il ait eu à soutenir des procès pour sa revendication soit qu'il y ait des intérêts arriérés, et le greffier peut les ignorer et le reçu peut ne pas en faire mention. Il est du reste logique de ne pouvoir dépouiller quelqu'un d'un droit qu'il possède sans son consentement.

Mais, supposons maintenant, que le créancier, pour un motif ou pour un autre, soit même par pure mauvaise volonté, refuse de consentir à la radiation. Va-t-il, par son refus, pouvoir empêcher la radiation ? Va-t-il pouvoir maintenir sur l'immeuble de son ancien débiteur une charge qui en diminue la valeur et par là même le crédit de ce dernier ? Non, la loi n'a pas laissé le débiteur à la merci de son créancier. Si celui-ci refuse son consentement, les tribunaux trancheront la question. Le tribunal compétent sera celui de la situation de l'immeuble, puisque c'est au greffe de ce dernier qu'a été prise l'inscription et qu'il est rationnellement le plus à même de connaître la question. Toutefois, si la radiation est demandée incidemment dans un autre procès, tel qu'un procès intenté pour contestation de créance, soit

pour compensation entre deux dettes, ce sera le tribunal saisi de la demande principale qui jugera la demande incidente en radiation.

Si, à l'échéance, le débiteur ne paie pas, le créancier a une action personnelle contre lui, mais en plus, il a, en vertu de son hypothèque, un droit propre qui lui permet de saisir et faire vendre l'immeuble hypothéqué. Si l'immeuble appartient au débiteur, il n'y a rien d'extraordinaire, un créancier chirographaire en aurait pu faire autant, puisque le patrimoine du débiteur est le gage de ses créanciers. Mais, et c'est là qu'apparaît l'avantage de l'hypothèque, même si l'immeuble n'appartenait pas à son débiteur et a été hypothéqué du consentement de son propriétaire, il peut agir de même. Seulement, avant de procéder à la saisie et à la vente, il doit faire commandement d'avoir à payer au débiteur principal. Cela est logique, puisque c'est lui qui doit payer et que le propriétaire de l'immeuble n'en est tenu que subsidiairement.

Supposons que le propriétaire ait vendu son immeuble et s'en soit dessaisi en faveur de l'acheteur, le créancier perd-il ses droits ? Non ; et c'est là un des avantages principaux de l'hypothèque ; c'est ce que l'on appelle le droit de suite, droit qui permet au créancier de reprendre son gage même entre les mains d'un acquéreur. Mais, pour agir ainsi, le créancier doit adresser au préalable une sommation au tiers. Par cette sommation, il le met en demeure d'avoir soit à payer, soit à délaisser l'immeuble pour qu'il soit saisi et vendu. Le choix entre ces deux moyens appartient au tiers et non au créancier. En effet, il peut avoir intérêt à payer pour conserver un immeuble qui lui convient spécia-

lement soit par sa situation soit par sa destination et qu'il ne retrouverait pas dans des conditions identiques. Le créancier n'a pas de réclamations à faire ; du reste, pour lui, il doit être indifférent que ce soit Pierre ou Paul qui soit acquéreur du moment qu'il est payé.

Une fois la sommation faite, le créancier ne peut saisir le tiers par le même acte ; il doit laisser s'écouler les délais imposés par le code de procédure. Il est raisonnable de donner au tiers le temps de prendre un parti, de réfléchir à ce qui conviendrait le mieux à ses intérêts.

Le tiers détenteur, mis en demeure de prendre parti, peut choisir entre plusieurs solutions : soit payer la dette et se faire subroger, soit faire des offres, celles-ci doivent être égales à la somme qu'il estime représenter la valeur de l'immeuble et ne pas être inférieures à ce qui reste à payer sur le prix ; soit délaisser ; soit subir les poursuites. Les offres de paiement ne doivent pas être inférieures à ce qui reste à payer sur le prix. Cela, à première vue, semble incompréhensible ; on pense qu'une fois le prix soldé, il ne reste plus rien à payer sur le prix. L'explication est pourtant très simple. Lorsqu'on achète quelque chose, surtout un immeuble, on cherche à réaliser un gain ; on cherche à acheter le fonds au-dessous de sa valeur, aussi ce qui reste à payer sur le prix est ce bénéfice escompté. Il semble injuste de vouloir priver le tiers de ce profit qu'il espérait faire, mais ici nous nous trouvons en présence d'un principe juridique de la plus haute antiquité, puisqu'il était connu du droit romain : celui qui cherche à éviter une perte est préférable à celui qui cherche à réaliser un bénéfice.

Enfin, si le tiers détenteur refuse de choisir entre l'un

des partis qui lui sont offerts, il en est un qui s'impose, ce sont les poursuites de saisie immobilière. Les motifs de cette décision ne sont guère compliqués : ce sont ceux donnés plus haut. D'autre part, le tiers acquéreur ne peut alléguer de sa bonne foi; les registres de la publicité hypothécaire le présument en connaissance de l'hypothèque; s'il prétend les ignorer, il a manqué à la prudence la plus élémentaire en ne prenant pas d'information sur l'immeuble qu'il se proposait d'acquérir, et sur les charges qui pouvaient le grever. Tout le monde sait que nul ne peut arguer de sa faute pour se constituer des droits.

Le tiers détenteur peut, jusqu'à l'adjudication, faire les offres de paiement ou délaisser l'immeuble. Il ne peut au contraire, offrir le montant de la valeur de l'immeuble que tant que la saisie n'a pas été opérée. Il y a à cela une bonne raison, c'est que dans le premier cas, la chose est indifférente aux créanciers puisqu'ils sont intégralement payés, et il n'y a là aucune occasion de fraude. Dans le second cas, au contraire, les créanciers peuvent ne pas être intégralement désintéressés par le montant de la valeur; il peut y avoir lieu à des fraudes; il y a des chances pour que les enchères ne soient libres qu'en apparence. En effet, le tiers qui tiendrait à l'immeuble le laisserait porter aux enchères, et s'il voit que les amateurs ne se présentent pas, il se gardera d'offrir le supplément de valeur, l'immeuble lui restant pour compte; si, au contraire, il voit que les enchères sont disputées et que l'immeuble va lui être enlevé soit pour le prix maximum auquel il l'estime, soit pour un prix supérieur, il offrira ce supplément. Il peut aussi y avoir un autre genre de fraude, qui consisterait à soudoyer des complices

qui dénigreraient l'immeuble et l'empêcheraient d'atteindre sa valeur. La loi a voulu éviter ces divers inconvénients.

Si la dette a été payée par le tiers détenteur, celui-ci a le droit d'être subrogé au créancier hypothécaire, et c'est du reste son intérêt, car c'est ainsi qu'il prendra la place de ce dernier avec son rang et ses prérogatives, ce qui empêchera un autre créancier d'un rang postérieur de le poursuivre et de l'évincer de son bien. Il est astreint aux mêmes obligations que le créancier auquel il a succédé. Il doit faire maintenir l'inscription et la faire renouveler au besoin.

Lorsque le tiers détenteur offre le montant de la valeur de l'immeuble, il n'est pas libéré immédiatement. Il faut que les créanciers auxquels cette offre a été faite acceptent. Ils peuvent fort bien la refuser, s'ils estiment que l'immeuble a une valeur supérieure à celle qu'on lui attribue. Si ce droit de refuser les offres faites ne leur était pas reconnu, le tiers détenteur n'estimerait jamais l'immeuble à sa juste valeur : il n'y aurait aucun intérêt. Ce serait un cas de conscience : et en affaires, la conscience n'est trop souvent qu'une chose fort hypothétique : si le créancier ne pouvait refuser une offre de 100 alors qu'elle devrait être de 600, pourquoi s'infliger une perte de 500 ? Il n'y aurait personne, pour ainsi dire, qui, pour satisfaire son amour du bon droit, donnerait les 500 alors qu'il pourrait les conserver pour lui.

Le tiers détenteur n'est pas tenu d'attendre la sommation d'usage pour faire les offres. Il ne peut être obligé de rester à la merci des créanciers tant que ceux-ci auraient intérêt à se taire. Il peut prendre les devants et faire les offres de sa propre initiative.

Ces offres doivent être faites en une somme payable au

comptant, quelle que soit la date d'échéance de la dette. Le créancier peut ne pas avoir confiance en la solvabilité du tiers, alors qu'il l'avait en celle du débiteur précédent.

« Elle doit être faite à tous les créanciers inscrits au domicile élu dans leur inscription et être accompagnée de la notification :

« 1° Du contrat d'acquisition avec indication du nombre des parties contractantes, du prix stipulé et des charges, s'il y a lieu, et de la situation précise de l'immeuble ;

« 2° De la date et du numéro de la transcription de cet acte ;

« 3° Du tableau des inscriptions existantes, contenant la date de ces inscriptions, le montant des créances inscrites et les noms des créanciers. » (Art. 705 du code mixte.)

L'offre, une fois faite, comment les créanciers manifesteront-ils leur acceptation ? Ils pourront le faire de deux façons, soit expressément, soit tacitement. Pour accepter tacitement, il faudra qu'ils laissent écouler les délais de soixante jours que la loi a fixés, sans faire au greffe la déclaration de surenchères ; ce délai n'est pas immuable, il s'augmente du délai de distance, qui ne peut dépasser une nouvelle période de soixante jours. Mais le créancier qui veut surenchérir ne sera pas tenu de surenchérir sur l'immeuble entier ; il n'est obligé de le faire que sur la partie spécialement affectée à sa créance.

Une fois la surenchère faite, le créancier pourra se désister ; mais, pour cela, il faudra que tous les autres inscrits y consentent. En effet, par sa surenchère, il a rendu l'offre du tiers détenteur nulle ; celui-ci peut ne pas la renouveler après le désistement du surenchérisseur, et les créan-

ciers, qui avaient accepté les offres comme étant les plus avantageuses, seraient frustrés. Ils ne peuvent être à la merci d'un créancier, qui, par son rang, n'a rien à espérer.

Le délaissement se manifeste par une déclaration faite au greffe de l'immeuble et où les créanciers pourront en prendre connaissance. Quand le délaissement a été fait, les créanciers s'adresseront au tribunal pour faire nommer un séquestre, qui administrera l'immeuble jusqu'à son adjudication. Ce séquestre peut être le tiers détenteur lui-même s'il le demande. Le tiers détenteur qui a déclaré délaisser est responsable des fruits depuis la mise en demeure. Toutefois, comme les fruits sont destinés à être consommés au fur et à mesure, il n'en sera pas tenu indéfiniment. Si les créanciers tardent trop à les lui réclamer, et qu'ils laissent passer trois ans sans faire aucune réclamation, il y aura péremption et les fruits seront acquis de plein droit au tiers détenteur.

« Les frais et loyaux coûts qu'il a faits sont compris dans les charges de l'adjudication. » (Art. 713 du code mixte.)

Il y a en cela un motif d'ordre majeur; du reste, les créanciers eux-mêmes y trouvent leur avantage. Sans cette disposition, le tiers détenteur, qui n'est pas sûr de conserver son acquisition, ne ferait pas les réparations urgentes, s'il n'était pas sûr de rentrer intégralement dans ses déboursés. Les immeubles, faute d'entretien, dépériraient ou tout au moins verraient leur valeur s'amoindrir. L'adjudicataire est tenu de rembourser au tiers détenteur le montant des dépenses nécessaires et la plus-value qu'il aurait communiquée aux immeubles par ses dépenses utiles. Cela a été

ainsi réglé en vertu de l'axiome : nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. C'est aussi en vertu de cet axiome, que l'adjudicataire ne paiera au créancier que la valeur de l'immeuble diminuée de tout ce qu'il a été tenu de payer antérieurement.

Le tiers détenteur étant responsable de l'immeuble pendant sa possession, devra tenir compte aux créanciers des détériorations qui seraient survenues soit de son fait, soit de sa négligence.

Lorsqu'on possède des servitudes ou des hypothèques sur un immeuble et qu'on s'en rend acquéreur, ces servitudes et hypothèques disparaissent. Le droit de propriété étant le plus absolu des droits, absorbe les droits partiels comme les servitudes et les hypothèques. Ces droits n'ont plus de raison d'exister séparément; ils sont absorbés par le droit de propriété. Que va-t-il arriver si le tiers détenteur avait des droits partiels et s'il délaisse? Ces droits ne sont pas perdus pour toujours. Ils existaient à l'état latent dans le droit de propriété; celui-ci n'avait fait que les engourdir, si l'on peut s'exprimer ainsi, et les empêcher de produire leurs effets. Le droit de propriété, qui les empêchait de jouer un rôle actif, étant disparu, les droits renaîtront avec toutes leurs prérogatives. Les servitudes continueront à s'exercer et les hypothèques reprendront leur rang. Toutefois, pour ces dernières, il faut qu'elles n'aient pas été radiées et qu'elles ne soient pas périmées pour une raison ou une autre, telle que le défaut de renouvellement décennal.

Lorsque l'immeuble a été vendu, et le prix payé, comment paiera-t-on les créanciers? On commencera par payer les créanciers hypothécaires inscrits d'après le rang de leurs

inscriptions ; ensuite les créanciers chyrographaires des propriétaires de l'immeuble ; et enfin, s'il reste encore un reliquat sur le prix de vente, ce reliquat servira à payer les créanciers du tiers détenteur.

Lorsque le tiers détenteur a été exproprié ou qu'il a été forcé de délaisser, la loi ne le laisse pas sans protection. Il a un recours contre le propriétaire de l'immeuble pour le dommage qu'il a pu subir soit par suite de la perte qu'il a faite, soit par suite du gain qu'il a manqué de réaliser. Ce recours découle d'un des principes généraux du droit, principe sur lequel est basée l'existence de la propriété. Le vendeur doit garantir à l'acheteur la possession paisible et tranquille de la chose vendue. En effet, sans cela, si le vendeur n'était pas responsable des expropriations que l'acheteur pourrait subir de son fait, la propriété ne pourrait exister puisqu'on lui aurait enlevé toute base solide en la rendant tout à fait incertaine. On verrait d'autre part des gens sans scrupule ni conscience vendre le bien d'autrui sans aucun risque.

En plus de cette action en garantie, qu'il possède contre le précédent propriétaire, le tiers détenteur a une action personnelle contre le principal débiteur, pour se faire rembourser des sommes qu'il a dépensées même pour des travaux purement voluptuaires. Le débiteur principal est responsable, effectivement, des sommes que le tiers a perdues, cette perte s'est réalisée par sa faute ; en effet, s'il avait tenu ses engagements, s'il avait payé sa dette, cela ne serait pas arrivé. Comme chacun est tenu de réparer le dommage qu'il a causé, même involontairement, à plus forte raison volontairement, il n'a qu'à rembourser le tiers.

Mais si le tiers s'est porté acquéreur à l'adjudication, que va-t-il arriver ? Le débiteur principal va-t-il être tenu de lui rembourser ses dépenses ? Non, car ces dépenses lui profiteront ; et ce serait réaliser un profit injuste, si le tiers détenteur, devenu adjudicataire, prétendait l'exiger. Cependant il pourra réclamer au débiteur principal une certaine somme d'argent. Cette somme représentera la différence entre le prix qui avait été stipulé au contrat de vente, et le prix qu'a atteint l'adjudication. En effet, c'est bien la faute du débiteur principal, si le tiers a été forcé de payer un prix supérieur pour conserver un immeuble qu'il avait acquis pour une somme inférieure. Le débiteur en est responsable, et, par suite, tenu de réparer.

Une fois la saisie opérée, l'adjudication terminée, l'immeuble adjugé, l'adjudicataire peut-il revenir sur sa décision ? Peut-il délaisser l'immeuble ? Non. En effet, pour se porter adjudicataire, il faut être majeur et maître de ses droits, par suite dans la plénitude de ses facultés. L'homme qui se trouve dans ces conditions est à même de réfléchir à ce qu'il fait, de savoir ce qu'il veut. Il ne peut par suite prétendre s'être trompé sur la valeur de l'immeuble. Tant pis pour lui en ce cas, ce n'est pas après avoir acheté qu'il doit s'en apercevoir, il n'avait qu'à réfléchir avant, à s'arrêter en temps utile sans se laisser entraîner par le feu des enchères. De plus, s'il pouvait délaisser, il causerait un préjudice grave aux créanciers. L'immeuble serait discrédité, il n'atteindra jamais le prix actuel ; l'homme étant facilement porté à supposer le mal, lui supposera des vices de construction, soit d'autres causes, qui diminueront sa valeur.

En plus des hypothèques, il y a d'autres créances qui produisent des effets analogues, soit même supérieurs. Ce sont les créances privilégiées; il n'y a rien de bien particulier à dire sur leur compte; il suffira de rapporter ici les articles qui les concernent et qui sont très clairs. Ces articles sont contenus dans la section III du chapitre I du titre IV du code civil mixte égyptien :

SECTION III

DES CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS

Article 727 : « Sont privilégiées les créances suivantes :

« 1^o Les frais de justice faits pour la conservation et la réalisation des biens du débiteur, et qui seront payés sur le prix de ces biens avant les créances de ceux au profit desquels ils ont été faits ;

« 2^o Les sommes dues aux gens de service pour les salaires de l'année qui précédera la vente, la saisie ou la faillite, pour les salaires de six mois pour les commis et ouvriers, qui seront payés, s'il y a lieu, après les frais de justice ;

« Ce privilège s'exercera sur les meubles et immeubles du débiteur ;

« 3^o Les sommes dues pour les frais de récolte de l'année et celles dues pour les semences qui ont produit la récolte, qui seront payées dans l'ordre indiqué au présent alinéa, après les créances précédentes, sur le prix de ladite récolte ;

« Les trois privilèges ci-dessus s'exerceront indépendamment de toute inscription ;

« 4° Les sommes dues pour les ustensiles d'agriculture encore en possession du débiteur, qui seront payées après les frais de justice et les salaires sur le prix desdits ustensiles ;

« 5° Les loyers et fermages et tout ce qui est dû au bailleur à ce titre, qui viendront ensuite sur le prix de tout le mobilier garnissant les lieux loués et même sur les récoltes de l'année qui appartiendront encore au fermier bien qu'elles soient déposées hors des lieux loués ;

« 6° Le prix dû au vendeur ou les deniers fournis par acte ayant date certaine, avec affectation spéciale au paiement de ce prix, qui seront privilégiés sur la chose vendue, tant qu'elle est en possession de l'acheteur, si elle est mobilière, sauf l'application des règles spéciales en matière de commerce, et quand il s'agira d'immeubles, si l'acte de vente a été utilement transcrit ;

« Ce privilège ne s'exercera qu'au rang qui lui sera donné par la date de la transcription ;

« 7° Les sommes dues aux aubergistes sur les effets déposés dans l'auberge par les voyageurs. »

Article 728 : « Les copartageants auront, sur les immeubles qui ont fait l'objet du partage et pour leur recours respectif à raison du partage, un privilège qui se conservera par l'inscription au bureau des hypothèques, sans qu'il soit besoin d'une convention spéciale, et qui s'exercera au rang que lui donnera son inscription. »

Article 729 : « Les sommes dues à raison des frais faits pour la conservation de la chose primeront toutes autres

créances et viendront entre elles dans l'ordre inverse de leur date sur les meubles. »

Article 730 : « *Les autres cas de privilèges sur les meubles sont déterminés par les autres codes. »*

Ainsi qu'on a pu le voir, les règles qui régissent les hypothèques en Egypte, sont les mêmes que celles du code français. Sauf certaines règles qui ont été supprimées, soit par suite des inconvénients qu'elles auraient pu entraîner étant données les mœurs et habitudes du pays, comme cela est arrivé pour l'hypothèque judiciaire, soit par suite de leur incompatibilité avec les organisations établies, comme pour l'hypothèque légale, les autres ont été maintenues, sinon dans les termes mêmes où elles étaient rédigées, du moins dans leur esprit.

Des règles de forme. — Les greffes des hypothèques, nous l'avons vu, dépendent intimement des tribunaux mixtes et en font partie intégrante. Le conservateur des hypothèques fait fonction en même temps de greffier du tribunal civil de première instance.

Les greffes sont au nombre de deux : Le Caire et Alexandrie. Chaque greffe est composé d'un greffier en chef, de greffiers, de commis greffiers et, en plus, pour expédier le travail courant d'employés et de rôlistes. Nous avons vu comment étaient nommés les divers fonctionnaires, le montant de leur traitement et en un mot tout ce qui les concerne. Nous ne reviendrons pas là-dessus.

Près des greffes des hypothèques se trouve aussi un cheik délégué par le Mehkemeh. Ce cheik assiste à la passation des actes et appose son cachet à côté de la signature des

parties et du greffier. Il est chargé de prendre note des actes passés au greffe des tribunaux mixtes et de les communiquer au bureau du Mehkemeh.

Chaque greffe est divisé en trois bureaux : le bureau des actes notariés, celui des transcriptions et inscriptions, et, enfin, celui des recherches. Ces bureaux sont dirigés par des commis greffiers sous la direction du greffier. Le premier est celui où se passent les actes ; il reçoit les actes notariés, ventes, donations, etc., et les actes d'hypothèques. Le rôle du second est clair, il consiste à faire la transcription des actes notariés et les inscriptions d'hypothèques. La forme de l'inscription hypothécaire est réglée par l'article 690 du code civil mixte.

Article 690 : *« L'inscription sera faite sur un bordereau en double qui contiendra :*

« 1° Les noms, prénoms, profession et demeure du créancier, avec élection de domicile dans le ressort du tribunal, sinon les actes, s'il y a lieu, seront valablement signifiés au greffe ;

« 2° Les noms et prénoms, profession et demeure du débiteur ou du propriétaire qui a consenti l'hypothèque, s'il est autre que le débiteur ;

« 3° La date et la nature du titre et la mention du greffe où il a été passé ;

« 4° Le montant du chiffre de la créance d'après le titre et l'époque de l'exigibilité ;

« 5° La désignation précise de l'immeuble sur lequel le créancier entend exercer son droit d'hypothèque. »

Les transcriptions et inscriptions sont faites sur des registres en double, dont un exemplaire est conservé au

greffe, et l'autre déposé aux archives. Il y a, en outre, des répertoires généraux, sortes de table des matières, donnant la référence des registres et destinés à faciliter les recherches.

La rédaction des actes d'hypothèques doit être faite d'après la loi par les greffes eux-mêmes; mais, en pratique, pour faciliter le service qui est surchargé, ce sont les avocats des parties ou les parties elles-mêmes qui s'en chargent. De cette façon, une partie du travail des greffes est toute faite.

Le bureau des recherches, celui dont la tâche est assurément la plus lourde, est chargé d'opérer des recherches, comme son nom l'indique. Ces recherches sont faites dans les registres, afin de savoir si l'immeuble pour lequel elles sont demandées est libre d'hypothèques, ou si des hypothèques ont été inscrites, quel est leur nombre et leur importance. C'est lui qui délivre les certificats aux tiers intéressés qui les lui ont demandés.

Projet de réforme. — Nous avons déjà dit que le régime hypothécaire, dans sa forme si ce n'est dans le fond, est défectueux. Voici en quoi consistent ces défauts : Il est assujéti aux tribunaux; il est divisé en deux, les greffes mixtes et les bureaux du Mehkemeh; la responsabilité des greffiers est en disproportion flagrante avec leur traitement.

Il est assujéti aux tribunaux mixtes. Il est confiné dans une partie du palais de justice manifestement insuffisante pour assurer le service. Les archives sont encombrées, ce qui empêche le classement méthodique des registres, et ce qui entraîne ensuite des pertes de temps considérables quand il s'agit d'opérer des recherches. Cette dépendance

a un autre inconvénient, c'est que les employés, commis greffiers et rôlistes sont nommés par eux. Ils ne doivent souvent leur nomination qu'à la faveur. Ensuite ils se montrent incapables et parfois même d'une moralité douteuse. Ceci n'est pas une invention, les faits l'ont assez souvent confirmée. Le conseil de discipline a été obligé à plusieurs reprises de sévir et révoquer plusieurs employés soit pour fraudes, concussions ou extorsions de sommes d'argent plus ou moins fortes. Voilà comment les faits se produisent. Ces employés, estimant que leurs traitements sont devenus insuffisants par suite de la cherté croissante de la vie, ce en quoi ils n'ont pas toujours tort, se sont imaginé de les augmenter par des agissements illicites. Ils firent des recherches pour des tiers, en dehors du temps de service. Les tiers, au lieu de payer les droits au trésor, les partageaient en deux, donnaient la moitié à l'employé complaisant et gardaient l'autre moitié. De là tous les deux réalisaient un bénéfice, mais le trésor subissait une perte.

D'autres fois, bien qu'il eût payé les droits au trésor, le tiers pouvait avoir intérêt à avoir immédiatement son certificat. Cependant, comme il vient de remettre à peine sa demande, il y en a d'autres avant la sienne. Le bon droit voudrait que chaque demande soit satisfaite à son tour; les règlements, du reste, l'exigent. Aussi, pour obtenir un passe-droit, il offrait un pot-de-vin à l'employé, et celui-ci faisait son certificat avant son tour.

De même pour retirer son certificat, quand il ne voulait pas faire la queue et attendre son tour, il lui donnait la pièce et celui-ci lui donnait un bon numéro, ce qui lui permettait de passer avant ceux qui étaient avant lui.

Actuellement, les archives hypothécaires sont divisées en deux parties, une est déposée aux greffes mixtes, et l'autre au Mehkemeh. Il y a par conséquent beaucoup de chances de perte pour les actes ou les registres. Les recherches ne sont pas commodes. Tandis que si le régime hypothécaire était autrement organisé, s'il possédait des locaux spéciaux, s'il était en un mot indépendant, on pourrait réunir en un seul les greffes mixtes et les bureaux du Mehkemeh.

La responsabilité des greffiers est en disproportion flagrante avec leur traitement. Il est vrai que le gouvernement l'a compris, et qu'à moins d'une erreur grossière, qui pourrait être considérée comme volontaire, c'est la caisse du tribunal qui la répare. En effet, le greffier touche une douzaine de mille francs par an, il ne peut, raisonnablement pour cette somme, être tenu responsable d'erreur dont la conséquence se trouverait être le paiement d'une indemnité pouvant s'élever à quelques centaines de mille francs. Il y a une autre raison bien plus grave qui milite en faveur de l'irresponsabilité du greffier. Celui-ci a sous ses ordres pour l'aider à assurer le service une foule d'employés, dont il serait tenu responsable, et qu'il n'a pas choisis. Ces employés lui ont été donnés par une commission qui les a nommés souvent contre son gré. Il ne peut être rationnellement tenu responsable des fautes qu'ils commettent.

On le voit, ce régime hypothécaire est affligé de nombreux inconvénients, et c'est vraiment admirable que jusqu'à présent il ait pu satisfaire les demandes du public, bien qu'il y ait de nombreuses demandes de certificats en

retard. Le gouvernement a compris, du reste, cet état de chose, et un projet de réforme est actuellement à l'étude.

Il nous faudrait voir si l'on ne peut trouver un système meilleur, qui puisse présenter les avantages que possède le système actuel, sans avoir ses inconvénients.

On pourrait incorporer le Mehkemeh aux nypothèques, de sorte qu'il n'y aurait plus qu'un seul greffe pour toute l'Egypte. A la tête de ce greffe, il y aurait un greffier général et deux greffiers en chef. L'un d'eux résiderait au Caire et l'autre à Alexandrie; chacun d'eux serait chargé de diriger le greffe dans chacune de ces villes. Ces greffiers recevraient une allocation de 200.000 francs, qui leur serait donnée par le gouvernement, à charge pour eux d'assurer le service sous leur responsabilité. Chacun de ces greffiers serait tenu de déposer un cautionnement suffisant à assurer le paiement des dommages et intérêts qui seraient dus par suite d'erreurs commises dans le service et dues soit à une faute, soit à une négligence qui leur seraient imputables.

Dans chaque greffe, il y aurait trois bureaux : un bureau des actes notariés, un bureau des inscriptions, radiations et transcriptions, et un bureau des recherches. Ces bureaux seraient dirigés par des commis greffiers et le service serait assuré par des employés et copistes. Ces commis greffiers et employés seraient choisis et rétribués par les greffiers en chef.

En effet, puisque ces derniers sont tenus responsables des erreurs ou fautes commises dans le service, même de celles que commettraient leurs subalternes, il est juste que le choix de ces derniers leur soit laissé. On peut être assuré que les personnes choisies seront aptes à remplir la mis-

sion qu'on leur confie. Du reste, il y a deux raisons qui tendent à assurer le gouvernement de cette capacité : d'abord la responsabilité du greffier qui a nommé les employés, et ensuite l'efficacité de cette responsabilité, puisqu'on se trouve en présence d'une personne notoirement solvable et ayant versé un cautionnement souvent considérable. De plus on pourrait, tout en laissant au greffier la liberté de choisir ses employés, imposer à ceux-ci certaines conditions ; exiger par exemple que les commis greffiers, qui ont une position et des fonctions assez délicates, aient fait preuve de capacité soit en produisant un titre universitaire, tel un diplôme de licencié en droit, qui justifie d'études spéciales les mettant à même d'exercer les fonctions auxquelles ils sont appelés, soit en justifiant d'un stage ou d'avoir occupé précédemment des fonctions identiques.

Cette organisation serait complétée par la nomination de deux ou trois inspecteurs nommés par le gouvernement et rétribués par lui. Ils seraient chargés de surveiller et visiter les greffes et de s'assurer si le service marche régulièrement. Ils recevraient les plaintes que le public aurait à formuler et les transmettraient au gouvernement.

Telle est l'organisation, très possible en somme, et qui supprimerait, à notre avis, les inconvénients du système actuel. Les greffes des hypothèques seraient indépendants ; ils pourraient être logés dans des locaux bien plus vastes, et, par suite, organiser plus facilement et méthodiquement leurs archives. Ils ne seraient plus sectionnés en deux parties. Les greffiers nommant leurs employés, ceux-ci seront assurément plus aptes que les employés actuels ; la responsabilité du greffier en est caution. De plus, celui-ci ayant la

pratique des choses hypothécaires, les choisira à meilleur escient que la commission du tribunal.

Actuellement, les registres hypothécaires sont personnels, les actes sont inscrits sous le nom du propriétaire qui a consenti l'hypothèque. Pour les noms européens le système est passable et donne d'assez bons résultats; mais, quand il s'agit des indigènes, dont les noms sont très embrouillés, par suite de leur constitution même, il n'en est plus ainsi. En effet, le nom indigène est un composé de plusieurs noms, qui, souvent, se complique de génération en génération. La coutume veut que l'on ajoute à son nom le nom de son père en le faisant précéder du mot : fils de. On arrive ainsi à avoir des noms tels que celui-ci : Mohamed fils de Mahimoud fils de Ibrahim fils de Ahmed. Cela constitue une difficulté très grande pour les Européens, souvent ignorants des choses et de la langue arabe. D'autre part, l'interversion d'un des noms simples composant le nom composé suffit à changer l'individu. Aussi y a-t-il là une cause d'erreur ou tout au moins de contre temps.

On pourrait, du moins pour la propriété bâtie et dans les villes, comme Alexandrie, Le Caire, Port-Saïd, Ismaïlia, Mansourah, Damiette et les banlieues d'Alexandrie et du Caire, parer à cet inconvénient. Au lieu d'inscrire les hypothèques sous le nom du propriétaire qui les constitue, on les inscrirait sous la désignation de l'immeuble sur lequel elles portent. Cela serait plus simple et faciliterait les recherches tout en diminuant les causes d'erreur. On demanderait un certificat, non plus contre un tel, mais sur le numéro tant

de telle rue. Le changement de propriétaire serait en ce cas indifférent, puisque l'immeuble ne change pas.

Ce système est malheureusement impraticable pour la propriété non bâtie, celle-ci étant divisible et variant toujours de contenance ou de propriétaire.

FIN

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

pour le Vice-Recteur

l'Inspecteur de l'Académie

J. COMBARIÉUX

Vu : *Le Doyen et Président*

LYON CAEN

TABLE DES MATIÈRES

	Page
BIBLIOGRAPHIE	17
AVANT-PROPOS	21
INTRODUCTION	27

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DES CAPITULATIONS

Généralités	57
Historique des Capitulations	60
Origine et but des capitulations	67

LIVRE PREMIER

DU SYSTÈME LÉGISLATIF EN ÉGYPTÉ

CHAPITRE PREMIER

ÉPOQUE ANTÉRIEURE A LA RÉFORME DE 1874

Régime de la personnalité des lois	85
La lois appliquée était la loi nationale, modifiée par les coutumes locales, en ce qu'elles n'avaient rien de contraire au bon ordre et aux lois constitutionnelles	88
Le pouvoir législatif des consuls	90
Des inconvénients de ce régime	92
Les relations commerciales étaient extrêmement gênées, la faillite ne pouvait être organisée	93
Les conventions étaient incertaines et difficiles	99
Le régime hypothécaire était rendu impossible	102
La législation pénale était désastreuse sous ce régime	105
Inconvénient secondaire du régime de la personnalité des lois	108
Conclusion	109

CHAPITRE DEUXIÈME

RÉGIME ACTUELLE

De la confection, de la revision et de l'approbation des lois par le puissances.....	111
Du rôle de la municipalité d'Alexandrie.....	119
Du journal officiel, publication et promulgation.....	122
Du pouvoir territorial des lois.....	125
Des conditions d'applications aux étrangers.....	127
Des conditions d'applications aux indigènes.....	131
De la façon d'interpréter les lois.....	136
Conclusion.....	139

LIVRE DEUXIÈME

DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

CHAPITRE PREMIER

ÉPOQUE ANTÉRIEURE A LA RÉFORME DE 1874

SECTION PREMIÈRE

Généralités.....	143
------------------	-----

SECTION DEUXIÈME

DES TRIBUNAUX INDIGÈNES

Généralités.....	148
Des Mehkémes et de leur rôle.....	150
Des autres tribunaux.....	153
Des cadis et de leur nomination.....	156
De leur procédure.....	158
De l'exécution des sentences.....	160
De l'arbitraire de ces tribunaux.....	163

SECTION TROISIÈME

DES TRIBUNAUX CONSULAIRES

Leurs origines et leur nombre	165
Leur composition et du rôle des consuls	169
Leurs compétences	178
Leur procédure	185
Leurs degrés	187
De l'exécution de leurs sentences	189
Leurs empiètements	191
Des inconvénients de ces tribunaux	192

SECTION QUATRIÈME

DES TRIBUNAUX MIXTES DE COMMERCE	199
--	-----

CHAPITRE DEUXIÈME

DU RÉGIME ACTUEL

SECTION PREMIERE

Généralités	203
-------------------	-----

SECTION DEUXIEME

DES TRIBUNAUX INDIGÈNES

Leur nombre	210
Leurs compositions	213
Leurs degrés	216
Leur compétence	218
Leur procédure	220
De la défense devant les tribunaux indigènes	222

SECTION TROISIEME

DES TRIBUNAUX MIXTES

Leur nombre.....	225
Leur composition.....	229
Leur compétence.....	242
Leurs audiences.....	252
Du parquet.....	255
De la procédure.....	259
Exécution des sentences.....	297
Services annexes.....	303
Barreau.....	306

SECTION QUATRIEME

DES TRIBUNAUX CONSULAIRES

De leur organisation et de leur nombre.....	313
De leur compétence.....	814

APPENDICE I

DU RÉGIME HYPOTHÉCAIRE

Généralités.....	319
Des règles de fond.....	325
Des règles de forme.....	353
Projet de réforme.....	355

